



**RAPPORT**  
**DU**  
**CONSEIL DE SÉCURITÉ**

---

**16 juillet 1969 - 15 juin 1970**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION**  
**SUPPLÉMENT N° 2 (A/8002)**

**NATIONS UNIES**

**RAPPORT**  
**DU**  
**CONSEIL DE SÉCURITÉ**

---

**16 juillet 1969 - 15 juin 1970**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 2 (A/8002)**



**NATIONS UNIES**

***New York, 1971***



# **NOTE**

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION .....	1
<b>PREMIÈRE PARTIE</b>	
<b>Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales</b>	
<i>Chapitres</i>	
1. — LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT .....	3
A. — Communications, rapports du chef d'état-major et examen par le Conseil de la question de l'observation du cessez-le-feu .....	3
B. — Question du traitement des populations civiles dans les territoires occu- pés par Israël et questions connexes .....	25
C. — Communications concernant la situation à Jérusalem, dans les Lieux saints et aux environs .....	26
D. — Déclarations générales et autres questions portées à l'attention du Con- seil de sécurité en rapport avec la situation au Moyen-Orient .....	37
E. — Note du Secrétaire général sur les entretiens des quatre puissances .....	39
2. — LETTRE DATÉE DU 26 DÉCEMBRE 1963, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE CHYPRE .....	40
A. — Communications et rapports reçus entre le 16 juillet et le 31 décembre 1969 .....	40
B. — Examen de la question à la 1521 <sup>e</sup> séance (11 décembre 1969) .....	40
C. — Communications et rapports reçus entre le 1 <sup>er</sup> janvier et le 15 juin 1970 .....	42
D. — Examen de la question à la 1543 <sup>e</sup> séance (9 juin 1970) .....	43
3. — LETTRE DATÉE DU 17 AOÛT 1969, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRLANDE (S/9394) .....	45
A. — Demande de convocation du Conseil de sécurité .....	45
B. — Question de l'adoption de l'ordre du jour .....	45
4. — LA SITUATION EN NAMIBIE : LETTRE DATÉE DU 24 JUILLET 1969, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LES REPRÉSENTANTS DU CHILI, DE LA COLOMBIE, DE LA GUYANE, DE L'INDE, DE L'INDONÉSIE, DU NIGÉRIA, DU PAKISTAN, DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, DE LA TURQUIE, DE LA YOU- GOSLAVIE ET DE LA ZAMBIE (S/9359) .....	47
A. — Communications au Conseil de sécurité et demande de réunion .....	47
B. — Examen de la question de la 1492 <sup>e</sup> à la 1497 <sup>e</sup> séance (entre le 30 juillet et le 12 août 1969) .....	47
C. — Communications reçues ultérieurement par le Conseil .....	51
D. — Demande de réunion et examen de la question par le Conseil de la 1527 <sup>e</sup> à la 1529 <sup>e</sup> séance (du 28 au 30 janvier 1970) .....	52
E. — Autres communications adressées au Conseil .....	59
F. — Rapport intérimaire du Sous-Comité <i>ad hoc</i> .....	59
5. — QUESTION RELATIVE À LA SITUATION EN RHODÉSIE DU SUD .....	59
A. — Communications et rapports adressés au Conseil de sécurité et demande de réunion .....	59
B. — Examen de la question par le Conseil de la 1530 <sup>e</sup> à la 1535 <sup>e</sup> séance (du 6 au 18 mars 1970) .....	60
C. — Rapports et communications reçus ultérieurement par le Conseil .....	74
D. — Rapport supplémentaire du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité .....	75

## TABLE DES MATIÈRES (suite)

Chapitres	Pages
6. — LETTRE DATÉE DU 15 JUILLET 1969, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA ZAMBIE (S/9331) .	76
A. — Demande de convocation du Conseil de sécurité . . . . .	76
B. — Examen de la question de la 1486 <sup>e</sup> à la 1491 <sup>e</sup> séance (du 18 au 28 juillet 1969) . . . . .	77
7. — PLAINTES DÉPOSÉES PAR LE SÉNÉGAL : LETTRES DATÉES DU 27 NOVEMBRE ET DU 7 DÉCEMBRE 1969, ADRESSÉES AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU SÉNÉGAL (S/9513 et S/9541) . . . . .	83
A. — Communications et demande de convocation du Conseil de sécurité . .	83
B. — Examen de la question : 1516 <sup>e</sup> à 1520 <sup>e</sup> séance (du 4 au 9 décembre 1969) . . . . .	84
8. — PLAINTÉ DE LA GUINÉE : LETTRE DATÉE DU 4 DÉCEMBRE 1969, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES A. I. DE LA GUINÉE (S/9528) . . . . .	90
A. — Communications et demande de convocation . . . . .	90
B. — Examen de la question de la 1522 <sup>e</sup> à la 1526 <sup>e</sup> séance (du 15 au 22 décembre 1969) . . . . .	91
9. — LA QUESTION DE BAHRÉÏN . . . . .	97
A. — Communications reçues par le Conseil et demandes de réunion . . . . .	97
B. — Examen à la 1536 <sup>e</sup> séance (11 mai 1970) . . . . .	98

### DEUXIÈME PARTIE

#### Autres questions examinées par le Conseil

10. — LETTRE DATÉE DU 18 AOÛT 1969, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (S/9397) . .	101
A. — Demande de réunion . . . . .	101
B. — Examen aux 1505 <sup>e</sup> et 1506 <sup>e</sup> séances (27 et 29 août 1969) . . . . .	101
C. — Rapport du comité d'experts . . . . .	104
11. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE . . . . .	104
A. — Participation d'États non membres de l'Organisation des Nations Unies mais parties au Statut de la Cour internationale de Justice à la procédure tendant à modifier le Statut de la Cour . . . . .	104
B. — Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice . . . . .	105
12. — QUESTION DE L'ORGANISATION DE RÉUNIONS PÉRIODIQUES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 28 DE LA CHARTE . . . . .	106
A. — Communications reçues par le Conseil et demande de réunion . . . . .	106
B. — Examen à la 1544 <sup>e</sup> séance (12 juin 1970) . . . . .	107

### TROISIÈME PARTIE

#### Comité d'état-major

13. — TRAVAUX DU COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR . . . . .	109
--	-----

### QUATRIÈME PARTIE

#### Questions portées à l'attention du Conseil de sécurité mais n'ayant pas été examinées par le Conseil pendant la période considérée

14. — QUESTION DU CONFLIT RACIAL EN AFRIQUE DU SUD RÉSULTANT DE LA POLITIQUE D' "APARTHEID" DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE . . . . .	110
A. — Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, daté du 7 octobre 1969 . . . . .	110
B. — Résolution 2506 B (XXIV) adoptée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1969 . . . . .	110

# TABLE DES MATIÈRES (fin)

Chapitres	Pages
15. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR LE PORTUGAL .....	111
16. — COMMUNICATIONS RELATIVES À DES PLAINTES DU CAMBODGE CONCERNANT DES ACTES D'AGRESSION CONTRE LE TERRITOIRE ET LA POPULATION CIVILE DU CAMBODGE .....	111
17. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION DANS LA RÉGION DU VIET-NAM	113
18. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LE CAMBODGE ET LA THAÏLANDE .....	115
19. — RAPPORTS SUR LE TERRITOIRE STRATÉGIQUE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE .....	116
20. — COMMUNICATION CONCERNANT LA QUESTION DE CORÉE .....	116
21. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE EL SALVADOR ET LE HONDURAS .....	117
22. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LA GUYANE ET LE VENEZUELA .....	118
23. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA QUESTION DE GIBRALTAR .....	119
24. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LE TRAITÉ DE 1937 RELATIF À LA FRONTIÈRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN .....	120
25. — COMMUNICATION CONCERNANT DES PLAINTES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU YÉMEN DU SUD .....	120
26. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA QUESTION INDO-PAKISTANAISE .....	120
27. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LE PROBLÈME DU DÉTOURNEMENT DES AÉRONEFS .....	121
28. — COMMUNICATIONS RELATIVES À LA PRATIQUE SUIVIE EN MATIÈRE DE DISTRIBUTION DES DOCUMENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ .....	122
29. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA RATIFICATION DU TRAITÉ SUR LA NON-PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES .....	123
30. — COMMUNICATION CONCERNANT LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DES TRAITÉS .....	124
31. — COMMUNICATION RELATIVE À LA SIXIÈME CONFÉRENCE AU SOMMET DES ÉTATS D'AFRIQUE ORIENTALE ET CENTRALE .....	124
32. — COMMUNICATION CONCERNANT LA QUESTION DE LA PROTECTION ET DE L'INVOLABILITÉ DES AGENTS DIPLOMATIQUES .....	124
33. — COMMUNICATION CONCERNANT LA QUESTION DU RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE .....	125
34. — COMMUNICATION DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS .....	125

## APPENDICES

I. — Membres du Conseil de sécurité en 1969 et 1970 .....	126
II. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité .....	126
III. — Présidents du Conseil de sécurité .....	127
IV. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juillet 1969 et le 15 juin 1970 .....	127
V. — Comité d'état-major : représentants, présidents et secrétaires principaux ...	129

## INTRODUCTION

Le Conseil de sécurité soumet le présent rapport<sup>1</sup> à l'Assemblée générale en application du paragraphe 3 de l'Article 24 et du paragraphe 1 de l'Article 15 de la Charte.

Ce rapport est essentiellement un résumé, un guide qui ne reflète que les grandes lignes des débats. Il ne prétend donc pas remplacer les procès-verbaux du Conseil de sécurité, qui constituent le seul compte rendu complet de ses délibérations, le seul qui fasse autorité.

S'agissant de la composition du Conseil de sécurité pendant la période considérée, on se rappellera qu'à sa 1786<sup>e</sup> séance plénière, le 20 octobre 1969, l'Assemblée générale a élu comme membres non permanents du Conseil de sécurité le Burundi, le Nicaragua, la Pologne, la Sierra Leone et la Syrie aux sièges devenus vacants à la suite de l'expiration, le 31 décembre 1969, du mandat de l'Algérie, de la Hongrie, du Pakistan, du Paraguay et du Sénégal.

La période considérée dans le présent rapport va du 16 juillet 1969 au 15 juin 1970<sup>2</sup>. Pendant cette période, le Conseil a tenu 59 séances.

<sup>1</sup> Ce rapport est le vingt-cinquième rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. Les rapports précédents ont été publiés sous les cotes A/93, A/366, A/620, A/945, A/1361, A/1873, A/2167, A/2437, A/2712, A/2935, A/3157, A/3648, A/3901, A/4190, A/4494, A/4863, A/5202, A/5502, A/5802, A/6002, A/6302, A/6702, A/7202 et A/7602.

<sup>2</sup> La date à laquelle cette période prend fin a été modifiée, avec l'assentiment du Conseil, de manière à coïncider avec celle du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.

## Première partie

# QUESTIONS EXAMINÉES PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EN TANT QU'ORGANE RESPONSABLE DU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

## Chapitre premier

### LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

#### A. — COMMUNICATIONS, RAPPORTS DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR ET EXAMEN PAR LE CONSEIL DE LA QUESTION DE L'OBSERVATION DU Cessez-le-feu

##### 1. — *Plaintes de la Jordanie et d'Israël*

*Communications adressées au Conseil de sécurité entre le 16 juillet 1969 et le 15 juin 1970*

1. Dans une lettre datée du 12 août 1969 (S/9386), la Jordanie, après s'être référée à sa lettre du 16 mai 1969 (S/9211), s'est plainte que son territoire avait été soumis à des bombardements et à des raids aériens israéliens intensifiés. Elle a ajouté que, le 27 juillet, plusieurs groupes de chasseurs à réaction israéliens avaient bombardé et mitraillé des positions jordaniennes dans le district d'Irbid. A la suite de cette attaque, trois militaires avaient été tués et 16 autres blessés. Le jour précédent, neuf civils avaient été tués et deux autres civils blessés après l'attaque du village de Shannah Shamaliyah par les forces israéliennes. La Jordanie a également présenté une liste énumérant 90 violations du cessez-le-feu commises par Israël pendant la période du 5 mai au 23 juillet 1969.

2. Dans une deuxième lettre datée du 12 août (S/9388), la Jordanie s'est plainte que, le 10 août, des avions à réaction israéliens avaient attaqué le canal du Ghor-est, projet d'irrigation vital de la Jordanie et causé de nouveaux dommages à ce projet. La Jordanie s'est plainte en outre qu'en deux mois Israël avait attaqué deux fois le canal dans l'intention de porter un coup mortel à l'économie agricole de la Jordanie.

3. Dans une lettre datée du 20 août (S/9399), répondant aux deux lettres de la Jordanie du 12 août (S/9386 et S/9388), Israël a indiqué que la Jordanie avait favorisé activement les opérations d'agression contre Israël et que des attaques armées étaient constamment commises contre Israël à partir du territoire jordanien avec la participation de forces régulières et irrégulières jordaniennes, renforcées par des unités militaires en provenance de l'Irak. Israël a également accusé la Syrie d'avoir engagé des unités de ses forces armées sur le territoire jordanien.

4. Dans une lettre datée du 26 novembre (S/9512), la Jordanie a déclaré que, le 24 novembre, une patrouille israélienne avait traversé la ligne d'armistice à Ghor Fetah, au sud de la mer Morte, et avait tué quatre bergers jordaniens et en avait enlevé un. Elle a ajouté que, le 17 novembre, des soldats israéliens avaient enlevé trois civils au sud-ouest de Maïen.

5. Dans une lettre datée du 8 décembre (S/9543), la Jordanie a déclaré que deux vedettes lance-torpilles israéliennes avaient ouvert le feu sur le navire japonais *Shinkai-Maru* qui se trouvait dans le golfe d'Akaba alors qu'il se dirigeait vers le port jordanien d'Akaba. Il était ajouté dans la lettre qu'Israël avait ouvert le feu sur ce navire, bien que son identité et la nature commerciale de sa cargaison fussent connues des autorités israéliennes.

6. Dans une lettre datée du 9 décembre (S/9546), la Jordanie a déclaré que, le 6 décembre, des avions à réaction israéliens avaient attaqué à la roquette la zone d'Al Rayhanat située dans la partie septentrionale de la vallée du Jourdain et que, le 8 décembre, l'artillerie israélienne avait bombardé la ville d'Irbid, et, à la suite de ces deux attaques, de nombreux civils avaient été blessés et des maisons endommagées.

7. Dans une lettre datée du 16 décembre (S/9560), Israël, en réponse à la lettre susmentionnée de la Jordanie, a déclaré que, en raison des attaques continues effectuées contre des villages israéliens dans la vallée de Beit Shean par des groupes terroristes partis du territoire jordanien, l'aviation israélienne était passée à l'action contre une base terroriste située sur la rive orientale du Jourdain et que, le 8 décembre, la ville de Beit Shean avait été bombardée par des roquettes du type Katyusha lancées de la Jordanie. Israël a déclaré avoir riposté en vertu de son droit de légitime défense.

8. Dans une lettre datée du 22 décembre (S/9578), la Jordanie a déclaré que des avions israéliens avaient attaqué à la roquette, à la bombe et à la mitrailleuse trois villages situés près d'Irbid et que le raid avait tué six soldats et en avait blessé 19 autres. La Jordanie a ajouté que, le même jour, la ville d'Irbid avait été bombardée, des civils avaient été blessés et des habitations et bâtiments endommagés. En conclusion, la lettre indiquait que la fréquence des attaques israéliennes semblait répondre à une politique officielle préméditée et que cette situation exigeait donc que des mesures plus efficaces fussent prises à l'échelon international.

9. Dans une lettre datée du 5 janvier 1970 (S/9592), Israël s'est plaint que, au cours de la dernière semaine de décembre 1969, plus de 120 attaques avaient été lancées à partir de la Jordanie contre des villages israéliens dans les vallées du Jourdain et de Beit Shean, y compris un bombardement, effectué par l'artillerie le 27 décembre 1969, d'une garderie d'enfants du kibboutz Masada. Ces attaques s'étaient poursuivies pendant les premiers jours du mois de janvier 1970.

Après avoir rappelé que l'observation du cessez-le-feu devait être mutuelle, Israël s'est réservé le droit d'agir en légitime défense.

10. Dans une lettre datée du 9 janvier (S/9596), la Jordanie a déclaré que les attaques d'Israël contre les civils jordaniens et leurs moyens d'existence s'étaient intensifiées. La lettre, qui affirmait que plus de 220 actes d'agression avaient été commis par Israël contre des fermes, des villages et des villes du nord et du centre de la vallée du Jourdain, donnait des détails sur certaines de ces attaques ainsi que sur les morts et les destructions qu'elles avaient causées.

11. Dans une lettre datée du 13 janvier (S/9600), Israël a répondu que la lettre de la Jordanie ne contenait pas la moindre allusion aux attaques armées lancées contre Israël du territoire jordanien. Ces actes d'agression incessants obligeaient Israël à prendre des mesures défensives pour protéger son territoire et la vie de ses citoyens.

12. Dans une lettre datée du 19 janvier (S/9608), la Jordanie s'est plainte que, le jour précédent, les forces israéliennes avaient ouvert un feu de mortier sur des paysans jordaniens à Tall-As-Sukkar, localité située dans le nord de la vallée du Jourdain; quatre paysans avaient été tués et six autres blessés. Dans une lettre datée du 21 janvier (S/9610), la Jordanie a déclaré que, le 20 janvier, un bataillon israélien appuyé par l'aviation militaire israélienne avait traversé la ligne de démarcation de l'armistice au sud de la mer Morte dans le secteur de Ghor-Es-Safi et Fetah et qu'un combat avec les forces jordaniennes avait suivi et continué jusqu'au lendemain pendant que l'aviation israélienne bombardait et mitraillait des objectifs et des centres tant civils que militaires du secteur.

13. Dans une lettre datée du 22 janvier (S/9613), après s'être référé à ses lettres du 16 décembre 1969 et du 5 janvier 1970, Israël s'est plaint que, au cours des dernières semaines, la zone des attaques armées lancées à partir du territoire jordanien s'était étendue jusqu'à comprendre la région de la mer Morte et que, les 19 et 20 janvier, les usines de potasse de la mer Morte, avaient été soumises à un bombardement d'artillerie à partir du territoire jordanien. Agissant en état de légitime défense, une unité des forces de défense israéliennes avait pénétré dans la zone de Safi, au sud de la mer Morte, pour débarrasser la zone des groupes de terroristes qui s'y trouvaient.

14. Dans une lettre datée du 27 janvier (S/9618), la Jordanie s'est plainte que les attaques qu'Israël lançait systématiquement et sans discrimination contre la population civile des villes et villages jordaniens avaient provoqué des pertes en vies innocentes et détruit des biens. Des photographies de femmes et d'enfants victimes de ces attaques étaient jointes à cette lettre. Israël a répondu, dans une lettre datée du 29 janvier (S/9623), que le cessez-le-feu était constamment violé par les actes d'agression commis par les forces régulières et irrégulières qui lançaient du territoire jordanien des attaques contre les villages israéliens et leurs habitants civils et que les effusions de sang et les dommages que provoquaient ces attaques armées avaient été décrits en détail à l'Organisation des Nations Unies. Les attaques armées jordaniennes et les ripostes d'Israël avaient causé des tourments et des souffrances des deux côtés dont les Etats arabes, et notamment la Jordanie, devaient être tenus pour responsables.

15. Dans une lettre datée du 21 avril (S/9761), la Jordanie a déclaré que les forces armées israéliennes

avaient, en violation des principes du droit international, commencé à construire une route pénétrant dans le territoire jordanien sur 3 kilomètres à Ghor-Es-Safi, au sud de la mer Morte, pour essayer d'occuper les sources d'eau se trouvant en territoire jordanien dans le but de les contrôler et de les relier aux usines de potasse israéliennes de l'ouest.

16. Dans deux lettres datées du 24 avril (S/9764 et S/9765), après s'être référée à sa lettre du 9 janvier, la Jordanie a déclaré que, du début de l'année jusqu'au 10 avril 1970, les forces armées israéliennes avaient continué à attaquer des centres civils de l'autre côté du Jourdain. Pour certaines de ces attaques, des chasseurs bombardiers à réaction, de l'artillerie et des roquettes avaient été utilisés. Dans une attaque, le 10 avril, un avion à réaction israélien avait mitraillé un convoi funèbre dans le village de Shunah Shamaliyah; six civils avaient été tués et 18 autres blessés.

17. Dans une lettre datée du 26 avril (S/9766), Israël a déclaré que, selon la Middle East News Agency, le Ministre des affaires étrangères de la Jordanie avait déclaré qu'il estimait, comme le Président de la République arabe unie, que le cessez-le-feu entre les Arabes et Israël était non existant. De l'avis d'Israël, cette déclaration traduisait une évolution extrêmement grave de l'attitude de la Jordanie à l'égard des obligations qu'elle avait solennellement assumées en vertu des résolutions relatives au cessez-le-feu. Israël estimait que, en dehors du fait qu'il était fondé sur la réciprocité, le cessez-le-feu était inconditionnel et que le Conseil de sécurité avait rejeté toutes les propositions tendant à le lier à toute autre question, y compris celle du retrait.

18. Dans une autre lettre, datée du même jour (S/9767), répondant aux deux lettres de la Jordanie du 24 avril (S/9764 et S/9765), Israël a déclaré que ces communications s'inscrivaient dans le cadre des tentatives faites par la Jordanie pour camoufler son total dédain du cessez-le-feu. Les actes d'agression perpétrés à partir du territoire jordanien par les forces régulières et irrégulières se poursuivaient et les opérations des forces irrégulières étaient coordonnées de concert avec les autorités jordaniennes. Le bombardement des objectifs civils dans la zone de Shunah Shamaliyah, le 10 avril, et de Muthalath-Es-Salt, le 24 avril, mentionné dans les lettres de la Jordanie, avait simplement été mené contre les lieux à partir desquels des attaques avaient été lancées contre la ville israélienne de Beith Shean et contre une base connue pour être une base des forces irrégulières dans cette zone.

19. Dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> juin (S/9816), la Jordanie a déclaré que les forces israéliennes avaient lancé une attaque d'artillerie contre la ville d'Irbid depuis les hauteurs du territoire syrien occupé, tuant un enfant de 6 ans et blessant 12 civils. Le même jour, dans une lettre (S/9817), Israël se plaignait que des roquettes lancées de Jordanie étaient tombées à proximité de trois écoles, tuant une fillette de 10 ans et blessant trois autres enfants. Israël a également déclaré que, entre le 26 avril et la fin du mois de mai, il y avait eu 281 attaques armées à partir de la Jordanie, au cours desquelles six Israéliens avaient trouvé la mort et 16 avaient été blessés.

20. Dans une lettre datée du 3 juin (S/9818), Israël a déclaré qu'un autre tir de roquettes déclenché du territoire jordanien contre Beith Shean avait causé la mort de deux enfants et en avait blessé 10 autres. Dans deux lettres de la même date (S/9819 et S/9820), la Jordanie a déclaré qu'Israël avait dirigé des attaques



aériennes contre les villages de Shunah Shamaliyah et Kuraimeh; deux enfants avaient été tués et neuf civils blessés. A la suite d'autres bombardements et tirs d'artillerie contre des villages du nord de la Jordanie, sept civils avaient été tués et 33 autres blessés. La Jordanie a ajouté que ces attaques israéliennes créaient une situation grave, augmentaient la tension dans la région et faisaient peser de sérieuses menaces sur la paix internationale.

## 2. — Plaintes d'Israël et de la République arabe unie

### *Communications adressées au Conseil et rapports du Secrétaire général sur l'observation du cessez-le-feu entre le 16 juillet 1969 et le 15 juin 1970*

21. Dans deux communications datées respectivement des 17 et 18 juillet 1969 (S/9337 et S/9339), la République arabe unie et Israël ont présenté des accusations et contre-accusations relatives à la récupération des corps de cinq soldats de la République arabe unie tués sur la rive orientale du canal de Suez<sup>3</sup>. La République arabe unie a accusé Israël d'avoir différé l'enlèvement des corps, profitant du retard pour renforcer ses positions. Dans sa réponse, Israël a déclaré que c'est la République arabe unie qui avait empêché leur enlèvement en ouvrant le feu sur le lieu où devait avoir lieu la récupération, ce qui avait obligé l'équipe qui en était chargée de se retirer.

22. Dans les renseignements supplémentaires datés du 18 juillet (S/7430/Add.271 et Corr.1), le général Odd Bull, chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), a déclaré qu'Israël l'avait informé que les corps de cinq soldats égyptiens avaient été trouvés sur la rive orientale du canal et que des dispositions avaient été prises pour les récupérer et les rapatrier le 24 juin. La tentative de récupération n'avait cependant pas abouti car les forces de la République arabe unie avaient ouvert des tirs de mortier sur le lieu de récupération et obligé l'équipe responsable de se retirer. La République arabe unie avait ensuite insisté pour que les corps soient immédiatement retournés et rejeté une proposition tendant à terminer l'opération de récupération et de transfert le 25 juin. Par la suite, une nouvelle tentative avait été convenue pour le 17 juillet. Comme on procédait à des préparatifs pour récupérer les corps en question, un tir d'arme automatique provenant de la rive occidentale du canal avait été entendu et les balles étaient passées à moins de 20 à 30 mètres du lieu de récupération. Des tirs de mortier et d'artillerie avaient été échangés et l'opération de récupération avait été interrompue. Un cessez-le-feu proposé ultérieurement avait été accepté par Israël mais aucune réponse n'avait été reçue de la République arabe unie.

23. Dans une lettre datée du 20 juillet (S/9343), la République arabe unie a accusé les forces israéliennes d'avoir essayé, ce jour-là, de s'emparer de "l'île Verte", située dans la partie méridionale du canal de Suez. Dans une autre lettre datée du même jour (S/9344), la République arabe unie a affirmé que des chasseurs israéliens avaient attaqué des centres civils et des installations économiques dans plusieurs villes de la zone du canal de Suez.

24. Dans une lettre datée du 22 juillet (S/9349), Israël a déclaré que, face aux attaques continues des

forces armées de la République arabe unie, Israël n'avait d'autre choix que de recourir à des mesures de légitime défense. Ces mesures étaient cependant dirigées exclusivement contre des positions militaires de la République arabe unie et contre les bases d'où partaient les attaques contre les forces israéliennes.

25. Au cours de la période allant du 16 au 31 juillet, le Secrétaire général a reçu des renseignements supplémentaires du chef d'état-major de l'ONUST (S/7930/Add.267, 268, 270, 271 et Corr.1, 290 et 292), relatifs à des incidents consistant dans des tirs de fusil, de fusil mitrailleur, de mitrailleuse lourde, d'artillerie, de mortier, de char et de roquette par-dessus le canal. Les rapports du chef d'état-major contenaient également des renseignements sur les activités aériennes et sur des tirs dirigés contre le personnel et les installations de l'ONU.

26. Dans les renseignements supplémentaires datés du 27 juillet (S/7930/Add.284), le chef d'état-major de l'ONUST a signalé que le commandant B. R. Plane, de l'armée suédoise, observateur de l'ONU, avait été tué par un obus alors qu'il était de service sur la rive occidentale du canal de Suez. Dans un rapport spécial sur cet incident, en date du 30 juillet (S/9368), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité qu'il avait reçu du chef d'état-major de l'ONUST un rapport sur les résultats de l'enquête effectuée par la Commission chargée d'enquêter sur la mort du commandant Plane. Après avoir examiné toutes les circonstances relatives au décès du commandant Plane, la commission avait conclu que ce dernier était mort dans l'exercice de ses fonctions, touché par un fragment d'obus qui avait explosé à l'extérieur du poste d'observation. D'après les éléments qui lui avaient été fournis et d'après l'enquête qu'elle avait menée de son côté, la Commission avait conclu que l'obus en question était venu d'une direction nord-est, d'un secteur occupé par les forces israéliennes. Outre qu'il a fait connaître les résultats de l'enquête effectuée par la Commission, le Secrétaire général a fait observer que la mort tragique du commandant Plane justifiait d'une manière infiniment triste les craintes qu'inspirait la situation dans le secteur du canal de Suez et qu'il avait déjà attiré l'attention sur la détérioration constante des conditions dans lesquelles les observateurs militaires de l'ONU s'acquittaient de leurs fonctions et sur le danger croissant auquel ils étaient exposés. Les renseignements supplémentaires adressés quotidiennement au Conseil de sécurité sur les incidents dans le secteur du canal de Suez mentionnaient fréquemment des tirs dirigés contre les observateurs militaires, leurs postes, leurs véhicules et leur matériel.

27. Du 1<sup>er</sup> juin au 29 juillet 1969, a ajouté le Secrétaire général, on avait relevé 74 cas où les forces de la République arabe unie avaient tiré sur les postes ou sur le personnel de l'ONU, ou à proximité, et 15 cas où les forces israéliennes avaient tiré. Le chef d'état-major avait également fait des efforts persistants pour améliorer de diverses manières la sécurité du personnel de l'ONU, mais ces mesures n'avaient pas encore permis d'atteindre le résultat escompté. On avait également observé, pendant la même période, une activité aérienne intense par-dessus le canal, et les postes d'observation de l'ONU avaient été endommagés à cinq reprises en raison de cette activité.

28. Après avoir signalé les risques que présentaient les attaques dirigées contre les observateurs militaires de l'ONU, le Secrétaire général a renouvelé son appel

<sup>3</sup>Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément no 2, (A/7602), chap. 1, par. 255.



aux parties elles-mêmes pour qu'elles observent le cessez-le-feu et respectent les observateurs militaires de l'ONU qui en assuraient la supervision et, en même temps, pour qu'elles coopèrent avec les efforts déployés dans le cadre des Nations Unies en vue de parvenir à un règlement pacifique. Il a également lancé un appel aux membres du Conseil de sécurité pour que, individuellement et collectivement, ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir afin d'imprimer aux événements une direction nouvelle et constructive et d'améliorer les conditions de travail des observateurs dans le secteur du canal de Suez. Il était de plus en plus évident, a-t-il ajouté, que le fait qu'on ne pouvait entrevoir à court terme l'application de la résolution 242 (1967) du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité était un facteur qui tendait à accroître la fréquence des violations du cessez-le-feu non seulement dans le secteur du canal de Suez, mais aussi dans d'autres secteurs au Moyen-Orient. Après avoir rendu un hommage personnel à la mémoire du commandant Plane, de même qu'aux autres observateurs, le Secrétaire général a exprimé aux gouvernements qui avaient mis ces observateurs à la disposition de l'ONU sa reconnaissance pour leur compréhension et leur coopération. Il a terminé en disant qu'après de nouvelles consultations avec ces gouvernements il ferait de nouvelles recommandations au Conseil de sécurité.

29. Au cours du mois d'août, des renseignements supplémentaires (S/7930/Add.292, 294 à 297, 299 à 311, 313, 314, 316, 317, 319 et 321 à 326) ont été reçus du chef d'état-major de l'ONUST et distribués presque quotidiennement. Les rapports faisaient allusion à des échanges de tirs nourris et à une certaine activité aérienne. Entre les 6 et 29 août, le chef d'état-major de l'ONUST a signalé 12 cas où le feu avait été ouvert par les forces de la République arabe unie sur les installations et les postes d'observation de l'ONU situés sur la rive orientale du canal ou à proximité.

30. Dans les renseignements supplémentaires datés du 19 août (S/7930/Add.311), le chef d'état-major de l'ONUST a signalé que l'équipe de travail d'un poste d'observation inoccupé situé sur la rive orientale du canal avait dû se retirer en raison du tir d'artillerie de la République arabe unie et du fait que les autorités de la République arabe unie n'avaient pas donné l'assurance qu'elles cesseraient le feu. Dans une lettre datée du 23 août (S/9405), Israël a informé le Conseil de sécurité que, pendant la nuit du 20 au 21 août, les travaux de construction du poste d'observation Orange de l'ONU avaient été interrompus à la demande des observateurs, qui avaient été informés que les autorités de la République arabe unie étaient opposées à ce que l'on poursuive les travaux de construction de l'abri. Dans une lettre datée du 27 août (S/9417), le Secrétaire général a informé Israël que, conformément aux rapports reçus du chef d'état-major de l'ONUST, les travaux s'étaient poursuivis sans interruption depuis le 21 août au poste d'observation Orange et que l'abri avait été achevé le 25 août.

31. Au cours du mois de septembre, le Secrétaire général a fait distribuer 37 documents contenant des renseignements supplémentaires reçus du chef d'état-major de l'ONUST, dont notamment huit rapports séparés sur les activités aériennes (S/7930/Add.327, 328, 330 à 344, 346 à 367). Egalement pendant cette période, on avait tiré 10 fois sur les postes d'observation de l'ONU.

32. Dans les renseignements supplémentaires datés du 22 septembre (S/7930/Add.355), le chef d'état-major, faisant rapport sur la fermeture du poste d'observation Mike, a déclaré que, au cours des réunions qu'il avait tenues les 10 et 11 septembre avec les autorités de la République arabe unie et d'Israël, il avait parlé des problèmes auxquels faisaient face les observateurs militaires de l'ONU dans le secteur du canal de Suez. Au cours de ses entretiens avec les autorités de la République arabe unie, il avait soulevé la question des empiétements sur les postes d'observation, en particulier le PO Mike. Le chef d'état-major a signalé que, depuis le 25 juillet, des coups de feu avaient été tirés à huit reprises sur le PO Mike, ou à proximité de celui-ci, depuis la rive orientale du canal. Le 27 juillet, un tir d'artillerie proche du PO avait entraîné la mort du commandant B. R. Plane, et, le 21 septembre, le bâtiment du PO avait, de nouveau, été touché par un tir de pièces lourdes. Etant donné les graves dégâts causés par les tirs susmentionnés et le danger qui menaçait la vie des observateurs, le chef d'état-major a déclaré qu'il n'avait pas d'autre choix que de fermer le PO Mike temporairement à partir du 24 septembre.

33. Dans les renseignements supplémentaires reçus en octobre (S/7930/Add.368 à 402, 404 et 405), le chef d'état-major a signalé que les incidents portant sur des tirs d'armes légère et lourde avaient été plus fréquents qu'au cours des mois précédents. Il a également signalé que les activités aériennes s'étaient poursuivies, que des chasseurs et bombardiers à réaction israéliens avaient traversé le canal d'est en ouest et que les pièces antiaériennes des forces de la République arabe unie avaient ouvert le feu sur eux.

34. Pendant tout le mois de novembre, le Secrétaire général a fait distribuer les renseignements supplémentaires reçus du chef d'état-major de l'ONUST (S/7930/Add. 406 à 411, 413 à 423, 425 à 431 et 433 à 441), indiquant que les échanges de feux s'étaient poursuivis sans répit dans le secteur du canal de Suez et que les activités aériennes s'étaient également intensifiées. Le chef d'état-major a également signalé que des avions à réaction Phantom israéliens avaient été observés le 29 novembre, alors qu'ils traversaient le canal pour effectuer des attaques sur la rive occidentale du canal.

35. Dans les renseignements supplémentaires datés du 9 novembre (S/7930/Add.416), le chef d'état-major a signalé que les observateurs stationnés au Centre de contrôle de Kantara à Rahba, sur la rive orientale du canal, avaient entendu de forts bombardements et vu des lueurs de tirs à environ 10 kilomètres au nord-ouest du Centre de contrôle et que l'objectif visé avait paru être la zone de Romani. Ils avaient observé en même temps une certaine activité aérienne et des tirs anti-aériens. Le même jour, les autorités israéliennes avaient fait savoir à l'officier chargé des opérations de l'ONUST que deux destroyers de la RAU et trois torpilleurs avaient bombardé la zone de Romani pendant 45 minutes environ dans la soirée du 8 novembre et que des appareils des forces israéliennes avaient été utilisés contre ces navires. Le chef d'état-major avait également signalé que les forces de la République arabe unie avaient tiré à plusieurs reprises sur des points proches des postes d'observation de l'ONU mais qu'aucun membre des forces israéliennes ne se trouvait à proximité. Pendant la même période, des avions à réaction israéliens avaient continué d'attaquer des objectifs situés sur la rive occidentale du canal.

36. Pendant le mois de décembre, les renseignements supplémentaires reçus du chef d'état-major (S/7930/Add.442 à 446, 448, 450, 452, 454, 457 à 463, 465, 466, 468, 470 et 472 à 480) indiquaient que les échanges de feux avaient continué dans le secteur du canal de Suez avec la même intensité qu'auparavant. Les rapports indiquaient également que, pendant cette période, on avait tiré 20 fois sur les installations et les postes d'observation de l'ONU, ou à proximité, et qu'il y avait eu des dégâts. Lors d'un de ces incidents, survenu le 8 décembre (S/7930/Add.448), un observateur avait été blessé à la jambe, au visage et aux yeux par une charge explosive qui avait explosé au bord de la route. Les fréquents tirs dirigés contre le PO Yellow avaient obligé le chef d'état-major de le fermer et de le transférer à un nouvel emplacement choisi avec l'accord des autorités israéliennes.

37. Dans une lettre datée du 4 décembre (S/9540), le représentant de la République arabe unie a rappelé l'entretien qu'il avait eu avec le Secrétaire général le 2 décembre et au cours duquel il avait fait part de la grave préoccupation que causait aux délégations des pays arabes le fait que les forces armées israéliennes se servaient d'avions à réaction Phantom construits aux Etats-Unis pour attaquer les villes et les villages de la République arabe unie; il a cité, à cet égard, les renseignements supplémentaires pertinents fournis par le chef d'état-major de l'ONUST (S/7930/Add.439). Il a ajouté que l'utilisation de ces avions par Israël confirmait les avertissements donnés à maintes reprises par les pays arabes en ce qui concerne les graves répercussions que pouvait entraîner la fourniture à Israël du matériel de guerre offensif de ce genre. Par ailleurs, une telle aide militaire revêtait un caractère extrêmement préoccupant lorsqu'elle était fournie — ce qui était le cas — par un membre permanent du Conseil de sécurité.

38. Pendant le mois de janvier 1970, 32 rapports contenant des renseignements supplémentaires ont été reçus du chef d'état-major (S/7930/Add.481, 483 à 487, 489, 490, 493 à 498, 500 à 502, 504, 506, 508, 510, 512 à 516, 518, 520, 522, 523, 525 et 526), concernant des incidents provoqués par des coups de feu et des survols ainsi que des tirs dirigés contre les postes d'observation de l'ONU dans le secteur du canal de Suez.

39. Dans une lettre datée du 26 janvier 1970 (S/9626), la République arabe unie a accusé l'aviation israélienne d'avoir attaqué, le 25 janvier, un navire civil non armé de la République arabe unie, alors qu'il naviguait sur la mer Rouge, à une distance de 20 kilomètres de la ville égyptienne de Ghadarka. Cette attaque, qui avait fait six blessés parmi les membres civils de l'équipage, avait été exécutée par Israël en violation du droit international.

40. Dans une lettre datée du 2 février 1970 (S/9635), Israël a répondu que la plainte de la République arabe unie était sans fondement et qu'elle était destinée, en fait, à détourner l'attention de l'attitude de l'Egypte, qui faisait fi du cessez-le-feu. Le navire en question était un bâtiment auxiliaire au service de l'armée de la République arabe unie et les forces israéliennes avaient expressément reçu l'ordre de ne pas attaquer les navires civils.

41. Dans une lettre datée du 20 février (S/9656), la République arabe unie a affirmé qu'une attaque lancée le 12 février par des avions à réaction israéliens Phantom contre l'usine nationale de produits métallur-

giques d'Abu Zaabal, en République arabe unie, avait fait 80 morts et davantage encore de blessés parmi les travailleurs. D'après la lettre, il ressortait clairement des dépêches de la presse internationale que cette usine se trouvait loin de toute installation militaire. L'attaque, lancée par des avions à réaction Phantom, avait montré de quelle façon Israël utilisait les appareils qui lui étaient fournis prétendument à des fins de défense et elle avait démenti l'affirmation d'Israël selon laquelle les forces de défense israéliennes auraient reçu l'ordre formel de ne pas attaquer d'objectifs civils.

42. Par une lettre datée du 20 février (S/9657), le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a transmis au Secrétaire général une déclaration de l'agence Tass en date du 16 février concernant l'attaque que des avions israéliens auraient lancée le 12 février 1970 contre une usine métallurgique égyptienne près du Caire. Après avoir affirmé que les dirigeants israéliens, au mépris des principes humanitaires et des principes du droit international, cherchaient à faire échouer un règlement pacifique au Moyen-Orient, l'agence Tass indiquait qu'en faisant l'escalade de l'agression des Israéliens croyaient parvenir à contraindre les Etats arabes à transiger sur leurs intérêts légitimes. L'agence ajoutait que, tant que l'agresseur continuerait de fouler aux pieds les principes et les buts de la Charte des Nations Unies ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité, l'Union soviétique se verrait obligée d'apporter aux Etats arabes le soutien voulu en renforçant leur capacité de défendre leur sécurité et leurs intérêts légitimes.

43. Dans une lettre datée du 21 février (S/9658), Israël a déclaré que c'était pour se défendre qu'il avait entrepris une action aérienne contre le camp militaire d'El-Khanka; mais lorsqu'un porte-parole de la République arabe unie avait annoncé que des bombes étaient tombées sur une usine métallurgique située près du camp, tuant des civils, une enquête avait été ordonnée. D'après la lettre, un porte-parole des forces israéliennes de défense avait déclaré que l'usine n'avait pu être atteinte qu'à la suite d'une erreur et que la politique d'Israël consistait toujours à n'entreprendre d'action que contre des objectifs militaires. Le porte-parole israélien avait également annoncé que, lorsque les pilotes eurent rendu compte de leur mission, il était apparu "qu'il était possible qu'à la suite d'une erreur technique les bombes d'un appareil aient été larguées ailleurs que sur l'objectif" et que le Ministre israélien de la défense avait prié le représentant de la Croix-Rouge internationale et le chef d'état-major de l'ONUST d'informer les autorités de la République arabe unie que, parmi les bombes lâchées, il y avait eu une bombe à retardement de 400 kilogrammes qui devait exploser au bout de 24 heures et qu'il fallait la désamorcer à temps pour l'empêcher d'exploser. Dans une lettre datée du 27 février (S/9669), Israël a déclaré que le communiqué de l'agence Tass transmis au Conseil dénigrait la politique israélienne visant à conclure un accord de paix au Moyen-Orient et louait au contraire l'appui apporté par l'Union soviétique à la guerre dite d'usure des Etats arabes.

44. Au cours du mois de février, le Secrétaire général a fait distribuer 29 rapports supplémentaires émanant du chef d'état-major (S/7930/Add.528, 530, 532, 534, 536, 537 et Corr.1, 538 à 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 555, 557, 559 à 564, 566, 567 et 569), concernant des échanges de coups de feu et indiquant une recrudescence des activités aériennes.

D'après les renseignements supplémentaires sur les activités aériennes en date du 10 février (S/7930/Add.541), un certain nombre d'appareils non identifiés avaient traversé le canal d'ouest en est et attaqué à la bombe des objectifs situés au nord du poste d'observation Silver sur la rive orientale du canal. Pendant l'attaque, une bombe était tombée à 75 mètres du poste d'observation. Plus tard, le même jour, un obus d'artillerie tiré par les forces de la République arabe unie était tombé près de la caravane du poste d'observation. Dans le même document, le chef d'état-major signalait que plusieurs avions à réaction israéliens avaient traversé le canal et attaqué des objectifs situés sur la rive occidentale et qu'une bombe était tombée dans le canal à 60 mètres environ à l'ouest du poste d'observation Silver.

45. Pendant le mois de mars, 31 rapports contenant des renseignements supplémentaires sur des incidents observés dans le secteur du canal de Suez ont été distribués par le Secrétaire général (S/7930/Add.572, 573, 575, 577, 579, 581 et Corr.1\*, 583, 585, 587, 589, 591, 593, 595, 597, 598, 600, 602, 604 à 606, 608, 610, 611, 613, 615, 617, 619, 621, 622 et 624); ils indiquaient une intensification des activités aériennes et donnaient des renseignements sur les dommages causés aux installations de l'ONU.

46. Dans deux rapports contenant des renseignements supplémentaires datés des 6 et 7 mars (S/7930/Add.579 et 581 et Corr.1\*), le chef d'état-major avait déclaré que le poste d'observation Yellow, qui avait été fermé temporairement le 11 décembre 1969, en attendant d'être réinstallé en un lieu plus sûr, avait repris ses observations le 5 mars. Le 31 mars, le chef d'état-major a signalé (S/7930/Add.626) que les autorités de la République arabe unie avaient présenté une plainte selon laquelle des véhicules de l'ONU avaient circulé au milieu d'un convoi israélien; le commandant du secteur n'aurait pas tiré à cause des véhicules de l'ONU. L'officier responsable du Centre de contrôle de Kantara avait répondu que la patrouille de secours de l'ONU, en se rendant au poste d'observation Green, s'était trouvée involontairement mêlée aux véhicules israéliens. Le personnel de l'ONU avait pour instruction de se tenir à distance des autres véhicules lorsqu'il était en déplacement.

47. Dans une lettre datée du 8 avril (S/9744), la République arabe unie a déclaré que des avions à réaction israéliens de type Phantom avaient attaqué une école primaire dans le village de Houssaineya (province de Sharkia), tuant 31 écoliers et blessant de nombreux autres civils.

48. Dans une lettre datée du 9 avril (S/9745), Israël a répondu que l'action aérienne signalée par la République arabe unie avait été entreprise contre les installations militaires égyptiennes situées à Salahiye et que des photographies aériennes prises avant et après cette action montraient des installations militaires clairement reconnaissables. D'après la lettre d'Israël, des communiqués de presse provenant de la République arabe unie indiquaient que les autorités de ce pays avaient empêché les journalistes de se rendre sur les lieux de la prétendue action aérienne d'Israël. Les communiqués de presse avaient également mentionné que certains des jeunes garçons blessés que les journalistes avaient vus à l'hôpital portaient un uniforme kaki et suivaient apparemment un entraînement prémilitaire

au camp de Salahiye. Dans une autre lettre datée du 14 avril (S/9752/Rev.1), Israël a déclaré qu'il avait fallu cinq jours aux autorités de la République arabe unie pour organiser une visite de l'objectif par les représentants de la presse, ce qui leur avait permis de faire disparaître de l'emplacement les traces des installations militaires.

49. Par une lettre datée du 15 avril (S/9755), la République arabe unie a informé le Secrétaire général que 16 autres écoliers étaient morts des suites des blessures reçues pendant l'attaque aérienne israélienne; des photographies jointes à la lettre avaient pour but de montrer que les enfants étaient trop jeunes pour que l'on pût attacher une valeur aux allégations d'Israël selon lesquelles les victimes auraient fait un stage d'entraînement paramilitaire dans un centre de l'armée. La République arabe unie citait en outre une dépêche de l'agence Reuter du 15 avril déclarant que les correspondants de presse n'avaient vu que des travaux intéressants des projets de développement agricole mais aucun indice de la présence de matériel militaire sur les lieux de l'action aérienne israélienne.

50. Par une lettre datée du 15 avril (S/9756), l'Union des Républiques socialistes soviétiques a transmis au Conseil de sécurité le texte de déclarations publiées par le Comité soviétique de solidarité avec les pays d'Asie et d'Afrique et par l'Union des journalistes de l'URSS, ainsi que le texte du télégramme du Comité des femmes soviétiques et de l'Académie des sciences pédagogiques de l'URSS, organismes qui protestaient contre le bombardement par l'aviation israélienne d'une école primaire en République arabe unie.

51. Dans une réponse datée du 17 avril (S/9757), Israël a déclaré que l'URSS avait aidé les services de propagande de la République arabe unie et que la responsabilité des pertes subies des deux côtés incombait au premier chef à la République arabe unie, qui poursuivait une "guerre d'usure".

52. Au cours du mois d'avril, le Secrétaire général a fait distribuer d'autres renseignements supplémentaires communiqués par le chef d'état-major (S/7930/Add.626, 628, 630, 632, 634, 636 à 638, 640, 642 à 646, 648, 650, 652, 654, 656, 657, 659, 661, 663, 665, 668, 670, 671, 674, 676 et 678) sur des incidents observés dans le secteur, signalant en particulier des tirs dirigés sur cinq postes d'observation et sur le Centre de contrôle d'Ismaïlia, qui avaient été endommagés.

53. Dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> mai (S/9775), le représentant de la République arabe unie a déclaré qu'au cours des journées précédentes les autorités israéliennes s'étaient lancées dans une campagne de calomnies au sujet d'une prétendue participation croissante des pilotes soviétiques aux activités des forces aériennes égyptiennes; ce faisant, Israël avait un double but: justifier la fourniture par les Etats-Unis d'un plus grand nombre d'appareils à réaction Phantom et détourner l'attention de l'opinion publique mondiale de son agression persistante et de son mépris pour les Nations Unies.

54. Dans une lettre datée du 5 mai (S/9782), Israël a déclaré que la République arabe unie n'avait ni démenti les faits relatifs à l'engagement militaire soviétique en Egypte, qui, d'après Israël, avait donné une nouvelle dimension au conflit régional, ni indiqué un changement quelconque dans sa politique d'hostilité à l'égard d'Israël.

55. Par une lettre datée du 4 mai (S/9778), le représentant de la République arabe unie a transmis le texte d'un appel adressé au Président des Etats-Unis d'Amérique, le 1<sup>er</sup> mai 1970, par le Président de la République arabe unie, demandant aux Etats-Unis de persuader Israël de se retirer de tous les territoires arabes occupés en 1967 ou, si cela n'était pas en leur pouvoir, de refuser d'accorder toute nouvelle assistance militaire, politique et économique à Israël. Si les Etats-Unis n'étaient disposés à prendre aucune de ces deux mesures, il deviendrait parfaitement évident qu'Israël, en continuant d'occuper ces territoires, bénéficiait de l'assentiment et de l'appui des Etats-Unis et que ceux-ci souhaitaient voir imposer la volonté israélienne aux Etats arabes.

56. Pendant la période allant du 1<sup>er</sup> mai au 15 juin, le Secrétaire général a fait distribuer d'autres renseignements supplémentaires émanant du chef d'état-major de l'ONUST (S/7930/Add.680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 699, 701, 703, 705, 707, 709, 711, 713, 715, 717, 719, 721, 723, 726, 728, 730, 732, 734 et Corr.1<sup>a</sup> et 2, 735, 737, 739, 741, 743, 745, 749, 752, 754, 755, 757, 759, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774 et 776). D'après ces renseignements, les tirs s'étaient poursuivis avec la même intensité qu'auparavant et il y avait eu une recrudescence des activités aériennes. En outre, plusieurs postes d'observation avaient été endommagés par des tirs provenant des deux côtés et deux postes d'observation avaient dû être fermés provisoirement.

57. Le 8 juin, le Secrétaire général a porté à la connaissance (S/9825) des membres du Conseil de sécurité une lettre qu'il avait adressée aux Etats dont des ressortissants servaient comme observateurs militaires des Nations Unies dans le secteur du canal de Suez. Après avoir déclaré que les observateurs se consacraient avec dévouement et courage au service de la paix en participant à une opération qui avait été instituée par le Conseil de sécurité et qui, sauf décision contraire du Conseil, serait maintenue dans toute la mesure possible, le Secrétaire général indiquait que la sécurité personnelle de ceux qui servaient dans les opérations de maintien de la paix avait toujours été au premier rang de ses préoccupations, étant donné en particulier la situation dangereuse qui régnait dans le secteur du canal de Suez. Le Secrétaire général attirait l'attention sur un passage du rapport qu'il avait présenté le 27 mai (S/7930/Add.734) concernant la fermeture de certains postes d'observation, et dans lequel on pouvait lire que les représentations et protestations faites à propos des tirs dirigés contre le personnel, les installations et le matériel de l'ONU ou à proximité étaient restées vaines et n'avaient pu faire diminuer le nombre de ces incidents, et que, au contraire, il y avait eu récemment une recrudescence des tirs de cette nature effectués par la République arabe unie. Tout en reconnaissant qu'il était difficile de limiter les tirs lorsque s'était établi en fait un état de guerre, le Secrétaire général se déclarait à la fois profondément préoccupé de voir que le personnel de l'ONU était exposé à des dangers constants et accrus dans ce secteur et vivement affligé de constater que le personnel de l'ONU courait maintenant des risques plus grands que jamais. Pour des raisons indépendantes de sa volonté, par conséquent, le Secrétaire général n'était plus en mesure de garantir la sécurité personnelle des hommes qui participaient à la mission d'observation et se rendait compte malheureusement que dans les circonstances actuelles, où presque chaque jour des projectiles manquaient de peu

le personnel des postes d'observation des Nations Unies sur le canal, il était quasi miraculeux que les observateurs n'aient pas subi des pertes plus élevées. Le Secrétaire général ajoutait qu'il s'était senti obligé d'écrire très franchement aux gouvernements afin que ceux-ci n'ignorent rien des conditions dans lesquelles leurs officiers servaient les Nations Unies.

58. L'Autriche, le Chili, la Finlande, l'Irlande et la Suède ont répondu à la lettre du Secrétaire général.

59. Par une lettre datée du 7 juin (S/9826), le représentant du Chili a exprimé la certitude que le Secrétaire général saurait déterminer les moyens de surmonter cette situation difficile pour être à même de garantir, dans des conditions raisonnables, la sécurité des observateurs, éventuellement avec l'aide urgente du Conseil de sécurité.

60. Dans une lettre datée du 15 juin (S/9857), le représentant de l'Irlande a déclaré que la protection personnelle des observateurs et la sauvegarde de leur statut étaient des questions qui préoccupaient vivement son gouvernement. Le Gouvernement irlandais se félicitait de l'assurance selon laquelle le Secrétaire général et le chef d'état-major de l'ONUST continueraient de prendre toutes les précautions possibles pour assurer la sécurité des observateurs; il se déclarait convaincu que le Secrétaire général recevrait la coopération et l'appui complets de tous les intéressés, quelles que soient les mesures qu'il jugerait bon de prendre afin de réduire les dangers actuels.

61. Dans une lettre du même jour (S/9845), le représentant de la Finlande a déclaré que la situation démontrait une fois de plus la nécessité d'accomplir un nouvel effort en faveur de la paix au Moyen-Orient. La position du Gouvernement finlandais à cet égard avait été précisée au Conseil de sécurité lorsque celui-ci avait examiné la situation au Moyen-Orient en mai 1970, et le représentant de la Finlande réaffirmait cette position. Quant à la situation des observateurs militaires de l'ONU dans le secteur du canal de Suez, dont la mission s'inscrivait dans le cadre des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour maintenir la paix au Moyen-Orient, le Gouvernement finlandais se rendait compte que le Secrétaire général faisait tout ce qu'il est possible de faire pour assurer leur sécurité personnelle.

62. Dans une lettre datée du 16 juin (S/9840), le représentant de la Suède a exprimé l'avis de son gouvernement selon lequel c'était au Secrétaire général qu'il appartenait de prendre les mesures nécessaires, dans une situation donnée, pour protéger la vie des hommes qui servaient les Nations Unies en tant que membres des Forces du maintien de la paix ou d'un groupe d'observation. Le risque croissant que couraient les observateurs dans le secteur du canal de Suez n'était qu'un symptôme de la détérioration générale de la situation au Moyen-Orient et faisait ressortir la nécessité vitale de parvenir à un règlement pacifique conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

63. Dans une lettre datée du 29 juin (S/9855), le représentant de l'Autriche a déclaré que son gouvernement était convaincu que le Secrétaire général et le chef d'état-major de l'ONUST sauraient prendre toutes les mesures utiles et nécessaires pour protéger la vie des hommes qui servaient en tant qu'observateurs de l'Organisation des Nations Unies dans le secteur du canal de Suez. En outre, le Gouvernement autrichien tenait à rappeler que les opérations d'observation du



cessez-le-feu dans le secteur du canal de Suez étaient placées sous l'autorité du Conseil de sécurité, auquel incombait donc, en dernier ressort, la responsabilité de leur exécution. A ce propos, le Gouvernement autrichien exprimait la profonde préoccupation que lui causait l'évolution de la situation au Moyen-Orient et il soulignait la nécessité de parvenir à très bref délai à un règlement politique et pacifique conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

### a) 3. Plaintes formulées par Israël et le Liban

a) Communications adressées au Conseil du 16 juillet au 12 août 1969, rapports du Secrétaire général sur l'observation du cessez-le-feu et demandes de convocation du Conseil

64. Dans des renseignements supplémentaires en date du 17 juillet 1969 (S/7930/Add.269), le chef d'état-major de l'ONUST a signalé que le Président de la Commission mixte d'armistice israélo-libanaise avait reçu une plainte libanaise selon laquelle, le 16 juillet, une patrouille israélienne avait pénétré en territoire libanais dans la région d'El-Megidieh, détruit trois maisons et emmené de force deux ressortissants libanais en territoire israélien. Selon les observateurs militaires des Nations Unies qui avaient enquêté sur cet incident, deux témoins avaient confirmé que deux civils libanais avaient été emmenés de force par les Israéliens, qu'il y avait des preuves matérielles que trois maisons avaient été détruites et 14 moutons tués, et que l'on avait trouvé une grenade à main non explosée portant des marques hébraïques.

65. Dans une lettre en date du 11 août (S/9383), le Liban a affirmé que des avions à réaction israéliens avaient attaqué au napalm, à la roquette et à la mitrailleuse six villages situés près de sa frontière méridionale et que l'attaque avait fait quatre morts et trois blessés parmi les civils. Dans une lettre en date du 12 août (S/9385), le Liban a demandé la convocation d'urgence du Conseil de sécurité afin d'examiner sa plainte concernant l'attaque israélienne contre des villages dans le sud du Liban.

66. Dans une lettre portant la même date (S/9387), Israël a également demandé la convocation d'urgence du Conseil de sécurité afin d'examiner sa plainte concernant plusieurs attaques armées lancées contre Israël à partir du territoire libanais; cette lettre indiquait qu'au cours des mois précédents 21 attaques par bombardement, coups de feu et dépôt de mines avaient été dirigées contre des localités israéliennes habitées, attaques qui avaient fait des blessés parmi les civils. Israël ajoutait qu'il avait été obligé de prendre le 11 août des mesures de légitime défense contre des camps de terroristes installés en territoire libanais.

b) Examen de la question par le Conseil à ses 1498<sup>e</sup>, 1499<sup>e</sup>, 1500<sup>e</sup>, 1501<sup>e</sup>, 1502<sup>e</sup> et 1504<sup>e</sup> séances (13-15 août, 18-26 août 1969)

67. A sa 1498<sup>e</sup> séance, le 13 août 1969, le Conseil a inscrit à son ordre du jour les plaintes du Liban (S/9385) et d'Israël (S/9387), les présentant séparément sous le titre "La situation au Moyen-Orient". Le représentant du Liban et celui d'Israël ont été invités, sur leur demande, à participer au débat, sans droit de vote.

68. Le représentant du Liban a déclaré qu'une attaque non provoquée avait été menée contre son pays par Israël le 11 août; des chasseurs et des bombardiers

israéliens avaient attaqué au napalm, à la mitrailleuse et à la roquette six villages dans le sud du Liban, tuant quatre civils et en blessant trois autres. Voulant justifier cette attaque, a ajouté le représentant du Liban, Israël avait déclaré que cette mesure avait été prise à titre de représailles contre les attaques lancées contre Israël à partir du territoire libanais. Si Israël avait eu des raisons sérieuses et plausibles de se plaindre, il aurait dû recourir au dispositif des Nations Unies établi dans le cadre de la Convention d'armistice entre le Liban et Israël qui demeurait en vigueur. Le Liban avait respecté ses obligations aux termes de cette convention, mais Israël avait constamment refusé de recourir à la Commission mixte d'armistice ou de permettre à une enquête d'établir les faits. L'ONU avait adopté dans le passé plusieurs résolutions condamnant l'agression israélienne, mais, au lieu d'appliquer ces résolutions, Israël avait agi de façon unilatérale au mépris du droit international. On ne pouvait pas tenir le Liban responsable des actions des commandos palestiniens qui luttait pour leurs droits légitimes. Le Liban, petit pays sans défense, s'en remettait à la légalité et aux mesures que pouvait prendre le Conseil de sécurité. Après avoir rappelé que le Conseil de sécurité, par sa résolution 262 (1968), avait adressé un avertissement solennel à Israël que si des actes de violence se répétaient le Conseil devrait envisager d'autres mesures, le représentant du Liban a instamment prié le Conseil de prendre des mesures conformément à la Charte, et notamment des sanctions, et de tenir Israël responsable des dommages causés à la personne et aux biens des civils.

69. Le représentant d'Israël a déclaré qu'en dépit du cessez-le-feu de 1967 les opérations de terrorisme s'étaient poursuivies sans relâche et que les armées régulières des Etats arabes avaient intensifié leurs attaques contre Israël. De même que d'autres pays arabes, le Liban avait laissé son territoire devenir une base d'opérations de terrorisme contre Israël, et le Gouvernement libanais semblait ne pas pouvoir ou ne pas vouloir mettre un terme à ces opérations. Israël, qui subissait l'agression arabe depuis plus de deux décennies, avait dû prendre des mesures de légitime défense, les dirigeant soigneusement contre les concentrations de saboteurs. De l'avis d'Israël, le Liban ne pouvait pas se soustraire à la responsabilité qu'il avait encourue en laissant utiliser son territoire par des organisations de terroristes. C'était un fait bien connu des Libanais que le but d'Israël était de maintenir le cessez-le-feu et que les mesures prises par Israël l'avaient été en état de légitime défense.

70. A la 1499<sup>e</sup> séance du Conseil, le 14 août, le représentant de l'Algérie a déclaré que la violation flagrante de la souveraineté du Liban par l'aviation israélienne faisait partie des projets d'Israël visant à avancer davantage dans les territoires arabes et à les occuper sous le prétexte de l'impératif de sécurité. Par son agression du 11 août contre le territoire libanais, Israël voulait occuper la région du Hasbani afin de contrôler tous les affluents du Jourdain. Une fois de plus, Israël avait mené une politique de destruction, chassant les habitants de leurs maisons, préparant ainsi la région à la colonisation. L'agression d'Israël et l'occupation de territoires arabes par Israël ne devraient pas cacher la raison profonde de ce conflit, qui résidait dans la spoliation subie par le peuple palestinien, lequel prenait maintenant ses destinées en main. Il incombait à l'ONU d'assumer ses responsabilités et de régler le

problème. Pendant des années, le Conseil de sécurité avait adopté des résolutions condamnant Israël et l'avertissant qu'en cas de répétition de ses actes d'agression le Conseil serait obligé d'envisager d'autres mesures pour donner effet à ses décisions. Cet avertissement se trouvait dans la résolution 262 (1968), prise lorsque le Conseil de sécurité avait examiné une précédente agression israélienne contre le Liban. Etant donné l'attaque aérienne actuelle d'Israël contre le Liban, le moment était venu d'envisager ces autres mesures. Si le Conseil se trouvait dans l'incapacité de faire face à ses responsabilités, il reviendrait alors aux Palestiniens et aux autres peuples arabes de libérer les territoires qui étaient les leurs.

71. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le dernier acte d'agression d'Israël contre le Liban était l'expression de sa politique générale d'agression contre les Etats arabes et de son refus systématique de souscrire à un règlement politique du conflit du Moyen-Orient sur la base de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Le Conseil avait plus d'une fois déjà condamné Israël pour ses opérations de représailles et l'avait averti que si ces actes étaient renouvelés des mesures plus efficaces seraient prises contre lui. C'était Israël et non pas le Liban qui avait violé la Convention d'armistice et qui entravait les travaux de la Commission mixte d'armistice israélo-libanaise. Les actes des partisans arabes n'étaient pas des actes subversifs, contrairement à ce que prétendait Israël, mais représentaient la lutte légitime des peuples arabes contre l'agression israélienne et contre l'occupation de leur territoire. Si Israël désirait réellement la paix au Proche-Orient, il devrait se conformer à toutes les dispositions de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Le Conseil devait condamner fermement Israël pour ses derniers actes d'agression, et l'Union soviétique était disposée à appuyer toute mesure efficace que le Conseil pourrait décider pour freiner l'agresseur et aboutir à un règlement politique au Moyen-Orient, sur la base de la résolution 242 du Conseil de sécurité, adoptée le 22 novembre 1967.

72. Le représentant de la France a déclaré que le nouvel incident à la frontière libanaise illustrait les dangers que comportait l'absence d'une solution politique au conflit du Moyen-Orient. En outre, les actes de représailles avaient toujours été condamnés par l'ONU et ils étaient contraires à toutes les résolutions adoptées par les Nations Unies. Le Gouvernement français était d'autant plus préoccupé que des liens d'amitié très anciens attachaient le Liban à la France et qu'il savait les efforts que le Gouvernement libanais avait entrepris pour éviter que ne se crée un nouveau foyer de troubles. La délégation française considérait donc que les actions de représailles d'Israël ne pouvaient qu'aggraver la situation. La France, qui était membre du Conseil de sécurité, appliquait toutes ses forces à la recherche d'une paix durable dans la région et elle était disposée à apporter son concours à toutes les mesures qui pourraient en faciliter le succès. Dans cet esprit, et en gardant pour objectif essentiel la recherche de la paix, elle ne pouvait que réprouver tous les actes de violence, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent.

73. Le représentant du Pakistan a constaté qu'une fois de plus le Conseil devait examiner les conséquences d'une attaque armée israélienne contre le territoire libanais au cours de laquelle le napalm avait été utilisé et qui avait fait des morts parmi la population civile.

Il a rappelé que le Liban n'avait pas pris part aux hostilités de 1967 et que la Convention d'armistice générale entre Israël et le Liban était en vigueur depuis le 23 mars 1949. De plus, le Liban n'avait ménagé aucun effort pour que son territoire reste à l'écart des combats qui étaient le résultat de l'occupation prolongée des territoires arabes par Israël. Dans ces conditions, le Conseil devait prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'Israël renonce à attaquer le Liban. Dans la résolution 262 (1968), le Conseil avait déjà averti Israël que si le Liban était victime d'une nouvelle attaque il envisagerait d'autres mesures pour donner effet à ses décisions. L'excuse alléguée par Israël que le Liban avait abrité des terroristes n'était pas valable puisque le Liban n'avait fait que donner refuge à des Palestiniens qui avaient été chassés de leurs maisons par la force et qui avaient le droit inaliénable de lutter pour retrouver leur patrie. Rien, ni dans la Charte des Nations Unies ni dans les principes juridiques et humanitaires, n'obligeait les gouvernements des Etats arabes à s'opposer à leur combat, ce qui équivaldrait à aider Israël à renforcer ses possessions illégales. Il fallait que le Conseil déclare Israël responsable des pertes de vies humaines et des dégâts matériels subis par la population civile et qu'il prenne des mesures efficaces, conformément à ses décisions antérieures, pour protéger le Liban contre de nouvelles attaques dirigées contre son territoire.

74. A la 1500<sup>e</sup> séance du Conseil, le 14 août, le Président a lancé un appel aux membres du Conseil et aux représentants qui avaient été invités à participer aux débats afin qu'ils s'en tiennent autant que possible à l'ordre du jour adopté. Il tenait également à faire observer qu'en sa qualité de président du Conseil de sécurité il ne pouvait en aucune façon tolérer aucune atteinte, directe ou indirecte, à son autorité et à son honneur. Le Conseil était un organe principal de l'Organisation des Nations Unies auquel les Etats Membres avaient conféré la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et ces Etats avaient accepté que le Conseil agisse en leur nom lorsqu'il s'acquittait de ses fonctions.

75. Le représentant des Etats-Unis a exprimé son inquiétude, d'une part, devant les pertes de vies humaines entraînées par les récents événements du Moyen-Orient, d'autre part, devant l'accumulation de ces incidents qui risquait peu à peu de détruire tout espoir de paix durable dans la région. Dans les entretiens à quatre au sein de l'ONU comme en d'autres lieux, son gouvernement avait déployé des efforts diplomatiques considérables pour seconder la mission de M. Jarring, représentant spécial du Secrétaire général, qui était de favoriser un règlement pacifique, conformément à la résolution 242 (1967) adoptée à l'unanimité par le Conseil. Il était indispensable pour la réussite de cette mission de créer un climat favorable et aussi bien le Conseil que les parties intéressées avaient la un rôle essentiel à jouer. La délégation des Etats-Unis se rendait compte que la tâche du Conseil était d'autant plus difficile qu'il n'y avait pas d'observateurs de l'ONU pouvant envoyer des rapports impartiaux sur les incidents qui se produisaient à la frontière israélo-libanaise. Elle proposait donc que les Gouvernements israélien et libanais étudient la possibilité de poster des observateurs de l'ONUST le long de la frontière. Cette disposition permettrait peut-être dans une certaine mesure d'éviter des incidents semblables à ceux qui avaient créé la situation examinée. Quelles que soient les raisons de

ces incidents, les Etats-Unis considéraient qu'on ne pouvait pas justifier l'attaque qu'Israël avait lancée contre le Liban en violation du cessez-le-feu, mais ils ne pouvaient pas, non plus, dégager totalement le Liban de sa responsabilité dans les attaques lancées à partir de son territoire. La détérioration générale du cessez-le-feu ne manquerait pas de rendre la tâche du Conseil encore plus difficile et celui-ci devait donc exiger qu'il soit respecté scrupuleusement.

76. Le représentant du Sénégal a dit que sa délégation déplorait l'attaque aérienne lancée par Israël contre les villes et villages libanais, d'autant plus que le Liban était fermement attaché à la paix et avait toujours fait preuve de modération dans le conflit du Moyen-Orient. En outre, le Sénégal était opposé à tout recours à la violence pour le règlement des problèmes internationaux et condamnait les actes de représailles qui étaient à son avis une violation de la Charte des Nations Unies.

77. Le représentant de la Hongrie a rappelé que le Conseil avait à plusieurs reprises condamné les attaques israéliennes contre les territoires arabes, Israël, qui lui-même bafouait les résolutions du Conseil de sécurité, considérant toujours que seuls les Etats arabes devaient respecter le cessez-le-feu. C'était pourtant Israël qui occupait des territoires arabes et obligeait la population à fuir ou à se rendre. C'était Israël aussi qui avait jusqu'alors fait échouer tous les efforts en vue d'un règlement pacifique du problème. En parlant de légitime défense, Israël ne cherchait qu'à dissimuler sa propre agression. La Hongrie continuerait à appuyer sans réserve une solution politique de la question du Moyen-Orient, prévoyant notamment le retrait des forces armées israéliennes des territoires arabes occupés. En examinant les plaintes dont il était saisi, le Conseil devait condamner unanimement Israël pour sa politique d'agression et prendre des mesures efficaces pour l'obliger à respecter ses résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967 et 262 (1968) du 31 décembre 1968.

78. A la 1501<sup>e</sup> séance du Conseil, le 15 août, le représentant du Royaume-Uni a dit qu'il déplorait toutes les violations du cessez-le-feu. Après avoir rappelé que son gouvernement s'était engagé à faire tout ce qui était en son pouvoir pour parvenir à un règlement fondé sur la résolution 242 (1967) adoptée le 22 novembre 1967 par le Conseil, le représentant du Royaume-Uni a dit qu'il fallait réfléchir de façon constructive aux moyens de prévenir des incidents dans l'avenir, peut-être en renforçant l'ONUST. Son gouvernement, qui était opposé au recours à la violence et qui désapprouvait les actes signalés dans les plaintes des deux parties, considérait qu'on ne pouvait pas justifier les bombardements du sud du Liban par les actes de provocation que constituaient les attaques mentionnées dans la plainte israélienne. Le représentant du Royaume-Uni déplorait qu'il y ait eu des victimes parmi la population civile et regrettait de voir la zone du conflit s'étendre au Liban, qui avait été le plus actif dans la recherche de la paix et de la conciliation.

79. Le représentant de la Finlande a fait observer que les faits essentiels n'étaient pas contestés et qu'Israël et le Liban avaient la même obligation de maintenir le cessez-le-feu qu'ils étaient convenus de respecter. Or, on ne pouvait considérer les violations du cessez-le-feu en les isolant de la situation réelle au Moyen-Orient. Le Secrétaire général avait à maintes reprises appelé l'attention sur le danger que créaient les combats quotidiens et il avait souligné les risques injustifiés auxquels

étaient exposés les observateurs de l'ONU, qui n'étaient pas armés. Il avait également souligné que jamais auparavant il y avait eu une méconnaissance aussi complète et aussi longue d'un cessez-le-feu ordonné par le Conseil de sécurité. Si cette situation se prolongeait, elle mettrait fin à toute l'organisation du cessez-le-feu sous surveillance internationale au Moyen-Orient et aux efforts pour instaurer la paix dans la région au moyen d'une action internationale et par l'usage des services de l'ONU. Le cessez-le-feu constituait par sa nature même un arrangement temporaire. C'était le premier pas vers l'établissement de la paix. A mesure que les mois passaient, l'absence de progrès en direction d'un accord devait nécessairement renforcer, des deux côtés, la position de ceux qui ne croient pas en la possibilité d'une paix réelle ou ne la souhaitent pas. Cependant, le Conseil ne pouvait pas se permettre de désespérer de trouver une solution pacifique au conflit. Les quatre grandes puissances poursuivraient leurs entretiens, reconnaissant ainsi leur responsabilité spéciale pour ce qui est d'empêcher que le conflit au Moyen-Orient ne mette en danger la paix et la sécurité internationales. De même, M. Jarring restait disposé à reprendre son action en vue d'aider les parties à parvenir à un accord, conformément à la résolution 242 (1967) de novembre 1967 du Conseil de sécurité. Il était indispensable de maintenir le cessez-le-feu pour que ces efforts puissent aboutir. Le Secrétaire général, dans son rapport du 30 juillet, avait adressé un appel aux membres du Conseil pour qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir afin d'influencer les événements au Moyen-Orient, et le Conseil avait maintenant l'occasion de répondre à cet appel. La délégation finlandaise estimait que la meilleure façon pour le Conseil de le faire était de bien préciser qu'aucune violation du cessez-le-feu ne serait excusée ou justifiée et d'inviter les parties à coopérer de manière constructive aux efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique.

80. Le représentant du Népal a dit que devant les détails de l'incident dont le Conseil était saisi, deux questions se posaient : d'une part, un gouvernement avait-il le droit, au nom du principe de légitime défense, de lancer des attaques aériennes contre des campements situés dans un pays étranger ? D'autre part, un gouvernement pouvait-il affirmer qu'il n'était pas responsable des activités armées hostiles dirigées contre un autre Etat à partir de son territoire ? Le Népal estimait qu'un acte de représailles n'était jamais justifiable et qu'aucun gouvernement ne pouvait être dégagé de la responsabilité des attaques lancées depuis son territoire. Dans l'affaire examinée, le Conseil devait tenir compte de la détérioration de la situation au Moyen-Orient et exiger le respect le plus strict du cessez-le-feu. Il devait également appuyer sans réserve tous les efforts en vue d'appliquer la résolution 242 (1967).

81. Le représentant du Liban a déclaré que la Convention d'armistice était encore valable en droit et que c'était Israël qui l'avait annulée unilatéralement. Après avoir souligné que le Conseil avait examiné les moyens de garantir la sécurité d'Israël, le représentant du Liban a fait observer qu'il fallait aussi étudier la façon d'assurer la sécurité des Arabes de Palestine. Le Conseil, et en particulier les quatre grandes puissances, ne devait pas oublier le fond du problème palestinien et tenir compte de l'avenir du peuple palestinien, le propriétaire légitime de la Palestine. De toute manière, l'attaque israélienne contre les villages du sud du Liban n'avait pas été provoquée par le Gouvernement libanais,



qui faisait tout ce qui était en son pouvoir pour créer des conditions de paix dans la région.

82. Le représentant d'Israël a noté qu'il ressortait du débat que des forces irrégulières venues du Liban avaient attaqué des populations civiles en Israël et qu'Israël avait été amené à agir en état de légitime défense. Le Liban prétendait ne pas être responsable de ces attaques et ignorer l'existence de bases terroristes dans le sud du pays. Les journaux libanais avaient pourtant publié régulièrement des informations sur ces organisations terroristes et sur leurs activités. L'affirmation du Liban, selon laquelle ces activités étaient le fait de réfugiés palestiniens mécontents, n'était guère convaincante et ne le dispensait nullement de l'obligation de contrôler les activités des organisations terroristes sur son territoire. Le calme le plus complet régnerait sur cette frontière si le Liban acceptait de respecter scrupuleusement le cessez-le-feu.

83. Le représentant de la Zambie a déclaré que, pendant les débats sur cette question, la délégation avait été guidée par les relations amicales de la Zambie avec à la fois Israël et le Liban et par sa conviction que la force ne résoudrait aucun problème. De plus, il était essentiel de faire régner la paix entre les deux pays et il existait un mécanisme des Nations Unies permettant de régler les conflits, à condition toutefois que les deux parties fussent disposées à l'utiliser au lieu de recourir aux armes. Le Liban avait réitéré son adhésion à la Convention d'armistice. Israël, au lieu de recourir à cet organe de l'ONU, avait agi unilatéralement. La Zambie déplorait que l'une des parties continuât à appliquer une politique de représailles et à tenir ses voisins pour responsables des attaques lancées par les Palestiniens. Le Liban, qui avait 150 000 réfugiés sur son territoire, faisait tout ce qui était dans son pouvoir pour se conformer à l'appel lancé par l'ONU en faveur de l'assistance aux réfugiés palestiniens. La Zambie estimait que le Conseil devait soutenir les pays pacifiques afin de leur permettre de vivre sans crainte d'une attaque de leurs voisins dotés d'une armée puissante. Il fallait avertir Israël qu'il devait utiliser le mécanisme international existant et non la force.

84. Dans une lettre datée du 15 août (S/9392), adressée au Président du Conseil, Israël a affirmé que, dans la nuit du 14 au 15 août, le village de Metullah avait essuyé des tirs de bazooka en provenance du territoire libanais et que des saboteurs avaient passé du Liban en Israël et fait sauter des canalisations d'eau et un poteau électrique à proximité de la frontière libanaise.

85. A la 1502<sup>e</sup> séance du Conseil, le 18 août, le Président a appelé l'attention du Conseil sur une note du Secrétaire général datée du même jour (S/9393). Dans cette note, le Secrétaire général a informé le Conseil que le 16 août il avait adressé à Israël et au Liban des lettres identiques sur la situation dans le secteur israélo-libanais, que le Conseil examinait en ce moment et qui était caractérisé par de sérieuses infractions au cessez-le-feu. Etant donné qu'il n'y avait pas eu depuis juin 1967 d'activités d'observation effectives de la part des Nations Unies dans le secteur israélo-libanais, il ne lui avait pas été possible de rendre compte au Conseil des incidents, notamment des incidents les plus récents, que le Conseil examinait; il a souligné que l'absence d'informations contrôlées ne pouvait manquer d'affecter l'examen de la question par le Conseil. Il avait donc proposé à l'un et l'autre gouvernement le

stationnement de part et d'autre d'observateurs des Nations Unies qui seraient en nombre suffisant pour observer et maintenir le cessez-le-feu ordonné par le Conseil de sécurité, car il estimait que cela permettait, dans une importante mesure, de prévenir des incidents dans l'avenir. Le Secrétaire général a ajouté que si les réponses de l'un et l'autre gouvernement étaient favorables il demanderait au chef d'état-major de l'ONUST d'entrer immédiatement en consultation avec les deux gouvernements et de lui adresser ses recommandations au sujet du nombre d'observateurs supplémentaires qui seraient nécessaires ainsi que des dispositions à prendre pour leur stationnement de part et d'autre dans le secteur israélo-libanais.

86. Dans une lettre datée du 18 août (S/9393/Add.1), le représentant du Liban a répondu que depuis la Convention d'armistice du 23 mars 1949, les observateurs de la Commission mixte d'armistice étaient postés en territoire libanais et jouissaient d'une entière liberté d'action et de mouvement et que leur statut n'avait pas été modifié après les hostilités de juin 1967. En outre, le Liban considérait que la Convention d'armistice demeurait valide et applicable et ne contenait aucune disposition qui permette de mettre fin unilatéralement à son application et ne saurait donc être résiliée unilatéralement. Le représentant du Liban a ajouté que, alors que depuis plus de deux ans les observateurs des Nations Unies ne pouvaient pas agir du côté israélien de la ligne d'armistice, le Gouvernement libanais avait continué de respecter la Convention d'armistice et accepterait un renforcement du dispositif qui y est prévu.

87. Dans une lettre datée du 25 août (S/9393/Add.2), le représentant d'Israël a répondu que la politique de son gouvernement était fondée sur le respect du cessez-le-feu par les deux parties et que celui-ci avait été violé dans le secteur israélo-libanais parce que les groupes de terroristes s'étaient livrés depuis des bases situées en territoire libanais à des actes de violence armée au mépris du cessez-le-feu. Puisqu'il avait accepté le cessez-le-feu, il était de son devoir d'empêcher toute violation à partir de son territoire et de rétablir le calme relatif qui régnait précédemment dans ce secteur. Pour ce qui était de la proposition du Secrétaire général de poster des observateurs des Nations Unies, il a déclaré que, puisque le Liban avait, dans sa réponse (S/9393/Add.1), demandé que les observateurs militaires soient postés uniquement dans les conditions prévues par la Convention d'armistice de 1949, bien que depuis juin 1967 la politique internationale eût consisté à passer du cessez-le-feu à une paix permanente, il n'y avait pas lieu pour Israël de l'étudier plus avant. Toutefois, si le Liban était prêt à accepter la proposition formulée dans la lettre du Secrétaire général, le Gouvernement israélien ferait alors connaître son opinion et serait prêt à œuvrer pour renforcer efficacement l'application du cessez-le-feu dans le secteur israélo-libanais.

88. A la 1502<sup>e</sup> séance aussi, le représentant de la Colombie a constaté que les incidents qui venaient d'avoir lieu à la frontière israélo-libanaise réduisaient les possibilités de conciliation. Son gouvernement considérait que la politique de représailles était contraire aux normes et à la loi internationale. Elle était d'autant plus déplorable qu'elle avait coûté la vie à des innocents. Il fallait condamner les violations du cessez-le-feu, quel qu'en soit le point de départ ou le motif, et la délégation colombienne était disposée à examiner



toutes les mesures qui seraient proposées pour éviter le renouvellement de tels événements.

89. Le représentant du Paraguay a déclaré que les faits qui ont été signalés au Conseil montraient que les incidents de frontière avaient gagné une zone qui avait été épargnée jusqu'alors. Le Conseil devait d'abord s'efforcer de rétablir le calme dans cette région et ensuite reprendre son action en vue d'instaurer une paix durable. Il pourrait s'appuyer sur la résolution 242 (1967) du 22 novembre 1967. Le respect le plus strict du cessez-le-feu restait cependant une condition fondamentale. Israël et le Liban devraient étudier attentivement la proposition du Secrétaire général de poster des observateurs des Nations Unies de part et d'autre de la frontière.

90. Le représentant de la Chine a déploré que plus de deux ans se soient écoulés depuis la guerre de 1967 sans que la paix ait été rétablie au Moyen-Orient. La situation s'était même détériorée, comme le Secrétaire général l'avait indiqué dans son rapport spécial du 21 avril 1969 (S/9171) sur l'efficacité du cessez-le-feu dans le secteur du canal de Suez. L'état de guerre active s'était maintenant étendu à un pays qui n'avait pas participé à la guerre de juin 1967 et qui avait fait preuve de modération et de retenue. La délégation chinoise considérait donc que l'attaque aérienne lancée par Israël contre le Liban à titre de représailles était contraire à la Charte. Le Conseil devait s'efforcer d'empêcher une nouvelle détérioration de la situation, et la délégation chinoise souscrivait à la proposition du Secrétaire général de poster des observateurs des Nations Unies dans le secteur israélo-libanais.

91. Le Président, parlant en tant que représentant de l'Espagne, a dit que l'agression israélienne contre le Liban, sous prétexte de légitime défense, était injustifiée et devait être condamnée. Il était contraire à la Charte des Nations Unies de considérer la guerre préventive et les représailles comme des actes de légitime défense. En outre, le Liban avait respecté ses obligations internationales et la Convention d'armistice de 1949. La délégation espagnole considérait que tant que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité n'était pas appliquée des incidents risquaient de se produire. Le Conseil devait donc faire face à ses responsabilités et adopter une résolution condamnant l'attaque préméditée d'Israël contre le Liban et contenant un avertissement contre le renouvellement de telles attaques.

92. A la 1504<sup>e</sup> séance, le 26 août, le Président a annoncé qu'à la suite de nombreuses consultations entre ses membres le Conseil était parvenu à un accord sur le projet de résolution suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné l'ordre du jour publié sous la cote S/Agenda/1498/Rev.1,*

*"Ayant pris note du contenu de la lettre du Chargé d'affaires par intérim du Liban (S/9383),*

*"Ayant entendu les déclarations des représentants du Liban et d'Israël,*

*"Affligé par la perte tragique de vies humaines parmi la population civile ainsi que par les pertes matérielles,*

*"Gravement préoccupé de la détérioration de la situation résultant de la violation des résolutions du Conseil de sécurité,*

*"Rappelant la Convention d'armistice général du 23 mars 1949 entre Israël et le Liban et le cessez-le-*

feu établi en application des résolutions 233 (1967) et 234 (1967) des 6 et 7 juin 1967 respectivement,

*"Rappelant sa résolution 262 (1968) du 31 décembre 1968,*

*"Conscient de sa responsabilité aux termes des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies,*

*"1. Condamne l'attaque aérienne préméditée lancée par Israël contre des villages du Liban méridional en violation de ses obligations aux termes de la Charte et des résolutions du Conseil de sécurité;*

*"2. Déploie tous incidents violents en violation du cessez-le-feu;*

*"3. Déploie l'extension de la zone de combat;*

*"4. Déclare que de telles actions de représailles militaires et autres graves violations du cessez-le-feu ne peuvent pas être tolérées et que le Conseil de sécurité aurait à étudier des dispositions nouvelles et plus efficaces, telles qu'envisagées dans la Charte, pour s'assurer contre la répétition de pareils actes."*

*Décision : A la 1504<sup>e</sup> séance, le 26 août 1969, le projet de résolution a été adopté à l'unanimité [résolution 270 (1969)].*

93. Après le vote, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement souhaitait réaffirmer son soutien à la proposition du Secrétaire général de poster des observateurs des Nations Unies de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise. Chaque acte de violence, chaque mesure de représailles représentait un échec des efforts déployés pour parvenir à une paix juste et durable. Ce n'est ni par les exhortations ni par les condamnations que l'on pouvait arrêter la détérioration de la situation, mais en faisant une réalité du règlement durable proposé dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

94. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa délégation avait voté pour la résolution parce qu'elle voulait mettre un terme à la violence qui entravait les efforts de paix au Moyen-Orient. La résolution n'était pas tout à fait équilibrée, mais montrait clairement que le Conseil condamnait toutes les violations du cessez-le-feu, quelle que fût leur origine. Elle mentionnait en effet non seulement les actions de représailles militaires de l'une des parties, mais aussi les incursions violentes effectuées depuis le territoire de l'autre partie. Les Etats-Unis ne considéraient pas que l'allusion à la Convention d'armistice entre Israël et le Liban préjugait la position des parties, qui n'étaient d'accord ni sur son statut ni sur la question de savoir si elle était toujours valable.

95. Le représentant de la Colombie a déclaré que sa délégation avait voté pour le projet de résolution parce qu'elle condamnait tous les actes de représailles et estimait que les violations du cessez-le-feu, qu'elles soient commises par des forces régulières ou irrégulières, étaient contraires aux intérêts de la paix et devaient être condamnées.

96. Le représentant de la Finlande a déclaré que le Conseil ne pouvait exercer son influence qu'en prenant des décisions unanimes, comme il venait de le faire. De plus, le Conseil avait montré clairement qu'il ne pouvait ni passer sous silence ni excuser les violations du cessez-le-feu, qu'elles soient commises par les forces israéliennes régulières ou par des forces irrégulières franchissant la ligne du cessez-le-feu; celui-ci devrait donc être renforcé par sa décision. Un pas important

pour empêcher le renouvellement d'actes de violence dans la région serait franchi si les deux parties acceptaient la proposition du Secrétaire général de poster des observateurs des Nations Unies dans la région.

97. Le représentant du Paraguay et sa délégation jugeaient utile de préciser le sens du paragraphe 2 et de l'expression "autre grave violation du cessez-le-feu" qui apparaît au paragraphe 4 pour éviter des divergences d'interprétation dans l'avenir.

98. Les responsabilités dans le respect des accords de trêve, d'armistice et de cessez-le-feu avaient été définies dans les résolutions adoptées antérieurement par le Conseil, et il fallait condamner de la même façon tous les manquements. C'est pourquoi, au paragraphe 2 du dispositif, il aurait fallu condamner toutes les violations, pour tenir compte notamment des alinéas du préambule.

99. Le représentant de l'Algérie a déclaré que sa délégation aurait souhaité que le Conseil aille au-delà de l'avertissement qu'il avait lancé dans sa résolution 262 (1968) et qu'il prenne des mesures pour donner effet à ses décisions. Il a fait observer que cette résolution s'adressait uniquement à Israël et que les interprétations qui en avaient été données ultérieurement demeuraient étrangères à la résolution. On avait aussi tenté de mettre en question le mouvement de libération nationale de la Palestine. On retirait ainsi aux Palestiniens leur droit légitime de lutter pour la libre détermination.

100. Le représentant du Pakistan a déclaré que sa délégation avait toujours affirmé que toutes les invocations par Israël de son prétendu droit de représailles étaient contraires à la Charte des Nations Unies et au droit international. Sa délégation avait voté pour le projet de résolution mais elle réservait sa position en ce qui concerne le paragraphe 2 parce que, comme elle l'avait déjà dit, elle ne considérait pas que les actes sporadiques de terrorisme allégués pouvaient être comparés aux attaques militaires à grande échelle lancées par Israël contre les pays arabes.

101. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la résolution que le Conseil venait d'adopter constituait une nouvelle défaite morale et politique pour Israël, dont la culpabilité n'avait pas été niée même par les délégations qui avaient essayé de mettre les actes de l'agresseur sur le même plan que la lutte légitime pour la libération des peuples arabes. En suivant sa politique d'agression et en s'opposant à un règlement politique au Moyen-Orient, fondé sur la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, Israël mettait en danger la paix internationale.

*c) Communications adressées au Conseil du 3 septembre 1969 au 12 mai 1970 et demandes de convocation du Conseil de sécurité*

102. Dans des lettres en date du 3 et du 5 septembre, du 6 octobre et du 4 décembre 1969 (S/9429, S/9433, S/9465 et S/9530), le Liban a déclaré que ses villages méridionaux avaient été bombardés par des avions à réaction israéliens, ce qui avait provoqué des pertes en vies humaines et des dégâts matériels et que le 3 octobre un hélicoptère israélien avait déposé des troupes armées dans un village à l'intérieur du territoire libanais et avait enlevé trois civils et blessé quatre autres.

103. Dans des lettres en date du 5 septembre, du 10 octobre et du 15 décembre 1969 (S/9431, S/9470

et S/9556), Israël a déclaré que des villages situés près de sa frontière avec le Liban avaient été l'objet d'attaques de plus en plus fréquentes en provenance du territoire libanais, où l'on avait utilisé des roquettes, des mortiers, des bazookas et des armes individuelles, et que ces attaques avaient provoqué des pertes en vies humaines et des dégâts matériels. Il a également accusé des infiltrateurs d'avoir placé des mines et enlevé des citoyens israéliens.

104. Dans des lettres datées du 3, du 9 et du 26 janvier 1970 (S/9590, S/9597 et S/9617), le Liban s'est plaint que des avions à réaction israéliens aient attaqué plusieurs villages situés dans le Liban méridional. Dans une lettre en date du 12 janvier (S/9599), le représentant du Liban a transmis le texte d'une note adressée le 10 janvier par le Liban aux gouvernements des quatre membres permanents du Conseil de sécurité. On déclarait dans la note que les actes d'agression de plus en plus fréquents des Israéliens étaient accompagnés de menaces publiques faites par des dirigeants israéliens contre la sécurité et l'intégrité territoriale du Liban. Cette violence s'acharnait sur la population civile et n'invoquait même plus les faux prétextes de représailles contre des actions de résistants palestiniens, prétextes qui ne pouvaient d'ailleurs engager la responsabilité du Liban.

105. La présence et l'activité des Palestiniens en territoire libanais résultaient de la politique agressive d'Israël qui avait provoqué l'exode des Palestiniens et qui refusait de se soumettre aux décisions des Nations Unies. Rappelant qu'il avait à chaque occasion dénoncé de façon précise les agressions israéliennes au Conseil de sécurité, le Liban a ajouté que, en saisissant les représentants des quatre puissances qui avaient des responsabilités particulières au Conseil de sécurité, il invoquait non seulement ses droits et ses légitimes intérêts, mais aussi les conditions de vie élémentaires de l'humanité civilisée.

106. Dans des lettres datées du 5 et du 15 janvier (S/9593 et S/9604), Israël a déclaré en outre que des villages situés dans sa zone frontalière près du Liban avaient été l'objet d'attaques de plus en plus fréquentes lancées à partir du territoire libanais dans lesquelles on avait utilisé des roquettes, des mortiers, des bazookas et des armes individuelles, provoquant des pertes de vies humaines et des dégâts matériels. Après s'être référé aux lettres du Liban du 9 et du 12 janvier (S/9597 et S/9599), Israël a déclaré que le Liban tentait de se soustraire à la responsabilité qu'il avait encourue en ce qui concerne la tension croissante causée par l'agression continue à partir du territoire libanais, qui servait de base d'entraînement aux organisations de terrorisme. Ces attaques semblaient avoir été menées avec l'approbation du Gouvernement libanais, conformément à l'accord conclu au Caire le 3 novembre 1969 entre le Gouvernement du Liban et les organisations de terrorisme. Le Liban avait permis à plusieurs organisations d'opérer sur son territoire et à partir de son territoire, et, dans ces circonstances, il ne devait pas fuir sa responsabilité en ce qui concerne la détérioration de la situation aux frontières. Israël était obligé de prendre des mesures défensives pour la protection de son territoire et de sa population.

107. Dans des lettres en date du 27 février, du 4 et du 10 mars (S/9670, S/9678 et S/9691), Israël a encore déclaré que les attaques menées contre lui à partir du Liban avaient continué sans relâche et qu'Israël avait dû prendre des mesures de légitime défense. Dans des

lettres datées du 28 février et du 7 mars (S/9672, S/9683), le Liban a déclaré que ses villages méridionaux avaient été bombardés par l'artillerie israélienne et que des forces israéliennes avaient franchi la frontière pour détruire des biens civils et enlever des civils libanais.

108. Dans une lettre datée du 17 mars (S/9711), le représentant du Liban a déclaré que la veille, entre 14 heures et 15 heures, l'artillerie israélienne avait bombardé les hauteurs situées entre Rachayya-Al-Fakhar et Kafhamam et avait repris le jour suivant ses attaques contre d'autres villages dans le Liban méridional. Israël avait mené ses attaques en violation de la Convention d'armistice, ce qui constituait un manquement au droit international.

109. Dans une lettre en date du 18 mars (S/9713), le représentant du Liban, après s'être référé aux accusations de sa lettre du 17 mars, a transmis au Conseil de sécurité le texte d'une déclaration publiée le 18 mars par son gouvernement, appelant l'attention sur les tentatives de propagande israélienne faite d'accusations et de menaces dans le but d'amener l'opinion internationale à considérer les actes de violence contre le Liban comme des actes de représailles nécessaires en raison de la présence et de l'activité des Palestiniens. Si les réfugiés palestiniens au Liban étaient devenus des combattants luttant pour leur patrie, c'est qu'Israël avait toujours refusé de mettre en œuvre les résolutions de l'ONU concernant leur droit de retour en Palestine. Israël avait également refusé d'appliquer d'autres résolutions des Nations Unies adoptées avant et après les hostilités du 5 juin 1967. Afin de restaurer la paix dans cette région, il était essentiel qu'Israël respecte ses obligations aux termes de ces résolutions et du droit international.

110. Dans une lettre en date du 25 mars (S/9722), Israël a déclaré que le Liban, au lieu de reconnaître ses obligations en tant que Membre des Nations Unies, proclamait son appui à la poursuite de la guerre contre Israël, en violation du cessez-le-feu ordonné par le Conseil de sécurité. Quelle que puisse être la situation intérieure du Liban, cela ne saurait avoir d'effet sur l'obligation internationale qu'il avait d'empêcher que son territoire ne soit utilisé comme base d'agression. Israël ne pouvait pas laisser son territoire et ses citoyens sans défense, et il incombait au Liban de respecter les obligations qui découlaient pour lui du cessez-le-feu ordonné par le Conseil de sécurité.

111. Dans une lettre datée du 10 mai (S/9790), Israël a déclaré qu'une série d'attaques avait été récemment menée contre lui à partir du territoire libanais. La lettre donnait des détails sur un certain nombre d'attaques ayant eu lieu entre le 22 avril et le 10 mai et déclarait que huit personnes, civils et militaires, avaient été tuées, huit blessées, et qu'il y avait eu des dégâts matériels considérables. Etant donné que ces attaques avaient été menées à partir du territoire libanais, Israël tenait le Liban pour responsable de ces violations du cessez-le-feu et se réservait le droit d'agir en légitime défense.

112. Dans une lettre datée du 12 mai (S/9794), le représentant du Liban demandait la convocation d'urgence du Conseil de sécurité afin d'examiner la situation grave qui compromettait la paix et la sécurité au Liban et dans la région. Il accusait les forces armées israéliennes d'avoir lancé une invasion du Liban méridional au lever du jour, pénétrant dans son territoire avec des unités blindées et des unités d'infanterie et bombardant des villes et des villages avec ses forces

aériennes et son artillerie, en violation flagrante de la Convention d'armistice israélo-libanaise, ainsi que des dispositions de la Charte des Nations Unies.

113. Dans une lettre portant la même date (S/9795), le représentant d'Israël demandait également la convocation d'urgence du Conseil de sécurité afin d'examiner les attaques menées à partir du territoire libanais contre ses villes et ses villages, en violation de la Charte, ajoutant que des détails concernant ces attaques avaient été précédemment communiqués au Conseil de sécurité.

d) *Examen par le Conseil à ses 1537<sup>e</sup> et 1542<sup>e</sup> séances (12-15 et 19 mai 1970)*

114. A sa 1537<sup>e</sup> séance, le 12 mai, le Conseil a adopté l'ordre du jour provisoire, présentant les lettres du Liban et d'Israël (S/9794 et S/9795) sous des titres différents. Les représentants du Liban et d'Israël, puis ceux du Maroc et de l'Arabie Saoudite, ont été invités, sur leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

115. A la même séance, le Secrétaire général a déclaré qu'il avait été informé par le chef d'état-major de l'ONUST que la délégation libanaise avait fait connaître au Président par intérim de la Commission mixte d'armistice israélo-libanaise que les forces israéliennes avaient lancé une attaque aux premières heures le même jour contre le territoire libanais dans la région du mont Hermon. Le Président par intérim avait également signalé qu'il avait reçu des renseignements suivant lesquels le représentant principal israélien avait déclaré, lors d'une conversation téléphonique avec un représentant libanais à la Commission mixte, que l'opération israélienne en cours dans la région d'El-Arkoub visait à la destruction des commandos de fedayin et qu'il n'était pas dans l'intention des forces israéliennes de s'attaquer à l'armée libanaise ou à la population à condition que celles-ci n'appuient pas les fedayin. Le Secrétaire général a ajouté qu'il apparaissait que, au moment où ce rapport avait été fait, les troupes d'infanterie israéliennes, appuyées par l'artillerie et les forces aériennes, avaient atteint El Khraibe et que les opérations se poursuivaient. Le Secrétaire général a rappelé qu'il cherchait depuis longtemps, quoique sans succès, à augmenter substantiellement le nombre des observateurs des Nations Unies de part et d'autre de la frontière. Cet échec était l'une des raisons pour lesquelles on manquait de renseignements détaillés sur les opérations en cours dans la région.

116. Le représentant du Liban a déclaré qu'à 4 h 45, le 12 mai, l'infanterie et l'aviation israéliennes ainsi que l'artillerie lourde avaient attaqué trois districts dans le sud du Liban, dirigeant leurs attaques contre la population civile et les positions défensives de l'armée libanaise, provoquant d'énormes destructions et un grand nombre de victimes. L'agression actuelle d'Israël avait été précédée de menaces au cours des derniers mois, en particulier celle de transformer le Liban méridional en une zone de désolation comparable à celle du canal de Suez. Il a déclaré en outre que depuis l'attaque sur l'aéroport de Beyrouth en décembre 1968 Israël avait mené plusieurs attaques contre le Liban. Dans sa résolution 262 (1968), le Conseil de sécurité avait adressé un avertissement solennel à Israël que si ses actes d'agression se répétaient le Conseil devrait envisager d'autres mesures pour donner effet à ses décisions. Le Gouvernement libanais avait remis le même jour aux ambassadeurs de France, d'URSS, du

Royaume-Uni et des Etats-Unis une note par laquelle il rejetait sur Israël la pleine responsabilité des actes d'agression en cours contre le territoire libanais et demandait au Conseil de sécurité, en particulier à ses quatre membres permanents, non seulement de condamner Israël, mais également de trouver là une raison suffisante pour lui imposer le respect du droit international et de la Charte. Il ne suffirait donc pas, a poursuivi le représentant du Liban, d'adopter une résolution condamnant Israël. Outre une condamnation ferme d'Israël et l'application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, il était nécessaire de prendre des mesures positives afin d'obtenir le retrait immédiat de toutes les troupes israéliennes du territoire libanais.

117. Le représentant d'Israël a déclaré qu'il avait demandé la convocation d'urgence du Conseil de sécurité afin d'examiner les attaques armées menées à partir du territoire libanais contre son pays et sa population. Israël avait à plusieurs reprises appelé l'attention du Conseil de sécurité sur l'intensification de l'agression provenant du Liban. Depuis, le 1<sup>er</sup> avril, il y avait eu 61 actes d'agression contre 22 villes et villages israéliens. Israël avait fait appel au Liban pour que celui-ci respecte ses obligations découlant du cessez-le-feu et avait également demandé aux organes des Nations Unies et aux Etats Membres de faire comprendre au Liban la gravité de la situation. Les actes d'agression n'avaient cependant pas cessé. Bien au contraire, ils s'étaient multipliés, obligeant Israël à agir en légitime défense. Son action du 12 mai n'était dirigée que contre les concentrations d'organisations terroristes au sud-est du Liban, à l'est du Hasbani. Les forces israéliennes, dont la mission était de déloger les équipes de terroristes de cette région, quitteraient la région une fois leur mission accomplie. Aux termes du cessez-le-feu et de la Charte des Nations Unies, le Liban était responsable des attaques armées menées à partir de son territoire contre Israël, et cette responsabilité apparaissait de façon particulièrement évidente si l'on se référait aux accords officiels entre le Liban et les forces irrégulières qui opéraient à partir de son territoire contre Israël. Le représentant d'Israël a déclaré qu'il venait de recevoir un communiqué de son gouvernement déclarant que les opérations militaires étaient terminées et que les forces israéliennes se déployaient pour quitter la région.

118. Le représentant de l'Espagne a alors présenté un projet de résolution (S/9800) comme mesure intérimaire et a demandé que ce projet soit mis aux voix au cours de la séance. D'autres représentants ont estimé que le projet devrait être mis aux voix immédiatement. Le texte du projet qui était appuyé par la Zambie était le suivant :

*"Le Conseil de sécurité*

*"Exige le retrait immédiat de toutes les forces armées israéliennes du territoire libanais."*

119. La proposition visant à procéder immédiatement au vote sur le projet de résolution espagnol a obtenu 7 voix contre 2, avec 6 abstentions, et, n'ayant pas obtenu la majorité requise, n'a pas été adoptée.

120. Le représentant d'Israël a déclaré que le projet de résolution proposé par l'Espagne était manifestement dissocié de la réalité. Il serait regrettable que le Conseil adopte une résolution qui non seulement manquait d'équité, mais qui refusait de tenir compte de la réalité.

121. Le représentant de l'Espagne a répété que le projet de résolution n'était qu'une mesure temporaire soumise à cause de la gravité de la situation. Israël

avait agi en violation de l'Article 2, paragraphe 4 de la Charte, qui imposait à tous les Membres de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale de tout Etat. La délégation espagnole avait présenté le projet de résolution parce qu'un principe de la Charte avait été violé, mais cela n'empêchait nullement le Conseil de se prononcer sur toute autre action qu'il estimerait souhaitable.

122. Le représentant des Etats-Unis a alors proposé un amendement qui ajouterait à la fin de la résolution : "et une cessation immédiate de toutes les opérations militaires dans la région."

123. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé un sous-amendement à l'amendement des Etats-Unis : ajouter les mots "ainsi que l'arrêt de l'agression israélienne contre le Liban."

**Décisions :** A la 1537<sup>e</sup> séance, le 12 mai 1970, le sous-amendement de l'Union soviétique a été mis aux voix et rejeté par 3 voix contre zéro, avec 12 abstentions. L'amendement des Etats-Unis a été rejeté par 2 voix contre zéro, avec 13 abstentions. Le projet de résolution de l'Espagne (S/9800) a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 279 (1970).

124. A la 1538<sup>e</sup> séance du Conseil, le 12 mai, le représentant du Maroc a déclaré qu'en dépit de l'avertissement donné à Israël dans les précédentes résolutions du Conseil, et malgré le fait que les conséquences de ces actions lui aient été expliquées par plusieurs grandes puissances, cet Etat avait trouvé bon d'attaquer le Liban et, ce faisant, avait lancé un défi à la fois au Conseil de sécurité et aux grandes puissances. Dans ce domaine, Israël semblait avoir été encouragé par certaines circonstances internationales qui l'assuraient de l'impunité. Israël, en même temps, avait essayé de provoquer au Liban des troubles et des conflits entre les Palestiniens et le Gouvernement libanais. Ces tentatives n'avaient pas porté leurs fruits parce que les Palestiniens s'étaient mis d'accord avec le Gouvernement du Liban afin d'exercer leurs droits. Le Conseil avait déjà adopté une résolution demandant à Israël de retirer ses troupes. Cela avait pour but de mettre un terme à l'agression d'Israël. Cependant, selon tous les renseignements dont disposait sa délégation, les troupes israéliennes ne s'étaient pas encore retirées. A cet égard, le Conseil était obligé de veiller à ce que ses résolutions soient pleinement mises en œuvre, que l'agression ne soit pas seulement arrêtée et condamnée, mais qu'elle ne recommence pas. Le Conseil devait prendre des mesures efficaces afin de réaliser ces objectifs et, à cet égard, il devait aller au-delà des événements actuels et examiner leurs incidences politiques à long terme.

125. Le représentant du Liban a dit que, d'après une communication qu'il venait de recevoir de Beyrouth, les forces israéliennes ne manifestaient nullement l'intention de se retirer, ainsi que le représentant d'Israël l'avait prétendu. Il a exprimé au Conseil la gratitude de son gouvernement pour la rapidité de l'action du Conseil et a ajouté qu'il appartenait au Conseil de juger et de voir si les troupes israéliennes se retiraient ainsi que l'exigeait la résolution. Se référant à la proposition du Secrétaire général visant à poster les observateurs de part et d'autre de la frontière, il a déclaré que le Liban avait accepté de renforcer le dispositif de l'armistice mais qu'Israël avait refusé depuis deux ans et demi de permettre aux observateurs d'accomplir leur mission du côté israélien de la frontière.

126. Le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que l'affaire présentée au Conseil constituait une



agression par procuration. Par son action, Israël avait cherché à faire éliminer les Palestiniens par les Etats arabes; mais aucun Etat arabe ne pourrait jamais éliminer un peuple qui combattait pour sa patrie et pour affirmer son droit à disposer de lui-même, un droit qui, il était heureux de le noter, était de plus en plus reconnu par la jeunesse d'Israël.

127. Le représentant d'Israël a dit que sa délégation avait pris note du fait que le Conseil avait adopté un texte partiel qu ne tenait pas compte des faits. Le Conseil avait refusé de demander la cessation de toutes les opérations militaires dans la région. Le représentant d'Israël a ajouté que les troupes israéliennes étaient restées en territoire libanais afin d'éviter tous incidents de tir pendant la nuit.

128. Le représentant de la Syrie a dit que les représentants israéliens avaient prétendu que les troupes israéliennes n'avaient pas pu se retirer à cause de la nuit. Cependant, la nuit n'avait pas empêché les Israéliens d'attaquer le Liban. Israël devait se conformer à la décision du Conseil de sécurité, sinon celui-ci, agissant aux termes de l'Article 40 de la Charte, devrait prendre note du fait qu'Israël ne s'était pas conformé à ses dispositions. Le représentant de la Syrie a ajouté que sa délégation aimerait voir le Secrétaire général distribuer au Conseil tous les rapports qu'il aurait pu recevoir de l'ONUST sur la situation dans la région.

129. A la 1539<sup>e</sup> séance du Conseil, le 13 mai, le Secrétaire général a déclaré que, en raison de l'absence de moyens adéquats d'observation des deux côtés du secteur israélo-libanais, le chef d'état-major par intérim de l'ONUST n'avait pu fournir que des renseignements limités sur les activités militaires dans la région. Le Secrétaire général a d'autre part regretté de n'avoir pas encore reçu du chef d'état-major par intérim des renseignements sur l'application de la résolution 279 (1970) du Conseil de sécurité, expliquant qu'il n'était pas possible de vérifier les rapports en l'absence de moyens directs d'observation.

130. A la même séance, on a donné lecture d'une communication datée du 13 mai (S/9801) contenant une déclaration du Premier Ministre israélien.

131. Après avoir accusé réception du texte de la résolution 279 (1970), le Premier Ministre disait que l'opération israélienne, qui avait été exécutée conformément aux plans, était terminée et que les forces israéliennes se préparaient à quitter la région. Les forces qui avaient participé à cette opération défensive avaient regagné leurs bases et Israël continuait à considérer que le Liban était entièrement responsable des actes perpétrés à partir de son territoire.

132. Le représentant du Royaume-Uni a dit qu'il n'avait pas hésité la veille à se joindre à ceux qui demandaient le retrait des troupes israéliennes d'une opération militaire qu'il ne pouvait admettre. Cependant, du fait du déclenchement du conflit et de son intensification, il était devenu urgent de trouver un moyen de sortir de la situation, et il était donc temps de redoubler d'efforts pour instaurer la paix et la justice dans la région sur la base de la résolution 242 (1967). La délégation britannique espérait que les quatre Grands seraient bientôt en mesure de faire rapport au Secrétaire général, lui permettant de demander à son représentant, l'ambassadeur Jarring, de reprendre ses consultations avec les parties intéressées dans la région.

133. Le représentant de la Sierra Leone a dit que sa délégation se réjouissait d'apprendre le retrait des

troupes israéliennes du Liban. Elle ne pouvait admettre cette nouvelle attaque contre le Liban, qui avait été deux fois victime d'attaques au cours des deux dernières années. Le représentant de la Sierra Leone espérait que le Conseil poursuivrait ses efforts en vue d'une conciliation pacifique et que les quatre Grands reprendraient leurs travaux pour résoudre rapidement le problème.

134. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'agression commise par Israël contre le Liban avec des appareils de fabrication américaine, sa politique de la terre brûlée et ses bombardements étaient contraires à toutes les normes du droit international et ne tenaient aucun compte des avertissements donnés par le Conseil de sécurité à deux reprises. Au lieu de se conformer à la résolution 242 (1967), Israël avait maintenu son refus de retirer ses troupes des territoires arabes occupés. Il avait commis cette nouvelle agression sous le prétexte de lutter contre les patriotes et les résistants arabes. Cependant, si Israël se retirait de tous les territoires arabes occupés, la question du mouvement de résistance et de la lutte des partisans disparaîtrait du même coup. La nouvelle agression israélienne avait été renforcée par le fait qu'Israël continuait à recevoir les armes américaines les plus modernes et des promesses officielles de livraisons futures. Il n'était pas fortuit que, lorsque le Conseil de sécurité avait examiné cette question, un parallèle ait été établi entre le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est, où l'agression des Etats-Unis s'était intensifiée, étant donné qu'Israël souhaitait appliquer la même politique d'agression et augmenter la tension au Moyen-Orient. Cependant, l'opinion publique mondiale s'opposait énergiquement à l'agression d'Israël, et le vote au Conseil sur la résolution 279 (1970) indiquait qu'Israël devait se rendre compte que son avenir dépendait de relations de bon voisinage, et non de lutte, avec les Arabes. L'Union soviétique était fermement en faveur d'une paix durable au Moyen-Orient établie sur la base de la résolution 242 (1967), et le seul moyen d'aboutir à un règlement pacifique était le retrait de l'agresseur de tous les territoires occupés. Le Conseil de sécurité devait également condamner Israël pour ce nouvel acte d'agression et prendre d'autres mesures plus efficaces pour mettre fin à ces agressions.

135. Le représentant de la Finlande a dit que des incidents violents se produisaient chaque jour au Moyen-Orient et que la seule réaction du Conseil de sécurité était de les enregistrer. Le Conseil était réuni pour examiner une plainte relative à une grave incursion des forces armées israéliennes en territoire libanais. Il était certes satisfaisant de voir que le Conseil avait adopté à l'unanimité une résolution exigeant le retrait de toutes les forces israéliennes du territoire libanais. La condamnation d'actes de violence ne résolvait rien en elle-même. Cependant, le Conseil s'était occupé des symptômes plutôt que de l'origine du problème. Le dernier raid israélien avait illustré l'effondrement des dispositions internationales établies en 1967 pour cesser le feu et pour établir la paix. En conséquence, les effets de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, dont l'application constituait le second stade naturel après le cessez-le-feu, étaient eux-mêmes en danger de s'atténuer. Pour progresser vers la paix, le Gouvernement finlandais avait toujours soutenu les entretiens des quatre puissances, estimant qu'il n'était pas possible de résoudre véritablement le conflit s'il

n'y avait pas une certaine forme d'accord entre les membres permanents du Conseil. Il était essentiel que les quatre puissances et les parties elles-mêmes fassent maintenant un nouvel effort en vue de renverser la tendance vers une violence accrue et de mettre en branle un processus conduisant à une paix juste et durable dans la région. Le seul moyen efficace de mettre fin à ces sortes d'attaques et à tous les actes de violence au Moyen-Orient était d'œuvrer pour un règlement politique d'ensemble du conflit.

136. Le représentant de la Syrie a dit que, au moment où l'attaque menée contre le Liban par Israël était examinée par le Conseil, il était bon de rappeler que l'Assemblée générale, par ses résolutions 2535 (XXIV) et 2546 (XXIV), avait donné une responsabilité spéciale au Conseil de sécurité. Dans sa résolution 2535 (XXIV), l'Assemblée générale, après avoir appelé l'attention du Conseil sur la grave situation créée par la politique et les pratiques suivies par Israël dans les territoires occupés, avait prié le Conseil de prendre des mesures efficaces conformément aux dispositions pertinentes de la Charte. Dans sa résolution 2546 (XXIV), elle avait condamné les politiques et pratiques d'Israël telles que la punition collective et par zone. Le Conseil ne devait donc pas laisser échapper cette occasion d'affirmer la primauté et de prendre des mesures efficaces contre l'agression.

137. Le représentant du Liban a dit qu'Israël avait prétendu que ses forces armées ne pouvaient se retirer pendant la nuit. Cependant, à 3 h 30, c'est-à-dire au cours de la nuit, les Israéliens bombardaient encore des villages dans le sud du Liban, et il avait été confirmé que les forces aériennes israéliennes avaient bombardé et mitraillé des positions militaires et des centres civils libanais au cours de la nuit.

138. A la 1540<sup>e</sup> séance, le 14 mai, le représentant de la Zambie a rappelé au Conseil que sa délégation avait déjà condamné la politique de représailles appliquée par Israël au mépris de l'autorité du Conseil qui établissait un précédent dangereux. La nouvelle attaque lancée par Israël contre le territoire libanais constituait une violation grave du cessez-le-feu et un nouvel obstacle aux efforts de paix. Malgré ces efforts, aucun progrès n'avait été réalisé dans la voie d'un règlement de la situation. Depuis que les quatre puissances avaient assumé la responsabilité spéciale d'aider à promouvoir ce règlement, la situation s'était visiblement détériorée. Le Gouvernement zambien demandait aux quatre puissances de faire un effort soutenu et délibéré pour trouver une solution et pour aider l'ambassadeur Jarring à reprendre ses fonctions.

139. Le représentant de la Pologne a dit que sa délégation avait indiqué clairement par son vote en faveur du projet de résolution présenté par l'Espagne — à titre de mesure provisoire dictée par le caractère urgent de la situation — sa condamnation de l'acte d'invasion commis par Israël contre le Liban. L'invasion à laquelle Israël s'était livré était l'un des maillons de la chaîne d'agressions qu'il commettait chaque jour au Moyen-Orient. Le Conseil avait entendu Israël définir son acte d'agression comme "une opération de ratissage dont le but était de libérer la région des terroristes". L'analogie entre l'invasion du Liban par Israël et l'invasion du Cambodge par les Etats-Unis s'imposait. Tant du point de vue du fond de la question dont il était saisi que du point de vue de ses conséquences internationales, le Conseil se devait de prendre des mesures énergiques et efficaces pour condamner l'agression

d'Israël et pour mettre un terme à son expansion géographique et qualitative. La discussion ne pouvait manquer de toucher au principe fondamental de l'inadmissibilité de l'occupation par la force d'un territoire étranger, ainsi qu'à l'application de la résolution 242 (1967). La Pologne continuait à appuyer l'idée d'un règlement pacifique et à considérer que la condition première d'un tel règlement était le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés auprès juin 1967 et la fin des actes d'agression d'Israël.

140. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'un certain nombre d'accusations avait été faites en ce qui concerne les responsables du déclenchement de la guerre du Moyen-Orient. Cependant, une grande part de cette responsabilité incombait à la Syrie, qui avait elle aussi refusé d'accepter la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Le Conseil s'était réuni de nouveau parce que la situation s'était encore détériorée. Il y avait eu de nouvelles attaques de fedayin du Liban contre Israël, et ce dernier avait lancé une vaste opération militaire au Liban pour mettre fin à ces attaques. Le Gouvernement des Etats-Unis ne pouvait que s'opposer à tous les actes de violence commis à travers les frontières en violation du cessez-le-feu quel qu'en soit le responsable, et il était persuadé que la seule manière de mettre fin à la violence était que tous s'efforcent de réaliser un règlement politique pacifique du conflit en commençant par mettre fin au cycle d'attaques et de contre-attaques et par restaurer un cessez-le-feu véritable sur la frontière israélo-libanaise. Cela pouvait être réalisé avec l'aide des observateurs de l'ONU. Le Gouvernement des Etats-Unis appuyait la suggestion faite par le Secrétaire général tendant à placer des observateurs en nombre suffisant des deux côtés de la frontière entre Israël et le Liban, et il demandait que des consultations reprennent à cette fin entre les parties au conflit et le Secrétaire général. Les Etats-Unis continuaient à accorder une très grande importance à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Liban et ne pouvaient admettre que son intégrité soit menacée de quelque source que ce soit. En même temps, ils appuyaient l'indépendance et l'intégrité territoriale d'Israël. Ils useraient de leur influence auprès des parties au conflit pour réduire la violence et les tensions. Pour obtenir un règlement durable conformément à la résolution 242 (1967), le Gouvernement des Etats-Unis était persuadé que toutes les parties devaient revoir leur position concernant le type de règlement pacifique qu'elles étaient prêtes à accepter et qu'elles devaient savoir qu'il ne pouvait y avoir de paix dans la région tant que chacune des parties intéressées ne serait pas prête à abandonner ses exigences maximales et à convenir de solutions de compromis servant les intérêts de tous. Le Secrétaire d'Etat et d'autres porte-parole des Etats-Unis avaient affirmé que les Etats-Unis appuyaient le principe du retrait des forces israéliennes des territoires occupés en juin 1967, conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, et, contrairement aux déclarations faites antérieurement par le représentant de l'URSS, ils approuvaient pleinement le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre. Les Etats-Unis, parties aux négociations bilatérales et aux négociations entre les quatre puissances, s'étaient montrés prêts à accepter les suggestions d'autres parties sur de nombreux points sur lesquels ils différaient. Les Etats-Unis avaient fait preuve de retenue en décidant de ne pas répondre favorablement à la demande d'avions supplémentaires présentée par Israël et avaient espéré que ces décisions inci-

taient l'URSS à prendre des décisions analogues. Or, l'URSS avait continué à amener des armements supplémentaires et plus perfectionnés sur les lieux et avait directement introduit d'importants effectifs militaires soviétiques dans la zone du conflit. Les Etats-Unis tenaient à lancer un appel à l'Union soviétique, à Israël et à ses voisins arabes, ainsi qu'aux Arabes de Palestine, leur demandant de se joindre à eux pour redoubler d'efforts en vue de régler dans la justice tous les problèmes au Moyen-Orient.

141. Le représentant du Burundi a déclaré que sa délégation ne pouvait pas admettre la politique israélienne de représailles hors de toute proportion, considérant que la politique de conquête de territoires, comme celle de l'extension de la guerre à l'infini, ne pouvait garantir la paix. La délégation burundaise ne pouvait faire autrement, qu'offrir sa sympathie aux victimes de l'agression et réitérer à Israël la demande de retirer ses troupes.

142. Le représentant du Népal a dit que sa délégation, qui avait appuyé sans réserve le Conseil lorsqu'il avait exigé un retrait immédiat des troupes israéliennes, avait entendu avec satisfaction la délégation israélienne dire que les forces israéliennes avaient été retirées du territoire libanais. En même temps qu'elle se réjouissait de ces nouvelles, la délégation népalaise ne pouvait qu'exprimer sa vive désapprobation de ce qu'un Etat Membre avait organisé une incursion militaire de vaste envergure à l'intérieur du territoire d'un autre Etat Membre sous le prétexte de représailles militaires. Le Conseil de sécurité avait condamné à plusieurs reprises les mesures de représailles. Cependant, une condamnation n'aboutirait à rien par elle-même, et le Conseil devait éviter de prendre le risque de perdre de vue l'objectif énoncé dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Dans les circonstances actuelles, tous les membres du Conseil devaient soutenir et encourager le processus de réconciliation et de paix que constituait la poursuite de négociations entre les quatre membres permanents du Conseil. A cet égard, la délégation népalaise a été encouragée d'apprendre que des propositions concrètes avaient été faites sur certains aspects vitaux du problème et que les parties intéressées avaient défini avec plus de précision leur position sur ces questions. La délégation népalaise espérait également que le représentant spécial du Secrétaire général, l'ambassadeur Jarring, serait bientôt en mesure de reprendre sa mission.

143. Le représentant d'Israël a déclaré qu'il souhaitait informer le Conseil qu'une unité de forces irrégulières avait pénétré en Israël en traversant la frontière libanaise et avait attaqué au bazooka le village de Manara. Israël avait riposté et quatre des attaquants avaient été tués. Le représentant d'Israël a ajouté que, au cours de la nuit précédente, le village de Kfar Blum avait été attaqué par roquettes Katioucha à partir de deux villages libanais et que, au début de la journée, des forces irrégulières avaient attaqué une patrouille frontalière israélienne. C'était ces actes d'hostilité que le représentant d'Israël, qui avaient obligé son gouvernement à prendre des mesures pour défendre ses citoyens et son territoire.

144. Le représentant du Nicaragua a dit que le fait qu'Israël soit disposé à se conformer à la résolution 279 (1970) était un premier pas encourageant vers des négociations et un accord. Le Conseil avait entendu des accusations et des contre-accusations de violations du droit international. Il était évident que si la situation

n'était pas normalisée elle pourrait provoquer une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. Il était clair d'autre part qu'une solution partielle ne saurait contribuer à l'établissement d'une paix durable dans la région. Il était donc nécessaire que la résolution que pouvait adopter le Conseil demande instamment aux parties d'avoir recours aux moyens établis par le droit international pour le règlement pacifique des différends.

145. Le représentant du Liban a déclaré que dans la zone qu'Israël avait occupée au cours de sa dernière opération militaire trois civils et sept soldats libanais avaient été tués, et trois civils et 18 soldats blessés. Il y avait eu d'autre part des pertes considérables de biens. Il était évident que l'attaque armée d'Israël n'était pas dirigée contre les combattants palestiniens de la liberté, comme le prétendait Israël, mais contre le Liban lui-même, un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies.

146. A la même séance, une communication émanant du Secrétaire général a indiqué que le Président par intérim de la Commission mixte d'armistice israélo-libanaise lui avait fait savoir que le retrait complet du Liban des forces israéliennes était officiellement confirmé par les autorités libanaises et que l'heure officielle du retrait des forces israéliennes avait été donnée comme étant 10 h 30 TU le 13 mai.

147. Le représentant de la Syrie a rappelé que le représentant des Etats-Unis avait dit que la Syrie avait rejeté la résolution 242 (1967). Il tenait cependant à rappeler à ce propos qu'il existait des résolutions de cessez-le-feu [235 et 236 (1967)] qui avaient été adoptées à l'unanimité par le Conseil longtemps avant que celui-ci n'adopte la résolution 242 (1967). Israël n'avait pas tenu compte de ces deux résolutions de cessez-le-feu, grâce à l'aide du Royaume-Uni et des Etats-Unis, et il avait pu occuper le territoire syrien des hauteurs de Golan, qui était encore sous son contrôle. De plus, selon une déclaration de son ministre de la défense, Israël avait rejeté la résolution 242 (1967) et nombre de personnalités éminentes israéliennes avaient réitéré l'intention d'Israël de conserver les territoires occupés. De nombreux rapports émanant du général Bull, chef d'état-major de l'ONUST, avaient démontré clairement qu'Israël avait été l'instigateur d'attaques et avait violé le cessez-le-feu. Il y avait eu de nombreuses résolutions quasi unanimes condamnant Israël pour ses violations des droits de l'homme dans les territoires occupés, ainsi que des rapports sur cette question par Amnesty International et par le Comité international de la Croix-Rouge.

148. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que si les Etats-Unis étaient en faveur du retrait total des troupes israéliennes des territoires arabes il serait possible de parvenir à un accord sur cette base. Cependant, la question des prétendues rectifications de frontières, à laquelle avait fait allusion le représentant des Etats-Unis, donnerait carte blanche à Israël pour exiger des modifications de frontières; alors que la résolution 242 (1967) avait explicitement demandé le retrait d'Israël des territoires arabes occupés. Si les quatre puissances pouvaient réaliser un accord sur la question fondamentale, à savoir le retrait immédiat et inconditionnel des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés, l'entente pourrait se faire sur d'autres questions importantes et le règlement de la question du Moyen-Orient pourrait être réalisé globalement. L'Union soviétique était prête

à poursuivre les entretiens entre les quatre puissances sur la base de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Bien que le représentant des Etats-Unis d'Amérique se soit efforcé de présenter les choses comme si les Etats-Unis d'Amérique avaient pris position contre les livraisons d'armes aux pays du Moyen-Orient tandis que l'Union soviétique poursuivait ses livraisons, dans la réalité, les Etats-Unis d'Amérique n'avaient pas renoncé aux livraisons à Israël d'armes qui, en vertu de contrats précédemment conclus, étaient envoyées en grandes quantités des Etats-Unis d'Amérique vers ce pays. Ce faisant, les Etats-Unis d'Amérique apportaient une aide directe à l'agresseur et un soutien à son agression et ils encourageaient Israël à se lancer dans de nouvelles aventures. L'Union soviétique, pour sa part, venait en aide aux victimes de l'agression, c'est-à-dire aux Etats arabes, dont Israël s'était emparé d'une partie du territoire. La proposition des Etats-Unis tendant à cesser les livraisons d'armes jusqu'à la conclusion d'un règlement politique au Moyen-Orient avait pour objet de désarmer les victimes de l'agression et de laisser les Arabes sans armes face à la suprématie militaire d'Israël, qui était sursaturé d'armements américains.

149. Le représentant d'Israël a dit que les quelques victimes citées par le représentant du Liban à la suite des opérations défensives d'Israël étaient en fait des membres d'organisations terroristes qui n'avaient pas déposé les armes en réponse aux sommations israéliennes. Les édifices qui avaient été démolis, soit 16 camps et bases, étaient des édifices utilisés par les forces irrégulières. Ces forces avaient elles-mêmes publié des communiqués de presse déclarant qu'elles avaient été la cible de l'attaque.

150. A la 1514<sup>e</sup> séance du Conseil, tenue le 15 mai, le représentant de la Colombie a déclaré que, dans l'affaire dont il était saisi, le Conseil, regardant au-delà du conflit présent, devait se préoccuper de chercher des solutions définitives et que des mesures provisoires ne pouvaient suffire à éliminer la cause réelle du conflit. Les décisions antérieures du Conseil n'avaient pas été suivies et, malgré les efforts du Secrétaire général et des quatre puissances, la guerre de six jours, qui continuait en fait depuis trois ans, menaçait de s'étendre à la fois dans le temps et dans l'espace. Aussi, la délégation colombienne suggérait-elle que l'on examinât la proposition brésilienne tendant à la création d'un comité spécial, dont les activités se dérouleraient parallèlement aux entretiens poursuivis entre les quatre Grands. Il serait possible de constituer un comité composé de trois membres du Conseil, lequel suivrait les démarches et négociations du Secrétaire général et serait mis au courant des formules politiques envisagées par les quatre Grands de façon à présenter au Conseil un ensemble de solutions portant sur tous les aspects du problème du Proche-Orient.

151. Le représentant de l'Espagne s'est félicité de voir Israël se conformer à la résolution 279 (1970) et a rappelé que, en août 1969, le Conseil avait dû se réunir pour examiner une plainte du Liban à la suite du bombardement de plusieurs villages libanais par les forces armées israéliennes. Israël avait accusé les partisans palestiniens d'avoir exécuté des attaques à main armée sur son territoire. L'Espagne regrettait toutes les violations de la résolution relative au cessez-le-feu, violations qui avaient fréquemment provoqué la perte de vies innocentes. Cependant, on devait se rappeler que les résolutions sur le cessez-le-feu avaient un

caractère purement provisoire. On avait espéré que la résolution 242 (1967) serait mise en application sans trop de délai, de façon à donner au Conseil de sécurité le temps de mettre au point une solution définitive. Or, deux ans et demi s'étaient écoulés, et tous les efforts déployés pour obtenir l'application de cette résolution avaient échoué. On savait du reste que les membres non permanents du Conseil de sécurité s'étaient montrés gravement préoccupés par l'absence de progrès dans les entretiens menés par les quatre Grands. La délégation espagnole espérait néanmoins que ces entretiens parviendraient à des résultats et que le représentant spécial du Secrétaire général, l'ambassadeur Jarring, serait mis en mesure de reprendre sa mission. La cause essentielle de la situation actuelle était à trouver dans le fait que la résolution 242 (1967) n'avait pas été appliquée. Il était regrettable qu'une importante décision du Conseil soit restée inappliquée et que les territoires saisis par la force n'aient pas été évacués.

152. Le représentant de la Chine a dit que sa délégation désapprouvait la politique de représailles, particulièrement dans le cas présent, où cette politique était dirigée contre un pays qui avait joué un rôle modérateur dans la question du Moyen-Orient. Après avoir exprimé sa satisfaction devant le retrait des troupes israéliennes du Liban, conformément à la résolution 279 (1970) du Conseil, le représentant de la Chine a exhorté le Conseil à voir plus loin que le conflit actuel et à rechercher un règlement définitif. Il a souligné que la situation continuait de s'aggraver et que les efforts en vue d'une solution pacifique n'avaient toujours pas donné de résultat. L lançant un appel aux parties intéressées, il leur a recommandé le compromis et la conciliation, en exprimant l'espoir que le représentant spécial du Secrétaire général, l'ambassadeur Jarring, poursuivrait ses consultations.

153. Le Président du Conseil, parlant en sa qualité de représentant de la France, a fait remarquer que la résolution 279 (1970), qui avait été adoptée à l'unanimité, ne constituait donc pas une résolution unilatérale, mais l'expression d'une volonté collective. Le Conseil devait s'attacher à réaliser entre ses membres d'autres accords analogues, seuls capables de mettre le Conseil en mesure de remplir la tâche qui lui était confiée. Après avoir mentionné l'action militaire entreprise contre le Liban, le représentant de la France a dit que son pays ne pouvait rester indifférent à ce qui touchait l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité du Liban et que la France jugeait donc l'intervention israélienne inadmissible, non seulement en ce qu'elle était contraire à la Charte, mais aussi parce qu'elle constituait une escalade du conflit, qui rendait encore plus difficile un règlement pacifique. Après avoir exprimé la satisfaction de sa délégation devant le retrait des troupes israéliennes du Liban, le représentant de la France a ajouté qu'il n'en était pas moins nécessaire de trouver une solution politique au problème du Proche-Orient. La France n'était pas de ceux qui s'étaient résignés à la prolongation de la guerre au Proche-Orient. Ce qu'il fallait surmonter, c'était une atroce situation historique qui opposait les uns aux autres des peuples qu'aurait dû rapprocher une communauté de souffrances, d'humiliation et de destruction. La France estimait qu'Israël avait le droit à l'existence et le droit à des frontières garanties; mais ces frontières ne pouvaient être celles qui ont été obtenues par l'occupation ou l'annexion. Israël, qui devait son existence aux Nations Unies, devait s'engager à appliquer sans réserve la résolution 242



(1967). Ce serait là un grand pas vers le règlement du problème palestinien. A cet égard, les efforts du représentant spécial du Secrétaire général, l'ambassadeur Jarring, n'avaient pas été inutiles; et les déclarations faites au cours du présent débat avaient montré un large terrain d'entente. La délégation française espérait que l'examen de la plainte libanaise contribuerait à faire avancer les efforts déployés à tous les niveaux pour trouver une solution pacifique au problème du Proche-Orient.

154. A la 1542<sup>e</sup> séance, tenue le 19 mai, le représentant du Maroc a déclaré vouloir faire, au nom des représentants arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies, une importante déclaration. Le Conseil se rappelait sans doute que la question de la livraison d'armes à Israël par le Gouvernement des Etats-Unis avait été au centre de la situation prévalant au Proche-Orient. Nombreux étaient les intéressés qui s'étaient fait l'écho de la gravité d'une telle démarche. Le Président des Etats-Unis lui-même avait décidé de suspendre en partie la livraison des avions demandés par Israël. Cependant, les conditions entourant cette suspension n'avaient pas manqué de causer certaines préoccupations et inquiétudes étant donné que la question n'avait pas fait l'objet d'une décision définitive. Malheureusement, certains signes montraient que la décision du Président des Etats-Unis était maintenant en voie d'être reconsidérée. Alors que le Conseil était en train d'examiner l'utilisation par Israël de son armement militaire à des fins offensives contre le Liban, le représentant du Maroc tenait, au nom des délégations arabes, à appeler l'attention du Conseil sur les conséquences graves et inévitables qui pouvaient résulter du réexamen de la décision des Etats-Unis. Le renforcement de la puissance militaire israélienne conduirait nécessairement les pays arabes à prendre en considération les sentiments et les exigences de leur opinion publique.

155. A la même réunion, le représentant de la Zambie a annoncé que, à la suite de consultations tenues entre les membres du Conseil, un projet de résolution (S/9807) avait été mis au point, reflétant dans une large mesure les opinions exprimées par les membres du Conseil au cours de ces consultations, projet de résolution qu'il présentait au Conseil sous la forme suivante :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné l'ordre du jour contenu dans le document S/Agenda/1537,*

*"Ayant pris note du contenu de la lettre du représentant permanent du Liban (S/9794) et de la lettre du représentant permanent d'Israël (S/9795),*

*"Ayant entendu les déclarations des représentants du Liban et d'Israël,*

*"Gravement inquiet de la détérioration de la situation résultant des violations des résolutions du Conseil de sécurité,*

*"Rappelant ses résolutions 262 (1968) du 31 décembre 1968 et 270 (1969) du 26 août 1969,*

*"Convaincu que l'attaque militaire israélienne contre le Liban était préméditée, à grande échelle, et soigneusement préparée,*

*"Rappelant sa résolution 279 (1970) du 12 mai 1970 exigeant le retrait immédiat du territoire libanais de toutes les forces armées d'Israël,*

*"1. Déploie le manque d'Israël à respecter les résolutions 262 (1968) et 270 (1969);*

*"2. Condamne Israël pour son action militaire préméditée en violation de ses obligations aux termes de la Charte des Nations Unies;*

*"3. Déclare que ces attaques armées ne peuvent être tolérées plus longtemps et répète son avertissement solennel à Israël que s'il récidive le Conseil de sécurité envisagera de prendre, conformément à la résolution 262 (1968), et à la présente résolution, des dispositions ou des mesures appropriées et efficaces en application des articles pertinents de la Charte pour faire appliquer ses résolutions;*

*"4. Déploie les pertes de vies humaines et les dommages causés aux biens résultant des violations des résolutions du Conseil de sécurité."*

156. Le représentant de la Colombie a déclaré que sa délégation s'abstiendrait lors du vote sur le projet de résolution présenté par le représentant de la Zambie. Sa délégation aurait préféré un texte plus équilibré qui, tout en critiquant l'action militaire israélienne, aurait comporté un avertissement à l'égard des opérations frontalières poursuivies par les partisans palestiniens. La délégation colombienne s'abstenait donc, estimant que le texte du projet de résolution dont le Conseil était saisi ne contenait pas d'idées nouvelles et ne pouvait à ce titre faire progresser la cause de la paix.

157. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé que les premières propositions formulées au cours des consultations qui avaient eu lieu entre les membres du Conseil comportaient une condamnation sans ambiguïté de l'action entreprise par Israël contre le Liban et l'adoption de mesures efficaces en vertu du Chapitre VII de la Charte. Cependant, à la suite des efforts de certaines délégations, ces importantes dispositions avaient été supprimées du projet de résolution. Cependant, le texte définitif, qui prévoyait malgré tout une condamnation de l'attaque israélienne et l'adoption par le Conseil de mesures efficaces en cas de nouvelle attaque, pouvait jouer un rôle positif en décourageant l'agresseur.

**Décision :** *A la 1542<sup>e</sup> réunion, tenue le 19 mai 1970, le projet de résolution (S/9807) a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Colombie, Etats-Unis d'Amérique, Nicaragua et Sierra Leone), en tant que résolution 280 (1970).*

158. Après le vote, le représentant de la Finlande a affirmé que le Conseil, tout en condamnant l'attaque à main armée lancée par Israël contre le Liban, restait gravement préoccupé par toutes les violations des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité. En outre, les membres du Conseil avaient exprimé leur sérieuse inquiétude devant la détérioration continue de la situation et l'impuissance du Conseil à résoudre le problème. Les parties au conflit elles-mêmes avaient pour responsabilité essentielle de coopérer pleinement à tout effort visant à mettre en branle le processus d'établissement de la paix. Le débat qui avait eu lieu ces derniers jours au sein du Conseil démontrait le fervent espoir des membres du Conseil de voir les quatre puissances intensifier leurs efforts en vue de faciliter et d'accélérer l'application de la résolution 242 et de permettre au représentant spécial de reprendre d'ici peu ses activités visant à favoriser un accord et à aider aux efforts qui tendent vers un règlement pacifique et concerté.

159. Le représentant du Royaume-Uni a expliqué que sa délégation, bien qu'ayant toujours été prête à

condamner l'escalade de la violence, n'avait pas été disposée à voter pour un projet de résolution qu'on pourrait considérer comme unilatéral. Le Conseil devait tenir compte des violations des résolutions qu'il avait adoptées, quelle que fût l'origine de ces violations. Il était regrettable que le Conseil n'ait pu dégager des vues communes au sujet de l'avenir, car il était nécessaire de songer avant tout à l'objectif du Conseil, qui était de parvenir à un accord. A cet égard, il convenait de ne rien faire pour entraver ou faire échouer les entretiens entre les quatre Grands, et de chercher au contraire à les faciliter et à les accélérer avec un sens accru de la conciliation et de l'urgence.

160. Le représentant de la Syrie a fait remarquer que sa délégation, bien qu'ayant voté pour la résolution qui venait d'être adoptée par le Conseil, tenait cependant à préciser que ce texte était en deçà de ce qui avait été jugé nécessaire pour faire face à la situation. Selon sa délégation, la résolution aurait dû contenir une référence au Chapitre VII de la Charte. Cette mention avait été éliminée, après qu'on eut dit que le Conseil ne serait pas en mesure de faire appliquer une décision fondée sur le Chapitre VII. Selon sa délégation, cet argument tendrait à affaiblir définitivement l'autorité du Conseil. Néanmoins, sa délégation interprétait le paragraphe 3 comme signifiant que la prochaine décision du Conseil serait prise au titre du Chapitre VII.

161. Le représentant des Etats-Unis, après avoir réaffirmé l'appui apporté par son pays à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Liban, a affirmé que les Etats-Unis condamnaient les attaques massives et disproportionnées comme celle qui a été exécutée par Israël contre le Liban le 12 mai. Cependant, sa délégation ne pouvait négliger les séries de provocations provenant du territoire libanais qui avaient précédé cette attaque, et elle estimait que la résolution qui venait d'être adoptée demeurerait déséquilibrée puisqu'elle ne tenait pas suffisamment compte des violations répétées du cessez-le-feu commises à partir du Liban et des nombreuses victimes civiles qui en avaient résulté. L'abstention de sa délégation au cours du vote ne devait pas être interprétée comme mettant sur le même pied les provocations et la réaction d'Israël. Si sa délégation s'était abstenue, c'était que l'adoption d'une résolution unilatérale ne pouvait contribuer aux efforts tendant à établir un règlement durable et conforme à la résolution 242 (1967), dont toutes les dispositions devaient être appliquées sans réserve.

162. Le représentant de la Sierra Leone a dit que sa délégation éprouvait beaucoup de sympathie et de respect pour le Liban et que, bien qu'elle eût appuyé la résolution 279 (1970) demandant à Israël de retirer ses forces armées du territoire libanais, elle ne croyait pas que la résolution qui venait d'être adoptée puisse faire avancer la cause de la paix. Les clauses de cette résolution figuraient déjà dans les résolutions 262 (1968) et 270 (1969). En outre, la paix au Moyen-Orient ne pourrait pas être obtenue par des mesures partielles. L'essentiel était de régler les questions fondamentales de façon permanente et globale.

163. Le représentant de la Pologne a souligné qu'Israël avait cru bon dans le passé de ne tenir aucun compte des résolutions 262 (1968) et 270 (1969), par lesquelles, à deux reprises, le Conseil l'avait condamné pour ses attaques militaires préméditées et l'avait averti que, s'il les renouvelait, le Conseil devrait envisager des mesures plus efficaces prévues dans la Charte afin de faire appliquer sa décision et d'empêcher de tels actes

à l'avenir. Le dernier acte de défi d'Israël ne pouvait pas être toléré par le Conseil. Tout effort pour conserver une attitude prétendument équilibrée envers l'agresseur et la victime de l'agression risquait d'aggraver encore la situation. Il importait de prendre des mesures appropriées et conformes aux dispositions du Chapitre VII de la Charte afin que l'agresseur sente tout le poids de la condamnation portée par le Conseil et mettre un terme à ses activités agressives.

164. Le représentant d'Israël a dit que la résolution se bornait à l'action défensive d'Israël, sans mentionner les actes d'agression commis contre Israël à partir du territoire libanais. En appliquant deux mesures différentes à une situation unique, la résolution semblait plutôt saper encore davantage l'aptitude du Conseil à traiter la situation au Moyen-Orient de façon équitable et constructive.

165. Le représentant du Liban a déclaré que sa délégation aurait préféré voir le Conseil adopter une résolution unanime et plus énergique. Le Conseil semblait répugner à invoquer le Chapitre VII de la Charte, et l'agresseur risquait de voir dans cette attitude une justification de ses actes.

e) *Communications adressées au Conseil du 22 mai au 15 juin 1970*

166. Dans une lettre datée du 22 mai (S/9810), Israël a déclaré que ce jour-là un commando terroriste opérant à partir du Liban avait monté une embuscade contre un autobus scolaire qui transportait des enfants des villages situés le long de la frontière nord d'Israël; sept enfants et deux adultes avaient été tués et 23 enfants avaient été blessés. Dans une lettre datée du même jour (S/9811), le Liban a fait savoir que, ce matin-là, l'artillerie israélienne avait déclenché un bombardement massif contre quatre villages situés dans le sud-est du Liban, tuant 20 personnes et en blessant 40. La lettre précisait qu'il était sans exemple qu'un Etat prétende user de représailles non seulement contre les victimes de sa propre agression, mais encore contre la population civile d'un pays où ces victimes s'étaient réfugiées. La responsabilité de la présence et de l'activité d'une partie du peuple palestinien au Liban incombe, en premier lieu, à Israël, qui refusait de se conformer aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et au droit international, et, en second lieu, à ceux des membres de la communauté internationale qui n'avaient toujours pas pris les mesures nécessaires pour assurer l'application de ces résolutions.

167. Dans une autre lettre datée du 5 juin (S/9822), le Liban a soutenu qu'Israël avait commis des actes délibérés, systématiques et continus d'agression contre le Liban, en violation des résolutions 262 (1968) et 280 (1970) du Conseil, de la Charte, de la Convention d'armistice et du droit international: des chars, des véhicules semi-chenillés et des véhicules blindés israéliens franchissaient quotidiennement la frontière pour pénétrer en territoire libanais, des centres civils et des objectifs militaires étaient bombardés et d'autres incidents se produisaient. A la suite de ces actes, précisait la lettre, 50 000 personnes avaient été obligées de se réfugier dans d'autres régions du Liban; le Liban était persuadé qu'Israël exécutait un plan préétabli visant à occuper d'importants secteurs sur les frontières syro-libanaises, sous le prétexte fallacieux que les forces israéliennes poursuivaient des commandos palestiniens.

168. Dans une lettre datée du 12 juin (S/9834), Israël a déclaré qu'il était regrettable que le Liban cherche à compliquer encore la situation existant à la

frontière israélo-libanaise en la présentant d'une façon faussée et tendancieuse. La politique d'Israël, ajoutait la lettre, reposait sur le respect de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale du Liban et sur la non-ingérence dans ses affaires intérieures, sur la négociation et la conclusion d'un règlement définitif israélo-libanais établissant la paix sur les bases territoriales existantes, sur le maintien scrupuleux par les deux parties du cessez-le-feu de 1967, sur la base de réciprocité, comprenant la responsabilité, claire et nette, pour le Gouvernement libanais, d'empêcher les attaques armées à partir de son territoire contre Israël, enfin, sur le droit de légitime défense, par tous les moyens appropriés, contre les attaques armées.

#### 4. — Plaintes d'Israël et de la Syrie

*Communications adressées au Conseil et rapports du Secrétaire général sur l'observation du cessez-le-feu pendant la période du 16 juillet 1969 au 15 juin 1970*

169. Par les renseignements supplémentaires qu'il a communiqués les 31 juillet, 1<sup>er</sup> août et 4 août 1969 (S/7930/Add.291, 293, 297), le chef d'état-major de l'ONUST a fait savoir que des avions du type Mig-19 et Mig-21 avaient attaqué des positions militaires israéliennes situées sur le mont Hermon et que, quelques minutes plus tard, des appareils Mirage israéliens avaient franchi les lignes du cessez-le-feu. Les observateurs ont indiqué également que des tirs d'arme automatique et d'artillerie avaient été échangés.

170. Dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> août (S/9371), la Syrie a déclaré que le 30 juillet, six avions israéliens avaient bombardé des positions syriennes et que les autorités syriennes avaient déposé une plainte au sujet de cette attaque auprès de la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne.

171. Dans une lettre datée du 6 août (S/9379), Israël s'est référé à la lettre adressée par la Syrie le 1<sup>er</sup> août (S/9371) et a déclaré qu'au cours des dernières semaines la Syrie avait multiplié ses actes d'agression le long des lignes du cessez-le-feu et s'était également engagée à mener une guerre d'usure. Israël avait donc été obligé de prendre des mesures de légitime défense.

172. Dans une lettre datée du 8 août (S/9381), le représentant de la Syrie a fait état des déclarations officielles israéliennes telles qu'elles avaient été rapportées par les moyens d'information et, notamment, dans un article du *New York Times* du 4 août 1969; ces déclarations montraient selon lui qu'Israël avait pris la ferme décision de conserver la majeure partie des terres occupées par lui en 1967, et en particulier les hauteurs de Golan.

173. Dans une lettre datée du 19 août (S/9398), Israël a accusé des saboteurs d'avoir franchi la ligne du cessez-le-feu à partir du territoire syrien et d'avoir tiré des obus de bazooka en direction d'un poste d'observation des Nations Unies. Il a ajouté qu'au cours de cette attaque le capitaine H. W. J. Leask, observateur militaire des Nations Unies, avait été blessé par des éclats de verre et que deux véhicules des Nations Unies avaient été endommagés.

174. Pendant la période du 19 août à la fin de décembre 1969, le Secrétaire général a fait distribuer plusieurs rapports contenant des renseignements supplémentaires reçus du chef d'état-major de l'ONUST sur les incidents survenus dans le secteur Israël-Syrie

(S/7930/Add.312, 315, 318, 320, 329, 347, 403, 412, 424, 432, 447, 449, 451, 453, 455, 456, 464, 467, 469 et 471). D'une manière générale, les rapports concernaient des cas où des observateurs avaient été témoins d'activités aériennes faisant intervenir des avions à réaction israéliens Mirage et des avions à réaction syriens Mig-21, d'échanges de tirs d'arme individuelle et d'arme automatique et de franchissements de la ligne du cessez-le-feu. Vers la fin de l'année, les rapports ont mentionné des tirs de mortier et de char et ont signalé de temps à autre de légers dommages subis par les postes d'observation des Nations Unies.

175. Dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> octobre (S/9459), la Syrie a accusé Israël de poursuivre délibérément la démolition de villages syriens et la colonisation de terres arabes par un peuplement intensif. Selon la lettre, les autorités israéliennes auraient détruit, entre le 18 septembre 1968 et le 13 juillet 1969, 17 nouveaux villages syriens dans la zone occupée des hauteurs de Golan. Une liste indiquant les noms et l'emplacement des colonies israéliennes établies sur les ruines des villages syriens était jointe en annexe à cette lettre. Une autre annexe contenait des extraits d'un article publié dans le *Christian Science Monitor* du 23 septembre à propos des colonies que les Israéliens auraient établies sur les hauteurs du Golan.

176. Pendant les mois de janvier et de février 1970, le Secrétaire général a fait distribuer de nouveaux renseignements supplémentaires reçus du chef d'état-major de l'ONUST concernant le secteur Israël-Syrie (S/7930/Add.482, 488, 491, 492, 499, 501, 503, 505, 507, 509, 511, 517, 519, 521, 524, 527, 529, 531, 533, 535, 544, 545, 547, 549, 551, 553, 556, 558, 565 et 568). Ces rapports signalaient l'intensification des tirs et, plus particulièrement, de l'activité aérienne. Il était également fait état de coups de feu tirés, de temps à autre, à proximité des postes d'observation des Nations Unies et de légers dommages causés aux installations des Nations Unies.

177. Dans une lettre datée du 2 février (S/9634), Israël a déclaré que la Syrie intensifiait ses actes d'agression : plus de 60 attaques armées avaient été perpétrées par les forces syriennes en janvier en violation du cessez-le-feu et les attaques, faisant intervenir des mortiers, des lance-roquettes, de l'artillerie et des bazookas, se poursuivaient de même que les poses de mines et les survols aériens. Dans une autre lettre, datée du 11 février (S/9646), Israël a déclaré que le Ministre de l'intérieur de Syrie, qui dirigeait la délégation de son pays à la conférence de Rabat, avait dit à la conférence, le 19 décembre, qu'"il n'y avait d'autre solution que la lutte armée" et que "tous les Etats arabes qui participaient à la conférence devaient mettre toutes leurs compétences, économiques, politiques et militaires, au service de cet objectif". Israël a ajouté que cette politique se traduisait par des actes : les forces régulières syriennes poursuivaient leurs attaques armées contre Israël et le Gouvernement syrien appuyait activement la guerre terroriste menée par les forces irrégulières.

178. Dans une lettre datée du 9 février (S/9643), la Syrie a attiré l'attention du Secrétaire général sur le fait que les forces armées régulières israéliennes poursuivaient et intensifiaient leurs actes d'agression contre la Syrie et a ajouté que, contrairement aux allégations contenues dans la lettre israélienne du 2 février (S/9634), les forces israéliennes avaient commencé en

janvier une campagne de terreur contre la population des villages syriens et contre les villes. En outre, des avions militaires israéliens avaient survolé des villes syriennes, produisant des bangs supersoniques et terrorisant la population.

179. Pendant la période du 1<sup>er</sup> mars au 15 juin, le Secrétaire général a fait distribuer des renseignements supplémentaires reçus du chef d'état-major sur les incidents qui s'étaient produits dans le secteur Israël-Syrie (S/7930/Add.571, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 594, 596, 599, 601, 603, 607, 609, 612, 614, 616, 618, 620, 623, 625, 627, 629, 631, 633, 635, 639, 641, 647, 649, 651, 653, 655, 658, 660, 662, 664, 666, 667, 669, 672, 673, 675, 677, 679, 681, 683, 685, 687, 689, 691, 693, 695, 697, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 725, 727, 729, 731, 733, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 747, 748, 750, 751, 753, 756, 758, 761, 763, 765, 767, 769, 771, 773, et 775). Les communications ont continué de faire état d'incidents quasi quotidiens se présentant sous la forme de tirs d'artillerie, de char, de mortier, et de roquette; l'activité aérienne s'était également intensifiée.

180. Dans une lettre datée du 16 mars (S/9706), Israël a déclaré que l'agression syrienne continuait et que les attaques armées commises à partir du territoire syrien par des forces régulières et irrégulières s'étaient intensifiées depuis quelques jours, causant des pertes de vies humaines et des dommages matériels. Depuis le début de 1970, ajoutait la lettre, il y avait eu 148 actes d'agression de la part de la Syrie et, au cours des quatre jours précédents, ces attaques avaient causé la mort de trois soldats israéliens; 12 autres avaient été blessés. Dans une autre lettre datée du 30 mars (S/9727), Israël a fait savoir que le 23 mars, les forces de l'armée syrienne avaient franchi la ligne du cessez-le-feu et s'étaient heurtées aux forces israéliennes. Huit des assaillants avaient été tués; leurs corps avaient été rendus à la Syrie par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale. La lettre indiquait également que, le 27 mars, l'armée régulière syrienne avait lancé un autre assaut contre une position militaire israélienne; un soldat israélien avait été tué et un autre blessé.

181. Dans une lettre datée du 3 avril (S/9736), la Syrie a fait connaître que l'armée de l'air et l'armée de terre israéliennes avaient lancé une attaque contre la Syrie; l'armée de l'air et l'armée de terre syriennes avaient dû riposter pour se défendre. Au cours de l'attaque, 16 soldats syriens avaient été tués et 37 autres blessés. Les forces israéliennes avaient également attaqué des villes et des villages syriens, faisant des victimes parmi la population civile, notamment les femmes et les enfants, et détruisant des habitations. La lettre ajoutait que les violations du cessez-le-feu par Israël s'étaient chiffrées à 1 045 entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 18 mars.

182. Dans une lettre datée du 6 avril (S/9739), Israël a déclaré que son action défensive du 2 avril avait été dirigée contre des objectifs militaires syriens; elle visait à briser l'agression syrienne qui s'était intensifiée au cours des dernières semaines, comme Israël l'avait signalé dans ses lettres du 11 février et des 16 et 30 mars.

183. Dans une lettre datée du 5 juin (S/9823), la Syrie, se référant à sa lettre du 9 février (S/9643) touchant l'annexion par Israël de territoires syriens occupés, a déclaré que, selon les informations publiées par

l'Agence télégraphique juive le 1<sup>er</sup> juin, Israël avait approuvé un plan quinquennal de 48 millions de dollars en vue d'augmenter le nombre des colonies israéliennes sur les hauteurs de Golan. Cette nouvelle manifestation de la politique israélienne d'occupation militaire illégale, ajoutait la lettre, constituait une violation des résolutions 235 (1967) et 236 (1967) du Conseil de sécurité, de la Charte, de la Convention de Genève de 1949 et de toutes les résolutions de l'Assemblée générale à buts humanitaires. Il fallait attribuer cette situation encore une fois à l'appui qu'Israël continuait de recevoir du Gouvernement des Etats-Unis.

#### B. — QUESTION DU TRAITEMENT DES POPULATIONS CIVILES DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉES PAR ISRAËL ET QUESTIONS CONNEXES

184. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, le Conseil de sécurité a reçu plusieurs communications émanant de pays arabes au sujet du traitement des populations civiles et des prisonniers de guerre dans les territoires occupés par Israël, ainsi que les réponses d'Israël.

185. Dans une lettre datée du 26 septembre 1969 (S/9456), la Jordanie s'est plainte que les habitants d'Al-Khalil (Hébron) et de Beit Sahour avaient été soumis à des actes d'intimidation et d'étranglement économique ainsi qu'à des arrestations arbitraires et à la torture. L'armée israélienne avait gâché des marchandises dans des magasins, déporté des habitants sur la rive orientale, fait sauter des maisons et imposé un couvre-feu 22 heures par jour.

186. Israël a répondu le 7 octobre (S/9466) qu'à la suite d'une série d'actes de sabotage dans la région d'Al-Khalil (Hébron) et dans celle de Beit Sahour, qui avaient causé la mort de plusieurs civils, les autorités israéliennes avaient été contraintes de prendre les mesures préventives et policières nécessaires pour assurer la sécurité de la population.

187. Par une lettre datée du 15 octobre (S/9474), la République arabe unie a fait savoir qu'une de ses ressortissantes, membre du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, avait été soumise à une arrestation illégale et à un jugement arbitraire, au mépris des immunités dont jouissent les fonctionnaires de l'ONU.

188. Par une lettre datée du 17 octobre (S/9478), Israël a répondu que la personne en question avait été dûment jugée et déclarée coupable d'avoir commis plusieurs délits d'atteinte à la sûreté de l'Etat sans rapport avec ses fonctions officielles et que le tribunal avait rejeté comme inapplicable la prétention de l'accusée à bénéficier de l'immunité de juridiction garantie par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

189. Dans trois communications datées des 10, 21 et 25 novembre (S/9501, S/9507 et S/9511), le représentant de la Jordanie a communiqué le texte d'articles parus dans le *Times* et le *Sunday Times* de Londres au sujet du traitement des populations civiles dans les territoires occupés par Israël; ces articles révèlent, selon lui, l'intensification des mesures de châtimement collectif prises par les Israéliens contre des civils innocents. Il a également communiqué le texte de "lettres des lecteurs" publiées par le *Times* sur le même sujet. Israël a répondu en communiquant, le 18 novembre, le texte



d'autres "lettres des lecteurs" parues dans le même journal sur le traitement de la population civile (S/9506) et, le 19 décembre, le texte d'une lettre adressée au *Sunday Times* par l'ambassade d'Israël à Londres (S/9575).

190. Dans des communications datées des 23 et 30 janvier et des 6 et 9 février 1970 (S/9614, S/9639, S/9629 et S/9642), la Syrie a formulé une accusation — démentie par Israël — selon laquelle deux pilotes syriens auraient été maltraités au cours de leur emprisonnement en Israël. Ces mauvais traitements, contraires à la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, auraient été infligés aux victimes dans l'intervalle des visites des représentants de la Croix-Rouge internationale dans les territoires occupés par Israël. La Syrie a cité, à l'appui de ses accusations, des extraits d'une lettre du secrétaire général d'Amnesty International qui a été rendue publique et des passages de la résolution 2456 (XXIV) de l'Assemblée générale. La Syrie a ajouté qu'Israël avait refusé au représentant du Secrétaire général l'autorisation de visiter les secteurs occupés comme le prévoyaient les résolutions 237 (1967) et 259 (1968) du Conseil de sécurité. Israël avait également refusé de laisser le Groupe spécial d'experts créé par la Commission des droits de l'homme enquêter sur les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés et de recevoir le Comité tripartite créé en application de la résolution 2443 (XXIII) de l'Assemblée générale. Israël, pour sa part, a démenti les accusations de mauvais traitements et a affirmé que les conditions de la détention des deux pilotes syriens étaient parfaitement conformes aux dispositions de la Convention de Genève susmentionnée. Par ses accusations, la Syrie cherchait à faire oublier qu'un gouvernement siégeant au Conseil de sécurité persistait à violer les dispositions de la Charte. Quant aux visites du représentant du Secrétaire général et à celles du Groupe spécial d'experts et du Comité tripartite dans les territoires occupés par Israël, Israël n'y voyait aucune objection dans la mesure où ces représentants enquêteraient aussi sur l'oppression des Juifs par les régimes arabes.

191. Par une lettre datée du 9 juin (S/9832 et S/9833), Israël a fait état d'une déclaration par laquelle le Ministre des affaires étrangères de Somalie annonçait que son pays se considérait en état de guerre avec Israël et a rappelé que la Somalie était un des trois membres du Comité spécial des Nations Unies chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, créé par la résolution 2443 (XXIII) de l'Assemblée générale. Un autre membre de ce comité était la Yougoslavie, qui avait rompu les relations avec Israël et s'était ouvertement identifiée avec la position politique prise par les Etats arabes. Israël a également noté (S/9841) la déclaration par laquelle le Premier Ministre de Ceylan a annoncé le 14 juin que les relations diplomatiques et autres avec Israël seraient suspendues jusqu'au règlement du conflit entre Israël et les pays arabes. Le Premier Ministre d'Israël a déclaré le lendemain que la décision de Ceylan encourageait tous les éléments extrémistes qui rendaient la paix au Moyen-Orient plus lointaine. Israël a soutenu que le Comité tripartite, composé de trois Etats hostiles à Israël, avait, depuis sa création illégale au cours de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, servi d'instrument à la propagande arabe et que ses activités étaient dépourvues de toute validité tant morale que juridique.

## C. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION À JÉRUSALEM, DANS LES LIEUX SAINTS ET AUX ENVIRONS

### a) Communications adressées au Conseil de sécurité concernant l'incendie de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem

192. Dans une lettre datée du 21 août 1969 et adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9401), la Jordanie a signalé que ce matin-là, à 7 h 20, un incendie avait éclaté dans la mosquée Al-Aqsa et avait duré plus de trois heures, détruisant complètement la partie sud du plafond et la chaire du XII<sup>e</sup> siècle et occasionnant de grands dommages aux murs. La lettre ajoutait que la Jordanie tenait les autorités israéliennes pour responsables, cet acte ayant eu lieu alors que la Ville sainte et toute la rive occidentale se trouvaient soumises à l'occupation militaire israélienne. La Jordanie a demandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures efficaces à l'encontre des autorités israéliennes qui n'avaient tenu aucun compte des résolutions des Nations Unies sur la question de Jérusalem.

193. Dans des lettres datées des 22, 23, 25, 26, 27, 28 et 29 août et du 2 septembre, les représentants du Maroc, de la Libye, de la Mauritanie, du Pakistan, de l'Inde, de la Syrie, de la Somalie, de l'Arabie Saoudite, de l'URSS et des Maldives (S/9404, S/9402, S/9412, S/9409, S/9413, S/9415, S/9418, S/9422, S/9426 et S/9435 respectivement) ont exprimé l'indignation et la douleur du gouvernement et de la population de leurs pays respectifs devant l'incendie de la mosquée Al-Aqsa.

194. Dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> septembre (S/9447), le représentant de la Jordanie a adressé au Conseil de sécurité les textes de 17 communications de chefs d'Etat et de personnalités officielles gouvernementales, ainsi que les textes de 58 autres communications faisant ressortir à quel point l'opinion publique mondiale avait été choquée et atterrée par l'incendie de la mosquée Al-Aqsa.

### b) Demande de convocation du Conseil de sécurité

195. Dans une communication datée du 22 août adressée au Secrétaire général (S/9407), les représentants de l'Afghanistan, de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de la Guinée, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, de la Libye, de la Malaisie, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Pakistan, de la République arabe unie, de la Somalie, du Soudan, de la Syrie, de la Tunisie, de la Turquie, du Yémen et du Yémen du Sud ont attiré l'attention des Membres de l'Organisation des Nations Unies sur l'événement grave qui s'était produit à Jérusalem le 21 août 1969 lorsque la mosquée Al-Aqsa, l'un des lieux les plus sacrés de l'Islam, avait subi d'importants dommages à la suite d'un incendie dû à la malveillance. Ils ont ajouté que cette indignité, qui s'était produite alors que Jérusalem se trouvait sous l'occupation militaire des autorités israéliennes, avait rempli les peuples de leurs pays d'une horreur et d'une douleur profondes. Après avoir déclaré que les événements de cette nature aggravaient encore la menace à la paix, les représentants des pays en question ont souligné qu'il était urgent que l'Organisation des Nations Unies prenne des mesures appropriées en vue : a) d'une enquête impartiale sur les événements graves qui avaient abouti à l'incendie de la mosquée; b) de prévenir la répétition de tout acte de vandalisme contre les Lieux saints de Jérusalem.

saïem; c) de mettre les représentants des gouvernements des pays islamiques en mesure de déterminer les dommages causés à la sainte mosquée Al-Aqsa et d'arrêter et d'exécuter des plans pour les réparer.

196. Conformément à la communication ci-dessus, les représentants de l'Afghanistan, de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de la Guinée, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, de la Libye, de la Malaisie, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, du Pakistan, de la République arabe unie, de la Somalie, du Soudan, de la Syrie, de la Tunisie, de la Turquie, du Yémen et du Yémen du Sud, dans une lettre datée du 28 août et adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9421 et Add.1 et 2), ont demandé la convocation d'urgence du Conseil de sécurité "pour examiner la douloureuse situation résultant des dégâts considérables causés par l'incendie criminel de la sainte mosquée Al-Aqsa à Jérusalem".

c) *Examen de la question par le Conseil de sécurité à ses 1507<sup>e</sup> à 1512<sup>e</sup> séances (9 au 15 septembre 1969)*

197. A sa 1507<sup>e</sup> séance, le 9 septembre 1969, le Conseil de sécurité a inscrit la demande ci-dessus à son ordre du jour. Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de l'Indonésie, d'Israël et de la République arabe unie, sur leur demande, à participer à la discussion sans droit de vote. A des séances ultérieures, les représentants de l'Arabie Saoudite, du Ceylan, de l'Inde, de la Jordanie, de la Malaisie et de la Somalie ont été également invités à participer à la discussion sans droit de vote.

198. A la même séance, le représentant du Pakistan a déclaré que le Conseil n'avait jusqu'alors jamais examiné une question qui dépassât d'aussi loin le conflit des intérêts nationaux et marquât un tel recul pour la civilisation même. Par conséquent, en abordant la question, le Conseil ne saurait la voir autrement que dans le contexte de la civilisation. La certitude que le vandalisme contre les monuments de l'esprit humain était devenu inconcevable s'était écroulée le 21 août lorsque, sous l'occupation militaire d'Israël, la sainte mosquée Al-Aqsa avait été endommagée par un incendie criminel. Ceux qui avaient soumis la question de l'incendie d'Al-Aqsa au Conseil de sécurité n'entendaient pas préjuger la question de la responsabilité criminelle posée par l'événement ni prétendre que les autorités d'Israël eussent été complices de l'acte en question, mais il était vain de nier que l'atmosphère créée par l'occupation militaire de la Ville sainte par Israël avait fourni un élément d'encouragement aux auteurs du crime. N'eût été l'occupation militaire d'Israël, effectuée au mépris des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, il était inconcevable qu'aient pu exister des conditions permettant l'accomplissement d'un tel acte.

199. Après avoir fait un bref exposé de l'importance historique et religieuse de la Ville sainte de Jérusalem pour les musulmans du monde entier, le représentant du Pakistan a déclaré qu'en examinant l'incident du 21 août le Conseil de sécurité devait se souvenir que la Charte des Nations Unies n'autorisait pas l'acquisition de territoires par la force et que ce principe s'appliquait tout spécialement à Israël, dont la création même reposait sur une résolution de l'Organisation des Nations Unies. La cessation du pouvoir d'Israël sur la vieille ville de Jérusalem était un impératif si l'on ne voulait pas que le conflit du Moyen-Orient échappât à tout contrôle. Le conflit était déjà suffisamment grave;

s'il s'y ajoutait un conflit qui atteignait les sentiments profonds de vastes populations du monde entier, il pourrait devenir illimité dans ses répercussions. Les signataires des deux communications adressées au Conseil de sécurité (S/9407, S/9421) représentaient des pays et des peuples, très divers par leurs caractéristiques géographiques et leur politique étrangère, mais ils étaient tous d'accord pour estimer que Jérusalem ne saurait être annexée par Israël. Cette position était conforme aux résolutions 252 (1968) et 267 (1969) du Conseil de sécurité qui confirmaient que toutes les mesures législatives et administratives prises par Israël en vue de modifier le statut de Jérusalem étaient nulles.

200. Compte tenu des résolutions ci-dessus et des répercussions que cet événement avait suscitées dans le monde entier, en particulier dans les communautés islamiques, le Conseil de sécurité devait répondre au crime du 21 août en prenant d'urgence des mesures pour empêcher qu'un tel incident ne se reproduise. Ces mesures ne sauraient intéresser uniquement les Lieux saints, parce que ceux-ci étaient liés de façon organique à la ville de Jérusalem et que leur caractère sacré ne pouvait longtemps être sauvegardé si Jérusalem continuait à subir l'occupation militaire. Par conséquent, les dispositions que prendrait le Conseil de sécurité devaient être de nature à délivrer Jérusalem de ses souffrances.

201. Le représentant de la République arabe unie a déclaré que le crime perpétré contre la mosquée Al-Aqsa avait provoqué la stupéfaction et la douleur dans le monde entier, car Al-Aqsa, un des sanctuaires les plus sacrés de l'Islam, était à ce titre un élément du patrimoine spirituel et culturel de l'humanité. Les vastes répercussions de cet acte avaient encore aggravé la menace qui pesait déjà sur la paix et la sécurité internationales.

202. Le sacrilège perpétré contre la mosquée Al-Aqsa mettait également en lumière la duplicité des déclarations israéliennes. Déjà à la 1482<sup>e</sup> séance du Conseil, le 30 juin 1969, lors d'un examen antérieur de la question du statut de Jérusalem, le représentant d'Israël avait déclaré que son gouvernement avait dressé des plans pour la préservation des monuments historiques et religieux de Jérusalem. Etant donné ce qui s'était ensuivi, l'avertissement qu'avait alors lancé la Jordanie concernant les aspects inquiétants des prétendus plans d'Israël ne s'était révélé que trop justifié. Israël avait déjà pris des mesures à l'encontre de divers édifices publics, notamment une mosquée, un tribunal religieux et une école musulmane, sous prétexte que ces bâtiments constituaient un danger public. Etant donné la politique et l'attitude d'Israël à l'égard de la Jérusalem arabe et de ses sanctuaires, Israël devait être tenu pour responsable de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa, le 21 août.

203. Depuis longtemps déjà, Israël pratiquait une politique de destruction des immeubles arabes qui étaient de longue date des sièges de culture et d'enseignement religieux, tout en menant parallèlement une campagne de déclarations tant officielles qu'officieuses dont le but était de reconstruire le Temple sur l'emplacement de la mosquée Al-Aqsa.

204. L'outrage commis contre la mosquée Al-Aqsa venait s'ajouter à la liste des outrages perpétrés par Israël contre la paix et l'humanité : déni des droits inaliénables du peuple arabe de Palestine et recours à la force comme instrument d'une politique d'expansion comme en 1948, 1956 et 1967. Au lieu de se retirer

des territoires qu'il avait occupés par la force, Israël avait fait de l'annexion de ces territoires une politique officielle, comme en témoignaient plusieurs déclarations officielles, notamment celle du Ministre de la défense et celle du parti au pouvoir en Israël. D'ailleurs, cette politique d'annexion ne se limitait pas à de simples déclarations verbales. Des plans avaient été dressés et mis en exécution en vue d'établir de nouveaux villages de colons dans les régions occupées par Israël. Israël avait également commis des violations flagrantes de la Convention de Genève de 1949 relative à la protection des populations civiles en territoire occupé. Entre autres mesures d'oppression, les Israéliens arrêtaient, emprisonnaient et torturaient les civils arabes, les dépossédaient et les expulsaient de leurs foyers et déportaient leurs dirigeants.

205. Israël avait également continué de défier les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sur la question du statut de Jérusalem. C'est pour cette raison qu'il ne fallait pas considérer l'incendie d'Al-Aqsa comme un acte isolé. Cet acte était un élément indissociable de l'occupation persistante de Jérusalem par Israël et des diverses mesures qu'il avait prises au mépris des résolutions des Nations Unies. Il était donc évident qu'il n'y aurait pas de sécurité possible tant qu'Israël continuerait d'occuper Jérusalem. En outre, par sa politique d'occupation des territoires arabes par la force et son refus de se retirer de ces territoires, Israël provoquait une situation lourde de dangers pour la paix et la sécurité internationales. Devant une telle situation, il incombait absolument à tous les Etats Membres d'arrêter l'agresseur dans son action et de le ramener au respect de l'autorité internationale. Toute assistance militaire ou économique portée à Israël était un encouragement à l'agresseur. Il fallait que le Conseil de sécurité prit des mesures plus efficaces et, notamment, fit imposer des sanctions afin de faire appliquer intégralement les résolutions des Nations Unies, de rétablir les droits du peuple arabe de Palestine et de mettre radicalement fin à l'agression israélienne.

206. Le représentant de l'Indonésie a déclaré que le peuple indonésien avait été frappé de consternation par la nouvelle de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa. Dans un télégramme adressé au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité, la délégation indonésienne avait déjà demandé l'ouverture d'une enquête impartiale et l'adoption de mesures visant à prévenir le renouvellement d'actes comme celui du 21 août et à donner aux représentants des gouvernements des pays islamiques la possibilité d'estimer les dommages et d'établir des plans pour la réparation de la mosquée.

207. Le Gouvernement indonésien était prêt à participer activement à la reconstruction de la mosquée Al-Aqsa et avait fait don de un million de rupiahs à cet effet. En outre, des contributions volontaires avaient été versées pour la reconstruction de la mosquée. L'aide spontanée du peuple indonésien était l'expression concrète du sentiment de solidarité de ce peuple pour la cause des musulmans de Palestine, sur qui continuait de peser la menace de la guerre interminable et de la misère. On n'insisterait jamais trop sur le fait que l'incendie d'Al-Aqsa ne saurait être dissocié de l'occupation militaire de Jérusalem, occupation que le Conseil de sécurité avait déplorée et condamnée à maintes reprises, les deux exemples les plus récents étant les résolutions 252 (1968) et 267 (1969). Israël avait pris et appliqué certaines mesures à Jérusalem, au mépris desdites résolutions, et avait également été accusé devant le Conseil

d'avoir commis des actes de démolition et de profanation. Il n'avait pas été possible de déterminer l'étendue des actes incriminés car Israël avait refusé d'autoriser le représentant spécial du Secrétaire général à faire une enquête impartiale sur la situation. Dans ces conditions, il était d'autant plus nécessaire que le Conseil de sécurité prenne immédiatement des mesures pour faire appliquer intégralement ses résolutions relatives à la ville de Jérusalem.

208. La représentant d'Israël a dit que son gouvernement partageait le désarroi et la douleur qu'avaient inspirés les dommages causés à la mosquée Al-Aqsa et qu'il avait déjà promis de la faire réparer le plus tôt possible. Par contre, tous les esprits honnêtes avaient été révoltés d'entendre les récits mensongers qui avaient été répandus au sujet de cet événement tragique et de voir celui-ci délibérément exploité à des fins politiques. La délégation israélienne était convaincue qu'un certain nombre des Etats musulmans qui avaient demandé au Conseil de sécurité d'examiner la question étaient uniquement inspirés par une inquiétude très réelle à l'égard d'un lieu saint musulman, et non pas par le désir d'aggraver la tension.

209. Devant les cataclysmes naturels, la compréhension instinctive qu'éprouvent les uns pour les autres les êtres humains dans la détresse se manifeste, et c'était bien là le genre de compréhension qu'on avait vu se manifester à la suite de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa, le 21 août 1969. Arabes et Juifs avaient lutté côte à côte pour maîtriser l'incendie. Cette coopération entre Arabes et Juifs s'était manifestée également dans les efforts pour arrêter l'auteur de l'incendie, et l'enquête officielle sur les circonstances de l'incendie était menée par une commission composée de personnalités arabes et juives, qui entendait des témoins arabes et juifs afin d'établir les faits.

210. Le représentant d'Israël a ensuite retracé les événements du 21 août, date à laquelle a éclaté l'incendie d'Al-Aqsa. Il a dit que le Premier Ministre israélien et le Cabinet israélien, qui avait tenu d'urgence une session extraordinaire, avaient publié des déclarations exprimant un vif regret à l'occasion de l'incendie qui avait éclaté dans la mosquée sainte et faisant savoir que le Gouvernement israélien était disposé à offrir toute l'aide et la coopération nécessaires pour réparer et restaurer les parties du bâtiment qui avaient été endommagées. Les communications officielles exprimaient également une vive horreur devant les efforts déployés pour attribuer à Israël la culpabilité de l'incendie. Le Président de la Cour suprême israélienne avait désigné une commission d'enquête. Une enquête préliminaire menée par des ingénieurs arabes avait indiqué qu'il s'agissait d'un incendie volontaire.

211. Le 22 août, un Australien, Michael Rohen, avait été arrêté par la police israélienne sur la foi des témoignages fournis par les gardes musulmans de la mosquée Al-Aqsa et il avait été mis officiellement en accusation.

212. Le représentant d'Israël a dit que tels étaient les faits dont le Gouvernement israélien souhaitait informer le Conseil. La réaction du gouvernement avait été résumée par le Ministre des affaires étrangères dans son intervention du 24 août lorsqu'il avait dit qu'Al-Aqsa était un élément de la culture universelle et que, du fait des dégâts qui lui avaient été causés, une partie du patrimoine de l'humanité avait été endommagée et qu'il fallait tout faire pour la rétablir, dans la mesure du possible, dans sa splendeur première. C'était dans

cet esprit que le Conseil de sécurité devait envisager l'incident et il ne devait pas par ses actions aggraver encore les dissensions et l'hostilité. La population arabe de Jérusalem, profondément émue à la nouvelle de l'incendie de la mosquée, était restée calme malgré les tentatives qu'avaient faites certains groupes, incités par des radios étrangères, pour exploiter la situation. Leurs dirigeants s'étaient déclarés satisfaits des mesures prises par les autorités israéliennes et des progrès de l'enquête sur l'incendie. Le Conseil musulman de Jérusalem avait créé un comité pour la réparation d'Al-Aqsa, qui avait annoncé la création d'un fonds spécial pour les réparations et qui avait également considéré qu'il serait bon de prendre de nouvelles mesures de sécurité pour protéger l'enceinte de la mosquée. Pour sa part, le Gouvernement israélien était prêt à fournir toute l'assistance nécessaire, notamment pour l'admission d'experts étrangers.

213. A la 1508<sup>e</sup> séance du Conseil, le 10 septembre, le représentant de l'Algérie a déclaré que l'incendie de la mosquée Al-Aqsa posait de nouveau le problème de l'occupation des territoires arabes et de l'urgence qu'il y avait à aborder le conflit palestinien sous son vrai jour. Il ne servait à rien de déplorer ce nouveau forfait si des mesures n'étaient pas prises pour obtenir une paix fondée sur la justice. Il était évident qu'après la dépossession totalitaire et massive du peuple palestinien Israël était passé à un nouveau stade de l'exécution de son programme : effacer toute trace de civilisation arabo-islamique. Comme l'indiquaient les déclarations de personnalités sionistes, Israël continuait de cultiver l'esprit messiano-théologique dont l'atmosphère était saturée avant l'incendie d'Al-Aqsa. La propagande israélienne avait trouvé dans le fanatisme religieux le moyen de recruter des individus prédisposés à exécuter une tâche aussi sinistre. Une secte fanatique, du nom de The Church of God, avait tenu son assemblée générale en territoire occupé par Israël et avait conçu le noir dessein de construire le Tabernacle de David à Al-Aqsa.

214. Israël continuait à détruire systématiquement des villages entiers et des édifices qui avaient été la gloire de Jérusalem et il continuait à opprimer la population palestinienne dans les territoires occupés. Le peuple palestinien n'avait d'autre recours que d'utiliser la lutte armée contre l'occupation constante et l'oppression de son pays. L'occupation militaire menée par Israël risquait également de mettre à tout moment la paix et la sécurité mondiales en danger. Il appartenait donc au Conseil de sécurité de veiller à ce que ses résolutions soient appliquées scrupuleusement et de prendre des mesures concrètes pour faire appliquer ses décisions. L'inefficacité du Conseil était due essentiellement à l'attitude des Etats-Unis, qui, malgré les obligations qui leur incombait aux termes des décisions du Conseil de sécurité, continuaient à fournir à Israël les armes les plus modernes destinées à écraser le mouvement de libération palestinien. Cependant, la compréhension et la sympathie pour les Palestiniens ne faisaient que croître dans le monde entier comme le montrait le nombre de pays qui avaient demandé au Conseil d'examiner la question à l'étude.

215. Le représentant de l'Inde a dit que l'acte de vandalisme qui avait causé l'incendie de la mosquée Al-Aqsa avait été condamné dans le monde entier, y compris son pays. Le Premier Ministre de l'Inde avait déclaré d'autre part que les dommages causés à Al-Aqsa

avaient accru la tension dans la région, ce qui risquait d'entraîner des répercussions jusque sur le plan mondial.

216. L'Inde, fermement attachée à la laïcité, avait spécialement déploré cette profanation d'un lieu consacré au culte, et de nombreuses personnalités civiles et religieuses représentant diverses croyances avaient exprimé leur profonde indignation. Il ne fallait cependant pas croire que la question dont était saisi le Conseil fût une question religieuse. Toute tentative pour susciter une diversion dans ce sens ferait un mal incalculable et accumulerait de nouvelles difficultés sur la voie de la solution du problème du Moyen-Orient. Pour l'Inde, cet incident était la conséquence directe de l'occupation illégale par Israël de Jérusalem et d'autres territoires arabes. Israël ne pouvait donc pas être déchargé de sa responsabilité en ce qui concernait l'incident du 21 août.

217. Bien que le Conseil fût saisi d'une plainte bien définie, la question qu'elle suscitait avait une portée beaucoup plus étendue et concernait le statut juridique de Jérusalem. Aux termes des résolutions 2253 (ES-V) et 2254 (ES-V) de l'Assemblée générale et des résolutions 252 (1968) et 267 (1969) du Conseil de sécurité, Israël avait été invité à cesser de prendre des mesures qui tendraient à modifier le statut de Jérusalem. Ces résolutions, ainsi que d'autres, avaient également réaffirmé le principe selon lequel la conquête militaire n'était pas un moyen légal d'acquérir un territoire. Ainsi, aussi longtemps qu'Israël persisterait dans sa politique de défi et refuserait de se retirer des territoires occupés, la tension augmenterait en Asie occidentale et menacerait la paix et la sécurité bien au-delà des frontières arabo-israéliennes. L'incident avait fait ressortir de manière plus évidente que jamais la nécessité de faire en sorte qu'Israël exécute pleinement et loyalement les diverses résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

218. Le représentant de la Somalie a déclaré que l'on ne pouvait comprendre la réaction violente de tout le monde musulman devant la catastrophe d'Al-Aqsa que si l'on connaissait le grand attachement spirituel et affectif qu'avaient les musulmans pour ce sanctuaire. Le Conseil de sécurité devait prendre note de toutes les protestations concernant Al-Aqsa car elles démontraient que le problème de Jérusalem dépassait les frontières nationales et revêtait une importance capitale pour les communautés musulmanes du monde entier.

219. L'incendie d'Al-Aqsa ne pouvait être considéré qu'au regard des attitudes et des actes des autorités israéliennes dans les territoires occupés. Des protestations avaient été émises, y compris un mémorandum soumis au représentant du Secrétaire général, contre la destruction et la profanation par Israël des lieux du culte dans la vieille ville de Jérusalem. Les escavations faites par les Israéliens aux alentours de la mosquée pour découvrir le Temple de Salomon avaient tourné à la provocation lorsqu'un groupe d'éminent Israéliens avait déclaré son intention de restaurer le Temple du judaïsme sur l'emplacement de la mosquée Al-Aqsa. De plus, a poursuivi le représentant de la Somalie, le cheik Hilmi Al Muhtasib, président du Conseil suprême musulman de Jérusalem, avait dit au cours d'une déclaration que l'incendie d'Al-Aqsa était un acte délibéré et que les pompiers israéliens et la police israélienne avaient fait preuve pour le moins d'inefficacité dans leurs efforts pour maîtriser l'incendie. Dans une deuxième déclaration, le Conseil suprême musulman s'était également déclaré pleinement satisfait de la manière dont les autorités israéliennes avaient lutté contre le



feu et il avait décidé d'établir un comité arabe d'enquête. Il avait également soulevé la question de la situation des Lieux saints à l'égard du statut de Jérusalem.

220. Le représentant de la Somalie a ensuite rappelé qu'Israël avait été prié de rapporter toutes les mesures prises pour modifier le statut de Jérusalem. D'autre part, aucune question concernant Jérusalem ne pouvait être examinée sans tenir compte de l'ensemble de la situation telle qu'elle résulte de l'agression israélienne de 1967. On ne pouvait voir régner la paix tant qu'Israël n'aurait pas retiré ses troupes des régions occupées. Quant à la question immédiate de l'incendie d'Al-Aqsa, la délégation somalienne demandait instamment à l'Organisation des Nations Unies de procéder à une enquête impartiale sur les événements graves du 21 août 1969 et demandait au Conseil de sécurité de reconnaître que tout acte de destruction ou de profanation de lieux saints était susceptible de mettre en danger la paix et la sécurité internationales.

221. A la même séance, le représentant d'Israël a dit que, dans l'intervention qu'il avait faite à la séance précédente, il avait repris les principaux points de la déclaration du cheik Hilmi Al Muhtasib, président du Conseil suprême musulman de Jérusalem. Les fouilles dont le représentant de la Somalie avait dit qu'elles portaient atteinte au caractère sacré d'Al-Aqsa et de son enceinte faisaient partie des travaux de restauration qu'effectuait le *Waqf* musulman sur le dôme de la mosquée, qui avait été endommagé durant les hostilités de 1967, lorsque l'armée jordanienne y avait installé ses mitrailleuses. La position officielle d'Israël était de respecter et de préserver tous les sanctuaires de toutes les religions, et Israël reconnaissait comme naturel et légitime l'intérêt spécial que les communautés et les Etats musulmans portaient à la restauration de la mosquée Al-Aqsa.

222. Lors de la 1509<sup>e</sup> séance, le 11 septembre, le représentant de la Somalie a déclaré que lorsqu'il s'était référé à une déclaration antérieure de la délégation somalienne le représentant d'Israël avait de nouveau omis certaines observations pertinentes du cheik Hilmi Al Muhtasib sur lesquelles il avait appelé l'attention du Conseil, à savoir que les pompiers israéliens avaient été incapables d'éteindre l'incendie, qui avait finalement été éteint par des pompiers arabes venus de villes éloignées. De plus, l'affirmation du représentant d'Israël selon laquelle son gouvernement avait pris toutes les précautions nécessaires pour protéger les sanctuaires a été démentie le 21 août par le Conseil suprême de l'Islam, qui avait déclaré que les autorités israéliennes avaient profané les Lieux saints à maintes reprises et notamment lors d'une récente parade militaire à l'intérieur de la mosquée Al-Aqsa. De toute évidence, les déclarations faites par les autorités israéliennes au sujet de l'incendie et des sanctuaires étaient en contradiction avec les communiqués de la presse mondiale et avec les déclarations du Conseil suprême de l'Islam à Jérusalem, et les faits réels ne pourraient être établis que par une enquête impartiale.

223. Le représentant de la Jordanie a déclaré que, lors de discussions antérieures au Conseil, sa délégation avait appelé l'attention sur les mesures prises par Israël pour annexer complètement Jérusalem. Le dernier incident avait considérablement choqué le peuple jordanien. Israël avait essayé de se disculper mais, selon des communiqués de presse émanant d'Israël même, la personne que l'on soupçonnait d'avoir volontairement

provoqué l'incendie avait été recrutée en Australie par une agence juive pour travailler pour Israël dans un kibboutz et avait rêvé de bâtir le Temple de Salomon. De plus, certains groupes israéliens avaient perpétré d'autres actes de profanation qui indiquaient clairement quels étaient les desseins d'Israël à l'égard de la mosquée Al-Aqsa. L'incendie d'Al-Aqsa était non seulement un acte prémédité dirigé contre un monument sacré, mais aussi une manifestation de mépris à l'égard des sentiments du peuple qui chérissait l'héritage culturel dont Al-Aqsa était le symbole.

224. Etant donné l'attitude d'Israël et les déclarations faites par les autorités israéliennes immédiatement après l'incendie, on s'était posé beaucoup de questions; on s'était notamment demandé pourquoi, avant même toute enquête, Israël avait attribué l'incendie à un court-circuit et pourquoi il avait insisté pour garder la clef d'un des principaux portails d'Al-Aqsa. Nul n'ignorait qu'Israël ainsi que diverses organisations sionistes s'étaient efforcés de changer le caractère et le statut de Jérusalem contre les vœux de sa population et au mépris des résolutions des Nations Unies. L'incident d'Al-Aqsa ne saurait être considéré comme un événement isolé. Ce n'était d'ailleurs pas cet incident qui avait éveillé, à lui seul, les craintes de 750 millions de musulmans et d'autres peuples épris de paix, mais aussi toutes les autres modifications qu'Israël avait apportées au statut de Jérusalem.

225. Le Conseil de sécurité avait déclaré non valables la loi en vertu de laquelle Israël avait établi une commission d'enquête et celle qu'il appliquait pour juger le suspect. Il était clair qu'Israël cherchait à faire valider ces lois par le Conseil en déclarant qu'il appliquait une procédure régulière. Mais on ne pouvait demander au Conseil d'approuver des actes illégitimes, en particulier quand ils risquaient d'entraîner de nouveaux actes d'agression. Le Conseil devait faire comprendre à Israël que ce n'était qu'en appliquant intégralement toutes les résolutions des Nations Unies qu'il pouvait espérer une coopération pour le rétablissement de la paix dans la région.

226. En réponse, le représentant d'Israël a souligné que le fait que le suspect, Michael Rohan, avait travaillé dans un kibboutz israélien ne prouvait pas qu'Israël était complice du crime ni que le suspect avait préparé l'incendie de la mosquée pendant son séjour au kibboutz. Rien ne permettait non plus de dire que les autorités israéliennes n'avaient pas pris de mesures promptes et efficaces pour éteindre l'incendie. En fait, l'incendie avait été éteint en une heure et les pompiers s'étaient ensuite occupés d'étouffer les cendres.

227. La propagande arabe et certaines des déclarations faites devant le Conseil, a-t-il ajouté, avaient cherché à rejeter sur Israël la responsabilité de l'incendie et profité de l'incident pour le noircir. Toutefois, comme pourraient l'affirmer le représentant du Comité suisse des droits de l'homme et les Ministres de l'éducation du Dahomey et de la Gambie, qui s'étaient rendus en Israël après l'incendie, il serait tout à fait injustifié d'essayer d'incriminer Israël ou son peuple dans l'affaire de l'incendie d'Al-Aqsa. D'autres personnalités éminentes, y compris le Pape, avaient mis en garde contre l'incitation à la colère et à la haine qui ne ferait que desservir davantage la cause de la justice et de la paix. Le Conseil, a dit le représentant d'Israël, se devait de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que l'on exploitât l'incident de l'incendie à des fins politiques; au lieu de donner son appui à des

accusations sans fondement, il devrait aider à rétablir la confiance parmi les divers secteurs de la population de Jérusalem.

228. Le représentant de la Hongrie a déclaré que, bien que son pays fût un Etat laïque, il avait parfaitement compris l'indignation des Etats qui avaient demandé que le Conseil examinât la barbare tentative de mettre le feu à la mosquée Al-Aqsa pour la détruire. En cherchant à décharger son gouvernement de toute responsabilité dans cet acte, le représentant d'Israël avait dit de l'incident qu'il avait rapproché les Arabes et les Juifs. Le fait fondamental, qui était indéniable, c'était que l'occupation israélienne avait créé un climat favorable dans lequel un incendie prémédité était devenu possible. Pour prévenir des actes de ce genre, il était nécessaire qu'Israël retirât ses forces des territoires arabes, y compris Jérusalem. Par ailleurs, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient clairement indiqué dans leurs résolutions que tout changement du statut de Jérusalem était inacceptable. Si Israël cherchait réellement à rétablir la paix, comme ses représentants l'avaient fréquemment affirmé, il devrait se conformer pleinement à la résolution 267 (1969) du Conseil de sécurité, du 3 juillet 1969, et déclarer son adhésion au principe selon lequel aucun territoire ne pouvait être acquis par la force. Mais, au lieu de se conformer aux résolutions des Nations Unies, Israël avait poursuivi sa politique d'expansion. En conséquence, le seul moyen de réduire la tension dans la région du Moyen-Orient était d'appliquer intégralement la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et de retirer les troupes israéliennes des territoires occupés.

229. Le représentant de la Jordanie, rappelant que le représentant d'Israël avait cité un certain nombre de communiqués de presse à l'appui de sa thèse selon laquelle l'incendie d'Al-Aqsa ne devrait pas être exploité à des fins politiques, a déclaré que lui aussi avait cherché à sonder la réaction de l'opinion publique mondiale devant cet incident. Sur plus d'une centaine de communications adressées soit au Secrétaire général, soit au Président du Conseil de sécurité, il a constaté, d'une part, que toutes exprimaient l'indignation et, d'autre part, que la majorité exprimaient l'opinion qu'Israël ne pouvait être exonéré de sa responsabilité dans l'incident de l'incendie d'Al-Aqsa. Les auteurs de ces communications étaient également d'avis que les violations perpétrées par les autorités israéliennes à Jérusalem encourageaient un tel acte et que, pour empêcher qu'il ne se renouvelât, Israël devait retirer ses forces de Jérusalem ainsi que des autres territoires arabes. Il ne s'agissait pas d'exploiter l'incident à des fins politiques. L'opinion publique mondiale avait été tellement choquée qu'elle considérait qu'il était absolument nécessaire que l'ONU intervint et, parce que la situation leur paraissait extrêmement dangereuse pour la paix et la sécurité internationales, un certain nombre d'Etats avaient saisi le Conseil de sécurité de la question.

230. Le représentant de la République arabe unie a déclaré que, alors que les représentants des pays arabes avaient fermement promis leur pleine coopération pour l'application de toutes les résolutions des Nations Unies, le représentant d'Israël s'était abstenu de le faire, tout comme il s'était abstenu de répondre aux questions posées par les représentants de la Somalie et de la Jordanie au sujet de l'incendie. Le représentant d'Israël avait cependant protesté contre le fait que les leaders arabes avaient déclaré que l'année en cours serait l'année de la libération. S'étant abstenu de citer les déclara-

tions des leaders arabes selon lesquelles les Etats arabes avaient ouvert toutes les portes à la paix mais qu'Israël les avaient toutes fermées, il s'était élevé contre le fait que les pays arabes espéraient que l'année à venir verrait l'application des résolutions du Conseil de sécurité qui, à elle seule, entraînerait la libération des territoires occupés, étant donné que ces résolutions réaffirmaient le principe établi de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force.

231. Le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que le mépris continu que professait Israël à l'égard des résolutions des Nations Unies menaçait sérieusement l'autorité du Conseil de sécurité. Le Conseil ainsi que l'Assemblée générale avaient adopté un certain nombre de résolutions concernant le statut de Jérusalem; malgré cela, Israël poursuivait l'exécution de son dessein de changer le caractère de cette ville et de détruire ses sanctuaires. On soutenait que l'incendie avait été perpétré par un théosophe fanatique venu d'Australie; mais on avait déjà dans le passé eu recours à de semblables excuses. Il ressortait de nombreuses déclarations qu'on voulait reconstruire le Temple de Salomon. Israël cherchait à revendiquer Jérusalem parce que le judaïsme y avait autrefois prospéré. Outre qu'il s'agissait là d'un argument périmé, la conclusion qu'on devait logiquement en tirer était que les revendications des chrétiens et des musulmans devaient également être reconnues. Selon la notion moderne de nation, l'ensemble de la Palestine appartenait au peuple palestinien, et non pas à ceux qui y avaient émigré des pays de l'Europe centrale et orientale sous la pression sioniste. Les Palestiniens étaient résolus à reconquérir leur patrie et les Etats arabes eux-mêmes ne pourraient les en empêcher. Le Conseil de sécurité pourrait aider les Palestiniens dans la lutte qu'ils menaient pour établir leurs droits à l'autodétermination. Néanmoins, si cet appui leur était refusé, les Palestiniens ne renonceraient pas pour autant à lutter pour reconquérir la terre de leurs ancêtres.

232. Lors de la 1510<sup>e</sup> séance, le 12 septembre, le représentant du Royaume-Uni a dit que, de l'avis de sa délégation, les membres du Conseil pourraient se mettre facilement d'accord sur trois points lors de l'examen de la question. Premièrement, le Conseil devait réaffirmer ses résolutions 252 (1968) et 267 (1969) concernant le statut de Jérusalem. L'avenir de la Ville sainte de Jérusalem préoccupait sérieusement le Conseil, et aucune tentative unilatérale en vue d'y porter atteinte ne saurait être tolérée. Le deuxième point sur lequel tous les membres du Conseil étaient d'accord, c'était que le Conseil devrait déplorer l'effroyable crime qu'avait été la tentative de brûler la mosquée Al-Aqsa. La délégation du Royaume-Uni était convaincue que ce crime était condamné par tous dans tous les pays et qu'on serait mal fondé, faute de preuves suffisantes, à tirer une conclusion concernant la complicité d'un Etat quelconque. Le troisième point sur lequel les membres étaient en général d'accord était que, malgré les obstacles auxquels s'était heurtée l'application de la résolution 242 (1967) du Conseil, les Lieux saints devaient être pleinement préservés et protégés. Leur surveillance devrait être confiée aux autorités religieuses intéressées. Lorsqu'il aurait pris une décision sur la base de ces trois points, le Conseil pourrait redoubler d'efforts pour chercher à établir une paix durable au Moyen-Orient. Ses efforts risqueraient cependant d'être entravés s'il n'observait pas ce consensus.

233. A la même séance, le représentant de Ceylan a dit que, le 23 août, après avoir déploré les dégâts causés à Al-Aqsa, son premier ministre avait déclaré que, quelle qu'ait pu être la cause de l'incendie, il était essentiel pour la paix mondiale qu'un tribunal indépendant fasse une enquête à ce sujet et que la mosquée soit entièrement restaurée et le coupable puni. Pour ce qui était de la paix et de la sécurité internationales, l'incendie d'Al-Aqsa différait d'autres incendies de lieux saints en ce que le territoire sur lequel se trouvait la mosquée était sous occupation étrangère, et que cette dernière était maintenue au mépris des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et en violation du principe fondamental de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force énoncé dans la Charte des Nations Unies. Dans ces conditions, a déclaré le représentant de Ceylan, la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité représentait toujours la base la plus solide pour un règlement juste et pacifique. A cet égard, sa délégation avait déjà exprimé sa préoccupation au sujet du fait qu'Israël ne l'avait pas appliquée. On ne saurait assez souligner la responsabilité qui incombait à la communauté internationale, et en particulier aux quatre grandes puissances, d'assurer un règlement conforme aux dispositions de la résolution 242 (1967).

234. Le représentant de la Malaisie a dit que le peuple et le gouvernement de son pays étaient profondément horrifiés et affligés de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa. Dans la Ville sainte de Jérusalem, qui faisait l'objet d'une égale vénération de la part des trois grandes religions du monde, les musulmans s'étaient montrés tolérants vis-à-vis tant des juifs que des chrétiens. Que ce climat de tolérance se fût détérioré avec l'annexion de Jérusalem par Israël avait été pour la civilisation une affligeante tragédie. On se souviendra longtemps de la date du 21 août 1969 comme d'une journée particulièrement sombre. Comme on l'avait déjà fait observer, un incident de ce genre n'avait pu se produire que dans un climat tel que celui qu'avait créé l'occupation de la Ville sainte par les forces armées israéliennes. Il était donc absolument nécessaire, ainsi qu'il avait été demandé dans la lettre des 25 Etats Membres, que l'on procédât à une enquête impartiale sur l'incident tragique du 21 août, que des mesures appropriées fussent prises pour empêcher la perpétration d'un nouvel acte de vandalisme de ce genre et que les représentants des gouvernements de pays islamiques, fussent autorisés à évaluer les dégâts causés à la sainte mosquée Al-Aqsa ainsi qu'à élaborer des plans de restauration et à les exécuter. Le Conseil devait également mettre un terme au défi d'Israël à l'égard des résolutions 252 (1968) et 267 (1969), dans lesquelles le Conseil avait déclaré non valables toutes les mesures législatives et administratives prises par Israël.

235. Le représentant d'Israël a déclaré que, bien que certains communiqués de presse eussent signalé de graves dégâts, le fait était qu'un dixième seulement de la mosquée avait été endommagé. Toutefois, dans la partie touchée, la toiture de l'aile méridionale et la chaire (*minbar*) avaient été complètement détruites. Les neuf dixièmes de la mosquée étaient restés intacts. Le représentant d'Israël a réaffirmé que l'incendie avait duré de 7 h 20 à 8 h 30 et qu'ensuite les pompiers s'étaient employés à éteindre les cendres ardentes. En ce qui concernait la construction de l'ancien temple hébreu, il a déclaré que la politique officielle d'Israël était qu'on construirait le temple à la venue du Messie;

il était donc inconcevable qu'un plan quelconque fût élaboré à l'heure actuelle.

236. Lors de la même séance, le représentant du Pakistan a présenté, au nom de sa délégation, le projet de résolution suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Affligé par les importants dommages qu'un incendie criminel a causés à la sainte mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, le 21 août 1969, sous l'occupation militaire d'Israël,*

*"Conscient de la perte qui en est résultée pour la culture de l'humanité,*

*"Ayant entendu les déclarations faites devant le Conseil qui témoignent de l'indignation universelle causée par cet acte sacrilège dans l'un des sanctuaires les plus vénérés de l'humanité,*

*"Rappelant ses résolutions 252 (1968) du 21 mai 1968 et 267 (1969) du 3 juillet 1969, ainsi que les résolutions antérieures de l'Assemblée générale 2253 (ES-V) et 2254 (ES-V) en date des 4 et 14 juillet 1967, respectivement, concernant les mesures et dispositions prises par Israël qui affectent le statut de la ville de Jérusalem,*

*"Réaffirmant le principe établi selon lequel l'acquisition de territoire par la conquête militaire est inadmissible,*

*"1. Réaffirme ses résolutions 252 (1968) et 267 (1969);*

*"2. Reconnaît que tout acte de destruction ou de profanation des lieux saints, des édifices religieux et des sites de Jérusalem ou tout encouragement à un acte de cette nature ou toute connivence dans un tel acte peut mettre gravement en péril la paix et la sécurité internationales;*

*"3. Constate que l'acte exécrable de violation et de profanation de la sainte mosquée Al-Aqsa souligne l'immédiate nécessité pour Israël de renoncer à agir en violation des résolutions précitées et de rapporter immédiatement toutes les mesures et dispositions prises par lui qui tendent à altérer le statut de Jérusalem;*

*"4. Demande à Israël d'observer scrupuleusement les dispositions des Conventions de Genève régissant l'occupation militaire et de s'abstenir d'entraver en quoi que ce soit l'exercice des fonctions qui appartiennent au Conseil suprême musulman de Jérusalem, y compris toute coopération que le Conseil peut souhaiter obtenir de pays à population musulmane prédominante et de communautés musulmanes touchant ses plans pour l'entretien et la réparation des Lieux saints islamiques de Jérusalem;*

*"5. Condamne le manquement d'Israël à se conformer aux résolutions précitées et lui demande d'appliquer immédiatement les dispositions desdites résolutions;*

*"6. Réitère la décision qu'il a prise au paragraphe 7 de la résolution 267 (1969) et selon laquelle, en cas de réponse négative ou d'absence de réponse d'Israël, le Conseil de sécurité se réunira sans délai pour envisager quelles autres dispositions devraient être prises en la matière;*

*"7. Prie le Secrétaire général de suivre de près l'application de la présente résolution et de rendre compte à ce sujet au Conseil de sécurité à une date aussi rapprochée que possible."*

237. Le représentant du Pakistan a déclaré en présentant ce projet qu'il reflétait l'opinion générale des 25 Etats Membres qui avaient demandé au Conseil de tenir une réunion sur cette question. Aux termes dudit projet, le Conseil de sécurité reconnaîtrait que tout acte de destruction ou de profanation des Lieux saints à Jérusalem pouvait mettre gravement en péril la paix et la sécurité internationales. Si ces Etats Membres avaient demandé au Conseil de se saisir de l'événement du 21 août, ce n'était pas pour qu'il condamne les agissements d'un fanatique mais parce qu'ils estimaient que cet événement avait des conséquences si graves qu'il risquait fort de faire vaciller les espoirs de paix mondiale.

238. Lors de la 1511<sup>e</sup> séance, le 15 septembre, le représentant de la France a déclaré que son pays s'associait pleinement à la vive émotion qu'avait suscitée dans le monde la nouvelle qu'un des lieux du culte les plus vénérés, et l'une des œuvres d'art les plus célèbres du Proche-Orient, avait été endommagé par un incendie. La France considérait en effet que les œuvres d'art, dans quelque pays qu'elles se trouvaient, faisaient partie du patrimoine culturel de l'humanité entière et que tout malheur qui touchait l'une d'elles portait préjudice à la communauté mondiale.

239. Le retentissement de l'incendie d'Al-Aqsa avait été d'autant plus grand que ce pénible événement s'était produit dans le secteur de Jérusalem occupé depuis juin 1967 par les forces israéliennes et qu'il s'agissait d'un haut lieu de la cité. Jérusalem constituait l'un des points les plus délicats de tout règlement du Proche-Orient, l'un de ceux pour lesquels les passions étaient le plus prêtes à s'enflammer. C'est pourquoi, dans le souci d'empêcher un accroissement de la tension, le Conseil de sécurité, dans une résolution unanime, avait de nouveau demandé, le 3 juillet 1969, qu'aucune modification ne fût apportée au statut de Jérusalem, avait censuré "dans les termes les plus énergiques toutes les mesures prises pour modifier ce statut" et les avait déclarées "non valides". Les réactions provoquées dans le monde par l'incendie de la mosquée Al-Aqsa avaient montré combien étaient justifiées ces inquiétudes. La France partageait le vœu de ceux qui souhaitaient qu'une enquête complète et impartiale permit rapidement d'établir les responsabilités, contribuant ainsi à calmer les esprits dans cette région. Depuis plusieurs mois déjà, la France avait proposé une procédure pour rompre définitivement le cycle infernal de la violence et faire aboutir une solution équitable sur la base de la volonté unanime exprimée par le Conseil dans sa résolution du 22 novembre 1967. Elle considérait que cette douloureuse affaire rendait plus nécessaire et plus urgente encore la mise en œuvre d'une solution globale, juste et durable des problèmes qui se posent au Proche-Orient.

240. Le représentant du Liban a déclaré que, comme l'avait fait remarquer le représentant de la France, les craintes exprimées au cours des discussions que le Conseil avait eues en juillet 1969 sur la question de Jérusalem étaient certes justifiées, comme l'avaient prouvé les événements ultérieurs. Le peuple libanais éprouvait également la plus vive inquiétude en ce qui concernait les autres lieux saints de Jérusalem, notamment l'église du Saint-Sépulcre, et l'église de la Nativité à Bethléem. Ces craintes ne s'apaiseraient que si les forces israéliennes se retiraient immédiatement de la vieille ville de Jérusalem et des autres territoires occupés. C'était au Conseil de sécurité qu'il incomberait de faire cesser cette occupation et de mettre en action les

dispositions de la Charte et notamment la résolution 242 (1967), qui pourraient forcer Israël à se conformer à ses décisions.

241. Le représentant de la Tunisie a ajouté que la démarche faite par 25 Etats Membres reflétait amplement le danger que faisait courir à la sécurité et à la paix internationale l'incendie de la mosquée Al-Aqsa. En prenant part à cette démarche, la Tunisie réaffirmait sa confiance en la capacité des Nations Unies, et plus particulièrement du Conseil de sécurité, de prendre des mesures efficaces contre les actes de nature à troubler la paix et la sécurité mondiales. Dans le message qu'il avait adressé au Secrétaire général, le Président de la République tunisienne, après avoir fait état de la vive émotion ressentie par le peuple tunisien, avait déclaré que l'incendie de la mosquée Al-Aqsa avait rendu encore plus difficile la recherche d'une paix juste au Moyen-Orient. La Tunisie considérait également que la responsabilité de la puissance occupante était directement engagée dans cet acte. En effet, il était incontestable que l'occupation militaire avait engendré une ambiance propre à l'accomplissement du crime d'incendie. La Tunisie n'avait jamais voulu donner au conflit du Moyen-Orient une dimension religieuse; c'était Israël qui l'avait imposée en faisant de la race et de la religion ses principes politiques, suscitant ainsi le fanatisme. Bien plus, adoptant la règle classique du colonisateur, Israël voulait détruire l'âme du peuple en son pouvoir et tentait en conséquence d'éliminer les lieux saints de l'islam et de la chrétienté en Palestine. Il oubliait cependant que les peuples ont toujours résisté à la déchéance culturelle et que sa politique ne ferait que provoquer une conflagration plus étendue au Moyen-Orient. C'est pourquoi le Conseil de sécurité et ses quatre membres permanents devaient se sentir, en les circonstances actuelles, plus que jamais responsables de la cessation de l'occupation militaire des territoires arabes par Israël et du recouvrement de leurs terres par les Palestiniens pour que soient épargnées au monde de nouvelles guerres.

242. Le représentant du Sénégal a déclaré que son pays, qui s'était toujours efforcé de rechercher une solution juste et durable au problème du Moyen-Orient, estimait que des faits comme celui de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa avaient rendu encore plus difficile cette recherche de la paix. En mettant le feu à la mosquée, on avait tenté de s'attaquer aux valeurs spirituelles qui constituaient une dimension fondamentale de l'être humain. C'est ce qui expliquait l'indignation ressentie par les croyants de toutes religions à travers le monde. Bien que les autorités d'Israël eussent exprimé publiquement leur indignation devant cet événement, le problème fondamental, dans toute cette question, restait celui du statut de Jérusalem. Seul le retrait d'Israël de Jérusalem et des autres territoires occupés pourrait assurer la sécurité des Lieux saints.

243. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que l'incendie qui s'était déclaré, le 21 août, à la mosquée Al-Aqsa, dans le secteur occupé de Jérusalem, avait suscité dans son pays une émotion et une tristesse profonde. Les Etats-Unis admettaient avec les signataires de la requête adressée au Conseil que les circonstances de cette tragédie devaient faire l'objet d'une enquête complète et impartiale. Ils appréciaient également la proposition selon laquelle un groupe de personnalités musulmanes devraient participer à l'évaluation des dommages causés à la mosquée et aux travaux de réparation nécessaires. Le représentant d'Israël avait déjà



fait connaître que cette proposition ne rencontrait aucune objection de la part de son gouvernement. Cette mesure cadrait d'ailleurs avec l'opinion largement répandue selon laquelle il était légitime que la communauté internationale se préoccupe du statut de Jérusalem. Il n'y avait pas non plus désaccord quant à la nécessité de prendre de plus amples précautions afin d'éviter à l'avenir de tels actes de profanation.

244. Le représentant des Etats-Unis a ajouté que, après avoir examiné très soigneusement les faits tels qu'ils étaient connus jusqu'alors, son gouvernement n'avait pas trouvé d'indice permettant d'affirmer que l'incendie criminel présumé, qui était survenu à Haram-as-Sharif le 21 août, ait été autre chose qu'un acte individuel. Il serait regrettable que la communauté internationale, qui portait aux sanctuaires de Jérusalem un intérêt constant, se trouvât empêchée de répondre comme il se devait à la situation actuelle du fait d'allégations inspirées par des objectifs étrangers au débat. Les Etats-Unis avaient immédiatement pris acte des mesures prises par Israël pour établir une commission d'enquête comprenant des représentants des trois religions qui avaient des Lieux saints à Jérusalem. Le Gouvernement américain s'était également félicité de ce que les audiences de la commission seraient publiques et ouvertes aux observateurs de tous les pays et de toutes les confessions. Enfin, il avait appris avec satisfaction qu'Israël poursuivait sa coopération avec le Directeur général de l'UNESCO pour donner effet à la Convention et au Protocole de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. L'on pouvait espérer avoir recours à la Convention pour chercher à répondre de façon satisfaisante à la question légitime des circonstances dans lesquelles s'était déclaré l'incendie de la mosquée Al-Aqsa et qu'elle servirait également de base pour la prise de mesures destinées à éviter toute nouvelle tragédie du même ordre. Neuf semaines seulement s'étaient écoulées depuis que le Conseil de sécurité avait réaffirmé à l'unanimité l'intérêt particulier que la communauté internationale portait à la ville de Jérusalem et que la délégation américaine avait, à cette occasion, exposé assez longuement sa position en ce qui concernait les responsabilités d'Israël en tant que puissance occupante. Il n'y avait pas lieu de lier la question de l'incendie d'Al-Aqsa à celle du statut de Jérusalem pour réexaminer celle-ci, voire l'ensemble du conflit israélo-arabe. Le projet de résolution dépassait largement le cadre des questions examinées et soulevées dans la lettre (S/9445) adressée au Conseil par les 25 Etats Membres. Ces questions n'avaient trait qu'au maintien, à la réparation et à la protection des Lieux saints. Etant donné que, dans ce contexte, certaines parties du projet de résolution examiné paraissaient déplacées et peu propres à servir les objectifs poursuivis, la délégation américaine s'abstenait de voter sur ledit projet. En outre, si l'on voulait parvenir à une paix juste et durable au Moyen-Orient, il fallait absolument que les parties fassent preuve de discipline et de coopération; cela s'imposait, d'autant plus que les ministres des affaires étrangères des Etats les plus directement intéressés et des quatre Etats membres permanents du Conseil de sécurité se trouvaient en ce moment au Siège et que des démarches visant à rétablir la paix étaient en cours.

245. Le représentant du Népal a déclaré que sa délégation partageait les sentiments de consternation et d'indignation profonde exprimés par tous les orateurs à la suite de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa. Le

premier souci du Conseil devrait être de veiller à ce que cette affaire fasse l'objet d'une enquête objective et complète et à ce que l'on restaure promptement la mosquée. Il faudrait également prendre des mesures pour éviter que de tels actes de vandalisme ne se reproduisent.

246. En l'absence d'un compte rendu objectif et complet sur la question, le Conseil de sécurité n'était pas en mesure d'attribuer la responsabilité de cet acte à l'une ou l'autre des parties, et la délégation népalaise estimait sincères la tristesse et la douleur manifestées par Israël. Le Népal avait également noté qu'Israël, reconnaissant l'intérêt particulier que les Lieux saints revêtaient pour les Etats et communautés islamiques, avait accepté de bon gré leur coopération aux travaux de restauration de la mosquée. Il convenait de rappeler néanmoins que l'incident du 21 août s'était produit à un moment où la ville de Jérusalem se trouvait sous l'occupation militaire d'Israël et que cet Etat ne s'était pas conformé à certaines résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la question de Jérusalem. Donc, bien qu'Israël se soit montré favorable à toute coopération à la réparation des dégâts causés à la mosquée, il convenait de lui rappeler ses responsabilités de puissance occupante et son obligation de se conformer aux résolutions des Nations Unies. Le Népal, pour les motifs précités et parce qu'il avait toujours appuyé les résolutions relatives à la question de Jérusalem voterait donc en faveur du projet de résolution (S/9445) présenté par le Pakistan.

247. Le représentant de la Colombie a déclaré que son pays, qui s'était fait une tradition de respecter les convictions religieuses les plus profondes, s'était vivement ému de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa et des dégâts causés à ce sanctuaire. L'analyse rationnelle des faits exposés au Conseil ne permettait pas à la délégation colombienne d'établir que le Gouvernement israélien ait eu l'intention délibérée d'entamer l'intégrité de la mosquée Al-Aqsa. En fait, les conséquences de l'incendie avaient démontré qu'Israël ne pouvait en retirer aucun avantage mais plutôt de profonds motifs de préoccupation et de désarroi. Ce tragique incendie devait faire l'objet d'une enquête mais celle-ci ne devait pas donner lieu à des interprétations hypothétiques quant à ce qui l'avait motivé.

248. Le représentant d'Israël a déclaré qu'en réponse aux déclarations faites par les représentants des pays arabes il voulait simplement préciser que des incendies s'étaient déjà produits dans les Lieux saints de Jérusalem avant 1967 et que le risque d'incendie dans les sanctuaires était généralement reconnu. C'étaient là des faits attestés par les rapports publiés par la presse sur les incendies antérieurs. En outre, on ne pouvait nier que l'action rapide et énergique des autorités israéliennes avait limité les dégâts causés à la mosquée. En fait, l'attitude manifestée par Israël à l'égard de tous les Lieux saints contraste avec celle de la Jordanie qui, à l'époque où elle occupait une partie de Jérusalem, avait non seulement fait preuve de négligence à l'égard desdits Lieux saints, mais les avait bombardés à plusieurs reprises. Cependant, Israël aimerait que le débat du Conseil ne se terminât pas sur une note d'acrimonie, mais d'une façon qui puisse rapprocher les divers intérêts en cause. Or, le projet de résolution dont était saisi le Conseil exacerberait le conflit sans apporter le moindre élément constructif ni faire avancer d'un seul pas la cause de la compréhension et de la coopération mondiales.



249. Le représentant de la Zambie a déclaré que, pour sa délégation, l'incendie d'un lieu saint, de quelque religion qu'il fût, constituait un crime monstrueux. Mais il serait vain de discuter de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa sur un plan strictement religieux sans tenir compte des circonstances politiques qui entouraient l'incident. Le fait qu'il se fût produit dans un territoire occupé, et sans que la mosquée fût sous la protection du peuple auquel elle appartenait, portait la délégation zambienne à conclure qu'il s'agissait là d'une conséquence directe de l'occupation par Israël de la Ville sainte de Jérusalem. Il ne faisait aucun doute non plus que cet incendie avait aggravé la situation déjà tendue au Moyen-Orient; la Zambie espérait donc que le Conseil serait à même d'adopter des mesures visant à amener une détente dans cette région et à éliminer les causes profondes du conflit.

250. Le représentant de la Finlande a ajouté que les dégâts qu'avait subis l'un des sanctuaires les plus importants du monde étaient ressentis par la civilisation tout entière. Il était heureux que l'on eût pu sauver la plus grande partie de la mosquée et que l'édifice pût continuer à être utilisé comme lieu de culte. Cependant, l'incident posait le problème de la sécurité et de la protection des Lieux saints de Jérusalem, question qui intéressait le monde entier. C'est pourquoi en août 1967, M. Thalman, représentant personnel du Secrétaire général, avait été spécialement chargé de recueillir des renseignements sur la situation de tous les Lieux saints à Jérusalem. Cette mission pouvait servir d'exemple d'une méthode concertée par laquelle les Nations Unies avaient été en mesure d'obtenir les données nécessaires.

251. Par l'adoption à l'unanimité de la résolution 267 (1969), la communauté internationale avait indiqué, sans équivoque possible, qu'elle ne pouvait accepter comme valables des mesures tendant à modifier le statut de Jérusalem. La vague d'émotion qui avait déferlé sur l'Islam avait encore aggravé la tension dans la région, où elle était déjà près du point de rupture. Personne n'avait quoi que ce soit à gagner à cet événement malheureux; il constituait une tragédie pour toutes les parties au conflit. Dans ces conditions, le Conseil de sécurité, s'étant engagé à rechercher une solution pacifique au conflit au Moyen-Orient, devrait traiter de la question dont il était saisi de manière à empêcher une nouvelle aggravation de la situation. Tel était le premier critère qui inspirerait la position que prendrait la délégation finlandaise à propos du projet de résolution présenté au Conseil.

252. Le représentant du Paraguay a déclaré que le monde avait été unanime à condamner l'incendie qui aurait pu détruire entièrement la mosquée. Le Paraguay, qui estimait que les Lieux saints devaient être pleinement protégés, quelle que soit la religion qui les vénérait, avait ressenti la plus vive répulsion devant cet acte et le condamnait sans réserve. La délégation paraguayenne estimait également qu'il était urgent de préserver le statut juridique international de Jérusalem conformément aux résolutions de l'Assemblée générale. En outre, la question du statut juridique de Jérusalem était étroitement liée à la question plus générale de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient. La délégation paraguayenne avait déjà exposé sa position sur cette question lorsque la résolution 267 (1969) demandant à Israël de ne prendre aucune mesure administrative ou autre en vue de modifier le statut de la ville avait été adoptée à l'unanimité par le Conseil. La délégation paraguayenne s'abstiendrait de voter sur le projet de résolution (S/9445) présenté par le Pakistan, mais cela

n'impliquait aucune modification de sa position traditionnelle quant au statut juridique de Jérusalem.

253. Lors de la 1512<sup>e</sup> séance, le 15 septembre, le représentant de la Jordanie, rappelant l'opinion par les délégations américaine et britannique, opinions selon lesquelles l'incendie de la mosquée Al-Aqsa le 21 août était le résultat d'un acte individuel, dans lequel ne pouvait être impliqué aucun gouvernement, a déclaré que les circonstances politiques, qui avaient mené à cet incendie criminel, devraient pourtant donner aux Etats-Unis et au Royaume-Uni d'excellentes raisons de croire que l'occupation prolongée des territoires arabes par Israël avait créé la situation qui avait permis que ce crime fût commis. Le 3 juillet, le Conseil de sécurité, à l'unanimité, donc avec la voix des Etats-Unis, avait réaffirmé que toute mesure législative prise par Israël en vue de l'annexion de Jérusalem était nulle et non avenue. La commission d'enquête, dont les Etats-Unis avaient salué la création, avait donc été constituée par Israël en vertu d'une loi déclarée nulle.

254. On a également proposé d'aborder la question d'Al-Aqsa séparément et de ne pas étudier la question du statut de Jérusalem en même temps. Cependant, le Conseil de sécurité avait été convoqué afin d'examiner une situation qui mettait la paix et la sécurité mondiales en danger et ne pouvait par conséquent pas ne pas tenir compte des circonstances qui avaient conduit à cette situation. En outre, les résolutions du Conseil de sécurité n'avaient pas été adoptées simplement pour être réaffirmées ultérieurement mais pour être respectées et appliquées. Au lieu de forcer Israël à appliquer les résolutions du Conseil, les puissances occidentales, en particulier les Etats-Unis, fournissaient à Israël des armes, entre autres des avions à réaction Phantom, lui permettant de continuer et d'intensifier son agression dans la région. L'abstention des Etats-Unis au sujet du projet de résolution (S/9445) ne contribuerait pas à restaurer la paix mais bien au contraire nuirait à l'image que l'on se faisait des Etats-Unis dans cette région.

255. Le représentant de l'Espagne a déclaré que le maintien de l'occupation militaire de la Ville sainte par Israël, contrairement aux décisions prises à l'unanimité par le Conseil de sécurité, était l'un des facteurs les plus importants à la base de l'affaire en cours d'examen. C'était donc à juste titre que le projet de résolution (S/9445) présenté par le Pakistan avait réaffirmé le principe selon lequel l'acquisition de territoires par la force était inadmissible. En fait, le Conseil de sécurité devait condamner la volonté manifestée plusieurs fois par Israël de ne pas tenir compte des résolutions des Nations Unies. Dans ces diverses résolutions, qui ont souvent été adoptées à l'unanimité, le Conseil de sécurité a essayé de trouver une solution à la situation au Moyen-Orient fondée sur la justice et le respect des intérêts des parties intéressées. Cependant, étant donné la volonté ferme d'Israël de ne pas tenir compte des résolutions du Conseil, l'Espagne voterait en faveur du projet de résolution présenté au Conseil qui, au paragraphe 5 de son dispositif, condamnait le manquement d'Israël à se conformer aux résolutions des Nations Unies. Pendant le débat, le représentant d'Israël avait lancé un appel à la coopération et à la bonne volonté, et l'Espagne espérait que, conformément à l'esprit de cette déclaration, Israël serait disposé à accepter les résolutions du Conseil de sécurité et à s'y conformer, car on y trouvait la base d'un règlement juste et négocié.

256. A la même séance, le Président, parlant en tant que représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, a déclaré que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient consacré un temps considérable à la question de Jérusalem. Leurs résolutions sur cette question étaient fondées sur le principe fondamental qui exprimait la conscience juridique des Etats Membres, à savoir que l'occupation militaire de la partie arabe de Jérusalem par Israël était illégale et que cet Etat n'avait pas le droit de modifier le statut de la ville. Par la résolution 242 (1967), le Conseil de sécurité avait demandé le retrait des troupes israéliennes des territoires arabes occupés sans faire aucune exception pour Jérusalem ou tout autre territoire arabe. Toutes les décisions du Conseil de sécurité liaient les Etats Membres. C'était une obligation, sans exception et sans condition, assumée par tout Etat Membre aux termes de l'Article 25 de la Charte. Cependant, le fait était qu'Israël n'appliquait pas les décisions du Conseil de sécurité concernant Jérusalem. Au lieu de cela, Israël avançait des prétentions d'annexion à l'égard des territoires arabes et suivait une politique d'israélisation forcée des territoires occupés. Le Conseil de sécurité lui-même avait reçu plus d'une fois des communications officielles sur les tentatives des autorités d'occupation d'anéantir le caractère arabe de la vieille ville de Jérusalem. On pouvait citer parmi ces tentatives l'expulsion par la force des habitants arabes, la destruction des quartiers arabes et l'assujettissement de la vie économique de la partie arabe de Jérusalem à l'économie militaire israélienne. C'était cette atmosphère de répression qui avait amené les actes de vandalisme qui s'étaient produits, provoquant l'endommagement de la mosquée Al-Aqsa. Le peuple de l'URSS avait appris, au cours de l'amère expérience faite pendant la seconde guerre mondiale, que l'agression allait de pair avec l'application des méthodes les plus barbares de destruction des monuments historiques et des lieux religieux. Par conséquent, le fait que le feu ait été mis à la mosquée Al-Aqsa sous un régime d'occupation militaire constante n'était pas un accident mais le résultat direct de l'agression d'Israël, et les autorités israéliennes ne pourraient jamais se dégager de la responsabilité de ce crime.

257. L'incendie d'Al-Aqsa avait également attiré l'attention du monde sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant de la politique agressive d'Israël envers les Etats arabes. Une évaluation impartiale de la situation mènerait sans aucun doute à la conclusion que l'occupation continue d'Israël du territoire arabe avait prolongé cette situation dangereuse. Il était par conséquent indispensable que le Conseil de sécurité prenne des mesures efficaces afin d'obliger Israël à appliquer la résolution 242 (1967) du 22 novembre 1967 et d'autres décisions. Pour cette raison, l'Union soviétique appuierait le projet de résolution (S/9445) présenté par le Pakistan au nom de 25 Etats Membres.

258. A la même séance, le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que les Nations Unies ne pouvaient pas approuver l'occupation forcée de Jérusalem qui n'appartenait pas de façon exclusive aux Juifs. En outre, il ne fallait pas confondre religion et nationalité, et Jérusalem appartenait, conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au peuple qui avait vécu là, et non à ces Juifs qui étaient arrivés d'autres parties du monde. Aucun critère ne permettait de définir Jérusalem comme "la capitale des Juifs", ainsi que

le représentant d'Israël avait une fois essayé de le faire. Le problème tout entier de la situation au Moyen-Orient ne pouvait être réglé que par l'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A cet égard, une lourde responsabilité incombait aux Gouvernements des Etats-Unis et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Eux seuls possédaient le pouvoir nécessaire pour lancer un ultimatum à Israël pour que celui-ci se retire des territoires arabes occupés.

259. A la même séance, le représentant du Pakistan a déclaré que sa délégation avait déjà expliqué les considérations principales qui avaient inspiré le projet de résolution (S/9445). Le débat en cours avait fait apparaître au premier plan certains points qu'il fallait retenir pour permettre au Conseil de sécurité de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de la situation qui lui avait été présentée par les 25 Etats Membres. Tout d'abord, le Conseil devait se rendre compte que l'événement du 21 août avait éveillé un tel sentiment d'horreur que, si le Conseil n'agissait pas de façon ferme, un sentiment de profonde injustice naîtrait inévitablement, créant une situation qui ne pourrait que mettre en danger la paix et la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité n'étant pas un tribunal, il ne lui revenait pas de se prononcer sur la question de la responsabilité pénale dans l'acte d'incendie, mais de s'occuper des circonstances politiques qui entouraient cet événement. Celles-ci étaient inextricablement liées à l'occupation militaire par Israël de la vieille ville. C'était donc un problème politique et non un conflit religieux dont le Conseil était saisi. En fait, c'était le désir d'éviter un tel conflit qui avait poussé les 25 Etats Membres à prier le Conseil de résoudre la situation. Ils ne cherchaient pas une condamnation du méfait qui s'était produit le 21 août, car celui-ci était intrinsèquement condamnable; ils ne demandaient pas non plus au Conseil de sécurité de se prononcer de manière à laisser sous-entendre la complicité des autorités israéliennes dans cette affaire. Ainsi, bien que le projet de résolution présenté au Conseil n'envisage pas de se prononcer sur le problème de la responsabilité pénale, le Conseil devait affirmer son autorité en éliminant les causes qui avaient mené à cet acte et créé une situation qui pouvait constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales.

260. Le représentant du Pakistan a alors déclaré que l'on avait mentionné non seulement la Convention de Genève, mais également le droit international qui régissait les droits et les responsabilités de l'occupation militaire. Il a par conséquent modifié le paragraphe 4 du dispositif afin d'inclure les mots "et le droit international" après les mots "la Convention de Genève".

261. Avant que le projet de résolution du Pakistan (S/9445), tel qu'il avait été modifié, soit mis aux voix, le représentant de la France a demandé un vote séparé sur le paragraphe 4 du dispositif. La délégation française aurait préféré que ce paragraphe mentionne la Convention et le Protocole de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

**Décision:** A la 512<sup>e</sup> séance, le 15 septembre 1969, le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 5 abstentions (Colombie, Etats-Unis, Finlande, France et Paraguay). Le projet de résolution dans son ensemble a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Colombie, Etats-Unis, Finlande et Paraguay) en tant que résolution 271 (1969).

262. Après le vote, le représentant de la Finlande a rappelé que les raisons pour lesquelles sa délégation

s'était abstenue lors du vote avaient déjà été indiquées. Cependant, il tenait à souligner que, bien que sa délégation se soit jointe à ceux qui condamnaient l'incendie de la mosquée Al-Aqsa et réaffirmaient la position adoptée par le Conseil de sécurité sur le statut de la ville de Jérusalem, elle n'était pas disposée à accepter sans une enquête impartiale préalable l'accusation selon laquelle il y avait eu responsabilité de la part d'Israël, ce qui était sous-entendu par le texte du projet de résolution. La délégation finlandaise regrettait qu'on n'ait pas tenu compte des suggestions faites quant à la manière dont une telle enquête aurait pu être conduite.

263. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation continuait d'affirmer qu'une conclusion unanime du débat au Conseil était aussi possible qu'elle était souhaitable. La délégation du Royaume-Uni accueillait cependant avec satisfaction la déclaration du représentant du Pakistan selon laquelle une résolution adoptée par le Conseil de sécurité n'impliquait pas la complicité d'Israël dans l'incendie. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'estimait pas qu'Israël soit coupable à cet égard et déplorait les accusations qui avaient été faites sans preuves suffisantes à l'appui. Malgré cela, l'interprétation qu'en avait donnée le représentant du Pakistan, en tant qu'auteur du projet de résolution, avait permis à la délégation du Royaume-Uni de voter en faveur de ce projet, malgré les réserves qu'elle continuait à en entretenir sur certains de ses passages. Cependant, elle ne l'avait fait que dans l'espoir que le Conseil accorderait à présent toute son attention à la tentative urgente de recherche d'un terrain d'entente sur lequel on puisse édifier un règlement juste.

#### d) Rapport du Secrétaire général

264. Le 16 décembre, le Secrétaire général a présenté un rapport (S/9559) au Conseil de sécurité, en exécution du paragraphe 7 de la résolution 271 (1969). Il a fait savoir qu'il avait communiqué cette résolution au Gouvernement israélien le jour même où elle avait été adoptée, mais, n'ayant reçu aucun renseignement, il avait adressé une note au représentant permanent d'Israël le 24 novembre, demandant les renseignements nécessaires en ce qui concernait l'application de la résolution 271 (1969), car il avait l'intention de soumettre un rapport au Conseil de sécurité à la mi-décembre 1969 au plus tard.

265. Le 16 décembre, le Secrétaire général avait reçu du représentant permanent d'Israël une réponse qui déclarait que la résolution 271 (1969) avait pour origine la tentative des Etats arabes d'exploiter l'incendie de la mosquée Al-Aqsa à des fins politiques et de propagande et que la tension et l'antagonisme qui avaient été ainsi délibérément créés n'avaient fait qu'éloigner encore la possibilité d'un règlement pacifique du conflit du Moyen-Orient. Le représentant d'Israël avait ajouté que le rapport de la Commission d'enquête qui avait été désignée par le Président de la Cour suprême d'Israël avait été publié. Le procès de Denis Michael Rohan, accusé de l'incendie volontaire de la mosquée, était alors en cours. En attendant, on avait effectué des réparations temporaires à la mosquée et les prières y étaient faites à l'accoutumée.

#### D. — DÉCLARATIONS GÉNÉRALES ET AUTRES QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

##### a) Déclarations générales

266. Au cours de l'année écoulée, des déclarations générales concernant la situation au Moyen-Orient ont

été portées à l'attention du Conseil de sécurité et sont résumées ci-dessous.

267. Par une lettre datée du 2 octobre (S/9460), le représentant du Maroc a fait parvenir le texte de la Déclaration finale de la Conférence islamique tenue à Rabat du 22 au 25 septembre 1969, au cours de laquelle des déclarations avaient été faites au sujet notamment de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa, des sanctuaires de l'islam à Jérusalem et du maintien de l'occupation israélienne de territoires arabes.

268. Dans une lettre datée du 7 novembre (S/9500), le représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies a porté à la connaissance du Secrétaire général des faits concernant la représentation de l'Inde à la Conférence islamique qui s'était tenue à Rabat.

269. Le 9 octobre, le représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à New York a communiqué, par une lettre adressée au Secrétaire général (S/9468), le texte des résolutions que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA avait adoptées à sa sixième session ordinaire qui s'était tenue à Addis-Abéba du 6 au 9 septembre 1969, au sujet de l'agression contre la République arabe unie et de la mise en application de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

270. Par une lettre datée du 3 novembre (S/9496), l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait parvenir une déclaration de l'agence Tass en date du 25 octobre dans laquelle il était dit que l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Liban, sous prétexte de se préoccuper d'assurer l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban, avait distribué une déclaration dont les auteurs affirmaient en fait les prétentions des Etats-Unis d'Amérique de s'ingérer dans les affaires intérieures du Liban. Dans sa déclaration, l'agence Tass ajoutait que, si les Etats-Unis s'intéressaient véritablement à préserver l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats arabes, ils devraient diriger leurs efforts en faveur d'une exécution aussi rapide que possible des décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant la situation au Moyen-Orient.

271. Dans une réponse datée du 4 novembre (S/9497), les Etats-Unis ont dit que la déclaration de l'agence Tass, comme d'autres déclarations récentes émanant de Moscou, relativement au Moyen-Orient contenait contre les Etats-Unis des allégations qui étaient inexactes et venaient à un moment où les Etats-Unis et l'Union soviétique poursuivaient activement des entretiens confidentiels au sujet d'un règlement pacifique du différend arabo-israélien. Les Etats-Unis avaient récemment réitéré qu'ils souhaitaient voir la paix régner dans la région et ne voulaient appuyer aucune politique expansionniste, quelle qu'elle soit. Ils continueraient d'appuyer toutes les dispositions de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et de poursuivre les entretiens entre les grandes puissances pour faciliter un règlement.

272. Par une lettre datée du 2 décembre (S/9520), le représentant de la Bulgarie a fait parvenir le texte d'une déclaration sur la situation au Moyen-Orient, dans laquelle un groupe d'Etats socialistes avaient exprimé leurs préoccupations devant la tension au Moyen-Orient qui montait à la suite de la politique d'Israël.

273. Par une lettre datée du 8 décembre (S/9545), Israël a fait parvenir, en réponse, une déclaration du



Ministère des affaires étrangères dans laquelle il était dit que la déclaration publiée au nom de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de cinq autres Etats socialistes et partis communistes constituait une nouvelle contribution par l'Union soviétique à la continuation du différend au Moyen-Orient et démontrait que l'URSS ne pouvait jouer de rôle positif et impartial dans des consultations ayant pour but de restaurer la paix.

274. Par une lettre datée du 30 décembre (S/9588), le représentant des Etats-Unis a fait parvenir le texte d'une allocution que le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis avait prononcée le 9 décembre 1969 et qui portait sur la politique des Etats-Unis en ce qui concerne la situation au Moyen-Orient. Exposant la politique suivie par le Gouvernement des Etats-Unis à l'égard des divers éléments de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, le Secrétaire d'Etat avait déclaré qu'il fallait établir par voie d'accords entre les parties elles-mêmes, un état de paix qui devait être fondé sur l'intention claire et bien définie d'apporter des changements fondamentaux aux attitudes et aux conditions qui caractérisaient la situation au Moyen-Orient. La paix devait également reposer sur un sentiment de sécurité chez les deux parties grâce à la création de zones démilitarisées et à des arrangements de sécurité connexes. Le Conseil de sécurité, dans sa résolution, avait souligné le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et demandé le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors de la guerre de 1967. Les Etats-Unis d'Amérique appuyaient cette partie de la résolution, y compris le retrait, comme ils en appuyaient les autres éléments. A propos du problème des réfugiés palestiniens, le Secrétaire d'Etat avait déclaré qu'il ne pouvait y avoir de paix durable sans un juste règlement de ce problème qui tienne compte des vœux des réfugiés et des préoccupations légitimes des gouvernements de la région. Pour ce qui était du statut de Jérusalem, les Etats-Unis ne pouvaient accepter d'actions unilatérales de l'une ou l'autre partie pour décider du statut définitif de la ville. L'avenir de la ville ne pouvait être déterminé que par un accord entre le Gouvernement israélien et le Gouvernement jordanien, compte tenu des intérêts des autres pays de la région et de la communauté internationale.

275. Par une lettre datée du 19 février 1970 (S/9654), les représentants de l'Irak, de la Jordanie, de la République arabe unie, du Soudan et de la Syrie ont fait parvenir le texte d'un communiqué qui avait été publié lors de la clôture de la conférence que cinq Etats arabes avaient tenue au Caire entre le 7 et le 9 février et dans lequel les "Etats du Front" condamnaient l'appui fourni à Israël par les Etats-Unis.

276. Par une lettre datée du 24 février (S/9662/Rev.1), le représentant permanent adjoint de la Mongolie a fait parvenir le texte d'une déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République populaire mongole demandant un règlement pacifique de la situation au Moyen-Orient, comme le préconisait l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

277. Par une lettre datée du 10 mars (S/9695), le représentant du Soudan a fait parvenir une partie du communiqué commun qui avait été publié à l'issue de la sixième Conférence au sommet des Etats d'Afrique orientale et centrale, qui s'était tenue à Khartoum du 26 au 28 janvier 1970, et dans lequel était réitérée la demande de l'OUA concernant l'application de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

278. Par une lettre datée du 20 mai 1970 (S/9808), le représentant de l'Arabie Saoudite a fait parvenir le texte du communiqué commun publié à l'issue de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, qui s'était tenue à Djedda (Arabie Saoudite), du 23 au 25 mars 1970, demandant instamment aux grandes puissances d'intensifier leurs efforts pour assurer le retrait des forces israéliennes de tous les territoires qu'elles occupent depuis les hostilités de juin 1967.

#### b) Communications concernant le détournement d'aéronefs et d'autres incidents aériens

279. Dans une note datée du 3 septembre 1969 (S/9428), le Secrétaire général a reproduit le texte d'un télégramme qu'il avait reçu du Président de la Fédération internationale des associations de pilotes de ligne ainsi que celui de sa réponse audit télégramme.

280. Dans son télégramme daté du 1<sup>er</sup> septembre, le Président de la Fédération internationale des associations de pilotes de ligne demandait une entrevue avec le Secrétaire général au sujet du problème du détournement d'avions. Le 29 août, il avait fait part au Ministre des affaires étrangères de la Syrie des préoccupations de son organisation au sujet du détournement, le 28 août, d'un avion de la TWA vers la Syrie, des informations selon lesquelles deux passagers auraient été détenus par les autorités syriennes et aucune sanction n'aurait été prise par le Gouvernement syrien contre les auteurs du détournement. Il indiquait que ce cas témoignait de l'aggravation alarmante du problème général du détournement d'avions, qu'il montrait que le problème dépassait la question de la sécurité aérienne et assumait un caractère politique et qu'il risquait de mettre en jeu des actes qui pouvaient constituer une menace à la paix mondiale. Le Conseil de sécurité devait, en conséquence, prendre des mesures nécessaires pour assurer la libération immédiate des deux passagers détenus en Syrie et l'imposition d'un châtiment aux auteurs du détournement.

281. Dans sa réponse datée du 3 septembre, le Secrétaire général se déclarait prêt à rencontrer les représentants de la Fédération. Il ajoutait, à propos de l'incident de l'appareil de la TWA, qu'il estimait qu'il importait avant tout que l'appareil soit restitué promptement avec tous ses passagers et membres d'équipage. Il avait toujours soutenu que nul ne devrait utiliser à son profit l'acte criminel que constitue le détournement d'aéronefs, car cela ne ferait qu'encourager ces actes répréhensibles.

282. Par une lettre datée du 25 septembre (S/9457), le représentant du Canada a communiqué le texte de télégrammes échangés entre le Président de l'Association canadienne des pilotes de ligne et le Premier Ministre du Canada au sujet d'une action éventuelle de l'Organisation des Nations Unies visant à apporter une solution au problème que posent les actes illicites gênant l'exploitation des aéronefs de l'aviation civile internationale.

283. Dans une lettre datée du 12 février 1970 (S/9647), Israël déclarait que, le 10 février 1970, une attaque perpétrée par des terroristes arabes avait eu lieu à l'aéroport de Munich à l'encontre de voyageurs sur le point de monter à bord d'un avion civil israélien effectuant un vol international en provenance de Tel-Aviv, avec escale à Munich. Au cours de cette attaque, un ressortissant israélien avait été tué et de nombreuses personnes blessées. Dans cette lettre était reproduit le texte d'une déclaration publiée par le Minis-



demandant aux gouvernements et aux diverses instances internationales de prendre les mesures voulues pour garantir la liberté des transports aériens civils. La lettre rappelait également que le Conseil de sécurité, par sa résolution 262 (1968), s'était déclaré gravement préoccupé de la nécessité d'assurer un trafic aérien civil international libre et ininterrompu et que, par sa résolution 2551 (XXIV) du 12 décembre 1969, l'Assemblée générale avait exprimé sa profonde préoccupation devant tous les actes d'intervention illégale dans les opérations de l'aviation civile internationale. Israël attribuait la responsabilité de l'attaque de Munich aux gouvernements arabes qui soutenaient, selon lui, les organisations terroristes.

284. Par une lettre datée du 24 février (S/9661), Israël a fait parvenir le texte d'une déclaration du Premier Ministre d'Israël concernant une explosion qui s'était produite à bord d'un avion de la Swissair en route pour Israël et qui avait fait 47 morts parmi les passagers et l'équipage. La déclaration attribuait aux organisations terroristes la responsabilité d'actes de sabotage de ce genre.

*c) Communications concernant le service de citoyens américains dans les forces armées israéliennes*

285. Dans une lettre datée du 17 octobre (S/9477), la République arabe unie appelait l'attention sur une déclaration faite à Tel-Aviv par l'ambassade des Etats-Unis qui, selon l'interprétation qu'elle en donnait, signifiait que des citoyens des Etats-Unis pouvaient garder la nationalité américaine même s'ils devenaient citoyens d'Israël et s'engageaient dans ses forces armées. Ainsi, selon la République arabe unie, les Etats-Unis savaient la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qu'ils s'étaient engagés à appuyer, et encourageaient les citoyens américains à prendre les armes sous le drapeau israélien contre les Arabes.

286. Par une lettre datée du 20 octobre (S/9479), le représentant des Etats-Unis a communiqué le texte d'une déclaration de son gouvernement contestant les insinuations selon lesquelles ce dernier encouragerait en quelque sorte les Américains à servir dans quelque armée étrangère que ce soit. Les Américains qui résignaient à l'étranger pouvaient être appelés sous les drapeaux en vertu des lois du pays où ils vivaient, et un tel service militaire n'entraînait pas automatiquement la perte de la nationalité américaine. Il était dit en outre dans la déclaration officielle, à propos d'autres allégations, qu'aucun membre des forces armées des Etats-Unis ne pilotait d'avions américains achetés par Israël, ni ne servait dans les forces armées israéliennes.

287. Dans d'autres lettres (S/9480, S/9481 et S/9487), la République arabe unie, la Libye et l'Irak exprimaient l'opinion que la position prise par les Etats-Unis consistant à permettre à leurs citoyens de combattre sous le drapeau israélien ne pouvait qu'aboutir à une nouvelle escalade du conflit dans la région et risquait d'amener les gouvernements arabes à rechercher l'appui d'autres pays extérieurs à la région.

288. Dans une lettre datée du 20 octobre (S/9484), le représentant des Etats-Unis a réitéré la position de son gouvernement, déclarant que les fonctionnaires du Département d'Etat avaient précisé, à l'intention des ambassadeurs des pays arabes, que les Etats-Unis cherchaient à décourager leurs citoyens de servir dans les forces armées de pays étrangers, qu'aucun militaire américain ne servait dans les forces armées israéliennes,

double nationalité servaient dans des forces armées étrangères et que les fonctionnaires des consulats américains prêtaient assistance aux citoyens américains ayant une double nationalité pour chercher à éviter leur incorporation dans les forces armées d'un autre Etat. Cette politique était appliquée dans le monde entier et aucun pays, au Moyen-Orient ou ailleurs, ne jouissait d'un statut particulier à cet égard.

*d) Communications concernant la distribution des documents du Conseil de sécurité*

289. En mars 1970, certaines communications ont été adressées au Président du Conseil de sécurité au sujet d'une déclaration qui avait été faite le 4 mars par le Ministre des affaires étrangères d'Israël et qui avait été distribuée comme document officiel du Conseil de sécurité (S/9680) <sup>4</sup>.

*e) Communication concernant la protection des missions permanentes des pays arabes*

290. Dans une lettre datée du 4 décembre (S/9532), les représentants de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de l'Irak, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, de la Libye, du Maroc, de la République arabe unie, du Soudan, de la Tunisie, du Yémen et du Yémen du Sud ont informé le Secrétaire général qu, dans l'après-midi de la veille, une quarantaine de membres de l'ad hoc Committee for the Jewish Defense avaient pénétré dans les locaux de la mission permanente de la Syrie à New York et les avaient occupés pendant une heure et demie. C'était la seconde fois depuis octobre 1966 que la mission syrienne subissait de tels actes de la part des sionistes américains. De plus, dans le passé, plusieurs missions de pays arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies et plusieurs offices arabes avaient fait l'objet d'actes de violence, et notamment de menaces de mort dirigées contre les ambassadeurs des pays arabes. Après avoir indiqué que ces manifestations et ces menaces rendaient bien difficile l'accomplissement de leur tâche, ils ont énergiquement protesté et ils ont demandé que leur protestation soit transmise au pays hôte de l'Organisation et que toutes les mesures nécessaires soient prises pour protéger leurs missions.

**E. — NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES ENTRETIENS DES QUATRE PUISSANCES**

291. Le 21 octobre, le Secrétaire général, sur la demande des représentants permanents des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, a publié une note (S/9485) contenant le texte d'une déclaration publiée le 20 septembre par les Ministres des affaires étrangères de ces quatre pays. Il y était dit que les quatre Ministres des affaires étrangères avaient rencontré le Secrétaire général pour discuter de la situation au Moyen-Orient qu'ils considéraient comme de plus en plus grave et urgente. Ils avaient réaffirmé que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité devait être appuyée et appliquée, étaient convenus qu'une paix durable devait être instaurée au Moyen-Orient, avaient réaffirmé que tous les Etats du Moyen-Orient avaient le droit inaliénable d'exister en tant qu'Etats indépendants et souverains et, ayant ces objectifs présents à l'esprit, avaient indiqué que les conversations déjà engagées et les contacts déjà établis par les quatre puissances se poursuivraient.

<sup>4</sup> Voir également le chapitre 28.

# **LETTRE DATÉE DU 26 DÉCEMBRE 1963, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE CHYPRE**

**A. — COMMUNICATIONS ET RAPPORTS REÇUS  
ENTRE LE 16 JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 1969**

292. Le 3 décembre 1969, le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité son seizième rapport sur l'opération des Nations Unies à Chypre, portant sur la période allant du 3 juin au 1<sup>er</sup> décembre 1969 (S/9521 et Corr.1 et Add.1 et Corr.1). Le Secrétaire général a indiqué que, depuis le mois de décembre 1967, la situation à Chypre avait continué de s'améliorer lentement mais sûrement. Il y avait eu peu d'incidents entre les communautés et on n'avait signalé aucune violation grave du cessez-le-feu. L'atmosphère de retenue mutuelle et le calme existant avaient aidé à créer une meilleure compréhension entre les deux communautés dans certains domaines, qui avait grandement facilité la solution de nombreux problèmes quotidiens. Cependant, on n'entrevoyait pas encore de solution aux problèmes fondamentaux qui divisaient les deux communautés. Les entretiens entre les communautés n'avaient encore abouti à aucun accord de quelque importance sur les questions politiques fondamentales. Le Secrétaire général a exprimé son inquiétude devant les progrès lents des entretiens et il a déclaré avoir signalé qu'en laissant s'écouler trop de temps on risquait de gêner le règlement de la question. Il espérait qu'avec la reprise des conversations les parties déploieraient des efforts résolus et consentiraient les concessions mutuelles nécessaires pour parvenir à un accord sur les questions de fond. Il a instamment prié les parties intéressées de négocier des mesures en vue d'un désengagement militaire et d'un retour à une situation normale. Les parties pourraient à cette fin reconsidérer leur politique consistant à maintenir sous les armes un nombre considérable de jeunes gens et réexaminer les propositions de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre tendant à remplacer les sentinelles militaires par des membres de la police le long de la ligne verte de Nicosie. Entre-temps, la situation demeurait fondamentalement instable et incertaine. Le Secrétaire général a recommandé en conséquence que le mandat de la Force des Nations Unies soit prolongé de six mois, jusqu'au 15 juin 1970, et il a informé le Conseil que toutes les parties intéressées avaient fait connaître leur accord sur ce point. En raison de l'inquiétude de plus en plus grande, que lui causaient les difficultés financières de la Force des Nations Unies, le Secrétaire général avait désigné en août 1969 une mission d'étude composée de fonctionnaires du Secrétariat, qu'il avait chargée de procéder à un examen de la situation financière de la Force en s'attachant à la possibilité d'en diminuer le coût. Le Secrétaire général a joint, en annexe à son rapport, le rapport soumis par la mission d'étude et il a déclaré que les suggestions formulées lui semblaient judicieuses et qu'il avait l'intention de les mettre en application en consultation avec les parties intéressées. Les mesures proposées ne pourraient cependant qu'atténuer le problème financier, qui, pour être résolu, demandait la mise au point d'une méthode de financement plus adéquate ou une augmentation substantielle des contributions volontaires.

**B. — EXAMEN DE LA QUESTION À LA 1521<sup>e</sup> SÉANCE  
(11 DÉCEMBRE 1969)**

293. A sa 1521<sup>e</sup> séance, tenue le 11 décembre 1969, le Conseil de sécurité était saisi du rapport du Secrétaire général. Les représentants de Chypre, de la Turquie et de la Grèce avaient été invités, sur leur demande, à participer à la discussion sans droit de vote. Le Président du Conseil a annoncé qu'à la suite de consultations préliminaires un accord était intervenu sur le texte du projet de résolution ci-après:

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Notant que, selon le rapport du Secrétaire général en date du 3 décembre 1969 (S/9521), la présence de la Force des Nations Unies à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,*

*"Notant que le Gouvernement chypriote est convenu qu'en raison de la situation qui règne dans l'île il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 décembre 1969,*

*"Notant que la situation à Chypre a continué de s'améliorer durant la période considérée, comme il ressort des observations contenues dans le rapport,*

*"1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin, 261 (1968) du 10 décembre 1968 et 266 (1969) du 10 juin 1969, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143<sup>e</sup> séance du 11 août 1964 et à la 1383<sup>e</sup> séance du 24 novembre 1967;*

*"2. Prie instamment les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre résolument leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;*

*"3. Prolonge à nouveau d'une période prenant fin le 15 juin 1970 le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif."*

294. Le représentant de Chypre a fait observer que depuis le mois de décembre 1967 la paix régnait dans l'île. L'organisation de certaines conférences des Nations Unies et de conférences internationales à Chypre, avec la participation de Chypriotes turcs, avait contribué à améliorer le climat politique. Des progrès avaient été réalisés vers un retour à la normale dans divers domaines, en ce qui concernait notamment l'agriculture, le commerce et les services publics. Ainsi que l'indiquait

le rapport du Secrétaire général, des signes encourageants se manifestaient dans le domaine économique, attestant une prise de conscience de plus en plus nette de la nécessité de renverser la tendance au développement économique séparé. Néanmoins, aucune amélioration concrète n'était apparue dans deux aspects importants de la normalisation — la liberté de mouvement et la cessation de la confrontation. Rien que le Gouvernement chypriote ait continué d'appliquer la politique tendant à lever les restrictions à la circulation des personnes et des biens à destination ou en provenance des enclaves chypriotes turques et ait accepté certaines mesures proposées par le général Martola, commandant de la Force, en vue de diminuer l'acuité de la confrontation, l'autre partie n'avait pas donné de réponse positive. Les conversations entre communautés se déroulaient à un rythme lent, ce qui était regrettable, mais elles n'étaient pas dans une impasse; elles se poursuivaient dans une atmosphère de bonne volonté et de détermination. La valeur de ces conversations ne résidait pas tant dans leur durée que dans leur aboutissement à une solution saine. La base convenue de ces conversations était la création d'un Etat unitaire; le Gouvernement chypriote était prêt à conclure des arrangements dans ce cadre.

295. Le représentant de la Turquie a déclaré que les faits encourageants signalés par le Secrétaire général à propos des relations existant entre les deux communautés de l'île montraient que la communauté turque était toute disposée à répondre à tout geste qui n'entraînerait aucune violation de ses droits constitutionnels. Certaines décisions prises étaient cependant inquiétantes, telle la loi — adoptée en violation de la Constitution — qui autorisait le Ministre de l'intérieur à mettre sur pied une force spéciale de la garde nationale pour remplir certaines fonctions incombant à la police. Le représentant de la Turquie a également déploré certaines déclarations faites par les dirigeants chypriotes grecs, qui étaient un retour au thème de l'*enosis*. Parlant de la liberté de mouvement, il a déclaré que les exigences minimales de sécurité formulées par la communauté turque ne devaient pas être qualifiées sommairement par l'autre partie d'attitude dénuée de coopération. Le Gouvernement turc appuyait fermement les conversations entre communautés et estimait qu'elles pourraient servir de base à la prise de décisions concrètes par les deux communautés en vue de la conclusion d'un accord sur un modèle démocratique constitutionnel.

296. Le représentant de la Grèce a déclaré que le maintien de la Force des Nations Unies était indispensable à la tranquillité et à la paix dans l'île, deux éléments essentiels à une issue heureuse des conversations. Il estimait qu'en l'état actuel des choses les deux parties devaient intensifier leurs efforts et accélérer le déroulement des conversations. Il était convaincu de la volonté et de la détermination des deux parties de résoudre leurs difficultés par des moyens pacifiques. Dans l'attente d'un règlement général, des accords partiels pouvaient être conclus à propos de la cessation de la confrontation et de la liberté de mouvement.

297. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a réaffirmé la position de principe de son pays quant au règlement pacifique de la question de Chypre et déclaré que l'URSS était fermement opposée à toute tentative qui porterait atteinte à la souveraineté de Chypre et qui reviendrait à résoudre le problème dans l'intérêt du bloc militaire de l'OTAN. Son gouvernement estimait que les conversations entre

communautés relevaient de la compétence nationale de Chypre et il souhaitait qu'elles soient couronnées de succès dans les meilleurs délais. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a également réaffirmé la position de son pays quant au retrait de toutes les troupes étrangères de Chypre et au démantèlement des bases militaires étrangères établies sur l'île. Sa délégation ne s'opposerait pas à l'adoption d'une résolution prolongeant le mandat de la Force des Nations Unies, à la condition essentielle que les termes de ce nouveau mandat soient pleinement conformes aux dispositions de la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité, en date du 4 mars 1964.

**Décision:** A la 1521<sup>e</sup> séance, le 11 décembre 1969, le projet de résolution a été adopté à l'unanimité [résolution 274 (1969)].

298. Dans la déclaration qu'il a faite après le vote, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que les représentants de nombreux pays s'inquiétaient du déficit de l'opération de Chypre et que les recommandations de la mission d'étude envoyée par le Secrétaire général à Chypre méritaient d'être examinées d'urgence. Il a dit que pendant des générations le peuple de Chypre avait vécu dans l'amitié sur l'île et qu'il n'y avait pas de raison pour qu'il n'en soit pas ainsi de nouveau. On avait déjà constaté la nécessité d'une réconciliation et d'une coopération économique. Il fallait encourager avec confiance une action analogue dans les domaines politique et militaire parce que tous les intéressés, y compris les Gouvernements de la Grèce et de la Turquie, avaient rejeté toute intention de régler la situation en faisant intervenir les forces armées; tous avaient reconnu que seul un règlement politique était possible.

299. Le représentant de la France a déclaré que, malgré quelques incidents de caractère isolé, les progrès vers un retour à des conditions de vie normales s'étaient confirmés. Il était néanmoins regrettable de constater qu'on ne voyait apparaître aucune solution aux problèmes fondamentaux qui se posent entre les deux communautés. La délégation française craignait que cet immobilisme n'engendre un durcissement des positions en présence. Entre-temps, toute mesure de désengagement militaire des deux côtés limiterait les zones d'affrontement et favoriserait le retour à une situation de paix durable. La délégation française était favorable à la mise en œuvre des suggestions de la mission d'étude tendant à réduire les frais d'entretien de la Force des Nations Unies à Chypre.

300. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que les signes d'une intensification des contacts entre les deux communautés permettaient d'espérer que la période de tension appartenait au passé; toutefois, il était regrettable qu'il n'ait pas été possible de progresser dans les domaines de la liberté de mouvement et de la fin de l'affrontement. Les Etats-Unis se félicitaient de la poursuite des entretiens mais ils s'inquiétaient de leur lenteur. La délégation des Etats-Unis demandait instamment aux deux parties de garder une attitude de compromis et d'examiner leurs positions en gardant à l'esprit ce qui, à long terme, serait le meilleur pour la population de Chypre dans son ensemble plutôt que ce qui, à court terme, pourrait renforcer la position de l'une ou de l'autre des communautés. Le représentant des Etats-Unis a exprimé à nouveau l'inquiétude de son gouvernement devant la situation financière de la Force et s'est déclaré satisfait du rapport de la mission d'étude qui exigeait une étude attentive par tous les intéressés.

mais qui de l'avis de la délégation des Etats-Unis contenait certaines suggestions réalisables. Le Gouvernement des Etats-Unis réaffirmait qu'une opération multilatérale de maintien de la paix comme celle de Chypre ne devrait pas trop dépendre d'un seul Etat Membre et il priait instamment les Etats Membres de réexaminer leurs positions et de contribuer généreusement.

301. Le représentant de la Finlande a regretté qu'en dépit d'un léger progrès vers la réalisation de conditions normales de vie aucun progrès réel n'ait été fait sur les questions fondamentales. Ainsi, l'avertissement du Secrétaire général selon lequel le passage du temps rendait la situation plus difficile restait valable. Il a réitéré l'avis de son gouvernement selon lequel une opération de maintien de la paix fondée sur des décisions que le Conseil de sécurité avait prises au nom de tous les membres devrait être financée par tous. Le Gouvernement finlandais était d'accord sur les vues exprimées par le Secrétaire général selon lesquelles on pouvait régler ce problème en trouvant de meilleures méthodes de financement ou en augmentant les contributions bénévoles. Comme le Conseil avait maintenant décidé de prolonger le mandat, le représentant de la Finlande était autorisé à déclarer que son pays était prêt à maintenir son contingent au sein de la Force pendant la période suivante dans les mêmes conditions qu'auparavant. De même, la Finlande était disposée à continuer de verser des contributions financières volontaires pour l'entretien de la Force. Elle le faisait dans l'espoir que les deux parties le plus directement intéressées feraient un grand effort pour sortir de l'impasse actuelle. Quant aux propositions formulées par l'équipe d'enquête du Secrétariat au sujet de la réorganisation de la Force, la délégation finlandaise notait que le Secrétaire général avait l'intention de consulter les Gouvernements finlandais, suédois et danois à propos de leurs contingents.

302. Le représentant de la Hongrie a estimé que le problème de Chypre était une affaire intérieure du peuple de Chypre. La délégation hongroise se félicitait de la reprise des entretiens entre les communautés et donnait son accord à la prorogation du mandat de la Force des Nations Unies à Chypre, étant entendu que cette prorogation se ferait sur la base de la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité.

303. Le Président, parlant en tant que représentant de la Zambie, a déclaré que son gouvernement se félicitait de constater l'amélioration continue de la situation, mais estimait que les parties intéressées devaient s'efforcer de résoudre leurs problèmes. Il a exprimé la reconnaissance de son gouvernement au Secrétaire général pour ses efforts, ainsi qu'à tout le personnel des Nations Unies chargé du maintien de la paix à Chypre.

304. Le 16 décembre 1969, le Secrétaire général a informé les membres du Conseil (S/9251/Add.1) qu'à la suite de consultations avec les parties intéressées il avait désigné le général de division Dewan Prem Chand pour succéder au général Martola au poste de commandant de la Force.

#### C. — COMMUNICATIONS ET RAPPORTS REÇUS ENTRE LE 1<sup>er</sup> JANVIER ET LE 15 JUIN 1970

305. Le 17 février, le Secrétaire général a lancé un appel à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées pour leur demander de verser des contributions

volontaires afin de couvrir le coût des opérations de la Force des Nations Unies à Chypre pendant la période allant du 16 décembre 1969 au 15 juin 1970 (S/9659).

306. Par une lettre datée du 19 février 1970 (S/9655), le représentant de l'URSS a transmis un communiqué de l'agence de presse Tass déclarant que les milieux internationaux impérialistes cherchaient à envenimer la situation dans l'île et qu'il y avait des preuves d'un renforcement des activités du "Front national" et d'autres éléments réactionnaires ayant partie liée avec le régime militaire grec qui constituait une grave menace à l'indépendance et à la sécurité de Chypre. Ce communiqué ajoutait que l'intensification de l'activité antigouvernementale à Chypre reflétait les efforts de certains milieux de l'OTAN qui cherchaient à faire échouer les pourparlers entre les communautés et à créer un prétexte pour une intervention de l'OTAN.

307. Dans des lettres datées des 24 et 25 février (S/9664 et S/9667), les représentants respectifs de la Grèce et de Chypre ont communiqué les vues de leurs gouvernements au sujet du communiqué de Tass. Le Gouvernement grec a nié l'existence de tous liens entre Athènes et les éléments terroristes de l'île et a fait remarquer que le Premier Ministre grec avait récemment exprimé son appui au Gouvernement chypriote. Dans sa communication, le Gouvernement chypriote a déclaré être en désaccord avec l'affirmation de Tass selon laquelle des officiers grecs seraient impliqués dans des activités dirigées contre la République de Chypre.

308. Le 1<sup>er</sup> juin, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son dix-septième rapport (S/9814 et Corr. 1 et 2) sur l'opération des Nations Unies à Chypre. Le Secrétaire général a déclaré que le calme qui avait caractérisé les rapports entre les deux communautés à Chypre avait été troublé pendant la période sur laquelle portait son rapport par certains actes de violence survenus au sein de l'une des communautés et dont le point culminant avait été l'attentat contre le président Makarios le 8 mars. Ces événements avaient contribué à accroître la tension et l'appréhension qui régnaient dans l'île; mais, grâce aux mesures énergiques qui avaient été prises par le Gouvernement chypriote et à la modération dont avaient fait preuve la communauté turque et ses dirigeants, la tension avait baissé dans une grande mesure. Le Secrétaire général a encore une fois exprimé son inquiétude devant l'absence de progrès enregistrée au cours des entretiens entre les deux communautés et a déclaré qu'il serait peu réaliste, étant donné les circonstances, de s'attendre à une solution rapide des problèmes fondamentaux de Chypre. En dépit de toutes les difficultés, il pensait que les éléments nécessaires à un règlement politique à Chypre existaient et qu'une solution de compromis, protégeant les intérêts légitimes et les aspirations des deux communautés, pourrait être mise au point. Il a engagé par conséquent les deux parties à continuer de participer loyalement aux négociations, en se montrant déterminées à arriver à des résultats et disposées à faire des concessions. A cet égard, le Secrétaire général a également exprimé l'espoir que, malgré les tensions récentes dans l'île, les dirigeants de la communauté chypriote turque pourraient se trouver en mesure de répondre aux efforts persistants déployés par le représentant spécial du Secrétaire général et par le commandant de la Force des Nations Unies afin de diminuer le nombre de secteurs où se produisaient des affrontements et d'accélérer le processus de retour à la normale. Le Secrétaire général a fait remarquer qu'on



avait diminué à la fois l'effectif et les dépenses de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre au cours des six derniers mois, mais que la situation financière était de plus en plus grave. Si l'on ne recevait pas de nouvelles contributions, il y aurait au 15 juin 1970 un déficit d'environ 7 500 000 dollars. Etant donné la situation qui régnait à Chypre, le Secrétaire général ne voyait pas d'autre solution que de recommander une prolongation du mandat de la Force jusqu'au 15 décembre 1970, proposition qu'avaient entérinée toutes les parties intéressées.

D. — EXAMEN DE LA QUESTION À LA 1543<sup>e</sup> SÉANCE  
(9 JUIN 1970)

309. A sa 1543<sup>e</sup> séance, le 9 juin 1970, le Conseil de sécurité était saisi du rapport du Secrétaire général (S/9814 et Corr.1 et 2). Les représentants de Chypre, de la Turquie et de la Grèce avaient été invités, sur leur demande, à participer à la discussion sans droit de vote. Le Président du Conseil a annoncé qu'à la suite de consultations préliminaires un accord était intervenu sur le texte du projet de résolution suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Notant que, selon le rapport du Secrétaire général en date du 1<sup>er</sup> juin 1970 (S/9814), la présence de la Force des Nations Unies à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,*

*"Notant que le Gouvernement chypriote est convenu qu'en raison de la situation qui règne dans l'île il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 juin 1970,*

*"Notant également la situation qui règne dans l'île, telle qu'elle ressort du rapport,*

*"1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin, 261 (1968) du 10 décembre 1968, 266 (1969) du 10 juin et 274 (1969) du 11 décembre 1969, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143<sup>e</sup> séance du 11 août 1964 et à la 1383<sup>e</sup> séance du 24 novembre 1967,*

*"2. Prie instamment les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre résolument leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;*

*"3. Prolonge à nouveau d'une période prenant fin le 15 décembre 1970 le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif."*

310. Le représentant de Chypre a dit que le rapport du Secrétaire général montrait que les relations entre les Chypriotes turcs et grecs continuaient de s'améliorer. Une coopération satisfaisante avait été maintenue dans les domaines économique, agricole, comme dans celui

aucun changement en ce qui concerne la liberté de mouvement. Les Chypriotes grecs se voyaient toujours refuser l'accès aux zones sous contrôle chypriote turc et aux routes publiques d'une nécessité vitale, et c'était là une question qui préoccupait sérieusement le Gouvernement chypriote. Le représentant de Chypre s'est inquiété de la lenteur avec laquelle progressaient les entretiens entre les deux communautés. La question de l'administration locale s'était avérée être la plus difficile, tant par son sens même que par son application. De l'opinion du représentant de Chypre, le gouvernement local s'appliquait à des localités géographiques précises et ne saurait être fondé sur des critères ethniques; on ne saurait non plus le concevoir comme une entité séparée qui reviendrait à créer un Etat dans l'Etat. Le Gouvernement de Chypre était disposé à faire des concessions, mais il ne saurait dépasser le contexte d'un Etat unitaire. Il était encourageant de voir que les négociateurs avaient souligné que les pourparlers n'avaient pas échoué et qu'il fallait les poursuivre en dépit des difficultés.

311. Le représentant de la Turquie a regretté que les progrès réalisés vers le retour à des conditions normales aient été entravés par les actes de violence de mars 1969. Il était heureux de noter que dans son rapport sur les événements le Secrétaire général avait apprécié à sa juste valeur la retenue manifestée par la communauté turque et ses dirigeants, qui, ainsi qu'il l'avait signalé dans le rapport, avaient contribué à la prompte stabilisation de la situation. Cette attitude constructive prouvait une fois de plus le désir sincère de la communauté turque de parvenir à un règlement pacifique et concerté de la question de Chypre. Néanmoins, la tension provoquée par ces événements et par la suite la découverte par les autorités chypriotes grecques de quantités considérables d'armes illégalement détenues, alliée à des déclarations par des Chypriotes grecs sur le thème de l'énosis, avaient inévitablement préoccupé gravement la communauté chypriote turque. Dans ces circonstances, la prudence manifestée par les dirigeants chypriotes turcs à l'égard de la liberté de mouvement était compréhensible. Se référant aux pourparlers entre les deux communautés, le représentant de la Turquie a déclaré qu'en dépit des difficultés auxquelles on s'était heurté un travail important avait été fait; la persévérance et la détermination des négociateurs constituaient un élément d'encouragement et d'espoir. Le Gouvernement turc estimait qu'une issue heureuse des conversations dépendrait d'une attitude réaliste et constructive, d'une attitude d'homme d'Etat.

312. Le représentant de la Grèce estimait que les entretiens entre les deux communautés marquaient le pas. Il était d'avis d'activer les efforts, car le retard pourrait provoquer un durcissement des positions. Les raisons de l'absence de progrès au cours des conversations étaient, a-t-il dit, surtout politiques : le Gouvernement chypriote convenait que dans tout règlement concernant la paix il faudrait tenir compte de l'identité, des intérêts et de la sécurité des Chypriotes turcs; il était en même temps déterminé à préserver le caractère unitaire de l'Etat de Chypre. Le représentant de la Grèce a déclaré que son gouvernement était le premier à condamner les récents actes de violence qui avaient eu lieu dans l'île; ces événements, toutefois, n'avaient en aucune façon affecté les relations entre les deux communautés qui, selon le rapport du Secrétaire général, avaient continué de s'améliorer. Il espérait que les Chypriotes turcs feraient preuve de plus de compré-

ension dans le domaine de la détente et dans celui de la libre circulation.

**Décision :** A la 1543<sup>e</sup> séance, le 9 juin 1970, le projet de résolution a été adopté à l'unanimité [résolution 281 (1970)].

313. Dans la déclaration qu'il a faite après le vote, le représentant du Royaume-Uni a réaffirmé que son gouvernement apportait un appui sans réserve à l'indépendance et à l'unité de Chypre. Il a déclaré que sa délégation approuvait chaleureusement l'appel que le Secrétaire général avait lancé pour que les entretiens entre les deux communautés se poursuivent en toute bonne foi et compte dûment tenu de la nécessité urgente de les faire aboutir. Il a noté avec satisfaction que la coopération entre les communautés au niveau des villages en vue de résoudre les problèmes quotidiens s'était intensifiée et il espérait que cela conduirait à une coopération à des niveaux plus élevés. Sa délégation était reconnaissante au Secrétaire général des efforts qu'il faisait pour réduire le coût des opérations de la Force des Nations Unies à Chypre, notamment en réduisant l'effectif de la Force. Il ressortait du rapport qu'il n'était guère possible d'opérer de nouvelles réductions dans l'immédiat; la délégation du Royaume-Uni espérait toutefois que le Secrétaire général ne perdrait pas de vue la possibilité de procéder à de nouvelles réductions qui soient conformes aux exigences de la situation.

314. Le représentant de la Zambie a estimé qu'il était dans l'intérêt de l'ensemble de la population de Chypre de prolonger le mandat de la Force des Nations Unies à Chypre. Sa délégation soutenait les efforts en vue de parvenir à une réconciliation nationale et attendait le moment où il ne serait plus nécessaire de maintenir une Force des Nations Unies à Chypre.

315. Le représentant de la France a dit que la persistance des tensions aussi bien que l'absence de tout progrès significatif dans les entretiens entre les représentants des deux communautés conduisait à conclure qu'en dépit d'une amélioration de la coopération entre les deux communautés on ne pouvait s'attendre à une solution rapide des problèmes fondamentaux de Chypre. Il craignait que la présence prolongée de la Force des Nations Unies, tout en assurant le maintien d'une paix précaire, n'ait pour effet de cristalliser une situation dangereuse et puisse servir de prétexte pour différer interminablement un règlement définitif.

316. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a réaffirmé la position de son gouvernement selon laquelle les problèmes intérieurs de Chypre devaient être réglés par des moyens pacifiques et sans ingérence extérieure, dans l'intérêt des deux communautés. L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Chypre, a-t-il ajouté, devaient être renforcées surtout au moment où les forces impérialistes et leurs agents à Chypre avaient aggravé la tension dans l'île par des actes de terrorisme et de violence, dont le point culminant avait été l'attentat contre le président Makarios. Des événements récents montraient que les bases et les troupes militaires étrangères qui se trouvaient à Chypre étaient une source perpétuelle de tensions et devaient donc disparaître. La délégation soviétique partageait l'inquiétude du Secrétaire général devant l'absence de progrès dans la solution des problèmes en suspens entre les deux communautés; elle estimait toutefois que les entretiens étaient bloqués par les milieux impérialistes qui n'avaient pas intérêt à les voir aboutir car cela compro-

mettrait leurs plans en vue d'un règlement de la question de Chypre qui soit favorable aux pays membres de l'OTAN. Tout en estimant que la Force ne pouvait rester à Chypre indéfiniment, l'URSS n'était pas contre la prolongation du mandat de la Force s'il était entendu que cette prolongation serait rigoureusement conforme aux dispositions de la résolution 186 (1964) que le Conseil de sécurité avait adoptée le 4 mars 1964, y compris les dispositions relatives au financement volontaire.

317. Le représentant du Burundi a déclaré que la restauration de la paix et la création d'un climat politico-social destiné à cimenter l'unité du peuple chypriote étaient une des conditions préalables à l'établissement d'une souveraineté chypriote indivisible, objectif que le Gouvernement du Burundi appuyait fermement.

318. Le représentant de la Pologne a déclaré que la détérioration de la situation à Chypre dont témoignait le dernier rapport du Secrétaire général n'était pas accidentelle; il était évident que certains pays de l'OTAN avaient aggravé la tension dans l'île par l'intensification de leurs activités dans la Méditerranée et au Moyen-Orient. La Pologne avait toujours été pour l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Chypre, pour la suppression des bases militaires étrangères dans l'île et pour la solution pacifique de la question de Chypre sans ingérence étrangère. Le représentant de la Pologne a ajouté que sa délégation était d'accord pour que l'on proroge le mandat de la Force à Chypre à condition que les fonctions et le principe du financement volontaire de la Force soient maintenus. La délégation polonaise partageait le point de vue selon lequel il n'était pas normal que la Force des Nations Unies se trouve à Chypre depuis plus de 6 ans, et elle espérait que la possibilité de retirer les troupes des Nations Unies de l'île se présenterait bientôt.

319. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation se plaisait à noter que, par suite de l'application des mesures recommandées par la mission d'étude du Secrétariat, la souplesse opérationnelle et l'efficacité de la Force avaient été accrues et des économies importantes avaient été réalisées. Il était encourageant que la situation entre les communautés soit demeurée calme malgré l'accroissement de la tension. Le représentant des Etats-Unis s'est félicité que l'attentat dirigé contre le président Makarios ait échoué et que les mesures prises par le gouvernement de même que la modération dont avaient fait preuve les dirigeants chypriotes turcs aient permis d'atténuer les tensions. Il était cependant regrettable que les propositions des Nations Unies dans le domaine de la détente et dans celui du retour à une situation normale n'aient pas été mises en application. La délégation des Etats-Unis était déçue que les entretiens entre les deux communautés n'avancent toujours pas et elle réitérait son appel aux deux parties pour qu'elles conservent une attitude de compromis et d'accommodement. Le représentant des Etats-Unis partageait l'opinion du Secrétaire général selon laquelle les éléments nécessaires à un règlement politique existaient d'ores et déjà à Chypre et une solution de compromis préservant les intérêts légitimes des deux communautés pouvait être mise au point. Mais il tenait à souligner que, dans la mesure où les négociations se prolongeraient, l'isolement des deux communautés tendrait à encourager le développement d'attaches civiques distinctes et ferait obstacle à l'adoption d'une solution équi-

table. Se référant à la situation financière de la Force des Nations Unies à Chypre, il a fait observer que les mesures prises pour réduire les dépenses contribueraient peut-être indirectement à une détérioration de la situation si elles amenaient les membres à conclure que la crise financière était terminée. La délégation des Etats-Unis insistait donc une fois de plus pour que l'on demande aux Etats Membres d'augmenter le montant de leurs contributions.

320. Le représentant de la Syrie a déclaré que la situation à Chypre concernait l'Asie tout entière car la paix dans cette île était indispensable à la paix en Méditerranée et dans l'ensemble de l'Asie. Il a exprimé l'espoir que les deux communautés réussiraient à régler les problèmes que l'impérialisme avait légués à Chypre et parviendraient à une pleine entente en vue d'une solution juste et pacifique de leurs différends.

321. Le représentant de la Sierra Leone a dit que, malgré la lenteur avec laquelle les entretiens progressaient, sa délégation était convaincue que, tant que les

deux communautés participaient à des négociations de caractère exploratoire, les risques d'un engagement actif seraient moindres et l'espoir de parvenir à un règlement pacifique persisterait. Sa délégation avait voté pour la résolution car elle estimait que le retrait de la Force entraînerait un renversement de la tendance au retour à la normale et à la stabilité.

322. Avant de clore la séance, le Président s'est déclaré satisfait que le Conseil ait décidé à l'unanimité de proroger le mandat de la Force des Nations Unies à Chypre et il a exprimé l'espoir que cette période supplémentaire serait mieux mise à profit pour atteindre les objectifs du Conseil.

323. Le 23 juin 1970, le Secrétaire général a lancé un appel (S/9849) aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées pour leur demander de verser de nouvelles contributions volontaires afin d'assurer le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pendant la période allant du 16 juin au 15 décembre 1970.

### Chapitre 3

#### LETTRE DATÉE DU 17 AOÛT 1969, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRLANDE (S/9394)

##### A. — DEMANDE DE CONVOCATION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

324. Dans une lettre datée du 17 août 1969 (S/9394) adressée au Président du Conseil de sécurité, d'ordre de son gouvernement, le représentant de l'Irlande a demandé la convocation urgente du Conseil de sécurité, en vertu de l'Article 35 de la Charte. Il a déclaré que la semaine précédente il s'était créé dans les six comtés de l'Irlande du Nord une situation qui avait été déclenchée le 12 août par un défilé ayant eu lieu dans la ville de Derry, et qui avait pour origine le traitement dont souffre depuis près de 50 ans une forte proportion des habitants de la région, situation que la gendarmerie royale (*Constabulary*) de l'Ulster n'avait pas été en mesure de tenir en main et qui avait conduit à l'intervention des forces militaires britanniques. Le Gouvernement irlandais avait proposé que le Gouvernement britannique demande aux Nations Unies d'envoyer une force de maintien de la paix et, par la suite, qu'une force commune de maintien de la paix composée d'éléments britanniques et irlandais soit établie; ses deux propositions avaient été rejetées par le Gouvernement britannique. Le Gouvernement irlandais s'était donc vu contraint d'en appeler au Conseil de sécurité pour qu'une force du maintien de la paix des Nations Unies soit envoyée car il ne pouvait rester inactif devant le préjudice que subissaient les habitants des six comtés de l'Irlande du Nord; et il ne pouvait non plus tolérer les tensions créées le long de la frontière séparant les deux régions, tensions qui pouvaient donner lieu à des troubles sérieux sur le territoire de son propre Etat. La lettre exprimait l'espoir que la délégation irlandaise pourrait se faire entendre à tous les stades de l'examen de sa demande afin de pouvoir exposer de manière plus détaillée les raisons de celle-ci.

325. Par une lettre datée du 18 août 1969 (S/9396) adressée au Président du Conseil de sécurité, le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande indiquait que son gouvernement l'avait désigné pour le représenter lors

des débats que le Conseil de sécurité consacrerait à la question dont il avait été saisi dans la lettre du 17 août.

##### B. — QUESTION DE L'ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

326. Le Conseil de sécurité s'est réuni le 20 août 1969 pour examiner cette question (1503<sup>e</sup> séance).

327. En relation avec l'adoption de l'ordre du jour provisoire, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le principe de la compétence nationale d'un Etat, tel qu'il est énoncé au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, était fondamental; si ce principe était violé ou s'il lui était porté atteinte, les conséquences en seraient extrêmement graves non seulement pour les membres du Conseil en tant que tels, mais pour l'Organisation des Nations Unies tout entière. Aucun Etat ne saurait accepter une intervention dans ses affaires intérieures qu'il n'a pas sollicitée. Il était du devoir du Conseil de soutenir le principe de la compétence nationale en s'opposant à l'inscription de cette question à son ordre du jour; en agissant autrement, il saperait les principes reconnus du droit international sur lesquels repose l'Organisation des Nations Unies. L'Irlande du Nord, a-t-il continué, fait depuis longtemps partie intégrante du Royaume-Uni. C'est pourquoi les événements qui s'y étaient produits constituaient une affaire intérieure qui relevait uniquement du Gouvernement du Royaume-Uni, lequel était en train de prendre les mesures nécessaires pour y rétablir et y maintenir l'ordre. Une intervention des Nations Unies contre la volonté du Royaume-Uni constituerait une violation du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. En outre, la situation en Irlande du Nord était bien en main et il n'était pas question qu'elle puisse, en quoi que ce soit, constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales. Le représentant permanent de l'Irlande, dans sa lettre, avait voulu évoquer l'Article 35 de la Charte, mais ni cet article ni aucun autre article de la Charte ne pouvaient être considérés comme l'emportant sur les dispositions expresses du



paragraphe 7 de l'Article 2. La délégation britannique avait toujours été en faveur de l'examen par le Conseil de toutes les questions qui lui étaient valablement présentées. Mais elle considérait que le Conseil ne pouvait débattre d'une question qui échappait à sa compétence. En outre, un débat public ne ferait qu'exacerber les passions et pourrait nuire aux efforts qui étaient déployés pour maintenir l'ordre et rétablir la confiance.

328. Le représentant de la Finlande a dit que bien que sa délégation éprouve des doutes quant au droit qu'avait l'Organisation des Nations Unies en vertu de la Charte d'intervenir dans cette question, elle estimait que l'équité et la courtoisie voulaient que le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande puisse prendre la parole devant le Conseil. Cela ne préjugerait en rien la question soulevée par le représentant du Royaume-Uni et pourrait être fait de façon à ne pas constituer un précédent. En conséquence, le représentant de la Finlande a proposé que le Conseil de sécurité, avant de se prononcer sur son ordre du jour, invite le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande à faire une déclaration devant le Conseil afin de lui donner des explications au sujet de la demande de son gouvernement qui figurait dans le document S/9394.

329. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, bien qu'il fût inhabituel que des représentants prennent la parole avant l'adoption de l'ordre du jour, la délégation britannique, par courtoisie envers le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande, ne s'opposerait pas à la proposition du représentant de la Finlande.

330. En l'absence d'objection, le Président du Conseil de sécurité a invité le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande à faire une déclaration.

331. Le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande a déclaré que le Conseil ne devrait pas accepter la thèse selon laquelle la question relevait exclusivement de la compétence nationale du Royaume-Uni. L'Irlande ne reconnaissait pas au Royaume-Uni le droit d'exercer un contrôle sur le nord du pays même si celui-ci connaissait depuis longtemps déjà les réalités de ce contrôle sans qu'il renoncât pour autant à ses revendications. Dans d'autres cas, le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte n'avait pas été appliqué de façon aussi rigide que l'a laissé entendre le représentant du Royaume-Uni. Il ne faisait aucun doute que la situation en Irlande du Nord était sérieuse et pouvait avoir des répercussions sur les relations entre le Royaume-Uni et l'Irlande. La crise actuelle avait été causée par la décision du gouvernement des six comtés d'autoriser à Derry un défilé à caractère provocateur organisé par une association protestante sectaire, malgré les avertissements du Gouvernement irlandais qui avait attiré l'attention sur les dangers que comportait ce défilé. Les troubles qui avaient éclaté à Derry s'étaient rapidement étendus à d'autres villes de la région et avaient entraîné des pertes humaines et la destruction de biens, l'ordre public ne pouvant plus être maintenu. Le recours aux troupes britanniques avait été de la part du gouvernement des six comtés un aveu d'impuissance à maintenir impartialement l'ordre avec ses forces de police. C'est pourquoi il était nécessaire d'établir une force de maintien de la paix impartiale étant donné que l'envoi de troupes britanniques, tout en étant le moindre de

deux maux, constituait un élément essentiel qui contribuait à perpétuer la division du pays en deux. Le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande a présenté certains arguments qui, de l'avis de sa délégation, devaient amener le Conseil à examiner sa requête, mais il a reconnu que les membres du Conseil pourraient souhaiter un délai de réflexion avant d'accepter d'inscrire la question à l'ordre du jour. Cependant, le refus persistant d'accorder les droits civils à une grande partie de la population — refus qui avait été la cause immédiate de la tension récente — était en soi une question suffisante importante pour justifier son examen par le Conseil. Celui-ci devait également tenir dûment compte du fait qu'il était souhaitable de chercher à éviter que cette tension ne s'étende au-delà de cette région et ne mène à des heurts entre deux Etats voisins Membres des Nations Unies.

332. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, appuyant la demande de convocation du Conseil présentée par l'Irlande, a dit que la politique des autorités britanniques à l'égard de l'Irlande du Nord tendait à maintenir celle-ci dans une situation d'inégalité. La discrimination y régnait et l'on avait porté atteinte aux droits civils d'une grande partie de la population. Le Gouvernement britannique devait prendre des mesures pour mettre fin aux persécutions dont étaient victimes ceux qui luttèrent afin de faire disparaître l'inégalité et la discrimination et devait créer les conditions nécessaires pour que les problèmes existants soient réglés conformément aux vœux de la population de l'Irlande du Nord.

333. Le représentant du Royaume-Uni, présentant ses observations sur certains points soulevés par le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande, a dit qu'il n'y avait aucune raison d'affirmer que la situation en Irlande du Nord était une question internationale. La République d'Irlande avait reconnu depuis des années le fait du partage et en avait accepté les conséquences. L'arrivée des troupes britanniques avait été bien accueillie par la population et ces troupes s'étaient acquittées de leur devoir avec justice et impartialité. En ce qui concerne la question des droits de l'homme, le Gouvernement britannique, dans une déclaration publiée la veille, avait publiquement confirmé que le principe de l'égalité de traitement et de non-discrimination s'appliquait à tous les citoyens de l'Irlande du Nord, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses. La délégation britannique avait espéré que le Conseil, après avoir entendu le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande, passerait au vote sur l'adoption de l'ordre du jour provisoire; toutefois, elle ne s'opposerait pas à ce que le Conseil lève la séance, étant entendu qu'il ne souhaitait pas se saisir de la question proposée et l'examiner.

334. Le représentant de la Zambie, notant que l'envoi de troupes par le Royaume-Uni était la preuve de la gravité de la situation, a dit que, compte tenu des déclarations faites au cours de la séance, il serait sage de renvoyer à plus tard la décision portant sur l'adoption d'un ordre du jour provisoire. C'est pourquoi il a proposé que la séance soit levée.

335. La motion du représentant de la Zambie a été adoptée sans opposition et la séance du Conseil a été levée.



**LA SITUATION EN NAMIBIE: LETTRE DATÉE DU 24 JUILLET 1969, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LES REPRÉSENTANTS DU CHILI, DE LA COLOMBIE, DE LA GUYANE, DE L'INDE, DE L'INDONÉSIE, DU NIGÉRIA, DU PAKISTAN, DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, DE LA TURQUIE, DE LA YOUGOSLAVIE ET DE LA ZAMBIE (S/9359)**

**A. — COMMUNICATIONS AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DEMANDE DE RÉUNION**

336. Par une lettre datée du 23 juillet 1969 (S/9352), le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie a informé le Président du Conseil de sécurité que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie avait examiné la situation résultant de la réaction du Gouvernement sud-africain devant la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité, contenue dans le rapport du Secrétaire général (S/9104) daté du 14 mai 1969, et avait exprimé à l'unanimité les graves inquiétudes que lui inspirait le refus de ce gouvernement de se conformer aux dispositions de cette résolution. Il déclarait également dans cette lettre que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie se trouvait dans l'impossibilité de s'acquitter efficacement de la responsabilité qui lui incombait d'administrer le territoire du fait que le Gouvernement sud-africain bravait ouvertement les résolutions 2145 (XVI) et 2248 (S-V) de l'Assemblée générale en continuant d'occuper illégalement la Namibie et que, depuis l'adoption de la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité, le Gouvernement sud-africain avait pris de nouvelles mesures en vue de diviser la Namibie en "foyers nationaux" distincts. De plus, le gouvernement avait récemment traduit en justice huit Namibiens accusés d'infraction à la loi sur le terrorisme (*Terrorism Act*) et à la loi sur la répression du communisme (*Suppression of Communism Act*). Cela étant, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie avait conclu à l'unanimité que le Conseil de sécurité devait prendre d'urgence des mesures pour assurer l'application dans les plus brefs délais de sa résolution 264 (1969).

337. Dans une lettre datée du 24 juillet 1969 (S/9359), adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants de 11 Etats membres du Conseil des Nations Unies pour la Namibie ont demandé que le Conseil se réunisse d'urgence afin d'examiner la situation résultant de la réaction entièrement négative de l'Afrique du Sud devant la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité et des mesures qu'elle continuait de prendre au mépris de l'autorité du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

338. Par une lettre datée du 1<sup>er</sup> août 1969 (S/9372/Add.1 à 3), adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants de 51 pays membres se sont associés à la demande mentionnée ci-dessus afin que le Conseil de sécurité prenne des mesures d'urgence pour faire face à la situation en Namibie. Ils déclaraient que la situation résultant de l'attitude arrogante de l'Afrique du Sud envers les Nations Unies, en particulier son refus de se conformer aux résolutions 245 (1968), 246 (1968) et 264 (1969) du Conseil de sécurité, était urgente et grave et que seule une action résolue du Conseil de sécurité, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte, permettrait d'atteindre l'objectif que constituait le retrait immédiat de l'Afrique du Sud de la Namibie.

**B. — EXAMEN DE LA QUESTION DE LA 1492<sup>e</sup> À LA 1497<sup>e</sup> SÉANCE (ENTRE LE 30 JUILLET ET LE 12 AOÛT 1969)**

339. A sa 1492<sup>e</sup> séance, le 30 juillet, le Conseil de sécurité a entrepris l'examen de la situation en Namibie et a invité, sur sa demande, le représentant du Chili, qui était également président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie pour la durée du mois, à participer aux débats sans droit de vote.

340. A la même séance, le représentant de la Colombie a dit que, depuis l'adoption de la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité, le Gouvernement sud-africain avait pris de nouvelles mesures en vue de créer des "foyers nationaux" et avait commis d'autres actes illégaux. Les lois promulguées par l'Afrique du Sud en vue de démembrement le territoire de la Namibie constituaient une violation flagrante des obligations internationales du Gouvernement sud-africain et mettaient non seulement en cause les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, mais également le statut international d'un territoire qui n'avait jamais appartenu à l'Afrique du Sud. La déclaration faite le 20 mars 1969 par le Ministre des affaires étrangères devant le Sénat sud-africain (S/9204, annexe I) était une fois de plus le mépris de l'Afrique du Sud pour les résolutions des Nations Unies. La délégation colombienne estimait qu'on était arrivé à un point où il était indispensable d'empêcher que se détériorât davantage l'autorité du Conseil de sécurité et des Nations Unies dans leur ensemble. Dans sa résolution 264 (1969), le Conseil de sécurité avait décidé que, si le Gouvernement sud-africain ne se conformait pas aux dispositions de cette résolution, le Conseil se réunirait immédiatement pour déterminer les nouvelles mesures à prendre conformément aux dispositions pertinentes de la Charte. Devant la réponse négative de l'Afrique du Sud à cette résolution, le Conseil de sécurité devait décider des mesures nécessaires pour faire face à la situation.

341. Le représentant de la Zambie a déclaré que la réunion du Conseil de sécurité avait été motivée par l'attitude de défi de l'Afrique du Sud à l'égard de la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité. Cette résolution représentait un pas en avant dans le cadre de l'action internationale contre l'Afrique du Sud, car il y était clairement stipulé que, si le Gouvernement sud-africain se refusait à obtempérer à ses décisions, le Conseil de sécurité se réunirait afin d'adopter les mesures nécessaires pour empêcher ce gouvernement de persister dans son attitude de défi. La réponse négative de l'Afrique du Sud à la résolution 264 (1969) apparaissait clairement dans les déclarations faites par le Ministre des affaires étrangères le 20 mars 1969 et par le Premier Ministre le lendemain (S/9204, annexe I). Ces derniers événements imposaient au Conseil de renoncer à ses illusions et d'admettre que des mesures plus efficaces étaient indispensables pour remédier à la situation en Namibie. Le problème qui se posait au Conseil était celui de la mise en œuvre de nombreuses

prises par les Nations Unies. Le paragraphe 4 de la résolution 264 (1969) invitait tous les Etats à user de leur influence pour amener le Gouvernement sud-africain à se conformer aux dispositions de la résolution. Ce paragraphe envisageait, en fait, des pressions à la fois économiques et diplomatiques. La délégation zambienne avait espéré que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies contribueraient aux efforts de la communauté internationale pour créer une ambiance plus favorable à un changement sans violence en Namibie. Cependant, l'augmentation des fournitures d'armes à l'Afrique du Sud n'avait fait qu'encourager ce pays à continuer à opprimer la majorité et à accroître son aide à la Rhodésie. Il était également évident que l'Afrique du Sud continuerait à défier les Nations Unies tant que les Articles pertinents du Chapitre VII de la Charte ne seraient pas invoqués. Parler de liberté pour la Namibie sans accepter les mesures qui amèneraient son indépendance était faire preuve d'hypocrisie. La délégation zambienne espérait que tous ceux qui s'opposaient à ce que les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte fussent appliquées contre l'Afrique du Sud offriraient au Conseil une meilleure solution pour obliger l'Afrique du Sud à se conformer aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la Namibie.

342. A sa 1493<sup>e</sup> séance, le 4 août, le Conseil a invité le représentant de l'Inde, sur sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

343. A la même séance, le représentant de l'Algérie a déclaré que le refus catégorique de l'Afrique du Sud de se conformer à la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité devait recevoir une réponse sans ambiguïté de la part de ce conseil. L'Afrique du Sud persistait dans son attitude de défi grâce à l'appui des monopoles internationaux, qui l'aidaient à exploiter les richesses minières de la Namibie tout en réduisant son peuple à l'esclavage. Cette situation constituait une violation flagrante du droit à l'autodétermination du peuple namibien et des principes de la Charte des Nations Unies. Le Conseil qui, à plusieurs reprises, avait affirmé sa responsabilité à l'égard du peuple de la Namibie, devait prendre toutes les mesures voulues pour mettre fin à l'occupation militaire et civile de la Namibie par les autorités sud-africaines. Il devait prendre des décisions nettes, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et, en particulier, du Chapitre VII. Ces décisions devaient consister, notamment, à réaffirmer le caractère légitime de la lutte du peuple namibien pour sa libération, lutte pour laquelle ce peuple devait recevoir une assistance concrète, morale et matérielle. En outre, il fallait sommer l'Afrique du Sud de quitter le territoire avant une date limite et prier tous les Etats de refuser à l'Afrique du Sud le droit de parler au nom de la Namibie. Enfin, il fallait prier les autorités de fait en Namibie de ne pas faire obstacle à la mise en œuvre des décisions du Conseil sur la Namibie.

344. Le représentant du Népal a dit que le refus de l'Afrique du Sud d'appliquer la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité et les déclarations faites les 20 et 21 mars respectivement par le Ministre des affaires étrangères et le Premier Ministre de l'Afrique du Sud avaient démontré clairement que l'Afrique du Sud n'avait pas l'intention de retirer son administration de la Namibie. De plus, l'occupation sud-africaine était fondée sur la politique de l'apartheid, et le but de cette politique était la destruction de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de la Namibie. Les infor-

mations récentes concernant la mise en accusation en Afrique du Sud de huit Namibiens en vertu de la loi dite sur le terrorisme (*Terrorism Act*) prouvaient que l'Afrique du Sud défiait à nouveau l'autorité des Nations Unies, dans la mesure où l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient tous deux rejeté la compétence dont se prévalait l'Afrique du Sud pour juger les ressortissants namibiens en vertu de cette loi. Il convenait de rappeler que, en tant qu'Etat Membre des Nations Unies, l'Afrique du Sud devait s'acquitter des obligations qu'elle avait assumées à ce titre. Le représentant du Népal a ensuite déclaré que l'occupation par l'Afrique du Sud d'un territoire qui relevait directement de la responsabilité des Nations Unies constituait un acte d'agression contre les Nations Unies elles-mêmes et créait une situation lourde de menaces pour la paix et la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité se devait de prendre immédiatement les mesures nécessaires, en vertu des dispositions pertinentes de la Charte, pour remédier à la situation et assurer au plus tôt la mise en œuvre de la résolution 264 (1969), conformément à la demande que lui avaient adressée les 11 Etats membres du Conseil des Nations Unies pour la Namibie (S/9359) ainsi que 51 Etats afro-asiatiques. Les membres permanents du Conseil de sécurité, à qui incombait au premier chef le maintien de la paix et de la sécurité internationales, avaient une lourde responsabilité à cet égard, car il ne faisait aucun doute que l'attitude de défi de l'Afrique du Sud avait créé une situation qui constituait une menace à la paix internationale. Il était également nécessaire que l'Afrique du Sud ne reçoive plus aucune aide de certaines puissances qui se trouvaient être également membres permanents du Conseil de sécurité et de leurs alliés. Ces puissances devaient au contraire étudier toutes les possibilités offertes par la Charte pour régler efficacement la situation actuelle en Namibie.

345. Le représentant du Pakistan a déclaré que la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité constituait un important pas en avant du fait que le Conseil y reconnaissait sa propre responsabilité dans la question de Namibie. Par cette résolution, le Conseil, ayant estimé que la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale, avait demandé au Gouvernement sud-africain de retirer immédiatement son administration du territoire. C'était en raison de la réaction foncièrement négative de l'Afrique du Sud à la résolution 264 (1969) que le Conseil avait été convoqué. Outre qu'elle avait défié l'autorité du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, l'Afrique du Sud avait également refusé de répondre devant qui que ce soit de la longue liste d'actions illégales qu'elle avait commises, y compris des violations des droits de l'homme, dans un territoire dont le statut international n'était pas contestable. Il était très clair que l'Afrique du Sud ne modifierait pas son attitude de défi envers les résolutions des Nations Unies, comme il ressortait de la déclaration faite le 20 mars par le Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud. Etant donné que l'Afrique du Sud ne s'était pas laissé dissuader par les avertissements répétés du Conseil de sécurité, qui la menaçait de prendre des mesures efficaces conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, le moment était venu de passer de la parole aux actes, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

346. Le représentant de l'Inde a dit que, devant le refus insolent d'un Etat Membre de remplir les obligations que lui imposait l'Article 25 de la Charte, le Conseil de sécurité se devait de remplir les enga-

gements pris dans la résolution 264 (1969) et de prendre des mesures efficaces en vue d'assurer le retrait immédiat de l'Afrique du Sud de la Namibie. La délégation indienne était persuadée que seule une action résolue du Conseil, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte, permettrait d'atteindre cet objectif. Plusieurs mesures méritaient d'être étudiées attentivement : notamment, la décision d'interdire toutes relations avec l'Afrique du Sud dans la mesure où elles concerneraient la Namibie, la mise en œuvre effective de diverses résolutions de l'Assemblée générale demandant l'interdiction de la vente d'armes à l'Afrique du Sud et la création d'un Gouvernement namibien en exil qui pourrait siéger aux Nations Unies en tant que représentant de la Namibie. La délégation indienne estimait que si l'on n'abordait pas le problème résolument et sans délai il en résulterait les conséquences les plus graves pour la communauté internationale.

347. Le représentant du Chili a dit que c'était parce qu'elle avait soutenu la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale que sa délégation participait aux débats actuels du Conseil. Le Chili attachait une importance particulière à cette résolution parce que, pour la première fois, l'Assemblée générale avait reconnu le droit de la Namibie à l'indépendance et la responsabilité des Nations Unies à cet égard. Cependant, l'Afrique du Sud n'avait tenu aucun compte de cette résolution et avait défié directement l'Assemblée générale. Elle avait opposé le même défi à la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité. Le Conseil, comme l'Assemblée générale, devait répondre comme il convenait à ce défi, mais, pour cela, une volonté politique était indispensable. Sans cette volonté, aucun changement ne pourrait se faire, et la génération suivante hériterait du dogme de l'*apartheid* sans pouvoir bénéficier des perspectives offertes par l'exploration de l'espace extra-atmosphérique ou du fond des mers.

348. A la 1494<sup>e</sup> séance du Conseil, le 6 août, le représentant de la Finlande a dit que, depuis l'adoption de la résolution 264 (1969) par le Conseil de sécurité, la situation en Namibie avait continué à se détériorer et que le Gouvernement sud-africain n'avait fait aucun cas de cette résolution. Non seulement ce gouvernement n'avait tenu aucun compte des demandes formulées par le Conseil, mais il avait choisi de contester le droit même du Conseil de les formuler. Des désaccords quant à la meilleure manière de s'acquitter de sa responsabilité envers la Namibie avaient conduit l'Assemblée générale à une situation telle qu'elle semblait avoir épuisé tous les moyens dont elle disposait pour peser sur le cours des événements dans le territoire. Le Conseil faisait maintenant face au même problème. Etant donné que, sans l'appui de ses membres permanents, qui était essentiel vu leur responsabilité spéciale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil ne pouvait parvenir à un accord sur une proposition tendant à recourir à des mesures de coercition conformément au Chapitre VII de la Charte, c'était en se fondant sur le large accord existant au sujet de la question de Namibie qu'il pourrait s'acquitter le mieux de ses responsabilités. S'il devait apparaître que cet accord ne pouvait, pour le moment, se traduire par une résolution formelle, il vaudrait sans doute la peine de voir si d'autres procédures pourraient mieux servir l'objectif commun du Conseil. Quelle que soit la solution choisie par le Conseil, elle devait, pour être efficace et servir la cause du peuple namibien, avoir derrière elle tout le poids de l'autorité unanime du Conseil de sécurité.

349. Le représentant du Sénégal a dit que la situation en Namibie s'était encore aggravée depuis l'adoption de la résolution 264 (1969), que l'Afrique du Sud avait refusé d'appliquer. En effet, le Gouvernement sud-africain avait poursuivi sa politique d'*apartheid* en Namibie en appliquant des lois inhumaines, telles que la loi sur le terrorisme (*Terrorism Act*) et la loi sur la répression du communisme (*Suppression of Communism Act*). Devant la persistance de cette attitude de défi envers les Nations Unies et ces violations systématiques de tous les principes de la Charte, la communauté internationale devait dire clairement si l'Afrique du Sud remplissait encore les conditions requises pour être Membre des Nations Unies. De plus, comme le Conseil pour la Namibie l'avait dit dans ses rapports, le défi que l'Afrique du Sud continuait à lancer aux Nations Unies ne pouvait que mener à une guerre raciale et, de l'avis de la délégation sénégalaise, le seul moyen de régler cette situation était d'appliquer les dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

350. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que la politique d'occupation agressive de l'Afrique du Sud à l'égard de la Namibie et son mépris obstiné des décisions des Nations Unies étaient les conséquences directes de la position prise par un certain nombre de puissances occidentales, y compris certains membres permanents du Conseil de sécurité. La politique militariste du régime sud-africain était fondée sur les millions de livres sterling, de dollars et de marks qui affluaient dans le pays sous forme d'investissements directs ou indirects. Les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) prenaient une part active au programme destiné à renforcer les forces armées sud-africaines et à créer des usines pour la fabrication de matériel de guerre dans ce pays. A cet égard, la coopération de plus en plus étroite entre l'Afrique du Sud et l'Allemagne de l'Ouest était particulièrement préoccupante. L'Union soviétique estimait que le Conseil de sécurité devait prendre des mesures efficaces pour que le peuple namibien accède à l'indépendance, qui devait logiquement faire suite au mandat de l'Afrique du Sud. C'est en fonction de ce critère que la délégation soviétique déterminerait son attitude à l'égard des propositions sur la Namibie présentées au Conseil.

351. A la 1495<sup>e</sup> séance du Conseil, le 8 août, le représentant de la Hongrie a déclaré que la violation flagrante par l'Afrique du Sud de la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité avait montré jusqu'à quels extrêmes ce pays poursuivait sa guerre coloniale contre le peuple africain et jusqu'à quel point il défierait toutes les résolutions des Nations Unies. L'Afrique du Sud, avec la Rhodésie du Sud et le Portugal, avait mis en place un axe militaire et politique afin d'effectuer des opérations punitives coordonnées contre la population africaine. Cette alliance, avec l'aide appréciable fournie sur le plan financier et militaire à l'Afrique du Sud par certaines grandes puissances, au mépris de la volonté des Nations Unies, avait révélé l'alignement des forces déployées contre la population africaine. La délégation hongroise était prête à voter en faveur d'une résolution qui obligerait le Gouvernement sud-africain à appliquer les résolutions des Nations Unies sur la Namibie.

352. Le représentant du Paraguay a déclaré que, depuis l'adoption de la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud avait non seulement rejeté ladite résolution, mais adopté et appliqué de nouvelles



dispositions destinées à renforcer son occupation illégale de la Namibie. Le Conseil devait maintenant décider de la portée des mesures à adopter afin d'assurer le respect, dans l'esprit et dans la lettre, de la résolution en question. Les réalités politiques indiquaient que, pour l'heure, les choix qui s'offraient normalement au Conseil étaient inévitablement limités. Si la grande majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies n'avait qu'une influence insignifiante sur le Gouvernement sud-africain, la délégation paraguayenne estimait que l'influence d'un petit nombre de puissances, si elle s'exerçait pleinement et conformément aux décisions de l'Organisation des Nations Unies, pourrait s'avérer véritablement efficace. D'autre part, chaque nouvelle résolution adoptée devait être plus positive que celles qui l'avaient précédée et, dans le même temps, préserver le consensus existant au sein du Conseil sur la question de Namibie. Le représentant du Paraguay espérait également, tout comme le représentant de la Zambie, que certains membres du Conseil de sécurité qui avaient lancé une mise en garde contre le recours à la force proposeraient des solutions de rechange, destinées à amener l'Afrique du Sud à se conformer aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la Namibie.

353. Le représentant de la Chine a fait remarquer que le refus de l'Afrique du Sud de se conformer aux dispositions de la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité avait amené les Nations Unies à s'interroger sur les mesures à prendre. Néanmoins, ceux qui désiraient l'application de sanctions économiques à l'encontre de l'Afrique du Sud devaient être conscients du fait que certains pays occidentaux, dont la Coopération était essentielle à la mise en œuvre efficace de ces sanctions, n'étaient pas disposés à apporter leur concours. Dans ces conditions, le Conseil, s'il décidait d'appliquer des sanctions économiques obligatoires, courrait le risque de susciter des espérances qu'il lui serait difficile de concrétiser. La délégation chinoise était prête à appuyer toute mesure apte à apporter la liberté et l'indépendance au peuple de la Namibie.

354. Le représentant de la France a souligné que sa délégation avait toujours considéré qu'il était du devoir de l'Afrique du Sud d'assurer le bien-être matériel et moral de la population dont la Société des Nations lui avait confié la charge et de favoriser son évolution vers l'exercice de son droit à l'autodétermination. C'est la raison pour laquelle la délégation française avait, à maintes reprises, marqué la réprobation que lui inspirait l'extension à un territoire de statut international d'une politique discriminatoire et répressive contraire à l'esprit du mandat. Elle restait donc disposée à s'associer à la recherche de toute solution de nature à rétablir les droits de la population. Néanmoins, elle avait été conduite à exprimer ses doutes à l'égard de certaines initiatives de l'Assemblée générale, et en particulier à l'égard de la résolution 2145 (XXI), à son avis juridiquement mal fondée et dont il était clair qu'elle ne pouvait se traduire dans les faits. Ces mêmes raisons avaient amené la délégation française à s'abstenir lors du vote sur la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité, qu'avait d'ailleurs précédé un débat faisant apparaître de nombreuses divergences de vues entre les membres. L'Organisation des Nations Unies devait avoir une appréciation réaliste de la situation et adapter ses démarches à ses possibilités. C'est ainsi qu'elle pourrait contribuer efficacement à la solution du problème.

355. A la 1496<sup>e</sup> séance du Conseil, le 11 août, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait observer que sa délégation avait, à plusieurs occasions, exprimé l'avis que le peuple du territoire de la Namibie devait exercer son droit à l'autodétermination et que l'Afrique du Sud avait perdu le droit d'administrer le territoire dès lors qu'elle ne s'était pas conformée au mandat qui lui avait été confié à l'origine. Dans le même temps, sa délégation avait à plusieurs reprises exprimé sa répugnance à l'égard du *Terrorism Act*, son inquiétude devant l'extension au territoire de la politique d'*apartheid* et ses objections à la législation sur les foyers nationaux. Sa délégation n'avait également cessé d'exprimer ses doutes quant au fondement juridique de la politique suivie par l'Organisation des Nations Unies et de déclarer que cette politique ne servirait pas la cause de la population du territoire. L'Organisation des Nations Unies devait agir dans les limites de ses possibilités et éviter d'adopter des résolutions inefficaces et inopérantes. Ainsi qu'il avait été déclaré précédemment, le Gouvernement britannique n'était pas prêt à prendre des engagements au titre du Chapitre VII de la Charte, et il en était de même pour certains autres membres permanents du Conseil de sécurité et des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. Le Conseil ne pouvait pas aller au-delà du degré d'accord existant entre ses membres. Il était préférable que le Conseil fasse un nouvel effort — et la délégation britannique était prête à s'y associer — pour convenir d'une ligne d'action efficace que l'Organisation des Nations Unies pourrait adopter à l'égard du territoire de la Namibie.

356. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation avait appuyé la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, mettant fin au mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie, ainsi que les résolutions 245 (1968), 246 (1968) et 264 (1969) du Conseil de sécurité portant sur le territoire de la Namibie. Il n'existait aucune divergence profonde entre les vues de son gouvernement et celles de la majorité des membres du Conseil de sécurité quant aux données essentielles de la situation en Namibie. La seule différence portait sur les mesures les plus appropriées que le Conseil pourrait prendre. Bien que la situation régnant en Namibie fût tragique et déplorable, le Gouvernement des Etats-Unis continuait de penser que l'application de sanctions internationales à l'heure actuelle ne serait ni sage ni efficace. Le Conseil devait veiller à ne pas se lancer sur une voie irréaliste qui pourrait avoir des conséquences inverses de celles escomptées. Il existait de fortes raisons de douter que l'application de sanctions au titre du Chapitre VII de la Charte fût économiquement ou politiquement efficace. L'Organisation des Nations Unies ne devait pas être soumise à une épreuve qu'elle n'était pas préparée à affronter. Le Conseil devrait néanmoins continuer d'exprimer son opposition à l'état de choses prévalant en Namibie et d'affirmer sa responsabilité à l'égard du territoire de la Namibie. De même, la condamnation sans équivoque et sans relâche par le Conseil de la violation des principes et des buts de la Charte en Namibie, jointe aux mesures que les Etats Membres jugeraient possible de prendre individuellement de leur propre initiative, constituait le meilleur moyen d'atteindre l'objectif commun. Des propositions en vue de mesures plus radicales ne pourraient que diviser le Conseil, être inefficaces et aller à l'encontre des



intérêts du peuple de la Namibie et de l'Organisation des Nations Unies.

357. Le Président, prenant la parole en sa qualité de représentant de l'Espagne, a déclaré que, étant donné le défi opposé par l'Afrique du Sud à la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité, sa délégation serait disposée à appuyer un projet de résolution qui, en affirmant une fois de plus l'autorité et la responsabilité du Conseil de sécurité, censurerait les autorités sud-africaines pour leur refus de se conformer à la résolution 264 (1969). Sa délégation estimait que le Conseil pourrait, dans une nouvelle résolution, enjoindre aux autorités sud-africaines de modifier leur attitude et de fixer une date limite pour le retrait de leur administration illégale du territoire. Au cas où l'Afrique du Sud ignorerait cette résolution, le Conseil devrait alors se réunir de nouveau sans délai afin d'examiner les mesures à prendre en vue de contraindre l'Afrique du Sud à respecter les obligations qu'elle avait assumées à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale.

358. A la 1497<sup>e</sup> séance, le 12 août, le représentant de la Zambie a présenté le projet de résolution ci-après (S/9184 et Add.1), qui avait pour auteurs l'Algérie, la Colombie, le Pakistan, le Paraguay, le Sénégal et la Zambie :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant sa résolution 264 (1969) en date du 20 mars 1969,*

*"Preñant note du rapport du Secrétaire général figurant dans le document S/9204,*

*"Conscient qu'il a le devoir de prendre les mesures voulues pour que les Etats Membres des Nations Unies s'acquittent fidèlement des obligations qu'ils ont assumées conformément à l'Article 25 de la Charte des Nations Unies,*

*"Conscient également des devoirs qui lui incombent aux termes de l'Article 6 de la Charte des Nations Unies,*

*"1. Réaffirme sa résolution 264 (1969);*

*"2. Condamne le Gouvernement de l'Afrique du Sud pour son refus de se conformer à la résolution 264 (1969) et pour le défi persistant qu'il oppose à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies;*

*"3. Décide que l'occupation continue du territoire de la Namibie par les autorités sud-africaines constitue une atteinte agressive à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies, une violation de l'intégrité territoriale et une négation de la souveraineté politique du peuple de la Namibie;*

*"4. Reconnaît la légitimité de la lutte du peuple de la Namibie contre la présence illégale des autorités sud-africaines dans le territoire;*

*"5. Demande au Gouvernement sud-africain de retirer son administration du territoire immédiatement, et, en tout état de cause, avant le 4 octobre 1969;*

*"6. Décide que, si le Gouvernement sud-africain ne se conforme pas aux dispositions du paragraphe précédent de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira immédiatement pour arrêter des mesures efficaces, conformément aux dispositions appropriées des Chapitres pertinents de la Charte des Nations Unies;*

*"7. Demande à tous les Etats de s'abstenir de toute relation avec le Gouvernement sud-africain*

*agissant prétendument au nom du territoire de la Namibie;*

*"8. Demande à tous les Etats d'intensifier l'aide morale et matérielle qu'ils apportent au peuple de la Namibie dans sa lutte contre l'occupation étrangère;*

*"9. Prie le Secrétaire général de suivre de près l'application de la présente résolution et de rendre compte aussitôt que possible au Conseil de sécurité;*

*"10. Décide de demeurer activement saisi de la question."*

359. Présentant le projet de résolution ci-dessus, le représentant de la Zambie a déclaré que, en dépit de l'appel qu'il avait lancé lors de la 1492<sup>e</sup> séance du Conseil, ceux qui s'étaient opposés à ce que l'on applique à l'Afrique du Sud les dispositions du Chapitre VII de la Charte n'avaient pas présenté d'autres propositions plus séduisantes pour contraindre l'Afrique du Sud à se conformer aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la Namibie. Leur attitude négative avait, en fait, grandement encouragé l'Afrique du Sud. Le projet de résolution (S/9384) était l'expression sincère de l'indignation et de la préoccupation de la majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies, qui estimaient fermement qu'il ne devrait plus être permis à l'Afrique du Sud d'ignorer impunément les décisions des Nations Unies.

360. Le représentant du Népal a déclaré que le projet de résolution soumis au Conseil (S/9384), s'il était loin de répondre aux nécessités de la situation puisqu'il n'imposait pas au Conseil de sécurité une ligne d'action précise au titre du Chapitre VII de la Charte, engagerait du moins l'Organisation des Nations Unies bien plus avant que les dispositions de la résolution 264 (1969). Toutefois, le Conseil devait toujours s'efforcer de suivre une ligne d'action efficace en vertu du Chapitre VII de la Charte. Le Népal pensait que la ligne de conduite suivie par l'Organisation des Nations Unies était empreinte d'une sagesse profonde. Le Conseil de sécurité devait respecter le principe de l'universalité de l'Organisation des Nations Unies. Il devait faire en sorte que l'Organisation continue à se préoccuper de la population de la Namibie ainsi que des populations qui sont victimes des politiques d'apartheid.

**Décision :** A la 1497<sup>e</sup> séance, le 12 août 1969, le projet de résolution a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) [résolution 269 (1969)].

#### C. — COMMUNICATIONS REÇUES ULTÉRIEUREMENT PAR LE CONSEIL

361. Dans une lettre datée du 29 août 1969 (S/9420), le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie a déclaré que le Conseil pour la Namibie avait décidé d'appeler l'attention du Conseil de sécurité sur la grave situation qui existait du fait du procès illégal et de la condamnation d'un nouveau groupe de Namibiens en vertu du *Terrorism Act* de 1967. Dans cette lettre, il était également fait état des résolutions 245 (1968) et 246 (1968) du Conseil de sécurité, par lesquelles le Conseil avait condamné à l'unanimité le procès et la condamnation d'un groupe de Namibiens pour des motifs analogues et en vertu de la même loi.

362. Le 19 septembre, le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité un additif à son rapport (S/9204/Add.1), présenté en application de la réso-

lution 264 (1969) du Conseil de sécurité, qui contenait le texte d'une réponse de l'Argentine concernant l'application de ladite résolution.

363. Dans un télégramme daté du 25 septembre adressé au Président du Conseil de sécurité (S/9455) <sup>6</sup>, le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande a déclaré que son gouvernement avait accueilli avec satisfaction la reprise de l'examen de la situation en Namibie par le Conseil de sécurité et qu'il appuyait sans réserve la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité. Le Gouvernement de la République démocratique allemande avait toujours condamné la politique de répression colonialiste et raciste et, en conséquence, exigeait qu'il soit mis fin aux mesures d'annexion et de répression appliquées par l'Afrique du Sud en Namibie et que le peuple de ce territoire puisse exercer son droit à l'autodétermination. Il condamnait aussi fermement la politique poursuivie par les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et d'autres Etats impérialistes qui soutenaient le régime raciste sud-africain contre le peuple de la Namibie, en violation des résolutions du Conseil de sécurité.

364. Le 3 octobre, le Secrétaire général a présenté un rapport au Conseil de sécurité (S/9463), en application de la résolution 269 (1969). Il était indiqué dans le rapport que, le 12 août 1969, le Secrétaire général avait transmis par télégramme le texte de ladite résolution au Ministre des affaires étrangères de la République sud-africaine, et qu'il l'avait également transmis, par une note datée du 28 août 1969, à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. A la date du 3 octobre 1969, le Secrétaire général avait reçu cinq accusés de réception à ses communications, ainsi que des réponses circonstanciées du Kenya et de l'Afrique du Sud, qui figurent en annexes à son rapport. Dans sa réponse datée du 26 septembre, le Ministre des affaires étrangères de la République sud-africaine a réaffirmé la position de son gouvernement, contestant la validité de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 27 octobre 1966, ainsi que de toutes les résolutions ultérieures de l'Organisation des Nations Unies sur la situation en Namibie, y compris celles du Conseil de sécurité. A cette lettre était joint un document décrivant les progrès réalisés en Namibie sous l'administration sud-africaine.

365. Dans une lettre datée du 10 octobre 1969 (S/9471), le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie a informé le Conseil de sécurité qu'à sa 70<sup>e</sup> séance, tenue le même jour, le Conseil pour la Namibie avait exprimé sa vive inquiétude devant la réponse provocante et négative du Gouvernement sud-africain à la résolution 269 (1969), telle qu'elle ressortait de la lettre du Ministre sud-africain des affaires étrangères. Par son refus persistant de se conformer aux décisions du Conseil de sécurité, en violation de l'Article 25 de la Charte, le Gouvernement sud-africain rejetait l'autorité du Conseil de sécurité, portant par là même un grave défi aux Nations Unies et aggravant une situation qui menaçait déjà sérieusement la paix et la sécurité internationales. Etant donné les responsabilités spéciales des Nations Unies envers le peuple de la Namibie, le Conseil pour la Namibie appelait l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité de prendre d'urgence des mesures efficaces pour donner effet à sa résolution 269 (1969).

<sup>6</sup> Voir également le chapitre 28.

366. Le 22 octobre 1969, le Secrétaire général a soumis, dans un additif à son rapport (S/9463/Add.1), présenté en application de la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité, une communication des Philippines réfutant certaines allégations portées contre elles dans la lettre adressée au Secrétaire général par le Ministre sud-africain des affaires étrangères, lettre qui figurait en annexe au document S/9463.

367. Par des lettres datées du 31 octobre et du 1<sup>er</sup> décembre 1969 (S/9494 et S/9518), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité les textes des résolutions 2498 (XXIV) et 2517 (XXIV) de l'Assemblée générale sur la question de Namibie.

368. Le 26 janvier 1970, le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité un additif à son rapport (S/9463/Add.2) présenté en application de la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité qui contenait d'autres réponses d'Etats Membres relatives à l'application de ladite résolution.

D. — DEMANDE DE RÉUNION ET EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE CONSEIL DE LA 1527<sup>e</sup> À LA 1529<sup>e</sup> SÉANCE (DU 28 AU 30 JANVIER 1970)

369. Par une lettre datée du 26 janvier 1970 (S/9616), les représentants de 48 Etats Membres ont demandé la réunion d'urgence du Conseil de sécurité afin d'examiner la situation résultant du refus du Gouvernement sud-africain de se conformer à la lettre et à l'esprit de la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité et notamment de son paragraphe 4. La lettre était signée par les représentants de l'Afghanistan, de l'Algérie, du Burundi, du Cambodge, de Ceylan, du Congo (République démocratique du), du Congo (République populaire du), du Dahomey, de l'Ethiopie, du Gabon, de la Haute-Volta, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, de la Jordanie, du Koweït, du Laos, du Liban, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, de la Malaisie, du Mali, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, du Népal, du Niger, du Nigéria, de l'Ouganda, du Pakistan, de la République arabe unie, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de Singapour, de la Somalie, du Soudan, de la Syrie, du Tchad, du Togo, de la Tunisie, de la Turquie, du Yémen du Sud, de la Yougoslavie et de la Zambie. Ultérieurement, les représentants du Cameroun, de Chypre, du Ghana, de la Guinée, du Japon, du Kenya, des Philippines, de la Thaïlande et du Yémen se sont joints à la demande.

370. A sa 1527<sup>e</sup> séance, tenue le 28 janvier, le Conseil a inscrit la question à son ordre du jour et, à la demande du représentant de la Turquie, a invité ce dernier, en sa qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie pendant le mois en question, à participer au débat sans droit de vote.

371. Au cours de la même séance, le représentant de la Finlande a présenté un projet de résolution (S/9620) qui avait pour auteurs le Burundi, la Finlande, le Népal, la Sierra Leone et la Zambie et qui était ainsi conçu :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Réaffirmant le droit inaliénable du peuple namibien à la liberté et à l'indépendance reconnu dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,*

*"Réaffirmant la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale en date du 27 octobre 1966, par laquelle les Nations Unies ont décidé que le mandat sur le Sud-Ouest africain était terminé et ont assumé*

la responsabilité directe du territoire jusqu'à son indépendance,

"Réaffirmant la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité, en date du 20 mars 1969, dans laquelle ce dernier a reconnu qu'il avait été mis fin au mandat et a demandé au Gouvernement sud-africain de retirer immédiatement son administration du territoire,

"Réaffirmant que la continuation des arrestations, procès et condamnations subséquentes de Namibiens par le Gouvernement sud-africain constitue un acte illégal et une violation flagrante des droits des Namibiens en cause, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du statut international du territoire, qui relève maintenant directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies,

"Rappelant la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité en date du 12 août 1969,

"1. Condamne énergiquement le refus du Gouvernement sud-africain de se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la Namibie;

"2. Déclare que la présence continue des autorités sud-africaines en Namibie est illégale et qu'en conséquence toutes les mesures prises par le Gouvernement sud-africain au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne après la cessation du mandat sont illégales et invalides;

"3. Déclare en outre que l'attitude de défi du Gouvernement sud-africain envers les décisions du Conseil sape l'autorité des Nations Unies;

"4. Considère que l'occupation continue de la Namibie par le Gouvernement sud-africain au mépris des résolutions pertinentes des Nations Unies et de la Charte des Nations Unies a de graves conséquences pour les droits et intérêts du peuple namibien;

"5. Demande à tous les Etats, en particulier ceux qui ont des intérêts économiques et autres en Namibie, de s'abstenir — dans toutes questions mettant en cause la Namibie — de reconnaître au Gouvernement sud-africain un droit quelconque d'agir au nom du territoire de la Namibie;

"6. Prie le Secrétaire général de constituer un comité *ad hoc* d'experts, devant être nommés en consultation avec les membres du Conseil de sécurité, pour qu'il étudie les moyens permettant aux Etats d'appliquer effectivement les dispositions du paragraphe 5 du dispositif de la présente résolution et qu'il présente, le 1<sup>er</sup> juin 1970 au plus tard, ses recommandations concernant les mesures efficaces et appropriées que le Conseil de sécurité pourrait prendre en vue de permettre aux Nations Unies de s'acquitter de leur responsabilité spéciale envers le peuple namibien;

"7. Prie tous les Etats ainsi que les institutions spécialisées de fournir au comité d'experts tous renseignements et toute autre assistance dont il pourra avoir besoin en exécution de la présente résolution;

"8. Prie en outre le Secrétaire général de fournir toute l'assistance possible au comité d'experts dans l'exécution de sa tâche;

"9. Décide de reprendre l'examen de la question de Namibie dès que les recommandations du comité d'experts seront disponibles."

372. En présentant le projet de résolution susmentionné, le représentant de la Finlande a déclaré que la question cruciale avait trait à l'emploi de mesures coercitives au titre du Chapitre VII de la Charte. La divergence d'opinions sur cette question au sein du Conseil paraissait irréconciliable, du moins pour le moment. Il s'agissait, de toute évidence, de problèmes présentant une importance fondamentale pour chaque membre. De l'avis du Gouvernement finlandais, il était de la plus haute importance de conserver la force, l'autorité et l'efficacité du Conseil de sécurité en tant qu'organe suprême de coopération internationale pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Une décision de la part du Conseil au sujet de l'existence d'une menace contre la paix et la sécurité internationales devait donc emporter la conviction dans le contexte de la situation internationale actuelle. Elle devait emporter la conviction non seulement au Conseil lui-même, mais également parmi les pays auxquels on en appellerait pour qu'ils fassent les efforts et les sacrifices qui pourraient être nécessaires afin de lever la menace. Avant d'invoquer les dispositions du Chapitre VII, le Conseil devait s'assurer que ses décisions pouvaient être appliquées dans la pratique. Sinon, il courrait le risque d'un échec qui ne pourrait qu'affaiblir son autorité et la confiance que l'on avait dans ses décisions. En l'absence d'une possibilité d'action au titre du Chapitre VII, le Conseil avait le devoir d'examiner tous les autres moyens dont il pouvait disposer. Même si, de toute évidence, il n'y avait pas de décision unique pouvant résoudre le problème, il existait, de l'avis du représentant de la Finlande, des possibilités d'action pratique qui n'avaient pas été explorées jusqu'ici. Le point de départ était que, puisqu'il avait été mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain, la présence continue des autorités sud-africaines en Namibie était illégale et, en conséquence, toutes les mesures prises depuis la fin du mandat par le Gouvernement sud-africain au nom de la Namibie ou la concernant étaient également illégales et sans valeur. Ce fait entraînerait manifestement un certain nombre de conséquences pour tout gouvernement traitant d'une manière ou d'une autre avec le Gouvernement sud-africain. Le sous-comité *ad hoc* dont la création était envisagée dans le projet de résolution aurait un mandat très large. Il serait chargé d'examiner toutes les propositions et idées concernant les mesures efficaces et appropriées que pourrait prendre le Conseil de sécurité afin de permettre aux Nations Unies de s'acquitter de leur responsabilité spéciale envers le peuple de la Namibie. Toutefois, il n'était pas question pour le sous-comité *ad hoc* de devenir un nouvel organe des Nations Unies ni de remplacer ou d'empiéter sur lui de quelque manière que ce soit un organe existant. En outre, la création de ce comité n'était pas de nature à retarder ou à différer une décision concernant la question de Namibie puisqu'il disposait d'un temps limité pour soumettre son rapport. Le projet de résolution, limité dans sa portée et dans ses fins, devait être considéré comme une mesure intérimaire, dont l'objet était d'aider le Conseil à prendre, dans les mois à venir, des décisions plus concrètes.

373. Le représentant de la Zambie a déclaré que l'Afrique du Sud ne s'était pas retirée de la Namibie, ainsi qu'il lui avait été demandé aux termes de la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité; elle avait soutenu dans la lettre adressée par son ministre des affaires étrangères au Secrétaire général (S/9463) que la Namibie faisait partie intégrante de son territoire.

L'assertion du Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud selon laquelle la Cour internationale de Justice s'était prononcée en faveur de la position soutenue par son pays était également inexacte, étant donné que la Cour avait déclaré sans équivoque qu'il ne lui appartenait pas de se prononcer sur le fond de la plainte. La présence de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale et constituait une violation des résolutions prises par les Nations Unies. En outre, cette présence avait créé une situation qui constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales.

374. Le représentant de la Zambie a ensuite déclaré que le projet de résolution présenté par les cinq puissances (S/9620) serait peut-être considéré comme n'étant pas assez net, mais que, faute d'autres solutions efficaces et constructives, il pouvait aider à sortir de l'impasse actuelle. La délégation de la Zambie souhaitait que le sous-comité *ad hoc* examine, notamment, la possibilité : a) d'appliquer en tout ou en partie les dispositions pertinentes du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies à l'Afrique du Sud; b) de créer un fonds spécial des Nations Unies auquel seraient versés tous les impôts provenant des entreprises économiques étrangères en Namibie; c) de souligner la présence des Nations Unies en instaurant des règlements de visas spéciaux de la part des Etats Membres en ce qui concerne les voyages en Namibie; d) de délivrer aux Namibiens des passeports des Nations Unies reconnus par tous les Etats; e) de demander aux Etats Membres de faire en sorte que les passeports ou les titres de voyage de leurs ressortissants ne soient pas valables pour la Namibie sans un visa des Nations Unies; f) de demander aux Etats Membres de réviser et de modifier tous les traités comportant des incidences territoriales pour ce qui était autrefois le Sud-Ouest africain — et à présent la Namibie — qu'ils avaient pu conclure avec l'Afrique du Sud; g) de faire revivre la coopération des confédérations et des syndicats de travailleurs nationaux aux fins d'assurer le boycottage des produits et des services sud-africains; et h) de mettre en application toute autre mesure qui aurait pu être examinée par le Conseil.

375. Le représentant de la Zambie a déclaré que des campagnes se poursuivaient en Europe et aux Etats-Unis en vue de lever l'embargo promulgué par les Nations Unies et qui frappait la vente d'armes à l'Afrique du Sud. Au Royaume-Uni, certains hommes d'affaires ainsi que certaines personnalités du parti conservateur avaient fait savoir que, si leur parti revenait au pouvoir, le gouvernement cesserait de respecter l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. Plusieurs autres gouvernements, à savoir, la France, l'Italie, le Japon et la République fédérale d'Allemagne avaient refusé d'observer l'embargo et continuaient de fournir certaines formes d'équipement militaire et des pièces détachées à l'Afrique du Sud. En outre, l'Afrique du Sud et ses alliés occidentaux avaient de propos délibéré exagéré l'ampleur de la menace contre la paix qui existait dans la région de l'Océan Indien afin de se donner un prétexte pour renforcer la puissance militaire sud-africaine. Toutefois, il était bien évident que les buts visés par l'intermédiaire d'un tel renforcement étaient inséparables de l'objectif poursuivi par le régime sud-africain, à savoir maintenir fermement la puissance politique et économique entre les mains de la minorité blanche. En conséquence, l'Afrique du Sud allait se servir des armes et des techniques occidentales qui lui étaient fournies non pas pour défendre les intérêts occidentaux, mais bien contre les Namibiens

noirs contre les Sud-Africains et contre les pays africains indépendants, qui étaient fermement décidés à rendre le continent véritablement indépendant. En raison de ces considérations, le Gouvernement de la Zambie avait demandé à ses amis d'Amérique latine, d'Australie et de Nouvelle-Zélande de se méfier de l'appel lancé par l'Afrique du Sud en faveur de la conclusion d'un pacte de défense de l'Atlantique Sud et de l'Océan Indien.

376. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que, de l'avis de sa délégation, le projet de résolution reflétait et réaffirmait de façon précise l'attitude constante des Nations Unies par rapport à ce problème. Il y avait lieu de regretter que, depuis le dernier débat du Conseil sur la question, si peu de progrès aient été réalisés pour ce qui est de convaincre l'Afrique du Sud de reconnaître la responsabilité des Nations Unies à l'égard de la Namibie. Les cinq puissances auteurs du projet de résolution (S/9620), outre qu'elles ont réaffirmé l'attitude constante des Nations Unies par rapport à ce problème, ont estimé qu'un examen supplémentaire par un groupe d'experts serait utile en permettant à tous les Etats de s'acquitter de leurs responsabilités en ce qui concerne la question de Namibie. De l'avis de la délégation américaine, il s'agissait d'une requête raisonnable et qu'elle était disposée à appuyer. Le Gouvernement des Etats-Unis, qui portait un intérêt très vif au sort du peuple et du territoire de la Namibie, ferait tout ce qui était en son pouvoir pour apporter son concours aux travaux du comité d'experts dont la création était envisagée dans le projet de résolution des cinq puissances. La délégation des Etats-Unis constatait avec une très grande satisfaction que les auteurs du projet de résolution avaient procédé, en cette occasion, sur la base de larges consultations, ce qui avait permis d'aboutir à un projet qui semblait susceptible de recueillir un appui très large au sein du Conseil. La délégation des Etats-Unis espérait que l'étude effectuée par le comité offrirait une analyse complète et impartiale de toutes les incidences que comportait la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et permettrait au Conseil de se faire une opinion éclairée quant aux autres mesures pacifiques et pratiques qu'il pourrait prendre afin de s'acquitter plus efficacement de ses obligations envers le peuple de la Namibie.

377. Le représentant du Nicaragua a déclaré que les Membres des Nations Unies devaient se conformer aux décisions de l'Organisation. Le Conseil agissait au nom de tous les Membres dans les domaines intéressant la paix et la sécurité internationales et il devait démontrer que le mécanisme juridico-politique que sont les Nations Unies était en mesure de maintenir le monde sur la voie de la légalité et de la justice. L'Organisation, née de la guerre, devait gagner la paix, car si le monde devait revenir à la guerre, en cette ère atomique, il n'y aurait point de nation victorieuse.

378. A la 1528<sup>e</sup> séance du Conseil, tenue le 29 janvier, le représentant de la Finlande a présenté la version révisée ci-dessous (S/9620/Rev.1) du projet de résolution des cinq puissances :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Réaffirmant le droit inaliénable du peuple namibien à la liberté et à l'indépendance reconnu dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,*

*"Réaffirmant la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale en date du 27 octobre 1966, par laquelle les Nations Unies ont décidé que le mandat*



sur le Sud-Ouest africain était terminé et ont assumé la responsabilité directe du territoire jusqu'à son indépendance,

*"Réaffirmant la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité, dans laquelle ce dernier a reconnu qu'il avait été mis fin au mandat et a demandé au Gouvernement sud-africain de retirer immédiatement son administration du territoire,*

*"Réaffirmant que l'extension et l'application des lois sud-africaines dans le territoire en même temps que la continuation des arrestations, procès et condamnations subséquentes de Namibiens par le Gouvernement sud-africain constituent des actes illégaux et des violations flagrantes des droits des Namibiens en cause, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du statut international du territoire, qui relève maintenant directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies,*

*"Rappelant la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité en date du 12 août 1969,*

*"1. Condamne énergiquement le refus du Gouvernement sud-africain de se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la Namibie;*

*"2. Déclare que la présence continue des autorités sud-africaines en Namibie est illégale et qu'en conséquence toutes les mesures prises par le Gouvernement sud-africain au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne après la cessation du mandat sont illégales et invalides;*

*"3. Déclare en outre que l'attitude de défi du Gouvernement sud-africain envers les décisions du Conseil sape l'autorité des Nations Unies;*

*"4. Considère que l'occupation continue de la Namibie par le Gouvernement sud-africain au mépris des résolutions pertinentes des Nations Unies et de la Charte des Nations Unies a de graves conséquences pour les droits et intérêts du peuple namibien;*

*"5. Demande à tous les Etats, en particulier ceux qui ont des intérêts économiques et autres en Namibie, de s'abstenir de toutes relations avec le Gouvernement sud-africain qui sont incompatibles avec le paragraphe 2 du dispositif de la présente résolution;*

*"6. Décide de constituer, conformément à l'article 28 du règlement intérieur provisoire, un sous-comité ad hoc du Conseil qui étudiera, en consultation avec le Secrétaire général, les moyens par lesquels les résolutions pertinentes du Conseil, y compris la présente résolution, peuvent être effectivement appliquées conformément aux dispositions appropriées de la Charte, compte tenu du refus flagrant de l'Afrique du Sud de se retirer de la Namibie, et qui présentera ses recommandations d'ici au 30 avril 1970;*

*"7. Prie tous les Etats, ainsi que les institutions spécialisées et les autres organes intéressés des Nations Unies de fournir au sous-comité tous renseignements et toute autre assistance dont il pourra avoir besoin en exécution de la présente résolution;*

*"8. Prie en outre le Secrétaire général de fournir toute l'assistance possible au sous-comité dans l'exécution de sa tâche;*

*"9. Décide de reprendre l'examen de la question de Namibie dès que les recommandations du sous-comité seront disponibles."*

379. Le représentant de la Turquie, parlant en sa qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a déclaré que la lettre du Ministre sud-africain des affaires étrangères, jointe en annexe au rapport du Secrétaire général en date du 13 octobre 1969 (S/9463), constituait un nouveau défi à l'autorité du Conseil de sécurité. L'évolution récente du problème de la Namibie était la preuve patente de l'avènement d'une situation qui ne manquerait pas d'entraîner des conséquences extrêmement graves s'il n'y était pas remédié de façon satisfaisante. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie s'intéresse à toutes les mesures susceptibles d'être prises afin de hâter la solution du problème de la Namibie. Il avait déjà procédé à l'examen d'un rapport intérimaire présenté par un sous-comité chargé d'examiner notamment les moyens propres à aider le Conseil de sécurité à garantir l'application de ses résolutions, en particulier la résolution 269 (1969). Le Président du Conseil de la Namibie a exprimé l'espoir que le groupe d'experts envisagé dans le projet de résolution des cinq puissances soumettrait dans les meilleurs délais des recommandations qui viendraient compléter les travaux du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et aussi aider efficacement le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités à l'égard de la Namibie.

380. Le représentant de la Syrie a fait observer que le refus de l'Afrique du Sud de se retirer de la Namibie avait porté atteinte aux principes de la Charte et à l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et a sapé l'espoir de voir se réaliser, à quelque degré que ce fût, la justice, la paix et la sécurité internationales. Les autorités sud-africaines avaient délibérément aggravé leur défi aux Nations Unies en essayant de prouver que le peuple namibien prospérait sous leur administration et que l'extension de l'apartheid à la Namibie était un pas vers l'autodétermination. Leur attitude soulignait le fossé qui les séparait du courant de l'histoire contemporaine et rendait vain tout dialogue concret. La délégation syrienne considérait le projet de résolution comme un premier pas vers l'adoption, par le Conseil de sécurité, des mesures propres à donner effet à la résolution 269 (1969). Néanmoins, à son avis, le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution — tel qu'il était libellé — ne présentait aucun intérêt utile et le paragraphe 5 était trop restrictif. Il conviendrait d'insister sur la nécessité de refuser d'octroyer la moindre assistance à la puissance usurpatrice, et le dernier paragraphe du projet de résolution devrait être suffisamment simple pour ne pas empêcher le Conseil de sécurité de reprendre l'examen de la situation en Namibie, si besoin était, et ce avant même que le groupe d'experts ait achevé ses travaux.

381. Le représentant de la Sierra Leone a déclaré qu'on n'avait pas fait grand-chose au cours des 50 dernières années pour améliorer la situation en Namibie et que les progrès dans ce sens seraient infimes, à moins que le territoire ne soit placé sous contrôle international. L'Organisation des Nations Unies devrait maintenant mettre au point dans leurs moindres détails les méthodes qui permettraient à la Namibie de conquérir sa liberté. Le représentant de la Sierra Leone a prié tous les Etats de s'abstenir de reconnaître à l'Afrique du Sud le moindre droit d'agir au nom de la Namibie. Il a estimé que le comité envisagé dans le projet de résolution devrait arrêter les moyens qui contraindraient l'Afrique du Sud à se retirer de la Namibie. Il a lancé un appel à tous les membres du Conseil de

sécurité pour qu'ils appuient le projet de résolution, qui avait pour mérite d'être judicieux et modéré.

382. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'Afrique du Sud, en appliquant sa politique colonialiste et raciste en Namibie, n'était pas seule et qu'elle bénéficiait du soutien économique, politique et militaire direct de plusieurs puissances occidentales. Il a notamment souligné que le Royaume-Uni et quelques autres pays occidentaux n'observaient pas l'embargo imposé en 1963 sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud. Il était indispensable, pour exercer une pression efficace sur l'Afrique du Sud, que le Conseil demande à tous les Etats de rompre toutes leurs relations avec le Gouvernement sud-africain dans les domaines économique, commercial et autres ainsi que dans celui des transports. Plusieurs pays, dont l'Union soviétique, avaient cessé depuis longtemps d'entretenir toute relation avec l'Afrique du Sud, mais il importait que tous les autres pays, en particulier les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud et les membres permanents du Conseil de sécurité, appliquent également ces mesures. En outre, il était du devoir du Conseil de sécurité de trouver les moyens qui permettraient de veiller à ce que l'Afrique du Sud se conforme à ses décisions. Les mesures que le Conseil pourrait prendre à cet effet étaient énoncées dans l'Article 41 de la Charte. Si ces mesures étaient adoptées par le Conseil et fidèlement appliquées par tous les Etats, les racistes colonialistes sud-africains se trouveraient isolés, en politique internationale et en fait, et cela aiderait le peuple namibien dans sa lutte pour l'indépendance nationale. Comme l'Afrique du Sud se refusait à appliquer la résolution 269 (1969), le moment était venu de prendre de telles mesures; sinon le Conseil de sécurité se serait limité à prononcer des discours fermes tout en n'adoptant que des résolutions faibles et inopérantes.

383. Le représentant du Népal a déclaré que l'Assemblée générale, par sa résolution 2517 (XXIV), avait appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité de prendre des mesures appropriées en vue de remédier à la situation entraînée par le refus de l'Afrique du Sud de se retirer de la Namibie. Le projet de résolution des cinq puissances dont était saisi le Conseil de sécurité n'instituait pas les mesures réclamées dans la résolution de l'Assemblée générale pour la raison évidente que des mesures appropriées ne sauraient être appliquées sans l'appui de tous les membres permanents du Conseil de sécurité. Le projet de résolution cependant cherchait à sortir le Conseil de sécurité du point mort où il se trouvait, et ses principales dispositions apparaissaient au paragraphe 5 — c'est-à-dire l'appel lancé à tous les Etats — et au paragraphe 6 de son dispositif — portant, quant à lui, sur la création d'un sous-comité *ad hoc*. La délégation népalaise espérait que le sous-comité examinerait notamment toutes les mesures susceptibles d'être appliquées par l'Organisation des Nations Unies en vertu du Chapitre VII de la Charte. A son avis, le projet de résolution était intérimaire et avait pour objet d'aider le Conseil de sécurité à aboutir à des décisions d'importance vitale. Par ailleurs, il essayait, avant toute autre chose, de donner aux membres permanents du Conseil de sécurité — et notamment à ceux ayant des intérêts politiques, économiques et autres en Afrique du Sud — une évaluation complète et autorisée de la situation en Namibie et de les amener à s'engager plus avant et plus efficacement en vue de servir la cause de l'Organisation des Nations Unies en la matière.

384. Le représentant de l'Espagne, après avoir rappelé que l'Assemblée générale avait adopté, à sa première session, la résolution 65 (I) demandant au Gouvernement de l'Union sud-africaine de revenir sur son intention d'annexer le Territoire du Sud-Ouest africain, a déclaré que depuis lors l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient adopté plus de 100 résolutions sur la question de Namibie. Les résultats des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies à ce propos avaient été cependant des plus décourageants. Le Gouvernement sud-africain avait persisté dans son refus d'appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la Namibie, et la situation dans le territoire s'était encore détériorée. La résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité avait fixé une date limite pour le retrait de l'administration de l'Afrique du Sud du territoire, mais l'Afrique du Sud avait continué de n'en tenir aucun compte. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient condamné cette attitude. Etant donné que l'Organisation des Nations Unies voyait son autorité sapée du fait de l'inobservation de ses résolutions, la conduite et l'attitude des Etats Membres qui refusaient de tenir compte des résolutions des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies étaient devenues l'un des problèmes les plus importants. C'était la raison pour laquelle la délégation espagnole aurait préféré un projet de résolution réitérant les principes qui avaient été violés. Il était toutefois possible que l'adoption d'un projet de résolution par le Conseil de sécurité représente une nouvelle possibilité de parvenir à résoudre équitablement le problème de la Namibie. C'est dans cet espoir que la délégation espagnole voterait en faveur du projet de résolution présenté par les cinq puissances.

385. Lors de la 1529<sup>e</sup> séance tenue le 30 janvier 1970, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité, sur leur demande, les représentants de l'Inde et du Pakistan à prendre part, sans droit de vote, aux discussions.

386. Le représentant de la Pologne a déclaré que, au cours des 20 années pendant lesquelles l'Organisation des Nations Unies a eu à s'occuper de la question de Namibie, son pays a souvent exprimé son appui à la cause de la liberté du peuple namibien conformément à la politique de la Pologne, qui a toujours soutenu la lutte de libération nationale des peuples colonisés. Tous les éléments du problème de la Namibie ont été définis, et le cadre juridique et politique de l'action de l'Organisation des Nations Unies a été établi avec précision dans les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Les moyens d'agir dans ce cadre sont fournis par la Charte des Nations Unies, en particulier par les Articles 41 et 42, ainsi que par les prérogatives du Conseil de sécurité. L'opinion internationale exigeait la mise en œuvre des précédentes résolutions du Conseil concernant la question. L'Afrique du Sud avait rejeté les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et elle avait intensifié sa politique de persécution des Namubiens, de terreur contre les mouvements de libération et de morcellement du pays, afin de l'exploiter économiquement, de le subjuguer et d'y étendre le régime de l'*apartheid*. L'appui international fourni par les forces anticoloniales au peuple de la Namibie s'est accru, mais simultanément les capitaux étrangers ont afflué en Afrique du Sud, renforçant la situation économique, financière et militaire de ce pays, et, partant, la base matérielle de son mépris à l'égard de l'Organisation des Nations Unies. Il était donc évi-

dent qu'une simple condamnation morale de l'Afrique du Sud ne suffisait pas. Elle devait se traduire par des mesures pratiques tendant à ce que l'Afrique du Sud abandonne cette politique. Les débats du Conseil devaient donc tendre à prendre rapidement une décision sur les moyens d'assurer l'application de ses résolutions antérieures, de contraindre l'Afrique du Sud à se retirer de la Namibie et de permettre à son peuple d'exercer son droit à l'autodétermination. Les auteurs du projet de résolution des cinq puissances ont déclaré que sa portée et ses fins étaient limitées et qu'il avait un caractère provisoire; ce projet ne portait pas sur le contexte plus vaste des intérêts économiques et autres en Afrique du Sud, déjà traité dans un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale, en particulier dans la résolution 2307 (XXII). La délégation polonaise croyait comprendre que le sous-comité *ad hoc* mentionné au paragraphe 6 du dispositif serait composé de tous les membres du Conseil et que, aux termes du paragraphe 9 du dispositif, le Conseil pourrait si besoin était reprendre l'examen de la question de Namibie. Compte tenu de ces questions de principe, la délégation polonaise appuierait le projet de résolution des cinq puissances.

387. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'aussi déplorable que fût la situation en Namibie il n'en restait pas moins que l'action du Conseil ne pouvait être que limitée. La délégation britannique n'a cessé d'attirer l'attention sur les considérations d'ordre pratique et sur la nécessité pour l'Organisation des Nations Unies d'agir dans les limites de sa compétence. Le Royaume-Uni n'a pas dissimulé qu'il ne pouvait envisager d'entreprendre une action qui se transformerait rapidement en une véritable guerre économique contre l'Afrique du Sud. Le Royaume-Uni ne pensait pas qu'adopter des résolutions inefficaces ou inapplicables pût servir les intérêts de la population du territoire de la Namibie. Le Gouvernement britannique ne pouvait appuyer le projet de résolution dont était saisi le Conseil étant donné qu'il était fondé sur certaines résolutions antérieures sur lesquelles il s'était déjà abstenu. En outre, le projet de résolution ne semblait pas, à certains égards, notamment le paragraphe 5 du dispositif, tenir compte des circonstances auxquelles le représentant du Royaume-Uni avait déjà fait allusion. Toutefois, le Gouvernement britannique accueillerait avec intérêt toute étude des incidences juridiques, économiques et autres de la présence des autorités sud-africaines en Namibie ainsi que les recommandations qui pourraient être faites au Conseil sur l'adoption de mesures pratiques et efficaces. La délégation britannique serait disposée à coopérer à tous les travaux de ce genre. Contrairement à certaines déclarations entendues au Conseil, aucun changement n'avait été apporté à la politique du Gouvernement britannique concernant l'application d'un embargo sur la fourniture d'armes, conformément à la résolution 191 (1964) du Conseil de sécurité, et le représentant du Royaume-Uni avait reçu l'ordre de faire savoir que son gouvernement n'envisageait pas de modifier sa politique à cet égard. En outre, aucun navire ou avion militaires n'avait été vendu à l'Afrique du Sud depuis l'application de l'embargo.

388. Le représentant de la Chine a déclaré que dans un certain nombre de résolutions successives le Conseil de sécurité avait appuyé la décision de l'Assemblée générale de mettre fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le Territoire du Sud-Ouest africain et de placer le territoire sous la responsabilité directe des Nations

Unies. Il était fort regrettable que l'ONU n'ait pu exercer ses fonctions en Namibie. Si l'on s'était accordé à reconnaître que l'attitude de défi de l'Afrique du Sud devait être sanctionnée, des divergences s'étaient manifestées quant à la façon dont le Conseil de sécurité pourrait le mieux s'acquitter de ses obligations à l'égard du peuple namibien. Il était tout à fait évident que toute mesure coercitive n'aurait guère d'effet sans l'appui total des pays qui étaient particulièrement bien placés pour influencer sur le cours des événements en Afrique du Sud. Il pouvait donc être utile pour cette raison de procéder à de nouveaux examens et sondages. Aussi la délégation chinoise se félicitait-elle de la proposition de créer un sous-comité spécial qui examinerait les aspects juridiques, économiques et autres de la question et elle voterait en faveur du projet de résolution.

389. Le représentant de la Colombie a déclaré que, malgré le travail assidu du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, aucun progrès n'avait été fait sur la voie d'une solution de la question de Namibie. Cependant, l'examen consacré par l'ONU à cette question avait eu pour effet d'attirer l'attention sur la situation inique régnant dans ce territoire et avait fait l'objet d'une condamnation radicale. Les peuples et les pays d'Amérique latine partageaient l'inquiétude et l'indignation des peuples africains devant la situation de la Namibie et la dénonçaient avec autant de vigueur. La délégation colombienne appuierait le projet de résolution dont était saisi le Conseil par souci de tenter de trouver par tous les moyens un règlement équitable à la situation dans ce territoire.

390. Le représentant de la France a déclaré que, tout en portant sur la politique de Pretoria un jugement analogue dans sa sévérité à celui des pays africains, il parvenait à des conclusions différentes sur les mesures à prendre. Les Nations Unies avaient, depuis quelques années, adopté des résolutions successives au sujet de la Namibie qui n'avaient pas atteint pleinement leur but. On pouvait même se demander si les positions prises par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité n'avaient pas servi de prétexte au Gouvernement sud-africain pour justifier, ou tâcher de justifier, la législation régressive qu'il avait appliquée depuis 1967. Par ailleurs, ces résolutions n'avaient-elles pas ébranlé en fin de compte la confiance que plaçaient les habitants du territoire dans l'Organisation, et, chez nombre d'entre eux, un certain pessimisme. À l'égard des actions des institutions internationales ne risquait-il pas de se faire jour ? L'Assemblée avait accueilli favorablement le Manifeste de Lusaka, ce qui montrait qu'elle était disposée à chercher de nouvelles solutions au problème; et il n'était pas impossible que de nouvelles solutions pussent se dégager des travaux du sous-comité spécial. Le représentant de la France espérait que, avant que le sous-comité n'ait conclu ses travaux, le Gouvernement sud-africain manifesterait de manière concrète le souci déjà exprimé de servir les intérêts de la population de la Namibie et de la faire parvenir à la souveraineté politique. Bien que le projet de résolution se place dans un cadre juridique sur lequel elle n'avait cessé d'exprimer des réserves et ne puisse donc être appuyé, la délégation française accueillait avec sympathie l'esprit de modération qu'elle croyait y déceler.

391. Le représentant de l'Inde a déclaré que, sans l'encouragement politique et l'appui économique et financier des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud qui lui fournissaient des armes, ce

pays n'aurait pu défier les Nations Unies pendant tant d'années. Nul n'ignorait que certains Etats Membres des Nations Unies ne s'étaient pas conformés aux résolutions de l'Assemblée générale demandant l'imposition de sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud, notamment un embargo sur la fourniture d'armes à destination de ce pays. Certains Membres avaient également ignoré la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité, aux termes de laquelle tous les Etats étaient priés de s'abstenir de tout rapport avec le régime sud-africain prétendant agir au nom de la Namibie. L'objet de la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité était de donner plus de force à la décision de l'Assemblée générale d'assumer la responsabilité directe de la Namibie jusqu'à l'accession du territoire à l'indépendance. Les Nations Unies pouvaient donc fonder toute future action sur une base parfaitement légale et valable. De l'avis de la délégation indienne, le Conseil de sécurité devrait prier les Etats Membres de prendre des mesures efficaces pour empêcher la fourniture à l'Afrique du Sud d'armes et d'autre matériel militaire directement ou par l'intermédiaire de pays tiers, d'inviter leurs ressortissants ou les sociétés privées à cesser d'investir en Namibie tant que l'Afrique du Sud continuerait à occuper le territoire illégalement, de veiller à ce que leurs sociétés et ressortissants installés en Namibie paient les taxes et impôts voulus uniquement au Conseil des Nations Unies pour la Namibie et de ne reconnaître que les documents de voyage délivrés au nom de l'Organisation des Nations Unies.

392. Le représentant du Nicaragua a déclaré que, si sa délégation approuvait l'objet du projet de résolution, elle émettait certaines réserves au sujet du paragraphe 2 du dispositif, aux termes duquel le Conseil devait se prononcer sur certaines mesures prises par l'Afrique du Sud. C'était aux tribunaux de Namibie qu'il incomberait de se prononcer sur les actes illégaux de l'Afrique du Sud lorsque le droit régnerait à nouveau ou à des juges ou arbitres désignés par les parties mises en cause par ces actes. Malgré ces réserves, la délégation nicaraguaise voterait en faveur du projet de résolution.

393. Le représentant de la Zambie a déclaré que, dans l'esprit des coauteurs du projet de résolution, le paragraphe 9 du dispositif n'excluait pas que le Conseil se réunisse pour discuter de la Namibie si cela se révélait nécessaire.

394. Selon le représentant du Pakistan, le Conseil avait pour tâche de dégager les mesures à prendre qui seraient de nature à exercer le maximum de pression sur l'Afrique du Sud pour l'amener à renoncer à sa mainmise illégale sur la Namibie. La question qui se posait au Conseil n'était pas de savoir quelles étaient les mesures relevant de sa compétence, ou si les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte s'appliquaient légalement en l'occurrence, mais de savoir quelles mesures seraient de nature à éliminer la présence sud-africaine de la Namibie et celles d'entre elles qui étaient réalisables sur le plan pratique. Les Etats Membres africains et asiatiques étaient unanimes à penser que les seules mesures appropriées étaient celles qui sont prévues au Chapitre VII de la Charte et que ces mesures étaient parfaitement applicables. Toutefois, certains des membres permanents du Conseil ne partageaient pas cette opinion. C'était donc à ces membres qu'il appartenait de trouver les mesures qui permettraient, selon eux, de faire appliquer la résolution 264 (1969). La délégation pakistanaise pensait que le Conseil de sécurité devait en priorité trouver la procédure

appropriée permettant de placer le problème du retrait de l'Afrique du Sud de la Namibie sous sa surveillance, sans que les membres africains et asiatiques aient besoin de demander la réunion du Conseil de sécurité. Le programme d'action envisagé par la délégation pakistanaise consistait à : a) dégager les mesures réalisables sur un plan pratique et de nature à amener effectivement l'Afrique du Sud à se conformer aux résolutions du Conseil; et b) décider le plus tôt possible de l'ordre dans lequel ces mesures seraient prises pour permettre au Conseil d'honorer l'engagement qu'il a pris dans les résolutions 264 (1969) et 269 (1969).

395. Selon le représentant de la Syrie, l'un des aspects les plus dangereux des problèmes soulevés par la question de Namibie était l'afflux d'armes en Afrique du Sud ainsi que leur fabrication dans ce pays. D'après des articles parus dans la presse, l'Afrique du Sud recevait des armes du Royaume-Uni, des avions d'Israël et envoyait des chars lourds à Israël. On s'efforçait de créer une ligue israélo-sud-africaine et de resserrer les liens entre les deux pays. En plus du fait que des volontaires américains s'engageaient en Israël, l'Afrique du Sud avait donné à ceux de ses pilotes qui étaient de confession juive la permission de rejoindre les forces armées israéliennes. L'Afrique du Sud suivait l'exemple d'Israël en augmentant sa puissance militaire pour supprimer les mouvements de résistance qui s'opposaient à elle. Il fallait donc faire tout ce qui était possible pour parvenir à ce qu'un embargo total sur les armes soit appliqué contre l'Afrique du Sud.

396. Le Président, prenant la parole en tant que représentant du Burundi, a déclaré que le peuple namibien devait être rétabli immédiatement dans ses droits. Le régime colonial raciste de Pretoria s'y opposait, et le Conseil de sécurité devait veiller à ce que cette opposition soit vaincue. Par sa dernière résolution sur la Namibie, le Conseil s'était fixé pour but de dissiper toute équivoque à ce sujet et de relever le défi. Il s'agissait aussi d'établir clairement que si l'on ne parvenait pas à régler cette situation par des moyens pacifiques les Etats africains n'auraient pas d'autre choix que celui de recourir à la force pour obtenir l'indépendance du peuple namibien.

397. Selon le représentant des Etats-Unis d'Amérique, les critères établis au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution des cinq puissances n'excluaient pas que l'on proteste contre les agissements de l'Afrique du Sud en Namibie, ni que l'on prenne des mesures pour protéger les citoyens des Etats Membres ou les droits des Namibiens eux-mêmes, mesures qui pourraient être rendues nécessaires par l'autorité illégale que l'Afrique du Sud continuait à exercer sur la Namibie.

398. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, exerçant son droit de réponse, a fait remarquer que, selon le *Rand Daily Mail* du 4 novembre 1969, l'Afrique du Sud était le deuxième client des Etats-Unis pour les armes en Afrique, malgré l'embargo sur les armes. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a répondu que les Etats-Unis avaient respecté l'appel à un embargo sur les armes lancé par le Conseil de sécurité. Comme le représentant des Etats-Unis l'avait précisé en 1963, cela n'empêchait pas l'exécution de contrats conclus avant l'embargo. Les chiffres cités par le représentant de l'URSS n'avaient trait qu'à des pièces détachées ou à du matériel non militaire de cette nature.



**Décision :** A la 1529<sup>e</sup> séance, le 30 janvier 1970, le projet de résolution des cinq puissances a été adopté par 13 voix contre zéro et 2 abstentions (France et Royaume-Uni) en tant que résolution 276 (1970).

#### E. — AUTRES COMMUNICATIONS ADRESSÉES AU CONSEIL

399. Dans une lettre datée du 30 janvier 1970 et adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9630), le représentant du Japon, après s'être référé à une déclaration faite par le représentant de la Zambie à la 1527<sup>e</sup> séance du Conseil, a déclaré que cette déclaration était contraire aux faits et que son pays n'avait pas refusé d'imposer une interdiction à la vente d'armes à l'Afrique du Sud. Il a ajouté que le Gouvernement japonais observait fidèlement l'embargo sur les armes imposé contre l'Afrique du Sud conformément aux décisions du Conseil de sécurité.

400. Dans une lettre datée du 2 février (S/9633), le représentant d'Israël a dit que la déclaration faite par le représentant de la Syrie à la 1529<sup>e</sup> séance du Conseil de sécurité, déclaration selon laquelle Israël se faisait livrer des chars lourds par l'Afrique du Sud et fournissait des avions militaires à ce pays, était inexacte.

401. Dans une lettre datée du 6 février (S/9640), le représentant de l'Italie, se référant à la déclaration faite par le représentant de la Zambie à la 1527<sup>e</sup> séance du Conseil, déclaration selon laquelle l'Italie aurait refusé d'imposer une interdiction à la vente d'armes à l'Afrique du Sud, a déclaré que son gouvernement avait toujours strictement respecté l'embargo sur les armes appliqué contre l'Afrique du Sud et n'avait pas autorisé l'exportation vers ce pays de matériel militaire, ni de pièces détachées, quelles qu'elles soient, pour l'armée de terre, la marine ou l'armée de l'air sud-africaines.

402. Dans une note datée du 13 février (S/9648), le Président du Conseil de sécurité a transmis le texte d'une lettre que l'observateur permanent de la République fédérale d'Allemagne lui avait adressée le 11 février, et qui rejetait la déclaration faite par le

représentant de la Zambie à la 1527<sup>e</sup> séance du Conseil de sécurité, déclaration selon laquelle la République fédérale d'Allemagne aurait refusé d'imposer une interdiction à la vente d'armes à l'Afrique du Sud. L'observateur permanent de la République fédérale d'Allemagne ajoutait que son gouvernement avait toujours fidèlement et strictement appliqué l'embargo décidé à l'encontre de l'Afrique du Sud conformément aux décisions du Conseil de sécurité.

403. Par une lettre datée du 13 février (S/9649), le représentant de la Syrie a soumis au Conseil des extraits de divers journaux, magazines et livres comme preuves à l'appui de son assertion selon laquelle des relations militaires, commerciales, culturelles et financières existaient entre Israël et l'Afrique du Sud.

#### F. — RAPPORT INTÉIMAIRE DU SOUS-COMITÉ "AD HOC"

404. Le 30 avril, le Sous-Comité *ad hoc* créé en application de la résolution 276 (1970) a soumis au Conseil de sécurité un rapport intérimaire sur ses travaux (S/9771). Ce rapport indiquait que le Sous-Comité *ad hoc* avait commencé à examiner diverses questions touchant l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité concernant la Namibie, mais qu'il n'était pas encore en mesure de formuler des recommandations précises et de les soumettre au Conseil de sécurité avant le 30 avril, comme il devait le faire aux termes de la résolution 276 (1970). Le Sous-Comité *ad hoc* comptait poursuivre ses travaux conformément à son mandat et espérait présenter son rapport à la fin de juin 1970.

405. Dans une note datée du 15 mai (S/9803) émanant du Président du Conseil de sécurité, celui-ci déclarait que, après consultations avec tous les membres du Conseil, le Conseil avait pris acte du rapport intérimaire du Sous-Comité *ad hoc* et s'était mis d'accord pour que le Sous-Comité *ad hoc* poursuive ses travaux conformément à son mandat afin de pouvoir formuler ses recommandations au Conseil de sécurité à la fin du mois de juin 1970 au plus tard.

### Chapitre 5

#### QUESTION RELATIVE À LA SITUATION EN RHODÉSIE DU SUD

##### A. — COMMUNICATIONS ET RAPPORTS ADRESSÉS AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DEMANDE DE RÉUNION

406. Dans un onzième additif à son rapport du 28 août 1968 (S/8786), publié le 23 septembre 1969, le Secrétaire général a présenté cinq réponses supplémentaires qu'il avait reçues de gouvernements sur l'application des dispositions de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité.

407. Dans une lettre datée du 16 octobre adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9476 et Corr.1), le Ministre des affaires étrangères a. i. du Portugal a déclaré que, du fait de l'adoption des résolutions 221 (1966), 232 (1966) et 253 (1968) du Conseil de sécurité sur la question de la Rhodésie du Sud, la province du Mozambique avait subi entre le 1<sup>er</sup> janvier 1968 et le 30 juin 1969 des pertes économiques s'élevant à 11 438 722 livres, qui venaient s'ajouter à plus de 17 millions de livres qui auraient précédemment

été perdues jusqu'à la fin de 1967 (S/8481 du 20 mars 1969). Il a réitéré le désir du Gouvernement portugais d'engager des consultations avec le Conseil de sécurité, conformément à l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, afin d'arrêter les modalités d'une indemnisation adéquate pour les pertes que subissait le Portugal.

408. Par une lettre datée du 21 novembre (S/9510), le Secrétaire général a communiqué au Conseil de sécurité le texte de la résolution 2508 (XXIV) de l'Assemblée générale adoptée le 21 novembre 1969 concernant la Rhodésie du Sud. Aux paragraphes 12 et 14 de cette résolution, l'Assemblée générale appelait l'attention du Conseil de sécurité sur la gravité de la situation découlant de l'intensification des activités répressives dirigées contre le peuple du Zimbabwe et des attaques armées perpétrées contre les Etats voisins en violation de la paix et de la sécurité internationales et sur la nécessité urgente d'appliquer les mesures envisagées au Chapitre VII de la Charte de la façon suivante :

"a) La portée des sanctions prises contre le régime illégal de la minorité raciste devrait être élargie de manière à englober toutes les mesures énoncées à l'Article 41 de la Charte;

"b) Des sanctions devraient être prises contre l'Afrique du Sud et le Portugal, dont les gouvernements ont refusé de façon flagrante d'appliquer les décisions obligatoires du Conseil de sécurité."

409. Dans une lettre datée du 3 mars 1970 (S/9675), le représentant du Royaume-Uni a fait connaître au Président du Conseil de sécurité que le régime illégal de la Rhodésie du Sud avait eu la prétention de déclarer dissous son Parlement illégal et d'attribuer à la Rhodésie du Sud le statut d'une république. Cette déclaration, comme la déclaration d'indépendance de 1965 et les actes ultérieurs, était, de toute évidence, illégale. En conséquence, il demandait que le Conseil se réunisse d'urgence.

#### B. — EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE CONSEIL DE LA 1530<sup>e</sup> À LA 1535<sup>e</sup> SÉANCE (DU 6 AU 18 MARS 1970)

410. A sa 1530<sup>e</sup> séance, le 6 mars, le Conseil de sécurité a inscrit sans objection à son ordre du jour la lettre du représentant du Royaume-Uni (S/9675). Le Président a ensuite attiré l'attention du Conseil sur un projet de résolution présenté le 3 mars par la délégation britannique (S/9676). Le projet prévoyait que le Conseil rappellerait sa résolution 216 (1965) du 12 novembre 1965, condamnerait les actes illégaux accomplis depuis par le régime minoritaire raciste de la Rhodésie du Sud, notamment celui par lequel il avait eu la prétention d'attribuer à la Rhodésie du Sud le statut d'une république, et demanderait de nouveau à tous les Etats de ne pas reconnaître ce régime illégal et de s'abstenir de lui prêter aucune assistance.

411. Ouvrant la discussion, le représentant du Royaume-Uni a lu un texte révisé (S/9676/Rev.1) d'un projet de résolution de la délégation britannique en vertu duquel le Conseil de sécurité, rappelant et réaffirmant ses résolutions 216 (1965), 217 (1965), 221 (1966), 232 (1966) et 253 (1968) : a) condamnerait les actes illégaux du régime minoritaire raciste de la Rhodésie du Sud, notamment celui par lequel il avait eu la prétention d'attribuer à la Rhodésie du Sud le statut d'une république; et b) déciderait, conformément à l'Article 41 de la Charte des Nations Unies, que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies s'abstiendraient de reconnaître ce régime illégal ou de lui prêter aucune assistance et prierait instamment les Etats non membres de l'Organisation, eu égard aux principes énoncés à l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, d'agir en conséquence. Il a instamment prié le Conseil de faire porter tous ses efforts sur un objectif unique et immédiat : refuser avec fermeté et à l'unanimité, au nom du monde entier, de reconnaître le statut de république que le régime illégal de Salisbury avait eu la prétention de proclamer. Ce régime illégal, qu'aucun pays au monde n'avait reconnu, avait maintenant entrepris de dissoudre son parlement et d'adopter une nouvelle Constitution afin de se faire reconnaître sur le plan international; s'il tenait tant à être reconnu, c'était à la fois pour faire fléchir la volonté qu'avait la communauté internationale de maintenir et d'appliquer les sanctions économiques contre lui et pour réaliser ses autres desseins. Le représentant du Royaume-Uni a souligné qu'il fallait que le Conseil continue de se montrer résolu, unanime et catégorique afin que le monde sache à n'en point douter que la famille des

nations ne reconnaîtrait et n'accepterait jamais le régime minoritaire et qu'elle ne l'accueillerait pas dans son sein; en effet, en dépit des problèmes vastes et insolubles qui pouvaient se poser ou des divergences d'opinions qui en toute sincérité divisaient parfois les membres du Conseil, le représentant du Royaume-Uni était persuadé qu'en ce qui concernait la reconnaissance du régime il ne fallait ni donner prise ni ouvrir la porte, au doute, à l'indifférence ou à l'incertitude. En conséquence, il fallait que les membres du Conseil agissent ensemble de plein accord et prennent sans retard des mesures efficaces comme ils l'avaient fait lorsqu'ils avaient adopté la résolution 216 (1965).

412. Le représentant de la Zambie, prenant la parole au nom des délégations du Burundi, de la Sierra Leone et de la Zambie, a adressé au Président une demande formelle tendant à ce que, pour des raisons de procédure, la réunion du Conseil soit ajournée jusqu'au début de la semaine suivante. Il a expliqué que le Conseil des ministres de l'OUA, représentant 40 Etats, était alors en train d'examiner la question dont le Conseil de sécurité était saisi, et qu'il avait décidé d'envoyer une délégation à New York pour porter l'affaire à l'attention du Conseil de sécurité. Il convenait donc que le Conseil ne se réunisse pas tant que la délégation ne serait pas arrivée à New York et que des instructions plus précises n'auraient pas été reçues du Conseil des ministres de l'OUA.

413. Il a ensuite brièvement exposé la première réaction du Gouvernement zambien aux propositions présentées par le Royaume-Uni pour faire face à la situation créée en Rhodésie du Sud. La portée de ces propositions, a-t-il fait remarquer, était très limitée, et l'on pouvait se demander si elles constituaient en fait un pas vers la réalisation de l'objectif poursuivi par le Gouvernement zambien — et, espérait-il, par le Gouvernement britannique — c'est-à-dire de mettre fin au régime illégal qui détenait le pouvoir au Zimbabwe et d'octroyer l'indépendance à ce territoire en se fondant sur le principe reconnu du suffrage universel, avec une Constitution visant à protéger tous les peuples de la Rhodésie du Sud. Plus n'était besoin de condamner les mesures prises par le régime de Salisbury dont l'illégalité était connue et admise par tout le monde ou simplement de réitérer les appels que le Conseil lançait depuis le 11 novembre 1965; la voie qu'il convenait que le Conseil suive était de rechercher sérieusement les moyens de renverser ce régime.

414. Des déclarations ont ensuite été prononcées par les représentants du Burundi, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, après quoi le Conseil a décidé de s'ajourner jusqu'au 10 mars 1970.

415. Quand le Conseil a repris l'examen de la question à sa 1531<sup>e</sup> séance, le 11 mars, il a également inscrit à son ordre du jour, après la lettre du Royaume-Uni, une lettre datée du 6 mars (S/9682) adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de 39 Etats africains, le priant de convoquer d'urgence le Conseil de sécurité en vue d'examiner "la détérioration de la situation en Rhodésie du Sud, à la suite de la proclamation d'une prétendue république par le régime minoritaire raciste illégal de Salisbury", menaçant de ce fait la paix et la sécurité internationales. La lettre condamnait cet acte qui, selon elle, était rendu principalement possible par l'inaction du Gouvernement du Royaume-Uni, seul responsable de la situation en sa qualité de Puissance administrante.

416. A cette séance, le Président, avec l'accord du Conseil, a invité les représentants de l'Algérie, du Sénégal et du Pakistan, ainsi qu'ils en avaient fait la demande (S/9685, S/9689, S/9690), à prendre part au débat, sans droit de vote.

417. Le représentant de la Zambie a dit que, comme membre de la délégation des trois ministres envoyée par le Conseil des ministres de l'OUA, il était venu à New York pour savoir si le Conseil prendrait des mesures immédiates pour mettre un terme au régime illégal et pour donner tout leur poids aux intérêts de tous les peuples de la Rhodésie du Sud. Mais la délégation zambienne était extrêmement déçue par la portée très limitée des mesures que la délégation britannique avait demandé au Conseil de prendre; il était particulièrement troublant que ce soit la Puissance administrante elle-même qui eût réclamé des mesures aussi insuffisantes. Aucune des mesures que le Conseil de sécurité avait prises à cet égard depuis le 11 novembre 1965, date de la déclaration unilatérale d'indépendance par la Rhodésie du Sud, n'avaient réussi à mettre un terme au régime rebelle de la Rhodésie du Sud, lequel était despotique et ne tolérait aucun de ceux qui s'opposaient à lui. Au contraire, le dirigeant rebelle, Ian Smith, s'était vanté de ce que la balance commerciale de la Rhodésie du Sud avait été favorable en 1969 et avait prétendu que la même année le produit national brut avait augmenté de 13 p. 100 et que la production industrielle pour 1970 enregistrerait une hausse considérable. On était donc en droit de conclure que la prétendue politique des sanctions poursuivie par le Conseil depuis quatre années n'avait été qu'un leurre. La faillite de cette politique avait été démontrée par bon nombre d'observateurs compétents et par le rapport du Comité des sanctions présenté le 13 juin 1969 au Conseil de sécurité (S/9252/Add.1). La politique des sanctions ne serait couronnée de succès que si le Conseil de sécurité prenait les mesures qui s'imposaient, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, pour obliger les Gouvernements sud-africain et portugais à appliquer les décisions du Conseil.

418. Le représentant de la Zambie a alors présenté au Conseil les demandes suivantes agissant conformément aux instructions de l'OUA : a) que l'existence du régime illégal de Rhodésie soit condamnée et qu'aucune reconnaissance ne lui soit accordée; b) que tous les Etats veillent, par des mesures appropriées, à ce qu'aucun acte ne soit accompli sur leur territoire par quelque personne ou quelque institution que ce soit au nom du régime minoritaire illégal; c) que, conformément au Chapitre VII de la Charte, tous les Etats rompent immédiatement toutes relations consulaires, économiques, militaires ou autres avec ce régime, et interrompent les liaisons ferroviaires, maritimes et aériennes et les communications postales, télégraphiques, radiophoniques et autres; et d) que ces mesures soient également appliquées par les institutions et organismes de l'Organisation des Nations Unies. En outre, le représentant de la Zambie a prié le Conseil de réitérer sa décision de venir en aide moralement et matériellement aux mouvements de libération nationale du Zimbabwe. Les Etats africains, a-t-il dit, demeuraient fermement convaincus que le Gouvernement du Royaume-Uni avait la responsabilité principale du territoire de la Rhodésie du Sud et estimaient que le Gouvernement britannique devait prendre tous les moyens dont il disposait, y compris la force, pour mettre fin à la rébellion et entreprendre ensuite un programme

devant aboutir rapidement à l'octroi de l'indépendance au peuple du Zimbabwe.

419. Le représentant de la Sierra Leone a lui aussi été d'avis qu'en ce qui concernait la question de la non-reconnaissance il fallait agir fermement et promptement. Il a fait remarquer que, sans répondre à toutes les exigences de la situation, le projet de résolution présenté par la délégation du Royaume-Uni était peut-être néanmoins de nature à décourager la communauté internationale de reconnaître le régime illégal. Le représentant de la Sierra Leone a noté avec plaisir que certains pays avaient déjà décidé de retirer leur représentation consulaire du territoire britannique de la Rhodésie du Sud. A son avis, dans l'état actuel des choses, il n'était pas de mesure sauf l'emploi de la force qui ne pût paraître équivaloir à un acte d'indulgence. La politique des sanctions économiques, malgré ses effets limités et les sacrifices qu'elle avait demandés à de nombreux pays comme la Zambie, le Botswana et le Royaume-Uni, avait échoué à cause de la complicité de l'Afrique du Sud et du Portugal. Ces deux pays avaient ouvertement et publiquement refusé d'obéir au Conseil de sécurité et devraient donc tomber sous le coup des dispositions des Articles 41 et 42 de la Charte. Le Royaume-Uni n'avait d'autre parti que de recourir à la force pour mettre fin à la rébellion, et les nations africaines qui préconisaient cette voie l'entendaient très sérieusement. Le Royaume-Uni était tout à fait en mesure d'employer la force de la justice ou même la force armée pour faire cesser et redresser une situation dans le cadre de laquelle les rebelles avaient eux-mêmes employés la force d'abord en novembre 1965 pour entrer dans la trahison, puis en mars 1968 pour commettre des assassinats qualifiés d'exécutions. C'est pourquoi le Royaume-Uni devait réexaminer sa position quant à la question de l'emploi de la force pour mater la minorité rebelle de Rhodésie du Sud. Le représentant de la Sierra Leone a condamné les préjugés raciaux dont faisait preuve le chef du régime illégal et a souligné qu'il ne manquait pas de Rhodésiens noirs, hommes et femmes, parfaitement capables de remplir adéquatement les hautes fonctions de ministre, d'ambassadeur ou de chef de gouvernement. Pour conclure, le représentant de la Sierra Leone a rappelé le consensus soumis au Conseil de sécurité le 9 mars (S/9686 et Corr.1) par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui, a-t-il dit, exprimait les vues de sa délégation. Ce consensus condamnait énergiquement le prétendu statut de république adopté par le régime raciste minoritaire et les autres actes illégaux commis par ce régime, et priait tous les Etats de ne pas le reconnaître et de ne rien faire pour l'aider. Il invitait aussi le Gouvernement britannique, en tant que Puissance administrante, et le Conseil de sécurité à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de mettre fin à la rébellion et d'assurer l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

420. Selon le représentant de l'Algérie, la nouvelle de la proclamation d'une prétendue république ne revêtait pas d'importance en soi et n'avait pas constitué une surprise. Le fait que la Puissance administrante s'était empressée de prier le Conseil de condamner une fois de plus une action illégale ne signifiait rien et équivalait de sa part à fuir ses responsabilités. Le cœur du problème était le refus du Royaume-Uni d'assumer ses responsabilités ou d'accepter la promotion logique et

inévitables du peuple du Zimbabwe. Par sa passivité, le Royaume-Uni avait facilité la consolidation de l'*apartheid* en Rhodésie du Sud et avait abandonné à leur sort les 4 millions d'Africains qui y résident. Il était clair que toutes les mesures adoptées par le Conseil de sécurité, et couronnées par l'application de sanctions, avaient été aussi futiles que dérisoires et n'avaient pas réussi à renverser le régime rebelle, et ce en grande partie à cause du refus de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions. C'est pourquoi la situation en Rhodésie du Sud avait évolué à tel point que toute solution proposée qui excluait l'usage de la force n'était plus viable. Comme on ne pouvait s'attendre à ce que le Royaume-Uni emploie la force, c'était à l'Organisation des Nations Unies et notamment au Conseil de sécurité qu'il appartenait de surmonter les difficultés rencontrées jusque-là en assumant leurs responsabilités. En attendant, le peuple du Zimbabwe aurait le droit d'opposer la violence à la violence qui l'opprimait, et les Etats Membres qui s'étaient engagés à lui fournir toute l'aide nécessaire à sa résistance agiraient conformément à la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

421. Pour le représentant de la France, la proclamation du 2 mars, qui avait provoqué la réunion du Conseil, consacrait la rébellion de colons contre l'autorité de la Puissance administrante et, comme l'avaient rappelé 38 Etats africains, constituait un défi lancé à l'Organisation des Nations Unies tout entière. Tout en doutant que les sanctions puissent porter un remède à la situation, la France appliquait sincèrement les mesures décidées par le Conseil et s'associerait à tous les efforts qui seraient poursuivis pour condamner la proclamation de la prétendue république, pour empêcher sa reconnaissance et pour contribuer au rétablissement de l'autorité légale dans la colonie rebelle. Le représentant de la France a annoncé que son gouvernement avait décidé de fermer le Consulat général de France à Salisbury, qui n'avait d'ailleurs plus de titulaire depuis plusieurs années.

422. Le représentant du Royaume-Uni a de nouveau fait appel au Conseil, étant donné la gravité et l'urgence de la question, pour qu'il refuse au régime de Salisbury la reconnaissance à laquelle le régime illégal tenait tant. Il s'est défendu d'avoir jamais dit que la question dont le Conseil était saisi se bornait à celle de la reconnaissance du régime ou même que les mesures préconisées par sa délégation étaient les seules ou les ultimes mesures possibles. La délégation britannique ne se dissociait notamment d'aucune des décisions prises par le Conseil à ce sujet, décisions qui devaient être entièrement et fermement appliquées.

423. Le représentant de la Zambie a souligné que ce qui intéressait le peuple africain ce n'était pas seulement la condamnation de la proclamation d'une république en Rhodésie du Sud; le cœur du problème était la rébellion elle-même; la Puissance administrante essayait de la camoufler, et le Conseil avait le devoir de l'en empêcher. Après avoir passé en revue l'échec de chacune des mesures préconisées par le Royaume-Uni depuis 1965 pour mettre fin à la rébellion, le représentant de la Zambie a souligné que les prédictions du Royaume-Uni avaient été démenties et les craintes du peuple africain s'étaient avérées fondées. Il était temps, a-t-il dit, que le Gouvernement britannique entre en pourparlers avec les pays africains et discute sérieusement de l'avenir du Zimbabwe. Les pays africains avaient le droit de connaître les véritables intentions

du Royaume-Uni à ce sujet, car ils ne parvenaient pas à comprendre la politique actuelle de ce pays, qui leur paraissait faite de duplicité et de mensonge. Les pays africains étaient fermement convaincus que seul l'emploi de la force aurait fait tomber le régime illégal; or le Premier Ministre travailliste de Grande-Bretagne avait déclaré publiquement avant même que la rébellion ne commence vraiment que le Royaume-Uni ne recourrait pas à la force. La force avait toujours été employée dans les anciennes colonies britanniques, et si la rébellion en Rhodésie avait été menée par des chefs africains noirs, le représentant de la Zambie doutait que le Royaume-Uni se fût tenu à la même attitude de complaisance. Il avertissait le Royaume-Uni, qui avait toujours exhorté les pays africains à la patience et à la raison, d'avoir à procéder sans plus attendre à une réévaluation honnête de sa politique, sinon le peuple africain serait contraint de recourir à la violence; les conséquences en seraient désastreuses et le Gouvernement du Royaume-Uni en porterait la seule responsabilité.

424. A la 1532<sup>e</sup> séance, le 12 mars, après avoir invité le représentant de la Yougoslavie, sur sa demande (S/9697), à participer aux débats du Conseil sans droit de vote, le Président a appelé l'attention du Conseil sur le projet de résolution présenté par le Burundi, le Népal, la Sierra Leone, la Syrie et la Zambie (S/9696) et conçu comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant et réaffirmant ses résolutions 216 (1965) du 12 novembre 1965, 217 (1965) du 20 novembre 1965, 221 (1966) du 9 avril 1966, 232 (1966) du 16 décembre 1966 et 253 (1968) du 29 mai 1968,*

*"Réaffirmant en particulier sa résolution 232 (1966) dans laquelle il a constaté que la situation en Rhodésie du Sud constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales,*

*"Profondément préoccupé par le fait que la situation en Rhodésie du Sud s'est davantage détériorée à la suite de la proclamation d'une prétendue république et que les mesures prises jusqu'ici se sont révélées inadéquates à régler la situation en Rhodésie du Sud,*

*"Gravement préoccupé en outre par le fait que tous les Etats ne se sont pas pleinement conformés aux décisions prises par le Conseil de sécurité,*

*"Notant que les Gouvernements de la République sud-africaine et du Portugal, en particulier, contrevenant à l'obligation qui leur incombe en vertu de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, ont non seulement continué à commercer avec le régime illégal de la minorité raciste de la Rhodésie du Sud, contrairement aux dispositions de la résolution 232 (1966) et de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, mais en fait soutenu activement ce régime, lui permettant de se soustraire aux conséquences des mesures décidées par le Conseil de sécurité,*

*"Notant en particulier la présence continue des forces sud-africaines sur le territoire du Zimbabwe,*

*"Affirmant que le Gouvernement du Royaume-Uni a la responsabilité principale de mettre le peuple du Zimbabwe en mesure d'exercer son droit à l'autodétermination, et à l'indépendance,*

*"Réaffirmant le droit inaliénable du peuple du Zimbabwe à la liberté et à l'indépendance et la légitimité de la lutte qu'il mène pour jouir de ce droit,*



"Agissant conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

"1. Condamne la proclamation d'une soi-disant république au Zimbabwe par le régime de la minorité raciste de Salisbury et déclare nulle et non avenue toute forme de gouvernement qui ne soit pas fondée sur le principe de la règle de la majorité;

"2. Décide que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies s'abstiendront de reconnaître ce régime illégal et prie instamment les Etats non membres de l'Organisation, eu égard aux principes énoncés à l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, d'agir en conséquence;

"3. Demande que tous les Etats prennent sur le plan national des mesures appropriées pour assurer qu'aucun organe compétent de leur Etat ne reconnaisse sur le plan officiel ou juridique aucun acte accompli par les dirigeants et les institutions du régime illégal en Rhodésie du Sud;

"4. Souligne la responsabilité du Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, quant à la situation qui règne en Rhodésie du Sud;

"5. Condamne le refus persistant du Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, d'utiliser la force pour mettre un terme à la rébellion en Rhodésie du Sud et pour permettre au peuple du Zimbabwe d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"6. Décide que tous les Etats rompent immédiatement avec le régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud toutes relations diplomatiques, consulaires, économiques, militaires et autres, y compris les communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radio-électriques et autres moyens de communication;

"7. Demande au Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, de retirer tout accord existant sur la base duquel des représentations consulaires étrangères commerciales ou autres peuvent être maintenues en Rhodésie du Sud;

"8. Condamne l'assistance que les Gouvernements portugais et sud-africain et autres puissances impérialistes fournissent au régime illégal de la minorité raciste en faisant fi des résolutions du Conseil de sécurité et exige le retrait immédiat du territoire du Zimbabwe des troupes des agresseurs sud-africains;

"9. Décide que les Etats Membres et les membres des institutions spécialisées appliqueront contre la République sud-africaine et le Portugal les mesures énoncées dans la résolution 253 (1968) et dans la présente résolution;

"10. Demande à tous les Etats Membres et aux membres des institutions spécialisées d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies;

"11. Demande à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier ceux à qui incombe, en vertu de la Charte, la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de contribuer effectivement à l'application des mesures prévues par la présente résolution;

"12. Demande instamment à tous les Etats d'apporter leur appui moral et matériel aux mouvements de libération nationale du Zimbabwe, afin de leur permettre de recouvrer la liberté et l'indépendance;

"13. Prie tous les Etats de faire rapport au Secrétaire général sur les mesures qu'ils auront prises pour appliquer la présente résolution;

"14. Prie le Secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité des progrès de l'application de la présente résolution."

425. Les auteurs du projet de résolution ont, par la suite, remanié comme suit le paragraphe 3 (S/9696/Corr.2) :

"3. Demande que tous les Etats prennent des mesures selon qu'il conviendra, sur le plan national, pour assurer qu'aucun acte accompli par des représentants et des institutions du régime illégal de la Rhodésie du Sud ou par des personnes et des organisations prétendant agir pour son compte ou en son nom ne sera en rien reconnu sur le plan officiel, y compris pour ce qui est des décisions judiciaires, par les organes compétents de leur Etat;"

Ils ont également révisé comme suit le paragraphe 7 (S/9696/Corr.1) :

"7. Prie le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, d'abroger ou de retirer tous accords existants sur la base desquels des représentations étrangères consulaires, commerciales et autres peuvent être actuellement maintenues en Rhodésie du Sud ou auprès d'elle;"

426. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que, malgré les mesures constamment prises par le Conseil de sécurité, y compris l'institution de sanctions obligatoires en vertu de l'Article 41 de la Charte qui étaient respectées scrupuleusement par de nombreux Etats, dont l'Union soviétique, les derniers événements montraient que la situation en Rhodésie du Sud se détériorait rapidement et que la menace à la paix, loin de diminuer, ne faisait qu'augmenter. Le régime de Salisbury continuait à exister; en fait, il se stabilisait et se consolidait, et ce grâce à l'encouragement et à l'appui qu'offraient au régime raciste — ouvertement dans certains cas — l'Afrique du Sud, le Portugal, les Etats-Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne et certains autres Etats, ainsi que le Royaume-Uni lui-même qui était le principal responsable de l'apparition et de l'existence à ce jour du régime raciste de Rhodésie du Sud. Presque tous ces Etats étaient membres du même bloc militaire de l'OTAN. Le représentant de l'Union soviétique a cité des chiffres publiés par le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement montrant que, pour les huit premiers mois de l'année 1969 seulement, l'Allemagne de l'Ouest, le Japon, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni avaient augmenté leurs exportations à destination de l'Afrique du Sud de plus de 120 millions de dollars au total, une partie considérable de ces exportations empruntant la frontière entre la République sud-africaine et la Rhodésie du Sud, que personne ne contrôle, pour arriver aux marchés auxquels elles étaient réellement destinées, ceux du pays raciste qu'est la Rhodésie du Sud. Une autre cause de l'échec de la politique des sanctions était l'activité, en Rhodésie du Sud, des monopoles impérialistes et la présence de leurs investissements; selon un document de travail récemment établi pour le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la

Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/AG.109/L.616), ces monopoles avaient obtenu au cours des trois premiers trimestres de 1969, 41 concessions de prospection dans ce pays. De plus, il existait jusqu'à une date récente des missions consulaires et autres en Rhodésie du Sud qui servaient à camoufler les liens à la fois diplomatiques et politiques que certains pays occidentaux entretenaient avec le régime raciste de la Rhodésie du Sud. Un rôle particulier revenait au Royaume-Uni, qui suivait une double politique en ce qui concernait la Rhodésie du Sud; d'un côté, il prétendait assumer la responsabilité du territoire et agissait ouvertement comme s'il se proposait réellement de renverser le régime en déclarant publiquement qu'il appuyait les décisions du Conseil de sécurité au sujet des sanctions. En fait, toutefois, il continuait à protéger le régime des racistes de la Rhodésie du Sud et à le soutenir sur le plan économique et politique. Il refusait avec obstination de prendre des mesures énergiques contre le régime rebelle et empêchait régulièrement le Conseil d'adopter des mesures de ce genre. De plus, le Royaume-Uni, où il existe, comme on le sait, une loi extrêmement sévère sur la trahison, ne l'avait pas invoquée contre les rebelles dans son territoire. En fait, les racistes de Rhodésie du Sud commettaient des crimes non contre le Royaume-Uni et les intérêts financiers britanniques, mais contre l'Afrique, contre le peuple du Zimbabwe et tous les peuples africains. Dans ces conditions, le Conseil de sécurité, guidé par les principes de la Charte, devait prendre une décision énergique qui permettrait de renverser la situation en Rhodésie. Le représentant de l'Union soviétique considérait que le projet de résolution présenté par les Etats d'Afrique et d'Asie membres du Conseil fournissait la base nécessaire à cette fin et sa délégation se proposait de l'appuyer.

427. Le représentant du Népal a dit que sa délégation se félicitait de la décision d'un certain nombre de pays qui avaient des intérêts économiques et autres en Rhodésie du Sud de ne reconnaître en aucune façon le nouveau statut que s'était attribué le régime de ce pays. Cependant, si le Conseil s'en tenait à la non-reconnaissance et à la condamnation d'un nouvel acte illégal commis par un régime illégal — politique qui avait échoué dans le passé —, il ne ferait qu'encourager le régime de suprématie blanche et décevrait encore une fois le peuple de la Rhodésie du Sud. La Puissance administrante devait affirmer son autorité par tous les moyens dont elle disposait, y compris l'emploi de la force, afin de mettre un terme à la rébellion et d'octroyer l'indépendance à la Rhodésie du Sud sur la base de principes démocratiques; d'autre part, le Conseil de sécurité, en particulier ses membres permanents, devait prendre toutes mesures appropriées à cet effet.

428. Le représentant de la Pologne a dit que la proclamation illégale d'une prétendue république par le régime de Smith visait à consolider en Rhodésie du Sud un système colonialiste reposant sur le racisme qui constituait un défi aux principes fondamentaux sur lesquels repose la Charte des Nations Unies. Il a suggéré que le Conseil fasse un examen en profondeur de toutes les données du problème. D'abord, il fallait une réaffirmation claire et nette des objectifs des Nations Unies à l'égard de cette question; ensuite, une analyse des raisons pour lesquelles ces objectifs n'avaient pas encore été réalisés; et, enfin, la recommandation de mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation. L'objectif des Nations Unies était et demeurerait de

permettre à la population de la Rhodésie du Sud d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination. En cherchant à réaliser cet objectif, le Conseil de sécurité devait aller au-delà des appels du Royaume-Uni à la non-reconnaissance et à la condamnation du régime et adopter toutes les mesures nécessaires pour libérer le peuple du Zimbabwe de l'oppression colonialiste et raciste et éliminer la menace croissante à la paix et à la sécurité. Un historique de la question montrait que l'échec de l'action entreprise par l'ONU pour renverser le régime rebelle, y compris l'imposition de sanctions, était dû entièrement à la Puissance administrante et à ses alliés. Depuis 1962, ceux-ci rejetaient les mesures prévues à cette fin, en faisant fi ou en affaiblissant l'effet, alors que ces mesures avaient l'appui de la grande majorité des Membres de l'ONU. Ainsi, l'action de l'ONU était limitée et inefficace. L'échec complet des sanctions était dû, d'une part, à leur adoption tardive et, d'autre part, à l'aide considérable fournie au régime de Smith, par l'intermédiaire de l'Afrique du Sud et des colonies portugaises, par des sources ayant partie liée avec les intérêts économiques et militaires de certains pays occidentaux. L'impunité du régime raciste et l'appui qu'il recevait ne devaient plus être tolérés. Le représentant de la Pologne a surtout souligné que la Puissance administrante devait s'acquitter pleinement des obligations qui lui incombent et des responsabilités qu'elle avait toujours revendiquées à l'égard de la population du Zimbabwe. Il a déclaré que l'attitude de son pays à l'égard du régime raciste de la Rhodésie du Sud n'avait jamais varié. La Pologne avait refusé de reconnaître ce régime et n'entretenait pas de relations avec lui; elle avait notamment rompu les communications postales et télégraphiques. La Pologne avait d'autre part soutenu activement les initiatives de l'ONU visant à éliminer le régime raciste et à rendre sa liberté au peuple opprimé du Zimbabwe. Elle soutenait et continuerait à soutenir ce peuple dans sa lutte pour l'indépendance. En conséquence, la délégation polonaise examinerait favorablement le projet de résolution soumis par les pays afro-asiatiques ou tout projet de résolution destiné à réaliser les objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

429. Le représentant de la Syrie a rappelé que, dans sa résolution 232 (1966), le Conseil de sécurité avait reconnu que la situation en Rhodésie du Sud constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales; elle était contraire à toutes les normes du droit international et de la justice, et la Puissance administrante elle-même l'avait déclarée inadmissible. Pourtant, les sanctions arrêtées par le Conseil pour lutter contre cette situation n'avaient pas eu les effets escomptés parce qu'elles n'avaient pas été appliquées par l'Afrique du Sud et le Portugal; or, la Puissance administrante elle-même et ses alliés s'étaient opposés à l'application de mesures analogues contre ces deux pays. Le régime rebelle prétendait maintenant rompre même ses rapports symboliques avec la Couronne britannique, mais, dans le contexte de la situation, cela n'avait pas grande importance; ce qui comptait, c'était l'usurpation par le régime du Gouvernement du Zimbabwe, sa politique d'oppression et sa suppression des droits légitimes de 4 millions d'Africains. Pour ces raisons, les délégations afro-asiatiques du Burundi, du Népal, de la Sierra Leone, de la Syrie et de la Zambie avaient mis au point un projet de résolution reflétant les décisions de l'OUA et cherchant à rétablir la question dans son véritable contexte.

430. En présentant le projet de résolution des cinq puissances, le représentant de la Syrie a appelé l'attention du Conseil sur les modifications apportées aux paragraphes 3 et 7 du projet (S/9696/Corr.1 et 2). Se référant au paragraphe 5, qui condamnait le refus de la Puissance administrante d'utiliser la force, le représentant de la Syrie a cité un passage d'un livre publié par le représentant permanent du Royaume-Uni, où il était dit que l'Organisation des Nations Unies allait devoir prendre des mesures énergiques et que, le moment venu, la plus grande responsabilité incomberait à ceux qui avaient cherché à limiter les pouvoirs de l'Organisation des Nations Unies et à réduire son autorité. Les auteurs du projet de résolution, a dit le représentant de la Syrie, soutenaient que le Royaume-Uni, avec l'appui matériel et moral des Nations Unies, était encore en mesure de faire face à ses obligations en ce qui concernait la situation en Rhodésie du Sud. Ils demandaient, d'autre part, instamment au Conseil d'adopter le projet de résolution des cinq puissances, qui, à leur avis, mettrait fin au régime raciste et assurerait au peuple du Zimbabwe son droit à un gouvernement indépendant fondé sur le principe de la règle de la majorité et de l'égalité.

431. Le représentant du Burundi a lancé un appel aux membres du Conseil, en particulier aux Etats amis du Royaume-Uni, leur demandant d'apporter leur appui au projet de résolution des cinq puissances, qui faisait preuve d'un esprit de coopération et de compromis et ne se limitait pas à un seul aspect du problème comme le faisait le projet de résolution du Royaume-Uni. Les auteurs du projet de résolution des cinq puissances ne cherchaient pas à embarrasser le Royaume-Uni, mais à l'aider à s'acquitter de ses responsabilités à l'égard des intérêts de tout le peuple du Zimbabwe. Pour cette raison, les auteurs avaient incorporé dans leur texte les propositions contenues dans le projet de résolution du Royaume-Uni. Bien qu'ils se soient efforcés dans leur projet d'aller au fond du problème en demandant au Conseil de sécurité de s'acquitter de ses responsabilités, ils étaient encore persuadés qu'en dernière analyse c'était le Royaume-Uni qui devait assumer la principale responsabilité et faire face à une situation qu'il avait lui-même créée.

432. Le représentant du Sénégal a retracé l'histoire de la Rhodésie du Sud depuis l'époque de la venue des premiers colons dans le pays, en particulier les lois foncières discriminatoires qui avaient provoqué peu à peu le sort misérable auquel était réduite la population africaine et avaient consolidé la position privilégiée des quelques Blancs. Dans ces circonstances, la délégation sénégalaise ne pensait pas que des sanctions économiques ou autres pourraient faire reculer les dirigeants rebelles. Il fallait que la Puissance administrante emploie des moyens plus énergiques pour aboutir à ce résultat, mais il était douteux que le Royaume-Uni le fasse effectivement. En conséquence, il appartenait au Conseil, en particulier aux grandes puissances, de restaurer la dignité du peuple du Zimbabwe qui attendait, anxieux sur son sort, la décision du Conseil.

433. A la 1533<sup>e</sup> séance, le 13 mars, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de l'Inde, sur sa demande, à participer à la discussion sans droit de vote.

434. Le représentant du Pakistan a dégagé les six éléments ci-après, qui étaient implicitement contenus dans les résolutions déjà adoptées sur la question du

fait que le Conseil y invoquait le Chapitre VII de la Charte : a) le régime raciste minoritaire de la Rhodésie du Sud était totalement illégal et ne devait pas être reconnu; b) la persistance de ce régime constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales; c) la population de la Rhodésie du Sud avait pleinement droit à l'autodétermination et à l'indépendance et tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devaient lui apporter une assistance matérielle et un appui moral à cette fin; d) c'était au Royaume-Uni, Puissance administrante légale, qu'incombait au premier chef la responsabilité de la situation en Rhodésie du Sud, en attendant la pleine accession du territoire à l'indépendance; e) toutes les tentatives faites pour parvenir à une solution pacifique de la situation ayant échoué, celle-ci exigeait que le Conseil de sécurité prenne des mesures coercitives; f) les pays qui aidaient ou encourageaient le régime illégal violaient les obligations que leur imposait l'Article 25 de la Charte. Pour autant que l'on juge de l'efficacité d'une mesure d'après le succès dont elle est couronnée, on pouvait dire qu'aucune des mesures prises par le Conseil n'avait donné jusqu'à présent le résultat recherché, à savoir le revirement de la politique adoptée par le régime rebelle. Le représentant du Pakistan ne croyait pas qu'une réaffirmation des décisions déjà prises par le Conseil, comme l'envisageait le projet de résolution du Royaume-Uni, serait suffisante en l'état actuel des choses. La prompt intervention du Royaume-Uni, qui avait demandé une réunion urgente du Conseil et présenté son projet de résolution, avait heureusement incité un certain nombre de pays à rompre leurs relations consulaires avec la Rhodésie du Sud, mais la nouvelle situation dans ce territoire n'en exigeait pas moins que le Conseil réagisse d'une manière plus significative qu'il ne l'avait fait jusqu'à présent. Le représentant du Pakistan priait donc instamment les membres du Conseil d'appuyer le projet de résolution des cinq puissances. Etant donné que la rébellion ne pouvait être réprimée sans le recours à la force, le moment était venu pour les représentants des membres permanents du Conseil et pour les membres du Conseil des ministres de l'OUA d'entamer, indépendamment de toute résolution que le Conseil pourrait adopter, des consultations au cours desquelles seraient examinées, sans idées préconçues, les possibilités de recourir à la force. Cette suggestion devait être soigneusement examinée, car trop souvent dans le passé on avait négligé les appréciations que les Etats africains avaient portées sur cette question ainsi que les avertissements qu'ils avaient formulés.

435. Le représentant des Etats-Unis a dit que son gouvernement persistait à penser que, du fait qu'elles étaient essentiellement injustes et émanaient d'un régime illégal, les dispositions récemment adoptées en Rhodésie du Sud n'avaient aucune valeur juridique et ne pouvaient d'aucune manière être considérées comme conférant une légitimité quelconque à ce régime. Fidèle à sa position, le Gouvernement des Etats-Unis avait décidé de fermer son consulat à Salisbury et n'avait pas l'intention de reconnaître le régime illégal. Le représentant des Etats-Unis espérait que le Conseil adopterait promptement et à l'unanimité le projet de résolution du Royaume-Uni et que, lorsqu'il tracerait sa ligne de conduite pour l'avenir, il continuerait à agir avec l'unanimité des suffrages. M. Smith et ses amis seraient seuls à trouver un réconfort dans une division du Conseil. En revanche, l'adoption rapide du projet de résolution du Royaume-Uni indiquerait que le Conseil

refuse de reconnaître le régime Smith et reste fermement convaincu que la Rhodésie du Sud finira par être gouvernée par un régime majoritaire. Il était, certes, regrettable que l'Afrique du Sud et le Portugal continuassent à faire fi des sanctions demandées par la résolution 253 (1968), mais il n'en était pas moins permis de se demander si la communauté internationale et, notamment, les puissances les plus directement intéressées à assurer leur efficacité apporteraient un appui suffisant à cette mesure extrême qu'était l'application de sanctions aux pays voisins de la Rhodésie du Sud, ou si l'adoption d'une telle mesure ne ferait que démontrer les limites de l'action des Nations Unies. Le représentant des Etats-Unis priait instamment le Conseil de ne pas suivre une ligne de conduite chimérique qui risquerait d'outre-passer les limites dans lesquelles l'Organisation était capable d'agir efficacement et renforcerait encore la position du régime Smith et de ses partisans en Afrique australe. Il se demandait également s'il serait sage et utile d'imposer une rupture des communications, comme le prévoyait le projet de résolution des cinq puissances. Les Etats-Unis, qui avaient une longue tradition de liberté de mouvement et de parole, ne sauraient s'accommoder d'une telle mesure et ne pourraient envisager de laisser leurs citoyens privés de moyens de déplacement ou de communication. Au surplus, la rupture de la libre circulation des informations risquait d'aboutir à un durcissement de l'attitude de la minorité blanche et à empêcher l'accomplissement de progrès réels.

436. Le représentant de la Zambie a déploré les conclusions auxquelles était parvenu le représentant des Etats-Unis, selon lequel les propositions contenues dans le projet de résolution des cinq puissances dépasseraient la capacité d'agir de l'Organisation des Nations Unies, aggraveraient encore une situation déjà compliquée et raidiraient l'attitude des Blancs en Rhodésie du Sud. De l'avis de sa délégation, c'était précisément l'inaction de l'Organisation des Nations Unies qui porterait préjudice à celle-ci. Le projet de résolution afro-asiatique constituait un compromis : il ne demandait même pas le recours à la force et les sanctions qu'il proposait visaient à prévenir l'holocauste sanglant qui ne manquerait pas de suivre la résistance du peuple zimbabwé contre le régime d'agression et de répression de Smith. Le représentant de la Zambie demandait instamment aux Etats-Unis de prendre des mesures pour mettre fin à leurs achats de chrome en provenance de la Rhodésie du Sud et d'envisager d'ordonner la fermeture du bureau de tourisme rhodésien aux Etats-Unis ainsi que la cessation des activités de propagande de celui-ci. Il priait en outre les Etats-Unis de cesser de suivre automatiquement le Royaume-Uni et de prendre au contraire une attitude positive en s'inspirant des principes qui avaient marqué les luttes pour l'indépendance tant du peuple américain que du peuple zimbabwé.

437. Dans sa réponse à ces observations, le représentant des Etats-Unis a assuré catégoriquement le Conseil que les Etats-Unis n'importaient pas de chrome de Rhodésie du Sud; son pays avait obtenu d'autres sources d'approvisionnement de ce produit et respectait scrupuleusement les sanctions imposées par le Conseil.

438. Le représentant de la Yougoslavie a dit que le problème de la Rhodésie du Sud constituait la pierre de touche du sérieux et de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies, étant donné qu'en l'occurrence les règles les plus fondamentales des relations internatio-

nales avaient été violées et les décisions de l'Organisation bafouées. Les sanctions économiques que le Conseil de sécurité avait adoptées par sa résolution 253 (1968) s'étaient révélées inefficaces parce qu'elles avaient été insuffisamment appliquées non seulement par l'Afrique du Sud et le Portugal, mais aussi par un certain nombre de pays qui avaient des intérêts économiques et des engagements importants en Rhodésie du Sud. Se référant aux rapports du Secrétaire général sur la question (S/8786/Add.1 à 11), le représentant de la Yougoslavie a demandé pour quelle raison 31 pays, dont 27 étaient Membres de l'Organisation des Nations Unies, n'avaient pas présenté de rapports sur la mise en œuvre de cette résolution. Le fait que le régime illégal de la Rhodésie du Sud n'avait pas pu être éliminé avait renforcé l'alliance entre l'Afrique du Sud, le Portugal et la Rhodésie du Sud, qui constituait un instrument de répression de la lutte que les peuples de l'Afrique australe menaient pour la liberté, l'indépendance et les droits fondamentaux de l'homme. La délégation yougoslave, tout en persistant à penser que c'était au Royaume-Uni qu'il incombait de prendre les mesures nécessaires, estimait que le moyen d'action le plus efficace avait déjà été indiqué par la résolution 2508 (XXIV) que l'Assemblée générale avait adoptée le 21 novembre 1969 et qui devrait être appliquée immédiatement. La Yougoslavie avait toujours accordé son plein appui aux efforts déployés par les Nations Unies à propos de cette question et son Assemblée fédérale avait adopté, le 11 février 1969, une loi spéciale qui interdisait l'établissement de relations commerciales ou économiques avec le régime minoritaire illégal de la Rhodésie du Sud. Le représentant de la Yougoslavie a également cité le communiqué publié le 8 février à la suite des entretiens qui avaient eu lieu entre les Présidents de la Yougoslavie et de la Zambie, et qui invitait l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale "à prendre des mesures concrètes et urgentes qui puissent aboutir, le plus tôt possible, à la libération des peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Rhodésie, de la Namibie, de l'Afrique du Sud et de la Guinée (Bissau)".

439. Le représentant de la Finlande a prié instamment le Conseil de répondre à l'appel lancé par la délégation spéciale de l'OUA en prenant de nouvelles mesures pour renforcer la pression internationale exercée sur le régime illégal. Pour que cette pression soit efficace, il était indispensable de rétablir l'unité du Conseil et d'éviter que ne se produisent en son sein, comme en juin 1969, des divergences qui ne pourraient qu'encourager M. Smith et ses partisans. Une nouvelle division au sein du Conseil ne pourrait que consterner et fourvoyer davantage tous ceux qui avaient fidèlement exécuté les décisions du Conseil. Comme aucun des deux projets de résolution présentés par le Royaume-Uni et par les cinq puissances ne paraissait fournir de base à une action unanime, la délégation finlandaise suggérerait que le Conseil décide, en vertu des dispositions impératives de l'Article 41 de la Charte, que tous les Etats Membres doivent rompre immédiatement toutes les relations diplomatiques, consulaires, commerciales, militaires et autres qu'ils pourraient avoir avec le régime illégal et interrompre le service de tous moyens de transport existants à destination ou en provenance de la Rhodésie du Sud. Le Conseil devrait également exclure ce régime de la participation à toutes relations multilatérales entre les Etats et lui retirer sa qualité de membre de certaines institutions spécialisées. En outre, le Conseil devrait inviter les Etats Membres à



appliquer les sanctions de manière plus efficace et assigner peut-être un rôle plus large et plus actif au Comité créé par la résolution 253 (1968). Enfin, la délégation finlandaise suggérait que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les membres des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales accordent une aide plus importante à la Zambie, qui subissait très durement les conséquences des mesures prises contre la Rhodésie du Sud.

440. Le représentant de la Chine a dit que l'échec de la politique des sanctions et le fait que le Conseil n'avait pas réussi à adopter une résolution sur cette question en juin 1969 avaient mis en lumière la faiblesse fondamentale de l'Organisation des Nations Unies et montré que l'écart existant entre ce qui était demandé au Conseil et ce que celui-ci pouvait faire était impossible à combler. Devant une telle situation, le Conseil devait au moins condamner l'acte le plus récent du régime illégal et demander à tous les Etats Membres de ne pas le reconnaître, faisant entendre, sur cette question de non-reconnaissance, une seule et même voix, comme l'avait instamment demandé le représentant du Royaume-Uni. En l'absence d'une action plus énergique, le Royaume-Uni avait toutefois une responsabilité permanente et il lui appartenait d'arrêter, en fin de compte, les autres mesures à prendre, aussi pénibles et peu attrayantes qu'elles fussent. En attendant, le représentant de la Chine estimait qu'une pression accrue comme celle suggérée par la délégation finlandaise semblait une solution pratique qui devrait être appliquée sans retard.

441. Le représentant du Burundi a dit que son gouvernement était reconnaissant aux pays qui avaient décidé de fermer leur consulat à Salisbury. C'était toutefois le Royaume-Uni qui portait toujours la responsabilité de la situation en Rhodésie du Sud car il l'avait laissée se développer en se faisant le complice de ceux qui avaient accaparé le pouvoir dans ce territoire. Le Royaume-Uni n'ignorait nullement les bonnes relations qui pourraient s'établir avec le Zimbabwe s'il décidait de favoriser l'exercice des droits et des prérogatives inaliénables du peuple zimbabwe; mais aussi longtemps qu'il aurait partie liée avec les intérêts des tenants de la suprématie raciale en Rhodésie du Sud, il ne pouvait compter sur l'indulgence des pays africains à son égard. Aussi, les dirigeants du Royaume-Uni devaient-ils choisir, dans leur propre intérêt, soit de se joindre à l'Afrique, soit de briser à jamais leurs liens avec ce continent. Il était surprenant de voir le gouvernement du parti travailliste à Londres adopter une attitude aussi indulgente; de toute évidence, le Premier Ministre avait préféré l'opportunisme politique aux principes de la justice la plus élémentaire. Toutefois, il était grand temps que les colons rhodésiens cessent de commettre leurs crimes barbares contre le peuple zimbabwe, qui cherchait seulement à reconquérir par la lutte les droits à la vie, à l'indépendance et à la propriété. Le représentant du Burundi a souligné que la Puissance administrante n'avait pas d'autre solution que le recours à la force, qu'elle pouvait d'ailleurs facilement employer, pour renverser le régime minoritaire de la Rhodésie du Sud. Si le Royaume-Uni refusait d'agir, il devrait alors prendre le double engagement suivant : premièrement, ne pas contrecarrer le peuple zimbabwe lorsqu'il agirait lui-même et, deuxièmement, lui fournir tous les moyens militaires nécessaires pour renverser l'oligarchie coloniale en Rhodésie du Sud.

442. Le représentant de l'Inde a cité des déclarations du Premier Ministre et du Ministre adjoint aux affaires étrangères de son pays, dans lesquelles ils avaient déploré les mesures prises par le régime rebelle lorsqu'il avait proclamé ce qu'il prétendait être une république, et avaient lancé un appel en faveur d'une action internationale efficace capable de mener la Rhodésie du Sud à l'indépendance sur la base du principe selon lequel il ne saurait y avoir d'indépendance sans pouvoir de la majorité africaine. Il a regretté que, au sein du Conseil, on ait tendance à être beaucoup trop prolix, mais bien peu résolu à agir. De toute évidence, le régime Smith s'était rebellé contre la Couronne britannique et avait, à maintes reprises, violé la Charte des Nations Unies. C'était au Royaume-Uni qu'il incombait sans conteste d'adopter des mesures efficaces, y compris l'emploi de la force, contre ce régime. Un certain nombre de pays venaient d'annoncer leur décision de fermer leur consulat en Rhodésie du Sud, ce qui était une mesure très louable; mais il semblait étrange que le Royaume-Uni n'eût pas encore retiré ou annulé l'exequatur donné aux consuls, alors que le Conseil avait décidé depuis de nombreuses années de boycotter les relations consulaires, diplomatiques et autres avec le territoire. La délégation indienne savait bien qu'elle ne pouvait espérer du Royaume-Uni, et encore moins de l'Afrique du Sud et du Portugal, qu'ils prennent des mesures efficaces, mais elle pensait que les propositions contenues dans le projet de résolution des cinq puissances ouvraient peut-être la voie à une solution.

443. A la 1534<sup>e</sup> séance, le 17 mars, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de l'Arabie Saoudite, sur sa demande, à participer à la discussion, sans droit de vote.

444. Le représentant du Nicaragua a déclaré que son gouvernement condamnait le régime illégal de la Rhodésie du Sud et son système juridique, fondé sur la discrimination raciale, et qu'il ne le reconnaissait pas. Etant donné que toutes les délégations avaient reconnu la nécessité de modifier l'état de choses regrettable qui existait en Rhodésie du Sud, le Conseil devrait rechercher des méthodes capables de traduire dans la réalité ce désir unanime de trouver une solution favorable et viable au problème. Aussi, la délégation du Nicaragua était-elle d'avis que les propositions faites par la délégation de la Finlande, reprenant les propositions contenues dans le projet de résolution du Royaume-Uni ainsi qu'une bonne partie du texte des cinq puissances, étaient de nature à faire l'unanimité au sein du Conseil.

445. Le représentant du Royaume-Uni a réitéré son appel en faveur de l'unanimité aux fins de l'adoption de mesures efficaces pour faire face à la situation en Rhodésie du Sud; c'était là pour sa délégation, comme cela devait l'être pour tous, une question de la plus haute importance. Si le Conseil demeurerait divisé et ne parvenait pas à un accord, il ne servirait nullement les intérêts des peuples de l'Afrique australe. Les questions de la reconnaissance et de la condamnation contenues dans les propositions de la délégation britannique étaient très importantes, comme chaque délégation l'avait reconnu. A la suite de l'appel lancé pour que la reconnaissance soit refusée au régime de la Rhodésie du Sud, neuf pays avaient déjà décidé de fermer leur consulat à Salisbury, ce qui constituait une réponse spectaculaire extrêmement encourageante. Il était donc déjà absolument clair que le Conseil était unanime sur ces questions. S'agissant des appels lancés

par plusieurs délégations en faveur de l'emploi de la force et de l'extension des sanctions à l'ensemble de l'Afrique australe, le représentant du Royaume-Uni a réaffirmé la position de son gouvernement en citant une déclaration que lui-même avait faite au Conseil, au mois d'août 1969, lorsqu'il avait indiqué que le Royaume-Uni ne pouvait s'engager à déclencher une guerre en envahissant la Rhodésie du Sud, ce territoire autonome où, depuis 1923, il n'y avait ni forces armées britanniques ni fonctionnaires britanniques occupant des postes dans l'administration. Il ne s'agissait donc pas simplement de décider d'adopter une nouvelle politique pour le territoire ou de prendre des mesures locales en vue du maintien de l'ordre, comme le Gouvernement britannique l'avait fait dans ses anciennes colonies, mais bien d'entreprendre une invasion et de déclencher une guerre. Le recours à la force pourrait facilement entraîner une escalade, et les résultats d'un tel acte de violence sont toujours imprévisibles. Le représentant du Royaume-Uni a également rappelé la déclaration qu'il avait faite en 1965 à la Commission politique spéciale au sujet d'une proposition qui tendait à étendre les sanctions à l'Afrique du Sud, et dans laquelle il avait indiqué qu'il était impossible pour le Royaume-Uni d'aller au-delà de l'embargo qu'il avait déjà imposé sur les armes à destination de ce pays et qu'une vaste campagne de sanctions économiques, appuyée par un blocus, exigerait des ressources dépassant de loin les possibilités de l'Organisation des Nations Unies. Une telle mesure constituerait, au surplus, un suicide économique pour le Royaume-Uni. S'agissant de l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud, le représentant du Royaume-Uni a rejeté les allégations du représentant de l'URSS qui avait accusé le Royaume-Uni de complaisance et de collaboration. Le représentant du Royaume-Uni a assuré le Conseil qu'aucun pays n'avait fait plus que le sien pour appliquer les sanctions, que sa délégation désirait voir devenir encore plus efficaces. Le Royaume-Uni avait pris plus énergiquement qu'aucun autre pays des mesures punitives contre ses propres ressortissants lorsqu'il avait été établi qu'ils commerçaient avec la Rhodésie du Sud, et il avait porté à l'attention du Comité des sanctions du Conseil une centaine de rapports sur des infractions possibles aux sanctions.

446. Le représentant de l'Espagne a souligné que les membres du Conseil s'accordaient à penser qu'il fallait condamner le régime de la Rhodésie du Sud et renforcer les sanctions imposées par la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, et qu'il était nécessaire de prendre des mesures pour mettre fin à cette situation intolérable, mais qu'ils ne s'entendaient plus lorsqu'il s'agissait de la portée de ces mesures ou de l'imputation des responsabilités. Selon lui, le Royaume-Uni portait la responsabilité principale de la situation en Rhodésie du Sud, qui était le résultat de sa politique coloniale dans ce territoire, fondée sur la discrimination raciale et le mépris des valeurs humaines. Une telle politique contrastait, de façon marquée, avec les déclarations du Royaume-Uni selon lesquelles les intérêts du peuple du Zimbabwe devaient primer toute autre considération. De plus, en n'employant pas toutes les ressources à sa disposition pour assurer l'application de la politique de sanctions, le Royaume-Uni encourageait le régime de Salisbury à résister au blocus économique. Pour toutes ces raisons, la délégation espagnole ne pensait pas que le projet de résolution du Royaume-Uni contribuerait à une solution du problème.

447. Le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que la grave question qui confrontait l'Organisation des Nations Unies était de savoir si elle pouvait établir un dispositif capable de résoudre des problèmes du genre de celui dont le Conseil était saisi, ou si elle devait continuer à se contenter de beaux discours et de promesses vaines, en risquant, ce faisant, de perdre la confiance du monde et de se détruire elle-même. On ne pouvait pas attendre du Royaume-Uni qu'il use de la force contre la Rhodésie du Sud, ce qui dépassait peut-être les limites de ses possibilités, et le Conseil avait tort de continuer à confier au gouvernement de ce pays la charge de résoudre le problème. Selon le représentant de l'Arabie Saoudite, cette tâche devait dorénavant être confiée aux deux grandes puissances, les Etats-Unis et l'URSS, pays tous deux opposés au colonialisme et attachés aux principes de l'égalité. Pour compléter les sanctions et toutes les autres mesures envisagées dans les projets de résolution soumis au Conseil, ces deux puissances pourraient établir, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, une sorte de cordon sanitaire contre les racistes en Afrique, si elles ne pouvaient utiliser de parachutistes. En outre, l'Organisation des Nations Unies, et en particulier son service de l'information, devrait prendre l'initiative d'une campagne d'éducation des racistes blancs en Afrique australe pour les amener à accepter les Africains comme leurs égaux. A propos du projet de résolution du Royaume-Uni, le représentant de l'Arabie Saoudite a proposé que la formule "prie instamment", au paragraphe 3 du dispositif, soit remplacée par "demande" ou "invite", afin de lui imprimer un sens plus marqué d'obligation. Il a enfin insisté auprès du Conseil pour qu'il adopte des mesures susceptibles d'être traduites en actions et ne se perde pas dans de longues discussions sur ce qu'il est possible ou impossible de faire.

448. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que non seulement sa délégation, mais l'écrasante majorité des membres du Conseil et les délégations qui avaient pris part au débat avaient condamné de manière décisive la politique du Royaume-Uni à l'égard de la Rhodésie du Sud. La délégation soviétique ne contestait nullement l'activité déployée par le Royaume-Uni au Comité des sanctions du Conseil de sécurité, mais elle était d'avis que cette activité n'était qu'une façade et visait à détourner l'attention de la réalité. Le fait était que le Royaume-Uni refusait de prendre des mesures efficaces, soutenant ainsi le régime illégal. Le représentant du Royaume-Uni n'avait pas répondu aux questions que la délégation soviétique avait soulevées au sujet de la carence du Royaume-Uni, qui n'avait pas appliqué aux rebelles les dispositions de sa loi sur la trahison, ni aux questions touchant l'importance des investissements occidentaux en Rhodésie du Sud et le rôle joué par l'Afrique du Sud et le Portugal dans le sabotage de l'application des sanctions à la Rhodésie du Sud, comme cela avait été démontré dans le deuxième rapport du Comité des sanctions (S/9252). Le représentant de l'URSS a également cité des chiffres préparés par le groupe de l'apartheid du Secrétariat des Nations Unies, qui montraient que jusqu'à la fin de 1966 les investissements des pays occidentaux en Afrique du Sud, pays qui accordait une aide directe à la Rhodésie du Sud, se montaient à 5 milliards 313 millions, la part du Royaume-Uni s'élevant à 3 milliards 42 millions, et celle des Etats-Unis à 697 millions. Au surplus, le

Royaume-Uni avait en Rhodésie du Sud des investissements d'un montant de 200 millions de livres sterling, et les Etats-Unis des investissements de 55 millions de dollars. Si des sommes de cette importance étaient retirées de Rhodésie du Sud, les fondations de l'économie de ce pays en seraient ébranlées. Tous ces chiffres étaient des faits et non des déformations de la vérité; nul ne pouvait les contester. Si le Royaume-Uni avait l'intention d'aider le peuple du Zimbabwe, la meilleure façon de le prouver serait de voter en faveur du projet de résolution des cinq puissances, et en particulier des paragraphes 8 et 9 de ce texte, tendant à condamner l'Afrique du Sud et le Portugal et à étendre les sanctions à ces deux pays.

449. Le Président, parlant en qualité de représentant de la Colombie, a noté que le Conseil était unanime à répudier l'action du régime de Salisbury et à condamner un état de choses qui était injuste et inacceptable au regard des principes de la Charte des Nations Unies. De l'avis de la délégation colombienne toute mesure proposée pour faire face à la situation devrait jouir de l'appui le plus large au sein du Conseil, car l'efficacité de telles mesures dépendait des décisions et de la coopération sincère de tous les pays du monde conscients de leur responsabilité internationale. Or, la délégation colombienne estimait que ni le projet de résolution soumis par le Royaume-Uni ni celui des cinq puissances ne coïncidaient avec sa propre position à cet égard. Au cas où aucun de ces projets de résolution ne serait adopté, le Conseil devrait continuer à rechercher une formule capable de recueillir l'appui de tous les membres du Conseil.

450. Le représentant du Royaume-Uni, prenant la parole sur une question de procédure, a proposé que le Conseil ne vote pas le jour-même sur les deux projets de résolution, mais suspende ses débats pendant un jour afin de permettre à ses membres de réexaminer toutes les propositions au cours de consultations officielles, notamment les propositions soumises par la délégation finlandaise qui devaient être présentées officiellement sous forme de projet de résolution.

451. Le représentant des Etats-Unis a signalé que la possibilité de modifications du texte afro-asiatique ou de votes séparés sur certaines parties de ce texte constituaient des éléments nouveaux. Il demandait donc un délai de 24 heures pour étudier la nouvelle situation.

452. Le représentant de la Sierra Leone, au nom des auteurs du projet de résolution des cinq puissances, et les représentants du Burundi et de l'Union soviétique se sont opposés à la motion en affirmant que le Conseil avait eu assez de temps pour examiner les propositions. Une décision rapide à leur sujet serait conforme au vœu de la délégation du Royaume-Uni, qui avait demandé que le Conseil soit convoqué d'urgence, malgré les inconvénients qui pouvaient en résulter pour les délégations africaines. En outre, le Conseil ne devait pas se préoccuper d'un futur projet de résolution de la délégation finlandaise qui n'avait pas encore été officiellement présenté.

453. Le représentant du Royaume-Uni a proposé formellement, en vertu de l'article 33 du règlement intérieur du Conseil, que le Conseil ajourne ses débats jusqu'au lendemain 15 heures.

**Décision :** A la 1534<sup>e</sup> séance, le 17 mars 1970, la motion du Royaume-Uni a été rejetée par 7 voix contre 6 avec 2 abstentions (Colombie et Espagne).

454. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que le projet de résolution des cinq puissances était très

important et qu'un vote paragraphe par paragraphe risquait d'en modifier la forme et de créer ainsi une situation nouvelle. Même sous sa forme existante, le projet contenait des propositions importantes qui tendaient, notamment, à couper tous les moyens de communication avec la Rhodésie du Sud et à étendre les sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal, mesures qui exigeaient un blocus total que les Nations Unies étaient bien incapables actuellement d'assurer. En conséquence, le représentant des Etats-Unis proposait que le Conseil accepte, par courtoisie, de suspendre la séance pendant une demi-heure afin de donner aux membres au moins ce laps de temps pour réfléchir à la nouvelle situation qui avait été créée avant de voter sur les projets de résolution.

455. La motion des Etats-Unis a été appuyée par les délégations du Nicaragua et du Royaume-Uni, mais a été combattue par les délégations du Burundi, de la Pologne, de la Sierra Leone, de la Syrie et de la Zambie, qui ont proposé, au contraire, que le Conseil passe immédiatement au vote sur les projets de résolution dont il était saisi. Après de nouvelles interventions sur des questions de procédure, le Conseil a procédé au vote sur la motion des Etats-Unis.

**Décision :** A la 1534<sup>e</sup> séance, le 17 mars 1970, la motion des Etats-Unis tendant à ajourner les débats a été rejetée par 7 voix contre 6, avec 2 abstentions (Colombie et Espagne).

456. Avant que le Conseil ait procédé au vote sur les deux projets de résolution, le représentant de la Chine, prenant la parole pour expliquer son vote, a dit que sa délégation voterait pour le projet de résolution du Royaume-Uni, mais s'abstiendrait sur les paragraphes 5, 8 et 9 du projet de résolution des cinq puissances, car elle estimait que la décision de recourir à la force devait être prise par le Royaume-Uni lui-même et que le Conseil ne devait pas adopter des sanctions que les Nations Unies n'étaient pas en mesure d'appliquer effectivement.

457. Le Conseil a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution du Royaume-Uni (S/9676/Rev.1).

**Décision :** A la 1534<sup>e</sup> séance, le 17 mars 1970, le projet de résolution du Royaume-Uni a été rejeté par 5 voix contre zéro, avec 10 abstentions (Burundi, Colombie, Espagne, Finlande, Népal, Pologne, Sierra Leone, Syrie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Zambie).

458. Prenant la parole pour expliquer son vote, le représentant de la Sierra Leone a déclaré, au nom des auteurs du projet de résolution des cinq puissances, qu'il s'était abstenu lors du vote sur le projet de résolution du Royaume-Uni parce que ce projet n'allait pas assez loin. Il estimait que le Royaume-Uni pouvait faire davantage, mais en était empêché par un mélange d'indécision, de sentimentalité et de désir sincère d'éviter toute effusion de sang, et que les sanctions ne pouvaient pas avoir d'effet en raison du passage clandestin à travers l'Afrique du Sud et les territoires portugais du Mozambique et de l'Angola. Les auteurs du projet de résolution des cinq puissances avaient donc présenté un texte plus large, qui comprenait toutes les propositions du Royaume-Uni.

459. Avant que le Conseil ait procédé au vote sur le projet de résolution des cinq puissances, le représentant de l'Espagne a demandé que les paragraphes 8 et 9 du dispositif soient mis aux voix séparément, et le représentant de la Sierra Leone a accepté, au nom des auteurs.

460. Le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation s'abstiendrait lors des votes par division dans la mesure où elle ne pouvait pas appuyer l'ensemble du projet de résolution sous sa forme actuelle.

461. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation voterait contre le projet de résolution parce qu'il invitait implicitement le Royaume-Uni à recourir à la force et tendait à couper toute communication avec la Rhodésie du Sud, mesure qui entraînerait l'abandon complet des citoyens américains résidant dans ce pays étant donné notamment que le Gouvernement américain avait décidé de fermer son consulat à Salisbury. En outre, cette mesure ne servirait pas les intérêts de la majorité opprimée de Rhodésie et n'aurait aucun effet décisif sur le régime minoritaire illégal. Le représentant des Etats-Unis continuait à penser que, si l'on s'était employé un peu plus activement à trouver un terrain d'entente, sa délégation aurait pu éviter de voter contre le projet de résolution, ce qu'elle n'avait décidé de faire qu'à grand regret. Il espérait que le Conseil ne renoncrait pas à chercher un terrain d'entente.

462. En mettant aux voix le projet de résolution des cinq puissances (S/9696 et Corr.1 et 2), le Président a annoncé que les paragraphes 8 et 9 du dispositif seraient mis aux voix séparément.

**Décision :** *A la 1534<sup>e</sup> séance, le 17 mars 1970, le paragraphe 8 du dispositif a été rejeté par 7 voix contre zéro, avec 8 abstentions (Chine, Colombie, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Nicaragua et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).*

*Le paragraphe 9 du dispositif a été rejeté par 7 voix contre zéro, avec 8 abstentions (Chine, Colombie, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Nicaragua et Royaume-Uni).*

*Le projet de résolution des cinq puissances, tel qu'il avait été modifié à la suite du rejet des paragraphes 8 et 9 du dispositif, a été rejeté par 9 voix contre 2 (Royaume-Uni et Etats-Unis), avec 4 abstentions (Colombie, Finlande, France, Nicaragua). Le projet de résolution n'a pas été adopté en raison du vote négatif de deux des membres permanents du Conseil.*

463. Le représentant de la Finlande a regretté que le Conseil n'ait pas donné à ses membres la possibilité de procéder à de nouvelles consultations et a estimé que la décision du Conseil ne servait que les intérêts de Salisbury. Elle donnait l'impression que la politique des sanctions contre le régime illégal perdait des partisans. Une telle impression était cependant erronée car les membres du Conseil poursuivaient bien, au fond, le même objectif à cet égard. Le représentant de la Finlande espérait que les membres du Conseil ne mettraient pas fin à l'examen de la question dans un état d'indécision mais feraient un nouvel effort pour s'entendre sur un mode d'action qui intensifierait les pressions internationales sur le régime illégal et restaurerait l'unité du Conseil. Il soumettait donc officiellement au Conseil le texte d'un projet de résolution (S/9709) qui avait été auparavant communiqué officiellement aux membres du Conseil, et il exprimait l'espoir que ce projet servirait de base à une entente sur la conduite à suivre.

464. Le représentant du Royaume-Uni a dit qu'il regrettait que le Conseil ait tenu à voter hâtivement, car cette décision avait forcé sa délégation à user de son veto pour la première fois sur une question africaine. Cette décision avait été délibérée. Un marché avait été conclu par certaines délégations qui savaient

bien que le refus d'ajourner les débats ne mènerait pas à un accord, mais à une impasse. De telles manœuvres étaient contraires aux traditions du Conseil. Toutefois, la délégation britannique espérait que les membres du Conseil pourraient encore travailler ensemble et prendre des mesures efficaces sur la base des propositions présentées par la délégation finlandaise.

465. Le représentant de la Zambie, parlant au nom du Conseil des ministres de l'OUA, a dit que le résultat du vote sur le projet de résolution des cinq puissances avait démasqué pour la première fois les intentions et la politique véritables du Royaume-Uni à l'égard de la population noire de Rhodésie du Sud. En usant de son veto, le Royaume-Uni avait abdiqué sa responsabilité envers le peuple rhodésien, après avoir prétendu tout au long que les intérêts de ce peuple devaient l'emporter sur toute autre considération. Enfin, la position du Royaume-Uni et des Etats-Unis signifiait que, dorénavant, il serait impossible pour le Conseil de prendre des mesures efficaces pour mettre fin à la rébellion en Rhodésie du Sud. Le représentant de la Zambie tenait toutefois à exprimer sa gratitude aux délégations qui avaient voté en faveur du projet de résolution des cinq puissances.

466. Le représentant du Burundi a nié qu'un marché ait été conclu à l'avance pour enfermer le Conseil dans une impasse. En fait, au cours des consultations officieuses, sa délégation avait essayé en vain de demander à la délégation britannique de se rapprocher de la position adoptée dans le projet de résolution des cinq puissances, qui englobait déjà les propositions du Royaume-Uni, et de suggérer des améliorations. C'était au cours de ces consultations que la délégation britannique avait mis en question, pour des raisons humanitaires, la nécessité d'interrompre complètement les communications avec la Rhodésie du Sud. Toutefois, ces considérations humanitaires ne devaient pas l'emporter sur l'intérêt des 5 millions de Rhodésiens. Il fallait que chaque secteur de la population consente à des sacrifices dans l'intérêt de l'ensemble du pays. En conclusion, le représentant du Burundi demandait que le Royaume-Uni s'engage solennellement à ne pas intervenir si le peuple du Zimbabwe réussissait à changer une situation que le Gouvernement britannique n'avait pas réussi à résoudre lui-même de façon satisfaisante.

467. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a nié qu'il avait rompu avec les traditions établies du Conseil, comme les délégations du Royaume-Uni et des Etats-Unis l'en avaient accusé à propos de la défaite de leur motion d'ajournement. La majorité des membres du Conseil avaient agi sagement en rejetant ces propositions dont le but caché était d'empêcher le vote. Deux membres permanents du Conseil avaient voté contre un projet de résolution destiné à protéger la dignité humaine, les droits de l'homme et l'indépendance nationale des 5 millions d'habitants du Zimbabwe. Ils avaient voté, au contraire, en faveur de deux régimes racistes d'Afrique australe et du régime colonialiste portugais. Cette circonstance resterait toujours une triste page de l'histoire des Nations Unies.

468. Le représentant des Etats-Unis, exerçant son droit de réponse, a déclaré qu'il trouvait la déclaration du représentant de l'URSS d'autant plus extraordinaire qu'elle émanait du représentant d'un pays qui s'était servi de son droit de veto plus de 100 fois, la dernière fois pour empêcher le Conseil de prendre une décision au sujet de l'invasion d'un petit pays d'Europe centrale.



469. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Union soviétique n'avait exercé son droit de veto que pour de justes causes, c'est-à-dire pour protéger les intérêts des victimes de l'oppression et de la discrimination et de ceux que, sans son intervention, les puissances occidentales n'auraient pas autorisés à devenir Membres de l'ONU. Sans le veto de l'Union soviétique, les puissances impérialistes n'auraient pas laissé devenir Membres de l'ONU toute une série de pays socialistes. Pour ce qui est de l'usage qui avait été récemment fait du droit de veto et auquel le représentant des Etats-Unis d'Amérique avait fait allusion, ce droit avait été aussi exercé dans ce cas pour une juste cause, à savoir pour empêcher les revanchards et les impérialistes de pénétrer dans un pays socialiste ami.

470. A la 1535<sup>e</sup> séance, le 18 mars, le représentant de la Finlande a présenté le texte révisé du projet de résolution de sa délégation (S/9709/Rev.1), établi en consultation avec les auteurs des deux autres projets de résolution dans un effort pour trouver une formule acceptable pour tous. Il a fait observer que, si le projet de résolution, sous sa nouvelle forme, risquait de ne pas satisfaire tous les membres, et plus particulièrement les membres africains, il représentait la base d'un accord possible dans les circonstances actuelles. Le représentant de la Finlande demandait donc au Conseil de l'adopter sans délai et à l'unanimité. Le texte du projet de résolution révisé de la Finlande se lisait comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Réaffirmant ses résolutions 216 (1965) du 12 novembre 1965, 217 (1965) du 20 novembre 1965, 221 (1966) du 9 avril 1966, 232 (1966) du 16 décembre 1966 et 253 (1968) du 29 mai 1968,*

*"Réaffirmant que, pour autant qu'elles ne sont pas remplacées par la présente résolution, les mesures prévues dans les résolutions 217 (1965) du 20 novembre 1965, 232 (1966) du 16 décembre 1966 et 253 (1968) du 29 mai 1968 aussi bien que celles prises par les Etats Membres en application desdites résolutions doivent demeurer en vigueur.*

*"Tenant compte des rapports du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/8954 et S/9252),*

*"Notant avec une profonde préoccupation.*

*"a) Que les mesures prises jusqu'ici n'ont pas réussi à mettre un terme à la rébellion en Rhodésie du Sud,*

*"b) Que certains Etats, contrairement aux résolutions 232 (1966) et 253 (1968) du Conseil de sécurité et à leurs obligations aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, n'ont pas fait le nécessaire pour empêcher le commerce avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud,*

*"c) Que les Gouvernements de la République sud-africaine et du Portugal ont continué à fournir une assistance au régime illégal de la Rhodésie du Sud, diminuant ainsi les conséquences des mesures décidées par le Conseil de sécurité,*

*"d) Que la situation en Rhodésie du Sud continue à se détériorer du fait de l'adoption, par le régime illégal, de nouvelles mesures, notamment celle par laquelle il a eu la prétention d'attribuer à la Rhodésie du Sud le statut d'une république, qui visent à opprimer la population africaine en violation*

de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,

*"Reconnaissant la légitimité de la lutte que mène le peuple de la Rhodésie du Sud pour obtenir la jouissance de ses droits tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies et conformément aux objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale,*

*"Réaffirmant que la situation actuelle en Rhodésie du Sud constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,*

*"Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,*

*"1. Condamne la proclamation illégale par laquelle le régime illégal de la Rhodésie du Sud a attribué au territoire le statut d'une république;*

*"2. Décide que les Etats Membres s'abstiendront de reconnaître ce régime illégal ou de lui fournir toute assistance;*

*"3. Demande que les Etats Membres prennent sur le plan national des mesures appropriées pour assurer qu'aucun acte accompli par des représentants et des institutions du régime illégal de la Rhodésie du Sud ne sera en rien reconnu, sur le plan officiel ou sur un autre plan, y compris pour ce qui est des décisions judiciaires, par les organes compétents de leur Etat;*

*"4. Réaffirme que le Gouvernement du Royaume-Uni a la responsabilité principale de mettre le peuple du Zimbabwe en mesure d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et en conformité de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et prie instamment ce gouvernement de s'acquitter pleinement de sa responsabilité;*

*"5. Condamne toutes les mesures de répression politique, y compris les arrestations, les détentions, les procès et les exécutions, qui violent les libertés et droits fondamentaux du peuple de la Rhodésie du Sud;*

*"6. Condamne la politique des Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal, qui continuent d'avoir des relations politiques, économiques, militaires et autres avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud en violation des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;*

*"7. Exige le retrait immédiat des forces policières et militaires sud-africaines du territoire de la Rhodésie du Sud;*

*"8. Demande aux Etats Membres de prendre des mesures plus rigoureuses afin d'empêcher que leurs ressortissants, qu'il s'agisse de particuliers ou d'organisations, sociétés et autres institutions, ne tournent les décisions prises par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 232 (1966) et 253 (1968) dont toutes les dispositions resteront pleinement en vigueur;*

*"9. Décide, conformément à l'Article 41 de la Charte et pour servir l'objectif qui est de mettre fin à la rébellion, que les Etats Membres devront :*

*"a) Rompre immédiatement toutes les relations diplomatiques, consulaires, commerciales, militaires et autres qu'ils pourraient avoir avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud, et mettre fin à toute représentation qu'ils pourraient maintenir dans le territoire;*

"b) Interrompt immédiatement le service de tout moyen de transport existant à destination ou en provenance de la Rhodésie du Sud;

"10. *Prie* le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, d'abroger ou de retirer tous accords existants sur la base desquels une représentation étrangère consulaire, commerciale et autre peut être actuellement maintenue en Rhodésie du Sud ou auprès d'elle;

"11. *Demande* aux Etats Membres de prendre toutes autres nouvelles dispositions possibles en vertu de l'Article 41 de la Charte pour régler la situation en Rhodésie du Sud, sans que soit exclue aucune des mesures prévues dans cet Article;

"12. *Invite* les Etats Membres à prendre les dispositions appropriées pour suspendre le régime illégal de la Rhodésie du Sud de toute qualité de membre ou membre associé qu'il possède au sein des institutions spécialisées des Nations Unies;

"13. *Prie instamment* les Etats membres de toute organisation internationale ou régionale de suspendre le régime illégal de la Rhodésie du Sud de la qualité de membre de leurs organisations respectives et de rejeter toute demande de ce régime visant à acquérir cette qualité;

"14. *Prie instamment* les Etats Membres d'accroître leur appui moral et matériel au peuple de la Rhodésie du Sud dans la lutte légitime qu'il mène pour obtenir la liberté et l'indépendance;

"15. *Demande* aux institutions spécialisées et autres organisations internationales intéressées, agissant en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine, de prêter aide et assistance aux réfugiés de la Rhodésie du Sud ainsi qu'à ceux qui souffrent de l'oppression du régime illégal de la Rhodésie du Sud;

"16. *Demande* aux Etats Membres, à l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées et autres organisations internationales faisant partie du système des Nations Unies de s'efforcer de toute urgence d'accroître l'assistance qu'ils fournissent en priorité à la Zambie afin de l'aider à résoudre les problèmes économiques spéciaux qu'elle risque de rencontrer du fait de l'application des décisions du Conseil de sécurité sur la question;

"17. *Prie* les Etats Membres, et en particulier ceux à qui incombe, en vertu de la Charte, la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de contribuer effectivement à l'application des mesures prévues par la présente résolution;

"18. *Prie instamment*, compte tenu du principe énoncé à l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies de se conformer aux dispositions de la présente résolution;

"19. *Prie* les Etats Membres de faire rapport au Secrétaire général, le 1<sup>er</sup> juin 1970 au plus tard, sur les mesures qu'ils auront prises pour appliquer la présente résolution;

"20. *Demande* au Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur les progrès de l'application de la présente résolution, le premier rapport devant être présenté le 1<sup>er</sup> juillet 1970 au plus tard;

"21. *Décide* que le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968),

conformément à l'article 28 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, sera chargé :

"a) D'examiner les rapports sur l'application de la présente résolution qui seront présentés par le Secrétaire général;

"b) De demander aux Etats Membres, au sujet de l'application effective des dispositions énoncées dans la présente résolution, tous renseignements supplémentaires qu'il pourra juger nécessaires pour s'acquitter dûment de son obligation de faire rapport au Conseil de sécurité;

"c) D'étudier les moyens par lesquels les Etats Membres pourraient appliquer de façon plus effective les décisions du Conseil de sécurité relatives aux sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud et de faire des recommandations au Conseil de sécurité;

"22. *Demande* au Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, de continuer à donner une assistance maximum au Comité et de fournir au Comité tous renseignements qu'il peut recevoir, afin que les mesures envisagées dans la présente résolution ainsi que dans les résolutions 232 (1966) et 253 (1968) puissent être rendues pleinement effectives;

"23. *Demande* aux Etats Membres ainsi qu'aux institutions spécialisées de fournir tous renseignements que le Comité pourra leur demander conformément à la présente résolution;

"24. *Décide* de maintenir cette question à son ordre du jour pour prendre toutes autres mesures appropriées eu égard à l'évolution de la situation."

471. Le représentant de la Finlande a appelé l'attention sur les modifications apportées au texte lors des consultations qui avaient eu lieu depuis la séance précédente. La première modification portait sur le paragraphe 2 du dispositif, qui se lisait auparavant comme suit :

"*Décide*, conformément à l'Article 41 de la Charte des Nations Unies, que les Etats Membres s'abstiendront de reconnaître ce régime illégal ou de lui fournir toute assistance";

La deuxième modification se rapportait au paragraphe 4 du dispositif, qui se lisait auparavant comme suit :

"*Réaffirme* que le Gouvernement du Royaume-Uni a la responsabilité principale de mettre le peuple du Zimbabwe en mesure d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance";

La troisième modification se rapportait au paragraphe 6 du dispositif, qui se lisait auparavant comme suit :

"*Condamne* la politique des Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal, qui continuent d'avoir des relations politiques, économiques, militaires et autres avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud au mépris des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies";

La quatrième modification consistait à ajouter un nouveau paragraphe au dispositif.

La cinquième modification se rapportait au paragraphe 8 du dispositif, qui se lisait auparavant comme suit :

"*Demande* aux Etats Membres de prendre, le cas échéant, des mesures plus rigoureuses afin d'empêcher que leurs ressortissants, qu'il s'agisse de particuliers ou d'organisations, sociétés et autres institutions, ne tournent les décisions prises par le Conseil

de sécurité dans ses résolutions 232 (1966) et 253 (1968);".

La sixième modification consistait à ajouter un nouveau paragraphe au dispositif.

La septième modification se rapportait au paragraphe 13, qui se lisait auparavant comme suit :

*"Prie instamment les Etats membres de toute organisation internationale ou régionale de suspendre le régime illégal de la Rhodésie du Sud de la qualité de membre de leurs organisations respectives;"*

La huitième modification se rapportait au paragraphe 14 du dispositif, qui se lisait auparavant comme suit :

*"Prie instamment les Etats Membres d'apporter leur appui moral et matériel au peuple de la Rhodésie du Sud dans la lutte légitime qu'il mène pour obtenir la liberté et l'indépendance;"*

472. Le représentant de la Finlande a ensuite appelé l'attention sur les corrections de forme qui figuraient dans le texte révisé du projet de résolution reproduit ci-dessus.

473. Prenant la parole pour expliquer son vote avant le vote, le représentant de la Zambie a dit à nouveau que sa délégation était amèrement déçue qu'on eût recouru au droit de veto pour empêcher l'adoption du projet de résolution des cinq puissances, alors que ce texte était absolument conforme aux demandes et aspirations de la population opprimée du Zimbabwe. Par cette action, les deux puissances intéressées avaient voté contre les principes d'égalité, de justice, de démocratie et de fraternité et avaient défendu des intérêts iniques. Sa délégation voterait pour le projet de résolution dont le Conseil était saisi, mais ce texte n'allait pas assez loin.

474. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son pays devait son origine au principe que tous les hommes, en quelque lieu que ce soit, naissent avec des chances égales; en conséquence, il s'opposait à toute forme de discrimination raciale et à tout régime la pratiquant. Il n'accepterait jamais les tentatives d'un régime minoritaire et raciste, que ce soit en Rhodésie du Sud ou ailleurs en Afrique australe, d'imposer sa volonté à la majorité ou de s'opposer à ses aspirations. C'est pourquoi les Etats-Unis avaient condamné le régime de la Rhodésie du Sud, refusé de reconnaître son statut prétendument républicain, fermé leur consulat et constamment appuyé et respecté les sanctions prises par l'Organisation des Nations Unies contre ce régime. Le représentant des Etats-Unis a cité un extrait d'une déclaration faite récemment au Congrès par le Président des Etats-Unis au sujet de la politique américaine à l'égard de l'Afrique australe. Il a souligné que les pouvoirs de l'Organisation des Nations Unies étaient limités et qu'il fallait bien reconnaître que l'on n'arriverait pas à faire prévaloir rapidement le règne du droit et les droits de la majorité en Rhodésie. La délégation des Etats-Unis appuierait l'ensemble du nouveau projet de résolution dont le Conseil était saisi bien qu'elle ait fait des réserves quant au paragraphe 3 du dispositif et émis des doutes sérieux quant à la possibilité d'appliquer les dispositions de l'alinéa b du paragraphe 9 du dispositif.

475. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que, contrairement au projet de résolution des cinq puissances qui avait malheureusement fait l'objet d'un veto de la part de deux membres permanents du Conseil, le nouveau projet de résolution, malgré plusieurs dispositions posi-

tives, ne prévoyait aucune mesure concrète contre l'Afrique du Sud et le Portugal et négligeait de condamner le Royaume-Uni pour sa politique à l'égard de la Rhodésie du Sud. Toutefois, étant donné ses éléments positifs, et compte tenu du fait que les délégations des pays africains considéraient ce projet de résolution comme acceptable dans la situation qui s'était créée, la délégation soviétique l'appuierait. Le représentant de l'URSS avait formulé des réserves au sujet du paragraphe 16 du dispositif lorsqu'il avait déclaré que la tâche de réparer les dommages soufferts par la Zambie ne devrait pas incomber à tous les Etats indistinctement, mais bien aux Etats qui étaient responsables, sur les plans politique et économique, de l'apparition et de l'arrivée au pouvoir du régime raciste en Rhodésie du Sud et qui continuaient d'avoir avec lui des rapports économiques, commerciaux et autres et maintenaient des liens économiques, commerciaux et autres avec l'Afrique du Sud et le Portugal, alliés et amis du régime sud-rhodésien.

476. Le représentant de la Sierra Leone a dit que sa délégation voterait pour le nouveau projet de résolution; il s'agissait manifestement d'un texte de compromis, mais il pourrait, s'il était adopté et fermement appliqué, faire beaucoup pour libérer le pays captif du Zimbabwe de l'oppression du régime raciste et pour améliorer la position de la Zambie. Le représentant de la Sierra Leone a instamment invité le Conseil à mettre en garde l'Afrique du Sud et le Portugal contre toute aggravation de la situation déjà tendue qui existait en Rhodésie du Sud.

477. Le représentant de la Pologne a déclaré que les débats avaient montré qu'une majorité des membres étaient en faveur d'une décision du Conseil fondée sur le projet de résolution afro-asiatique, c'est-à-dire sur des mesures dynamiques visant à obtenir l'indépendance pour le peuple du Zimbabwe, tandis que le Royaume-Uni et les Etats-Unis avaient témoigné de leur opposition à cette résolution en y mettant un veto. La délégation polonaise avait apporté tout son appui au projet de résolution afro-asiatique et elle assurait aux représentants des pays africains qu'elle était résolue à continuer d'appuyer la lutte du peuple du Zimbabwe pour son indépendance. La Pologne appuierait le nouveau projet de résolution car, bien qu'insuffisant, il élargissait sensiblement le dénominateur commun contenu dans le projet original du Royaume-Uni.

478. Le représentant du Burundi a insisté sur le fait que malgré la défaite du projet de résolution afro-asiatique, il n'y avait pas d'amertume ni de ressentiment dans les milieux africains. Il s'agissait seulement d'une défaite technique, et les auteurs en retiraient sur le plan politique et moral une écrasante victoire. Il a lancé un appel à tous ceux qui avaient appuyé le projet de résolution afro-asiatique pour qu'ils se prononcent, malgré ses insuffisances, en faveur du texte dont le Conseil était saisi.

479. Le représentant de l'Espagne a fait savoir que, de l'avis de sa délégation, le projet de résolution dont le Conseil était saisi n'était pas assez énergique pour faire face aux circonstances. Elle estimait que le Royaume-Uni était seul responsable, et non principalement responsable pour la Rhodésie, comme il était déclaré au paragraphe 4 du dispositif du projet. Le représentant a également fait observer que le projet de résolution condamnait certains actes du régime illégal mais qu'à aucun moment il ne condamnait explicitement le régime lui-même. En ce qui concernait le Comité des sanctions,

sa délégation espérait que l'efficacité des recommandations de ce comité serait rehaussée en modifiant la nature technique de sa composition, par exemple en augmentant le nombre de ses membres. Compte tenu de ce qui précédait, sa délégation s'abstiendrait lors du vote sur le projet de résolution.

480. Le représentant de la Syrie a déclaré que sa délégation ne voterait qu'à regret en faveur du nouveau projet de résolution, et ce pour deux raisons : tout d'abord, parce que, dans les circonstances actuelles, le Conseil devait tout au moins mettre en garde le régime illégal contre le fait que ses crimes ne passaient pas inaperçus, et, ensuite, parce que le Conseil avait pu parvenir à un accord sur le minimum de mesures qui devraient être adoptées.

**Décision:** *A la 1535<sup>e</sup> séance, le 18 mars, le projet de résolution présenté par la Finlande a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Espagne), en tant que résolution 277 (1970).*

481. Le représentant du Royaume-Uni, expliquant son vote, a fait valoir qu'il découlait des dispositions de la résolution 277 (1970) que les exceptions de caractère humanitaire prévues dans la résolution 253 (1968) devaient être pleinement respectées, et que, la résolution 253 (1968) ayant traité en détail des transports aériens, l'interdiction des communications avec la Rhodésie du Sud figurant dans la nouvelle résolution visait donc les transports par la route et par le chemin de fer. La délégation britannique estimait toujours que tous les efforts en vue d'assurer un règlement équitable pour l'ensemble de la population de la Rhodésie devaient, le plus possible, être poursuivis par des moyens pacifiques. Enfin, il s'est félicité que la résolution 277 (1970) ait repris l'essentiel des propositions de sa délégation et rallié l'appui le plus large au sein du Conseil.

482. Le représentant de la France a dit que sa délégation, tenant compte des vues de la Puissance administrante et pour apporter à l'Afrique la preuve tangible que la France mesurait combien était choquant le maintien d'un régime fondé sur la discrimination raciale, avait voté en faveur de la résolution. Sa délégation constatait cependant que l'extension des sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal se heurtait à des difficultés en pratique insurmontables et que les références à la résolution 1514 (XV), la rédaction du paragraphe 3 relatif à des "décisions judiciaires" et l'insistance à mettre en jeu le Chapitre VII de la Charte appelaient également des réserves.

483. Par la suite, dans une lettre datée du 31 mars (S/9732) et adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la France a de nouveau précisé la portée du vote positif de sa délégation en déclarant qu'il ne devait pas s'interpréter comme signifiant que la France admettait que l'Article 41 de la Charte donnait compétence au Conseil de sécurité pour décider que les Etats Membres devraient s'abstenir de reconnaître comme Etat telle entité politique de statut contesté. Néanmoins, a-t-il ajouté, le Gouvernement français s'était refusé dès le début à reconnaître les autorités de Salisbury après leur déclaration unilatérale d'indépendance et n'avait aucune intention de modifier sa position à cet égard.

#### C. — RAPPORTS ET COMMUNICATIONS REÇUS ULTÉRIEUREMENT PAR LE CONSEIL

484. Par des communications datées du 3 mars (S/9677), du 9 mars (S/9702), du 10 mars (S/9700), du 13 mars (S/9705), du 14 mars (S/9712), du 18 mars

(S/9715), du 19 mars (S/9717), du 20 mars (S/9719), du 23 mars (S/9720), du 3 avril (S/9735) et du 9 avril (S/9749), les représentants du Pakistan, de la République démocratique du Congo, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Roumanie, de la Mongolie, de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie, d'Israël, d'Haïti, de l'Irak et de la Hongrie, respectivement, ont transmis des déclarations émanant de leurs gouvernements ou bien de dirigeants nationaux dans lesquelles ils condamnaient ou refusaient de reconnaître la prétendue république proclamée par le régime rebelle de la Rhodésie du Sud.

485. Par une lettre datée du 9 mars (S/9686), le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a fait parvenir au Président du Conseil de sécurité le texte d'un consensus sur la question de Rhodésie du Sud adopté par le Comité spécial à sa 726<sup>e</sup> séance tenue le même jour.

486. Par une lettre datée du 17 mars (S/9716), le représentant de la Belgique a fait savoir au Secrétaire général que, suite à la proclamation de la prétendue République de Rhodésie, le Gouvernement belge avait décidé de rompre toutes relations consulaires avec la Rhodésie du Sud et de fermer le vice-consulat honoraire à Bulawayo.

487. Par une lettre datée du 26 mars (S/9731) adressée au Secrétaire général, le représentant du Nigéria a protesté contre une allusion concernant les affaires intérieures du Nigéria qui figurait dans la lettre adressée par le représentant d'Haïti (S/9720).

488. Par une lettre datée du 8 avril (S/9742) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant d'Israël a protesté contre les allusions à Israël qui figuraient dans la lettre adressée par le représentant de l'Irak (S/9735).

489. Par une note datée du 10 avril (S/9748), le Président du Conseil de sécurité a annoncé que, à la suite de l'expiration du mandat au Conseil de sécurité de l'Algérie, du Pakistan et du Paraguay, et après avoir entrepris des consultations sur la question de la composition du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, au cours desquelles certaines propositions avaient été formulées concernant l'élargissement éventuel du Comité, ledit Comité continuerait, jusqu'à nouvel avis, à être composé des sept membres suivants : Etats-Unis d'Amérique, France, Népal, Nicaragua, Royaume-Uni, Sierra Leone et Union des Républiques socialistes soviétiques.

490. Par une lettre datée du 14 avril (S/9753) relative à la résolution 277 (1970) du Conseil de sécurité, le Ministre des affaires étrangères du Portugal a informé le Secrétaire général que le Gouvernement portugais attendait encore de recevoir les éclaircissements qu'il avait demandés par les lettres adressées au Secrétaire général en date du 27 avril 1966 (S/7271) et du 3 février 1967 (S/7781) concernant certains points de droit et de procédure liés aux résolutions antérieures adoptées par le Conseil de sécurité sur la question de la Rhodésie du Sud et auxquelles la récente résolution faisait suite.

491. Par une lettre datée du 28 avril (S/9770), le représentant du Botswana a fait part au Secrétaire général, à propos du paragraphe 19 de la résolution 277 (1970) du Conseil et ainsi qu'il l'avait fait au sujet des résolutions 232 (1966) et 253 (1968), des effets très graves qu'exercerait sur l'économie du Botswana l'appli-



cation à la lettre de ladite résolution. En particulier, le Botswana était en train de négocier un prêt de la Banque mondiale destiné à financer un projet d'infrastructure dans le cadre du développement minier, pour l'exécution duquel il ne pourrait éviter d'avoir certains contacts économiques avec la Rhodésie du Sud, surtout dans le domaine des transports. Le représentant du Botswana a demandé au Conseil de faire preuve de compréhension à l'égard des mesures prises par le Botswana, pays sans littoral, qui dépendait étroitement des pays voisins. Pour sa part, le Botswana continuerait à appliquer toutes les résolutions dans les limites de ses possibilités.

**D. — RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE DU COMITÉ CRÉÉ EN APPLICATION DE LA RÉOLUTION 253 (1968) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ**

492. Par une lettre datée du 15 juin 1970 (S/9844) adressée au Président du Conseil de sécurité, le Président du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité a présenté le troisième rapport du Comité portant sur les travaux du Comité depuis la présentation de son deuxième rapport en date du 12 juin 1969. Il était déclaré dans le rapport que, au cours de la période examinée, le Comité, conformément aux tâches qui lui avaient été assignées par le Conseil de sécurité dans le sens indiqué dans son deuxième rapport, avait : a) examiné les rapports du Secrétaire général sur l'application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité; b) examiné les renseignements fournis par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées en réponse aux demandes du Comité transmises par le Secrétaire général (demandes dont le texte a été reproduit dans le deuxième rapport) concernant : i) le commerce de la Rhodésie du Sud; ii) le tabac sud-rhodésien entreposé en douane dans différents pays; iii) le tabac exporté du Mozambique; iv) le tabac sud-rhodésien exporté comme tabac du Malawi sous couvert de faux certificats d'origine; v) le matériel de télévision; vi) la représentation consulaire et commerciale en Rhodésie du Sud; vii) les compagnies de transports aériens effectuant des vols à destination ou en provenance de la Rhodésie du Sud; c) examiné les statistiques commerciales détaillées de la Rhodésie du Sud pour le premier semestre de 1969 ainsi qu'une analyse desdites statistiques faite par le Secrétariat et une note du Royaume-Uni contenant une évaluation des effets des sanctions sur l'économie de la Rhodésie du Sud; d) examiné avec une attention particulière plusieurs cas précis de violations présumées des sanctions décidées dans la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité que des Etats avaient portés à son attention; et e) examiné d'autres renseignements pertinents reçus des Etats au sujet des mesures qu'ils avaient prises à l'égard des violations des sanctions et d'autres questions connexes.

493. En raison des graves difficultés rencontrées par les gouvernements dans la détermination de l'origine véritable des marchandises soupçonnées être de provenance sud-rhodésienne, le Comité avait également examiné et approuvé le 2 septembre 1969 un mémorandum sur l'application des sanctions (S/9844/Add.2, annexe V), dont, à la demande du Comité, le texte avait été ensuite transmis par le Secrétaire général aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, mémorandum faisant ressortir certains points que les administrations

douanières des pays importateurs pourraient avoir à l'esprit lorsqu'elles enquêtaient sur l'origine de marchandises suspectes.

494. Le Comité a joint à son rapport six autres annexes (S/9844/Add.1 et Add.2), dont une note du Secrétariat contenant des renseignements sur le commerce de la Rhodésie du Sud ainsi que des données statistiques portant sur l'année 1968 et la période de janvier à juin 1969, et une note du Royaume-Uni, datée du 2 juin 1970, concernant les incidences des sanctions sur l'économie rhodésienne depuis la déclaration illégale d'indépendance et les perspectives pour 1970. Les autres annexes comprenaient des renseignements fournis à la demande du Comité par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées concernant les stocks de tabac sud-rhodésien en entrepôt dans leurs pays, le tabac exporté du Mozambique, le tabac sud-rhodésien exporté sous couvert de faux certificats d'origine, les exportations de matériel de télévision à destination de la Rhodésie du Sud, ainsi que des renseignements supplémentaires portant sur les 13 cas précis de violations présumées des sanctions ayant fait l'objet de rapports antérieurs du Comité, ainsi que des renseignements concernant 60 nouveaux cas qui avaient été portés à l'attention du Comité depuis la présentation de son deuxième rapport.

495. Le Comité a pris note du fait que, depuis la présentation de son dernier rapport, le Secrétaire général avait reçu sept nouvelles réponses, dont cinq étaient des réponses complémentaires provenant d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies au sujet de l'application de la résolution 253 (1968), ce qui laissait à 31 le nombre d'Etats, y compris l'Afrique du Sud, qui n'avaient encore répondu à aucune communication du Secrétaire général sur cette question.

496. En ce qui concerne le commerce de la Rhodésie du Sud, le Comité a déclaré dans son rapport qu'il devenait de plus en plus difficile de déterminer avec précision l'ampleur du commerce effectué par ce pays, en raison de la forte disparité qui existait entre les données communiquées par les Etats Membres comme suite à la résolution 253 (1968) et celles qui étaient publiées par le régime illégal. Il était également difficile de déterminer la direction des échanges sud-rhodésiens dans la mesure où la publication de renseignements de ce type était interdite par le régime. Toutefois, sur la base des renseignements en provenance de toutes les autres sources, le Comité a noté que les exportations de la Rhodésie du Sud pour 1968 ne faisaient pratiquement pas apparaître de changements par rapport au niveau de 1967, niveau lui-même inférieur de 42 p. 100 au niveau de 1965, mais que, en 1969, le chiffre des exportations s'était élevé à 336 millions de dollars, soit environ 70 p. 100 du niveau de 1965. Les importations effectuées par ce pays, qui s'étaient élevées à 290 millions de dollars en 1968, soit une augmentation légèrement supérieure à 10 p. 100 par rapport à 1967, mais une baisse de 13 p. 100 par rapport à 1965, étaient tombées à 278 millions de dollars en 1969. On a réussi à retrouver dans les statistiques du commerce international la trace de seulement 44 millions de dollars au titre des importations effectuées en 1968 et de 25 millions de dollars pour la période comprise entre janvier et juin 1969; le reste avait été importé à partir ou par l'intermédiaire de pays voisins. Le Comité a souligné que, de toute évidence, une bonne partie du commerce effectué avec la Rhodé-

sie du Sud était désormais enregistrée dans les statistiques en tant que commerce avec l'Afrique du Sud et peut-être même en tant qu'échanges avec d'autres pays voisins.

497. Le Comité a également indiqué qu'il avait pris acte des responsabilités supplémentaires qui lui avaient été confiées aux termes de la résolution 277 (1970) du Conseil de sécurité, en particulier la responsabilité d'étudier les moyens par lesquels les Etats Membres pourraient appliquer de façon plus effective les décisions du Conseil de sécurité relatives aux sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud et de faire des recommandations au Conseil de sécurité. Au sujet des méthodes et des procédures qu'il devrait suivre pour ses travaux futurs, le Comité a indiqué qu'il avait décidé de faire distribuer sans restriction et sous forme de document le texte de chaque rapport concernant une violation présumée des sanctions, ainsi que celui des observations des gouvernements intéressés, et l'ensemble des statistiques commerciales établies et communiquées périodiquement au Comité par le Secrétariat, de soumettre à tous les membres du Conseil les comptes rendus analytiques de ses séances, de publier des communiqués de presse chaque fois que cela serait nécessaire et de faire rapport plus fréquemment au Conseil de sécurité.

498. Il était indiqué dans le rapport que certaines délégations avaient soumis plusieurs propositions au Comité pour qu'il formule des observations et des recommandations au Conseil de sécurité. Après examen, un certain nombre de ces propositions ont été adoptées.

499. Après avoir noté que les mesures prises par le Conseil de sécurité à l'égard de la Rhodésie du Sud, notamment les sanctions imposées contre ce pays, n'avaient pas été pleinement efficaces et n'avaient pas conduit aux résultats désirés, le Comité a formulé un certain nombre d'observations et de recommandations, y compris la conclusion selon laquelle, malgré l'augmentation considérable depuis le dernier rapport du nombre de cas signalés au Comité comme pouvant être des cas d'infraction aux sanctions, il était néanmoins hautement souhaitable qu'un plus grand nombre de Membres de l'Organisation des Nations Unies attirent l'attention du Comité sur des cas de ce genre et lui fournissent des détails complets et, le cas échéant, la documentation pertinente. Le Comité a également déploré le manque de coopération de la part de certains

pays. En particulier, il a noté que l'Afrique du Sud et le Portugal, malgré les appels répétés du Conseil de sécurité et en dépit des résolutions 253 (1968) et 277 (1970) du Conseil, poursuivaient leurs échanges commerciaux avec la Rhodésie du Sud, ce qui atténuait sensiblement l'effet des sanctions prévues par le Conseil de sécurité dans lesdites résolutions. Le Comité a recommandé que le Conseil de sécurité appelle à nouveau l'attention des Etats Membres, en particulier de l'Afrique du Sud et du Portugal, sur les obligations qui leur incombent en vertu des Articles 25, 48 et 49 de la Charte. Notant que les produits de la Rhodésie du Sud trouvaient des débouchés dans de nombreux pays autres que le Portugal et l'Afrique du Sud, le Comité a souligné une fois encore la nécessité d'une plus grande coopération de la part des principales puissances maritimes et il a fait part de son intention d'examiner la question de savoir si l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime pourrait jouer un rôle utile à cet égard.

500. D'autres propositions, présentées par le Népal et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, n'ont pas été retenues par le Comité et n'ont donc pas été incorporées dans le rapport sous forme de recommandations; toutefois, elles ont été reproduites dans les appendices I et II ainsi que le résumé des discussions auxquelles elles ont donné lieu et qui figurent dans les comptes rendus des 34<sup>e</sup> et 35<sup>e</sup> séances du Comité (appendice III du rapport). Le Népal et l'Union soviétique avaient l'un et l'autre proposé une recommandation au Conseil tendant à l'application intégrale contre la Rhodésie du Sud des dispositions de l'Article 41 de la Charte ainsi qu'à l'extension des sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal. L'Union soviétique avait en outre suggéré que, vu l'inefficacité des sanctions prises aux termes de l'Article 41, le Royaume-Uni, en qualité de Puissance administrante, devrait recourir à la force armée pour mettre fin à la domination des racistes en Rhodésie du Sud. L'Union soviétique avait également recommandé que le Conseil souligne que le maintien par l'Allemagne occidentale, les Etats-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et quelques autres pays de relations économiques et commerciales avec l'Afrique du Sud réduisait à néant les sanctions, notant à ce sujet que les exportations effectuées par ces quatre pays à destination de l'Afrique du Sud au cours des huit premiers mois de 1969 avaient augmenté de 122 700 000 dollars au total par rapport à la période correspondante de 1968.

## Chapitre 6

### LETTRE DATÉE DU 15 JUILLET 1969, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA ZAMBIE (S/9331)

#### A. — DEMANDE DE CONVOCATION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

501. Dans une lettre datée du 15 juillet 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9331), le représentant de la Zambie a accusé le Gouvernement portugais de violations délibérées de l'intégrité territoriale de la République de Zambie, plus précisément du bombardement, le 30 juin, du village de Loté dans l'est de la Zambie, près de la frontière avec le Mozambique, bombardement qui avait détruit des biens et tué deux civils innocents et sans armes. Le représentant de

la Zambie rappelait dans sa lettre que de nombreux incidents analogues avaient à plusieurs reprises été portés à l'attention du Conseil de sécurité, et, étant donné les agressions renouvelées du Portugal, il demandait que le Conseil de sécurité se réunisse à bref délai pour examiner la situation.

502. La demande de convocation du Conseil de sécurité faite par la Zambie a été soutenue dans une lettre datée du 18 juillet 1969 (S/9340) adressée au Président du Conseil par les Etats Membres suivants, qui précisaient qu'ils agissaient au nom de l'Organisation de l'unité africaine (OUA): Algérie, Cameroun,

Congo (Brazzaville), Congo (République démocratique du), Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Maroc, Niger, Ouganda, République arabe unie, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Togo, Tunisie et Zambie, auxquels se sont joints par la suite le Burundi, la Côte d'Ivoire et le Nigéria (S/9340/Add.1 à 3). Dans cette lettre, les Etats accusaient le Portugal d'avoir déjà commis des actes d'agression contre d'autres Etats africains indépendants et affirmaient que si la Zambie avait été attaquée par le Portugal c'est parce qu'elle s'était conformée à la charte de l'OUA et parce que, comme tous les Etats africains, elle avait appliqué les résolutions de l'OUA et de l'Organisation des Nations Unies qui condamnaient le Portugal pour son refus de reconnaître l'autodétermination pour les peuples africains sous domination portugaise, en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau). Les Etats africains espéraient que, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité prendrait les mesures qui s'imposaient pour mettre fin à ces agressions de la part du Portugal.

**B. — EXAMEN DE LA QUESTION DE LA 1486<sup>e</sup>  
À LA 1491<sup>e</sup> SÉANCE (DU 18 AU 28 JUILLET 1969)**

503. A la 1486<sup>e</sup> séance, le 18 juillet, le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour et a invité le représentant du Portugal, sur sa demande, à participer sans droit de vote aux débats du Conseil. Le Conseil a par la suite adressé des invitations analogues aux Ministres des affaires étrangères du Libéria, de Madagascar, de la Sierra Leone et de la Tunisie, qui souhaitaient participer aux débats au nom des chefs d'Etat des Etats membres de l'OUA, ainsi qu'aux représentants du Gabon, du Kenya, de la République arabe unie, de la République démocratique du Congo, de la République-Unie de Tanzanie et de la Somalie.

504. A la 1486<sup>e</sup> séance, le représentant de la Zambie a déclaré que, depuis la date à laquelle il avait demandé la convocation du Conseil, des soldats portugais avaient de nouveau attaqué des civils zambiens dans le district de Balovale, et qu'il fournirait en temps voulu au Conseil tous les détails sur cette affaire. Si la Zambie avait attendu pour porter devant le Conseil les incidents survenus entre le 30 juin et le 4 juillet 1969, c'est qu'elle cherchait à résoudre la question des violations de son territoire par le Portugal au moyen de négociations bilatérales. Ses efforts malheureusement n'avaient eu aucun succès en raison du manque de coopération du Portugal.

505. Le représentant de la Zambie a déclaré que, entre le 18 mai 1966 et le 30 juin 1969, il y avait eu quelque 60 incursions militaires portugaises en Zambie, dont 35 par voie de terre et 25 par voie aérienne, et il a cité les lettres par lesquelles le Gouvernement de la Zambie avait porté ces violations à l'attention du Conseil. Un exemple de la volonté de la Zambie de régler ces questions par négociations bilatérales s'est produit en juin 1968. Entre le 7 et le 14 juin de cette année, une délégation portugaise de rang élevé s'est rendue en Zambie pour se rendre compte par elle-même des dommages causés par les soldats portugais à certains villages zambiens dans le district de Kalabo, à la frontière de l'Angola. La délégation portugaise a accepté l'entière responsabilité de ce qui était arrivé; elle a fait savoir qu'elle recommanderait à son gouver-

nement de verser une compensation juste et raisonnable pour les dommages et a promis que le Portugal prendrait les mesures voulues pour veiller à ce que les attaques ou les violations du territoire zambien ne se reproduisent pas. Le Gouvernement zambien de son côté a assuré de nouveau la délégation portugaise qu'il continuerait à prendre les mesures voulues pour éviter que le territoire zambien ne soit utilisé comme base pour se livrer à des hostilités contre le territoire portugais. Les deux parties ont admis qu'il allait de l'intérêt des deux pays de promouvoir la paix et de travailler à une coopération mutuelle dans les limites du possible. Malheureusement, cet espoir n'a jamais été réalisé. Au cours de la guerre coloniale qu'il mène en Angola et au Mozambique, le Portugal a franchi ses frontières et a continué à attaquer le peuple de la Zambie, tout en niant à maintes reprises que ses troupes aient participé à des incidents de ce genre.

506. Le représentant de la Zambie a récapitulé ensuite un certain nombre d'exemples d'attaques que les forces armées portugaises auraient commises et a donné des renseignements techniques sur des fragments de bombes, de mines, de grenades, etc., découverts par les autorités zambiennes sur les lieux des incidents et qui indiquaient que les forces armées portugaises avaient participé directement aux incidents signalés par la Zambie. De plus, dans ces violations de la souveraineté zambienne, il y avait suffisamment d'indices pour prouver aux amis du Portugal, en particulier aux membres de l'OTAN, que les armes qu'ils fournissaient au Portugal étaient utilisées non pas pour la défense du Portugal ou pour les pays membres de l'OTAN, mais pour opprimer les peuples du Mozambique et de l'Angola et pour lancer des attaques contre la Zambie. Les efforts de la Zambie pour régler ces incidents grâce à des négociations bilatérales s'étaient heurtés à l'arrogance et au manque total de coopération du Portugal. Les accusations de la Zambie avaient été rejetées sous le prétexte que les zones en question faisaient partie du territoire portugais, prétexte manifestement fallacieux, en particulier dans le cas du bombardement de Lote, étant donné la politique portugaise qui consiste à expulser par la force tous les habitants du côté mozambiquais de la frontière pour évacuer tous les villages se trouvant de ce côté.

507. Le représentant de la Zambie a averti le Portugal que, conformément à l'Article 51 (Chapitre VII) de la Charte des Nations Unies, son pays réservait son droit inhérent à la légitime défense. Il a demandé au Conseil de sécurité d'inviter le Portugal à mettre fin à ses agressions continues non provoquées et préméditées contre des citoyens zambiens sans armes, de rendre les ressortissants zambiens enlevés par des soldats portugais en Angola et au Mozambique et de verser des indemnités pour la destruction de maisons et de biens zambiens.

508. Le représentant du Portugal a affirmé que les accusations zambiennes concernant l'incident du 30 juin n'étaient pas fondées. De l'avis de sa délégation, il était étrange que le Gouvernement zambien ait évité les négociations bilatérales qui se poursuivent par accord entre les deux gouvernements et ait fait appel au contraire au Conseil de sécurité. Il était encore plus difficile de comprendre pourquoi le représentant de la Zambie avait produit une liste d'incidents qui avaient eu lieu en 1966, étant donné que tous les incidents survenus dans le passé étaient considérés comme réglés.

à la suite de négociations bilatérales entre les deux gouvernements.

509. Le représentant du Portugal a ajouté que, depuis 1966, il n'y avait eu aucun incident sur la frontière séparant la Zambie et les territoires portugais. En 1966, la Zambie avait décidé d'ouvrir son territoire à des activités hostiles dirigées contre l'Angola et le Mozambique; il avait autorisé l'établissement sur son territoire de bases d'entraînement et d'approvisionnement servant à lancer des attaques armées contre les territoires portugais voisins. C'était donc bien le Gouvernement zambien qui avait appliqué une politique d'hostilité gratuite envers le Portugal. Le Portugal pour sa part avait donné à ses forces de sécurité l'ordre strict de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Zambie, mais il ne pouvait permettre que ses forces de sécurité soient harcelées par des éléments hostiles venant de l'autre côté de la frontière, sans réagir en légitime défense. Une absence de réaction de la part des forces de sécurité portugaises reviendrait à abandonner aux attaquants le contrôle d'une bande de territoire portugais; situation qu'aucun pays ne saurait accepter. Le représentant du Portugal a dit qu'il pourrait citer de nombreuses violations du territoire portugais commises par les forces armées zambiennes, en particulier par les forces aériennes. Cependant, son gouvernement s'était efforcé de régler tous ces problèmes frontaliers par des négociations bilatérales. En ce qui concerne les incidents particuliers auxquels se réfère la lettre adressée par la Zambie au Conseil de sécurité, le représentant du Portugal a déclaré que, dès que les accusations zambiennes avaient été connues de son gouvernement, celui-ci avait donné ordre à son ambassadeur à Londres de prendre contact avec le Haut Commissaire zambien dans cette ville, conformément à la procédure adoptée par les deux gouvernements pour des entretiens bilatéraux. Le Gouvernement portugais avait donné sa version de l'incident, mais le Gouvernement zambien n'avait pas répondu. Le représentant du Portugal a ajouté qu'il existait une commission mixte luso-zambienne chargée d'examiner sur place toutes les accusations faites par l'une ou l'autre des parties, et il a suggéré à la délégation zambienne que cette commission soit priée d'examiner les accusations dont était alors saisi le Conseil. Enfin, le représentant du Portugal a parlé du cas des deux militaires portugais qui avaient été arrêtés après avoir laissé leurs armes en territoire portugais et avoir traversé la frontière sur l'invitation des autorités zambiennes, et qui étaient encore détenus bien que la Cour suprême zambienne ait ordonné leur relâchement. Il s'agissait à son avis de la raison pour laquelle la Zambie s'était plainte au Conseil et il a demandé au Conseil d'inviter la Zambie à relâcher ces hommes.

510. Le représentant de l'Algérie a dit que, faute de pouvoir agenouiller un peuple désarmé et sans défense, le Portugal essayait d'élargir la zone et la nature du conflit par une politique de "fuite en avant", qui consistait à bombarder les prétendues bases de guérilleros dans le pays voisin de la Zambie, tout en cherchant à démontrer que les bombardements en question étaient limités à l'intérieur des frontières relevant de la juridiction portugaise. Le représentant de l'Algérie a dit que, géographiquement, la Zambie était actuellement le seul pays indépendant de l'Afrique australe et le seul également qui refusait de se soumettre au régime qui préconisait l'apartheid; c'est pourquoi il était devenu un obstacle majeur dans le combat d'arrière-garde qu'entreprenait l'alliance Salisbury-Pretoria-

Lisbonne. Le Conseil se devait par conséquent de condamner les agressions répétées commises par le Portugal contre la Zambie, ainsi que l'ensemble de la politique colonialiste du Portugal. Il fallait faire en sorte que la Zambie puisse défendre l'intégrité de son territoire et son indépendance politique.

511. Le représentant de la Zambie, exerçant son droit de réponse, a dit qu'il n'existait pas de commission mixte permanente zambienne-portugaise chargée d'enquêter sur les incidents de frontière, bien que des comités représentant les deux parties se soient réunis de temps à autre selon les besoins. La Zambie, a-t-il dit, avait utilisé cette méthode dans le passé, mais un accord n'était pas plus tôt conclu que les Portugais attaquaient un autre village zambien. Le représentant du Portugal s'était également plaint des activités de ressortissants angolais et mozambiquais à l'intérieur du Mozambique ou de l'Angola: le Gouvernement zambien ne pouvait accepter la responsabilité de ces activités; celle-ci incombait au Gouvernement portugais, étant donné qu'il était du devoir de chaque gouvernement de contrôler les activités de ses propres citoyens.

512. Exerçant son droit de réponse, le représentant du Portugal a dit que son gouvernement ne s'était pas référé aux activités des ressortissants angolais et mozambiquais dans leurs territoires respectifs, mais aux violations de la souveraineté portugaise commises par des hommes armés auxquels, a-t-il affirmé, la Zambie accordait une protection pour leur permettre d'attaquer les territoires portugais de l'Angola et du Mozambique. Il a réaffirmé que la responsabilité de tous les incidents de frontière incombait entièrement au Gouvernement zambien.

513. A la 1487<sup>e</sup> séance, le 22 juillet 1969, le représentant de la Hongrie a déclaré qu'en donnant asile aux réfugiés de l'Angola et du Mozambique, les victimes des colonisateurs portugais, la Zambie s'était contentée de respecter les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. La population autochtone de ces territoires luttait contre les envahisseurs colonialistes portugais. Le Portugal devrait se conformer aux normes du droit international contemporain valable et reconnaître le droit de ces peuples à l'autodétermination. Le représentant de la Hongrie a déclaré que, sans l'appui militaire et économique de ses partenaires de l'OTAN, et sans son "alliance impie" avec la République sud-africaine et la Rhodésie du Sud, le Portugal ne serait pas en mesure de résister aux mouvements nationaux de libération.

514. Le représentant de la Somalie voyait dans la plainte portée par la Zambie la preuve d'un ensemble plus large d'actes d'agression commis par les autorités coloniales portugaises contre des Etats africains ayant des frontières communes avec l'Angola, le Mozambique et la Guinée dite portugaise. Il a rappelé que, de 1961 à 1966, le Conseil de sécurité avait été saisi de plaintes contre le Portugal déposées par le Sénégal, la Guinée, le Congo (Brazzaville), la Zambie, la République-Unie de Tanzanie et la République démocratique du Congo, portant sur des violations de leur espace aérien et de leur territoire, sur le bombardement de villages frontaliers par des appareils portugais, sur des mines déposées sur les routes par des troupes portugaises et sur des incursions et des attaques lancées contre leur territoire par les troupes portugaises. La raison essentielle de ces plaintes, a-t-il dit, était le refus des autorités portugaises de transférer à la population africaine locale le pouvoir politique et la souveraineté nationale, comme



l'avaient fait dans la région certaines anciennes puissances coloniales. La politique de répression du Portugal après la révolte angolaise avait créé d'énormes problèmes de réfugiés. L'aspect international du problème était encore aggravé par l'alliance du Portugal avec les régimes racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud. Le représentant de la Somalie a déclaré que le Conseil devait comprendre que la situation provoquée en Afrique par la présence du colonialisme portugais exigeait de sa part un examen complet.

515. Le représentant de la Tanzanie a fait observer que les succès remarquables obtenus par les pays africains qui avaient accédé à l'indépendance avaient constitué un vif encouragement pour les populations opprimées de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau). L'agression commise par le Portugal contre la Zambie devait être considérée dans le contexte des événements qui se déroulaient dans l'ensemble de l'Afrique. Dans le passé, le Conseil de sécurité avait déjà été saisi de plaintes à l'encontre du Portugal faisant état d'actes de provocation et de violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de plusieurs Etats africains, y compris la Tanzanie, mais le Portugal n'avait tenu aucun compte des avertissements du Conseil. Le Portugal savait que ce qui s'était passé en Zambie ou en Tanzanie ne pouvait qu'influencer le cours des événements en Angola et au Mozambique; de ce fait, une Zambie unie, pacifique et prospère lui apparaissait comme une menace contre les forces d'exploitation à l'œuvre dans les territoires placés sous son administration. Le représentant de la Tanzanie a invité le Conseil de sécurité à adresser un sérieux avertissement au Gouvernement portugais pour qu'il mette un terme aux actes de vandalisme et d'agression dirigés contre la Zambie et contre le peuple africain.

516. A la 1488<sup>e</sup> séance, le 23 juillet 1969, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, faisant ressortir que ce n'était pas la première fois que le Conseil de sécurité examinait la question d'une agression armée du Portugal dirigée contre un Etat africain nouvellement indépendant, a déclaré que les incursions armées du Portugal créaient un danger pour la paix et la sécurité dans cette région. Le Portugal et les régimes racistes de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud, en recourant à des provocations armées contre les Etats africains indépendants, tentaient de les intimider et de les dissuader d'apporter une assistance aux mouvements de libération nationale. Il était du devoir de tous les Etats épris de liberté de soutenir les mouvements de libération nationale dans les territoires coloniaux. La délégation soviétique appuyait les justes revendications de la Zambie, demandant que le Conseil de sécurité condamne vigoureusement les actes d'agression des colonialistes portugais contre ce pays africain, invitant le Portugal à mettre immédiatement fin aux violations de l'intégrité territoriale de la Zambie et exigeant la libération et le rapatriement immédiat des civils zambiens détenus par les forces armées portugaises ainsi que la restitution de tous les biens illégalement saisis sur le territoire de la Zambie par les autorités militaires portugaises. Le représentant de l'URSS a conclu en déclarant que le Conseil de sécurité devait prévenir le Portugal que, s'il n'accédait pas à ces demandes, de nouvelles mesures seraient prises conformément à la Charte des Nations Unies.

517. Le représentant du Portugal, répondant aux accusations précises dont la Zambie avait saisi le Conseil, a déclaré que, entre le 30 juin et le 3 juillet,

les forces portugaises de sécurité, ayant été attaquées par des agresseurs armés venus de Zambie, avaient lancé une opération de nettoyage dans une localité située bien à l'intérieur du territoire portugais et à une bonne distance de la frontière zambienne. Les attaquants s'étaient enfuis vers la Zambie et s'étaient peut-être rendus dans le village de Lote. En dépit des accusations de la Zambie, aucun incident n'était survenu à Balovale ou à proximité; le 23 juin cependant, un accrochage s'était produit dans cette région, située à l'intérieur du territoire portugais, entre les forces de sécurité portugaises et des forces d'infiltration venues de Zambie, qui s'étaient enfuies en retraversant la frontière. Il était possible que le Gouvernement zambien ne puisse pas ou ne veuille pas contrôler ses frontières. Dans l'un ou l'autre cas, il ne saurait se soustraire à sa responsabilité concernant les attaques dirigées contre le territoire portugais à partir du territoire zambien. En conclusion, le représentant du Portugal a démenti les allégations selon lesquelles le Portugal utilisait des armes de l'OTAN en Afrique.

518. Le représentant du Kenya, appuyant les déclarations du représentant de la Zambie, a observé que, dans la mesure où des incursions portugaises sur le territoire zambien s'étaient poursuivies depuis 1966, en dépit des entretiens bilatéraux, la Zambie était certainement justifiée à porter la question à l'attention du Conseil; en ne le faisant pas plus tôt, elle avait donné la preuve de sa patience. La présence du Portugal en tant que puissance coloniale en Afrique était haïe par tous les Africains. Le Conseil ne pouvait moins faire que de condamner l'agression préméditée et non provoquée du Portugal contre la Zambie.

519. Le représentant du Népal a exprimé l'avis que des négociations bilatérales constituaient le meilleur moyen de régler les différends entre Etats, mais il a fait observer que les faits soumis au Conseil de sécurité indiquaient que la Zambie avait épuisé tous les moyens possibles de négociation bilatérale avec le Portugal avant de chercher à se placer sous la protection du Conseil en face de la menace pesant sur l'intégrité de son territoire. De plus, des plaintes justifiées avaient été déposées par de nombreux Etats africains qui avaient subi des pertes de vies humaines et des dommages matériels du fait d'actes d'hostilité caractérisée commis par le Portugal; il semblait que le Portugal ait adopté une politique d'hostilité ouverte contre tout Etat africain dont le territoire était adjacent à l'Angola, au Mozambique et à la Guinée (Bissau). La troisième raison motivant la sympathie du Népal à l'égard de la plainte zambienne était que les violations de territoires africains par le Portugal découlaient de sa volonté de perpétuer sa domination sur ses territoires coloniaux d'Afrique. L'alliance de Lisbonne, de Salisbury et de Pretoria, appuyée sur les idées de colonialisme, de racisme et de discrimination, faisait peser sur l'Afrique un risque de guerre raciale et d'effusion de sang.

520. Le représentant du Pakistan a déclaré que le Conseil de sécurité devait examiner la plainte de la Zambie et la réponse du Portugal dans le cadre de la situation créée dans cette région par la persistance du colonialisme, de la ségrégation raciale et du règne de la minorité. Il ne s'agissait pas de simples incidents de frontières entre deux Etats voisins; en effet : a) les territoires africains administrés par le Portugal ne faisaient pas partie du territoire portugais mais étaient des territoires non autonomes, au sens du Chapitre XI de la Charte; b) la Déclaration sur l'octroi de l'indé-

pendance aux pays et aux peuples coloniaux s'appliquait pleinement auxdits territoires; c) le refus que le Portugal opposait à la reconnaissance des aspirations légitimes des peuples de ces territoires à l'autodétermination, aspirations auxquelles l'Assemblée générale avait donné son appui, était une source permanente de tension internationale; et d) la "guerre coloniale" du Portugal avait été condamnée dans des résolutions successives de l'Assemblée générale, dont le Conseil de sécurité avait adopté les vues. L'Assemblée comme le Conseil, dans de nombreuses résolutions, avaient également reconnu la légitimité des mouvements de libération nationale dans tous les territoires coloniaux et avaient invité tous les Etats à leur fournir une assistance morale et matérielle. Le représentant du Pakistan a ajouté que son pays ne pouvait accepter l'idée qu'un pays soit exposé à des représailles du fait qu'il accorde une aide et une sympathie spontanée à un mouvement de résistance. Il lui paraissait qu'une grande partie de l'argumentation avancée par le représentant du Portugal ne reposait, à l'analyse, sur rien d'autre que le prétendu droit de suite, présenté sous le couvert de la légitime défense. Le Conseil, a-t-il conclu, ne pouvait que refuser d'accepter la prétention à un tel droit.

521. Le représentant de la Finlande a dit que les incidents faisant l'objet de la plainte ne pouvaient être considérés isolément, mais qu'ils étaient des symptômes de la grave tension régnant dans cette région, tension qui résultait surtout du fait que le Portugal se refusait à agir conformément aux dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, en dépit des demandes répétées du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Le Chapitre XI de la Charte et la Déclaration fondée sur ce chapitre étaient favorables à un passage pacifique du régime colonial à l'autodétermination. En substance, les résolutions adoptées demandaient au Gouvernement portugais de coopérer avec les Nations Unies dans cet effort pacifique. Il serait en effet tragique si, en persistant dans son refus de tenir compte non seulement des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, mais également des réalités actuelles dans les territoires africains sous administration portugaise, le Gouvernement portugais devait créer une situation telle qu'un jour une solution pacifique ne serait plus possible. En ce qui concerne la plainte particulière déposée par la Zambie, il ne faisait pas de doute que les parties étaient dans l'obligation de régler les différends de cette sorte en recourant en premier lieu aux moyens envisagés à l'Article 33 de la Charte; si, toutefois, les efforts pour recourir à cette procédure échouaient, tout Etat se trouvait en droit d'exposer ses griefs devant le Conseil pour qu'un remède approprié leur soit apporté.

522. Le représentant de la France a dit que le Conseil devrait noter avec satisfaction le fait que nombre des incidents mentionnés avaient été réglés par la voie de négociations bilatérales et que les deux parties avaient, en juin 1968, pris des engagements précis en vue d'assurer le maintien de la paix sur leurs frontières communes. Les incidents rapportés de part et d'autre n'étaient que des éléments de la situation troublée régnant en Afrique australe, situation qui ne pourrait s'améliorer de manière durable tant que tous les peuples de la région n'auraient pas été mis en mesure d'exercer leurs droits à l'autodétermination. Il était dans l'immédiat du devoir du Conseil de sécurité d'encourager et d'aider les deux parties à maintenir la paix sur leurs frontières. La délégation française soutiendrait toute

proposition constructive qui tendrait à cette fin. Le représentant de la France a annoncé qu'il était autorisé à informer le Conseil que son gouvernement avait fait savoir l'année précédente au Gouvernement portugais que, à défaut d'un engagement de sa part de prendre toute disposition utile en vue d'éviter que le matériel de guerre fourni par la France soit utilisé contre un Etat africain ami de la France, le Gouvernement français serait contraint de renoncer à l'exportation de ce matériel vers le Portugal; des assurances satisfaisantes avaient été données à cet effet par le Gouvernement portugais.

523. Le représentant de la République arabe unie a déclaré que la Zambie avait apporté au Conseil des preuves concluantes à l'appui de sa plainte, preuves qui établissaient la responsabilité du Portugal au sujet de la violation du territoire zambien et d'autres actes d'agression commis contre ce pays. Le soutien que la République arabe unie apportait à la Zambie ne découlait pas simplement de ses obligations aux termes de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, elle se fondait également sur les principes de la Charte des Nations Unies, qui proclame l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats ainsi que le droit imprescriptible des populations à l'autodétermination et qui condamne l'agression sous toutes ses formes. L'agression portugaise contre la Zambie et d'autres Etats africains devait être envisagée dans le cadre de la politique répressive et des activités colonialistes du Portugal. Ce pays semblait estimer que les Etats contre lesquels ses agressions avaient été dirigées s'étaient rendus coupables d'une faute impardonnable en apportant leur appui aux peuples africains qui se voyaient encore refuser le droit imprescriptible à l'autodétermination et qui combattaient pour la reconnaissance de leurs droits à l'indépendance nationale. Le Conseil se devait de condamner l'agression portugaise et de prendre des mesures efficaces pour qu'elle ne se renouvelle pas. Le Portugal se devait d'appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

524. A la 1489<sup>e</sup> séance, le 24 juillet 1969, le représentant du Gabon a rejeté l'affirmation selon laquelle l'Angola, le Mozambique et la Guinée (Bissau) feraient partie du territoire portugais. Le Portugal ne s'efforçait pas seulement d'occuper ces territoires contre la volonté des populations locales, il attaquait délibérément des Etats africains souverains et indépendants. Le Gouvernement portugais devait comprendre une fois pour toutes que sa politique insensée de colonisation de l'Afrique par la force ne pouvait aboutir qu'à l'échec. Le Conseil avait le devoir de se montrer ferme et d'inviter le Portugal à cesser immédiatement son agression et à consentir à la Zambie des réparations adéquates pour les dégâts occasionnés par les attaques des forces armées portugaises.

525. Le représentant de Madagascar a indiqué que les petits pays comme ceux qui sont membres de l'OUA s'attendaient que, dans les relations internationales, les principes acceptés de bonne foi soient impartialement appliqués. La Zambie, qui n'avait aucune prétention territoriale, ne menaçait pas la sécurité de l'Angola et du Mozambique et ne pouvait être tenue pour responsable de la sécurité intérieure de ces territoires. Les mouvements de libération des territoires portugais n'étaient pas sous la dépendance d'influences extérieures; ils continueraient à exister aussi longtemps que le Portugal refuserait d'accorder aux populations de ces

territoires l'autodétermination telle qu'elle a été définie dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. La Zambie ayant affirmé que les négociations entreprises n'avaient pas permis de parvenir à un règlement et la détérioration de la situation risquant de menacer la paix et la sécurité de la région, il revenait au Conseil de préconiser les mesures énumérées dans la Charte. Le représentant de Madagascar a lancé un appel aux grandes puissances pour qu'elles mettent en application les résolutions antérieures du Conseil qui demandent aux Etats de cesser d'apporter au Gouvernement portugais toute assistance lui permettant de poursuivre la répression contre les populations des territoires qu'il administre.

526. Le représentant du Libéria a déclaré que la situation à laquelle on faisait face avait été provoquée par le refus du Portugal d'appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies, avec la complicité d'autres Membres de l'Organisation. Les prétentions du Portugal sur des territoires africains étaient privées de tout fondement juridique. Les pays d'Afrique étaient unis et résolus à déployer tous leurs efforts pour mettre un terme à la politique inhumaine et barbare du Portugal, qui était appuyée par les armes de l'OTAN et l'or de l'Afrique du Sud. Il n'y avait pas de doute que la Zambie était la victime d'une agression portugaise.

527. Le représentant de la Tunisie a fait observer qu'en examinant la plainte déposée par la Zambie contre le Portugal le Conseil de sécurité se trouvait une fois encore face au problème d'une guerre coloniale débordant sur le territoire des Etats indépendants avoisinants. L'Assemblée générale avait, en plusieurs occasions, proclamé le droit inaliénable des peuples sous domination portugaise à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance. La question examinée par le Conseil confirmait que la détérioration de la situation dans ces territoires constituait une menace directe contre la paix et la sécurité internationales. Il était clair que la Zambie, après avoir épuisé tout autre moyen, ne pouvait patienter davantage et n'avait plus d'autre choix que de recourir au Conseil; le représentant du Portugal, en mettant l'accent sur les négociations bilatérales, n'avait fait que montrer la bonne volonté de la Zambie. Comme en témoignaient les allusions du représentant du Portugal aux nombreux actes de sabotage commis par les forces de libération, le colonialisme portugais entrait dans sa phase finale. Le Portugal risquait de connaître la panique et d'attaquer d'autres pays africains, ouvrant la voie à une guerre raciale. Le Conseil de sécurité devait prendre les mesures nécessaires pour prévenir une telle éventualité. Aucune paix véritable ne serait possible tant que le Portugal continuerait à maintenir sous son joug des populations africaines. Préconiser le retour des deux parties à des négociations bilatérales reviendrait à pénaliser le Gouvernement zambien pour sa bonne volonté. Le Conseil de sécurité se devait de condamner l'acte d'agression commis récemment par le Portugal contre le village de Lote ainsi que toutes les autres violations qui l'ont précédé et de demander au Portugal avec la plus grande fermeté de s'abstenir de commettre de nouvelles violations contre l'intégrité territoriale de la Zambie et des autres Etats avoisinants.

528. Le représentant de la Sierra Leone a noté que ce n'était pas la première fois que le Portugal lançait, contre des Etats africains ayant des frontières communes avec ses territoires, des attaques du genre de celle qui motivait la plainte de la Zambie. La Zambie en offrant asile à des Africains combattant pour l'auto-

détermination et le respect de leur personne ne faisait qu'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale. Elle avait montré qu'elle était disposée à demeurer en bons termes avec le Portugal, mais, malgré sa bonne volonté, elle avait dû porter la question devant le Conseil de sécurité en raison de la mauvaise foi du Portugal. Il était normal que la Zambie en vienne à la conclusion que les négociations bilatérales et les autres moyens de règlement pacifique des différends énumérés à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies n'étaient qu'une perte de temps lorsque le partenaire en était un ennemi de l'Afrique aussi résolu et décidé que le Portugal. La délégation de la Sierra Leone considérait que tant qu'une partie de l'Afrique demeurerait en esclavage le reste du continent courait le risque de perdre sa liberté. En outre, les actes d'agression du Portugal contre la Zambie constituaient une menace grave contre la paix. La délégation de la Sierra Leone appuyait donc la plainte de la Zambie et demandait au Conseil de prendre des mesures pour que soit assurée à la Zambie une juste réparation des dommages qu'elle avait subis.

529. Le représentant du Paraguay a déclaré que généralement un débat portant sur une plainte comme celle dont était saisi le Conseil était limité à la plainte elle-même ainsi qu'aux détails qui s'y rapportent, mais que dans les circonstances présentes les divers aspects de la question allaient beaucoup plus loin que la plainte proprement dite. La région dont il s'agissait était une région critique du continent africain; il s'y livrait un combat pour la libre détermination. Des incidents graves en soi devenaient plus graves encore lorsque la paix et la sécurité étaient d'ores et déjà menacées. Ainsi que l'avait déclaré la délégation du Paraguay lors de précédents débats du Conseil de sécurité, les parties intéressées devraient trouver un solution pacifique en recourant aux moyens prévus par la Charte des Nations Unies pour des cas semblables. Toutefois, il convenait de garder présent à l'esprit que tout renouvellement de tels incidents était de nature à aggraver une situation déjà très tendue en Afrique australe. Le Paraguay était partisan du respect scrupuleux de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de tous les Etats ainsi que des normes qui régissaient les relations internationales. La délégation paraguayenne chercherait, de concert avec les autres délégations, des solutions mutuellement acceptables s'inspirant de ces principes.

530. Exerçant son droit de réponse, le représentant de la Zambie a déclaré que son gouvernement avait porté l'incident de Lote devant le Conseil de sécurité parce que, malgré la modération de la Zambie, le Portugal avait depuis quatre ans commis des violations de l'intégrité territoriale de la Zambie et avait tué et blessé des citoyens zambiens. La Zambie, a-t-il déclaré, avait invité des représentants du Gouvernement portugais à se rendre en Zambie à la suite de trois séries d'incidents afin de constater par eux-mêmes les effets de l'agression commise par le Portugal; malgré toutes les preuves dont ils disposaient, ces représentants n'avaient admis la responsabilité qu'à l'égard d'un seul de ces incidents; car, tout en admettant que leurs forces armées portaient également la responsabilité des deux autres incidents, ils avaient soutenu que l'attaque avait eu lieu dans l'exercice du prétendu droit de suite. A la suite de ce rejet inconsidéré, a poursuivi le représentant de la Zambie, la Zambie était parvenue à la conclusion que la notion de règlement pacifique était dénuée de signification pour le Portugal. Le désir de paix de la

Zambie avait été clairement démontré par la modération qu'elle avait manifestée au cours des quatre dernières années. On pouvait également rappeler que c'était à Lusaka, capitale de la Zambie, que la cinquième Conférence au sommet des Etats d'Afrique orientale et centrale avait adopté le Manifeste sur l'Afrique australe, par lequel ces Etats avaient demandé que l'accession de l'Afrique australe à l'indépendance se fasse par des moyens pacifiques. La délégation de la Zambie remettait un exemplaire de ce manifeste afin qu'il soit publié en tant que document du Conseil de sécurité.

531. A la 1490<sup>e</sup> séance, tenue le 25 juillet 1969, le représentant de la Colombie a suggéré que, en ce qui concernait la question particulière qui était à l'étude, l'examen de la situation par les parties au moyen de la recherche d'une solution équitable ne pouvait être écarté et qu'une telle procédure pouvait encore faire l'objet de l'attention du Conseil.

532. Le représentant de la République démocratique du Congo s'est référé à de précédentes occasions au cours desquelles son gouvernement avait dû porter contre le Portugal des plaintes de même nature que celle qui était élevée par la Zambie. En conséquence, sa délégation n'était pas surprise d'apprendre les actes perpétrés par le Portugal non plus que ses dénégations. Le représentant de la République démocratique du Congo venait de recevoir un télégramme de Kinshasa prouvant la mauvaise foi du Portugal, et il a énuméré huit violations du territoire de la République démocratique du Congo commises par le Portugal depuis avril 1968, violations qui avaient entraîné des pertes importantes de vies humaines et de biens. Pour les Nations Unies, l'Angola, le Mozambique et la Guinée (Bissau) n'étaient pas des provinces portugaises mais des territoires non autonomes auxquels s'appliquait la résolution 1514 (XV). Le Portugal n'avait tenu aucun compte des résolutions de l'ONU; son passé chargé d'infractions contre les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité constituait une preuve suffisante de sa mauvaise foi, et, en conséquence, le Conseil se devait de condamner le Portugal.

533. Exerçant son droit de réponse, le représentant du Portugal a déclaré que le représentant de la Zambie avait déformé le sens de nombre de ses déclarations précédentes. Il soutenait que, contrairement aux allégations avancées par la Zambie, des mines avaient été placées en territoire portugais afin de rendre le terrain impenétrable aux envahisseurs qui cherchaient à s'infiltrer en venant de la Zambie, et non pas pour empêcher l'évasion ou le retour de personnes déplacées. Le représentant de la Zambie, a-t-il poursuivi, avait parlé de Zambiens enlevés, ce dont il avait fait un alibi en faveur des infiltrations perpétrées par les envahisseurs et il avait essayé d'en faire un élément de marchandage pour le retour de deux personnalités militaires portugaises détenues en Zambie. Il n'y avait pas de Zambiens détenus en aucun territoire portugais et, même si cela était, le retour des deux Portugais en question devrait être un point d'honneur pour le Gouvernement zambien puis que la Haute Cour de la Zambie elle-même avait ordonné leur mise en liberté.

534. En réponse, la Zambie a déclaré que les soldats portugais dont la Haute Cour de la Zambie avait ordonné la libération avaient été détenus par le Président au titre du règlement de la sécurité publique.

Le texte du Manifeste communiqué au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Zambie le 28 juillet 1969 a été publié sous la cote S/9363.

Si le Portugal était prêt à relâcher les ressortissants zambiens qui avaient été enlevés, la Zambie prendrait immédiatement des dispositions pour libérer les soldats portugais.

535. A la 1491<sup>e</sup> séance, tenue le 28 juillet 1969, le représentant du Pakistan a rappelé que dans les résolutions 180 (1963) et 218 (1965) le Conseil de sécurité avait affirmé que la situation dans les territoires sous administration portugaise troublait gravement la paix et la sécurité en Afrique. Etant donné cette constatation et attendu que le Portugal persistait à ne tenir aucun compte de toutes les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, il était manifeste que la situation exigeait une résolution plus catégorique. Le projet de résolution, qu'il avait officiellement présenté au nom de sa propre délégation ainsi qu'au nom des délégations de l'Algérie, du Népal et du Sénégal (S/9360), n'était pas, a-t-il déclaré, inspiré par une animosité à l'égard du Portugal, mais par l'inquiétude sérieuse causée par la situation qui régnait à la frontière de la Zambie et du Mozambique. Le texte du projet de résolution était ainsi conçu :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant entendu les déclarations des parties,*

*"Conscient de ce qu'il a la responsabilité de prendre des mesures collectives efficaces pour prévenir et éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationales,*

*"Ayant présent à l'esprit que tous les Etats doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat ou de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies,*

*"Inquiet de la situation grave créée par le bombardement portugais du village de Lote du district de Katete dans la province orientale de Zambie, à la frontière du territoire du Mozambique,*

*"Profondément inquiet de ce que des incidents de cette nature compromettent la paix et la sécurité internationales,*

*"1. Censure énergiquement les attaques portugaises contre le village de Lote du district de Katete dans la province orientale de Zambie qui ont causé la mort de civils zambiens et des dommages matériels;*

*"2. Demande au Portugal de cesser immédiatement de violer l'intégrité territoriale de la Zambie et de lancer des raids non provoqués contre ce pays;*

*"3. Requiert la mise en liberté et le rapatriement immédiats de tous les civils de Zambie enlevés par les forces militaires portugaises opérant dans les territoires coloniaux de l'Angola et du Mozambique;*

*"4. Requiert en outre le Portugal de restituer tous les biens enlevés illégalement du territoire zambien par les forces militaires portugaises;*

*"5. Déclare que, au cas où le Portugal manquerait à se conformer au paragraphe 2 du dispositif de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira pour examiner d'autres mesures;*

*"6. Décide de demeurer saisi de la question."*

536. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que la politique coloniale du Portugal était sans nul doute un élément important du fond du présent débat du Conseil de sécurité et que son gouvernement avait indiqué clairement à plusieurs reprises qu'il regrettait que le Portugal persistât dans son refus d'accorder le



droit fondamental de libre détermination à ses territoires africains. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le Portugal avait reconnu qu'il y avait eu dans le passé des incidents dont la responsabilité incombait au Portugal; il était regrettable que de tels incidents aient eu lieu, a déclaré le représentant du Royaume-Uni, et il conviendrait de prendre des mesures appropriées afin d'en empêcher le renouvellement. En ce qui concernait les plaintes particulières soulevées par la Zambie concernant les violations de son intégrité territoriale perpétrées par le Portugal, et en particulier pour ce qui était du bombardement du village de Lote, l'existence de tels incidents n'avait été ni prouvée ni démentie, et seule une enquête en bonne et due forme permettrait d'établir les faits. La délégation du Royaume-Uni ne pensait pas qu'en l'absence d'une enquête impartiale le Conseil fût en mesure de procéder à des constatations de faits ou à des conclusions, et, en conséquence, il ne lui était pas possible d'appuyer le projet de résolution figurant dans le document S/9360. Cette abstention ne devait pas s'entendre comme une manifestation d'indulgence à l'égard de tout empiètement sur le territoire zambien. L'Article 33 de la Charte des Nations Unies, a déclaré le représentant du Royaume-Uni, énumérait toute une gamme de moyens permettant de rechercher des solutions pacifiques; il a exprimé l'espoir que le fait que le Conseil fût à présent saisi de la question et que le Portugal ait donné de nouvelles assurances permettrait de rechercher des solutions pacifiques avec davantage de confiance.

537. Le représentant de l'Espagne a déclaré que, en ce qui concernait la plainte portée par la Zambie contre le Portugal, sa délégation estimait que les faits n'avaient pas été suffisamment éclaircis. Il y avait là une situation fluide qu'il convenait d'analyser de façon plus approfondie avant que l'on puisse parvenir à une décision. Le représentant de l'Espagne estimait qu'aussi bien dans la Charte des Nations Unies que dans l'expérience des parties il existait une base en vue d'une solution et que, en faisant appel à l'esprit de bonne volonté manifesté initialement par les parties, on pourrait parvenir à une solution acceptable de part et d'autre. Etant donné que la délégation espagnole n'avait pu parvenir à résoudre le conflit des preuves qui étaient présentées devant le Conseil, elle ne pouvait donner son appui au projet de résolution des quatre puissances.

538. Le Président, parlant en sa qualité de représentant du Sénégal, a déclaré que les actes qui faisaient l'objet de la plainte déposée par la Zambie contre le Portugal tout comme les actes commis contre l'intégrité territoriale de son propre pays ainsi que d'autres pays dans cette région étaient le résultat du refus obstiné du Portugal de suivre l'exemple des anciennes puissances coloniales et de transformer les anciens rapports de colonisateurs à colonisés en de nouveaux rapports fondés sur l'amitié et la coopération.

**Décision:** A la 1491<sup>e</sup> séance, tenue le 28 juillet 1969, le projet de résolution a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions (France, Espagne, Royaume-Uni et Etats-Unis), en tant que résolution 268 (1969).

539. Après le vote, le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement aurait été plus disposé à prendre position sur le fond de la question si le Conseil avait été en possession d'un compte rendu impartial des récents événements qui s'étaient produits le long des frontières séparant la Zambie, d'une part, et le Mozambique et l'Angola, d'autre part. La résolution adoptée par le Conseil semblait rejeter de façon spécifique la responsabilité des événements sur le Portugal, a-t-il déclaré, conclusion à laquelle la délégation des Etats-Unis ne pouvait souscrire dans les conditions qui venaient d'être évoquées. La position prise par cette dernière sur la résolution ne saurait, toutefois, être confondue avec l'attitude qui était la sienne à l'égard de la question plus fondamentale de la libre détermination pour les territoires portugais.

540. Le représentant de la Finlande, se référant à la déclaration qu'il avait déjà faite sur cette question, a déclaré que sa délégation avait voté en faveur de la résolution dans le contexte de la situation générale, et malgré certaines réserves quant à quelques-uns des termes qu'elle contenait; de l'avis de la délégation finlandaise, le Conseil de sécurité avait examiné la plainte portée par la Zambie contre le Portugal dans le cadre du Chapitre VI de la Charte plutôt que dans le contexte du Chapitre VII, auquel le libellé du deuxième alinéa du préambule ainsi que du paragraphe 5 semblait se rapporter.

541. Le représentant du Portugal a déclaré que la résolution qui venait d'être adoptée n'avait aucun rapport avec la réalité; sa délégation souhaitait formuler ses réserves les plus formelles quant à son texte.

## Chapitre 7

### PLAINTES DÉPOSÉES PAR LE SÉNÉGAL: LETTRES DATÉES DU 27 NOVEMBRE ET DU 7 DÉCEMBRE 1969, ADRESSÉES AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU SÉNÉGAL (S/9513 ET S/9541)

#### A. — COMMUNICATIONS ET DEMANDE DE CONVOCATION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

542. Dans une lettre datée du 27 novembre 1969 (S/9513) et adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Sénégal s'est plaint que, le 25 novembre 1969, des forces de l'armée régulière portugaise de la base de Bégène [Guinée (Bissau)] avaient bombardé le village de Samine situé dans la région sud du Sénégal tuant une femme, blessant gravement huit autres personnes, causant des dégâts matériels et laissant plusieurs villageois sans abri. D'après la lettre, ce n'était pas la première fois que les forces

portugaises avaient attaqué des ressortissants sénégalais et violé de propos délibéré le territoire sénégalais. Devant les pertes accrues de vies humaines et les destructions des biens, le Sénégal se voyait obligé de dénoncer les actes systématiques de provocation perpétrés par le Portugal et de demander que le Conseil de sécurité se réunisse dans les meilleurs délais pour examiner cette question.

543. Le 2 décembre 1969, les représentants de 36 Etats africains ont adressé au Président du Conseil de sécurité une lettre (S/9524 et Add.1) dans laquelle ils soutenaient la demande de convocation du Conseil

de sécurité présentée par le Sénégal et déclaraient que, ce faisant, ils manifestaient leur solidarité à la République sœur du Sénégal, conformément aux dispositions de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et exprimaient également la préoccupation des pays africains devant les menaces et les actes d'agression constamment perpétrés par le Portugal contre les Etats africains limitrophes des territoires sous sa domination. Les Etats africains espéraient que le Conseil de sécurité saurait faire face à la situation et que, agissant dans le cadre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, il prendrait les mesures voulues pour mettre un terme aux actes d'agression commis par le Portugal.

**B. — EXAMEN DE LA QUESTION : 1516<sup>e</sup>  
A 1520<sup>e</sup> SÉANCE (DU 4 AU 9 DÉCEMBRE 1969)**

544. A sa 1516<sup>e</sup> séance, tenue le 4 décembre 1969, le Conseil de sécurité a inclus cette question à son ordre du jour et invité, sur leur demande, les représentants du Portugal, du Sénégal et du Maroc à participer, sans droit de vote, aux discussions. Le Conseil a ensuite invité, dans les mêmes conditions, les représentants de l'Arabie Saoudite, de la Guinée, du Libéria, de Madagascar, du Mali, de la Mauritanie, de la République arabe unie, de la Sierra Leone, de la Syrie, de la Tunisie et du Yémen à prendre part aux débats.

545. Au cours de la séance susmentionnée, le représentant du Sénégal a décrit en détail l'incident relaté dans sa lettre du 27 novembre et s'est plaint des nombreuses violations agressives commises par les forces portugaises entre le 8 avril 1963 et le mois de décembre 1969, contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sénégal; il a rappelé que, au cours de cette période, le Conseil de sécurité avait adopté les résolutions 178 (1963), datée du 24 avril 1963, et 204 (1965), datée du 19 mai 1965, dans lesquelles il déplorait ces activités. Malgré ces résolutions, le Portugal avait en fait intensifié ses actes d'agression et, selon les accusations portées par le représentant du Sénégal, les incidents s'étaient multipliés et aggravés entre le mois de janvier et le mois de novembre 1969; les forces portugaises ayant violé l'espace aérien du territoire sénégalais et ouvert le feu chaque mois sur des villages sénégalais, tuant, blessant ou enlevant leurs habitants. Le représentant du Sénégal a poursuivi en faisant observer que dans sa politique de provocations systématiques et de violation délibérée de l'intégrité territoriale des pays africains, le Portugal était appuyé par ses alliés, notamment par l'Afrique du Sud. Si le Portugal devait persister dans cette politique, le Sénégal n'aurait d'autre choix que de recourir à la force pour imposer le respect de la souveraineté et de l'intégrité de son territoire. Le Sénégal était néanmoins convaincu que le Conseil de sécurité condamnerait effectivement les autorités portugaises et leurs actes d'agression.

546. Le représentant de l'Algérie s'est référé à la lettre adressée par les 36 délégations africaines pour soutenir la plainte déposée par le Sénégal et a accusé le Portugal d'avoir commis des actes d'agression analogues contre le Congo (Brazzaville), la République démocratique du Congo, la Guinée, la Tanzanie et la Zambie. Le représentant de l'Algérie a déclaré que le Sénégal avait été attaqué parce qu'il s'était conformé à la Charte de l'Organisation des Etats africains et parce qu'il avait, comme tous ces Etats, appliqué les résolutions de l'OUA et de l'Organisation des Nations Unies, qui condamnaient le Portugal pour son refus d'accorder le droit de libre détermination aux peuples

africains vivant sous sa domination en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau). Tous les pays africains savaient fort bien que si le Portugal persistait dans sa politique d'agression, c'était parce qu'il comptait sur l'appui militaire et logistique de l'OTAN. Le Portugal avait en fait constitué avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie du sud une alliance pour essayer de consolider leurs régimes colonialistes et racistes. L'Algérie estimait que seule la lutte armée pouvait réussir à libérer les peuples africains de la domination portugaise, comme cela avait été le cas pour la libération de certains pays d'Asie et d'Europe, et de l'Algérie elle-même. Le Conseil de sécurité devait condamner sans équivoque le Portugal pour ses actes d'agression contre le Sénégal et d'autres Etats africains indépendants.

547. Avant de prononcer sa déclaration, le représentant du Portugal a demandé au représentant du Sénégal, pour clarifier certains points fondamentaux : 1) si des organisations antiportugaises vouées à la violence n'avaient pas été autorisées à opérer à partir de bases situées au Sénégal; 2) si le village de Samine n'était pas une de ces bases; et 3) si le Sénégal avait pris contact avec le Portugal à propos de la plainte en question avant de la présenter au Conseil de sécurité.

548. Le représentant du Sénégal a répondu qu'il y avait dans son pays environ 50 000 réfugiés de la Guinée (Bissau), régulièrement recensés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. S'agissant de la deuxième question, il a fait observer que la conclusion qui s'imposait apparaissait à la lecture de la liste des victimes de Samine, où l'on trouvait des personnes dont l'âge s'échelonnait entre un an et 70 ans. Quant à la troisième question, le Sénégal n'avait pas besoin de prendre contact avec le Gouvernement portugais; il s'était adressé au Conseil de sécurité, dont il attendait la décision.

549. Le représentant du Portugal a expliqué que ces questions importantes — auxquelles, selon lui, il n'avait pas été répondu — avaient pour but de déterminer si dans ce cas précis les forces portugaises avaient attaqué ou répondu à des attaques en exerçant leur droit de légitime défense. Il a déclaré que dans chaque cas les attaques avaient été déclenchées par le Sénégal; le Portugal s'était borné à agir strictement dans les limites voulues pour assurer sa propre défense. Il était de notoriété publique que des forces antiportugaises opéraient à partir de bases situées au Sénégal, et notamment de Samine. Depuis plusieurs années déjà, la population qui vivait dans les zones frontalières de la Guinée portugaise était constamment harcelée par des bandes armées venant du Sénégal. En outre, ces bandes étaient dotées d'un armement moderne ne pouvant provenir que des arsenaux de puissances non africaines dont la politique déclarée était d'attiser la discorde internationale. Le représentant du Portugal a ajouté que le Conseil de sécurité devait tenir compte de cet aspect du problème, qui éclairait d'un jour nouveau et sinistre la nature des actes d'hostilité entrepris contre la Guinée portugaise. Il a affirmé que, rien qu'en 1969, 37 attaques avaient été perpétrées contre la Guinée portugaise avec une artillerie lourde de provenance sénégalaise; 25 autres attaques avaient été lancées par des commandos venus du Sénégal; des hélicoptères sénégalais appuyant ces commandos avaient violé à dix reprises l'espace aérien de la Guinée portugaise, sans compter huit autres violations du même ordre par des avions sénégalais effectuant apparemment des missions de reconnaissance. Devant ces attaques, nul ne pouvait

contester le droit de légitime défense du Portugal, dont il limitait l'exercice au minimum indispensable.

550. Le représentant du Portugal a poursuivi en citant une déclaration prononcée par le Président du Portugal le 1<sup>er</sup> décembre 1969 et où il était dit que la politique du Portugal avait toujours été de respecter scrupuleusement la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays limitrophes, mais que la poursuite des envahisseurs qui se repliaient vers ces pays avait pu donner lieu à une erreur le long de frontières très longues et mal délimitées. Le représentant du Portugal a ajouté qu'on ne pouvait donc exclure la possibilité que, dans le cas de l'incident précis soumis à examen, la riposte du Portugal ait pu avoir les conséquences dont faisait état le Sénégal. Si tel était le cas, le Portugal était prêt à régler ce problème par la voie de la conciliation, après constitution d'une commission d'enquête bilatérale, pour autant que le Sénégal fût disposé à prendre contact à cette fin avec le Portugal, aux termes de l'Article 33 de la Charte. Le représentant du Portugal a souligné que son pays n'avait aucun intérêt à s'attirer l'hostilité du Sénégal ou de tout autre pays africain et qu'il avait vainement essayé de coopérer avec les pays africains limitrophes et de conclure avec eux des pactes de non-agression. Ces pays étaient ouvertement hostiles au Portugal; ils aidaient et encourageaient les actes de violence perpétrés contre les territoires portugais en Afrique. Ils se plaignaient ensuite au Conseil de sécurité d'incidents de frontière résultant de l'exercice par le Portugal de son droit de légitime défense. L'aversion pour la politique intérieure d'un pays ne justifiait pas le recours à la violence pour contraindre ce pays à changer d'orientation.

551. Le représentant de la Guinée a informé le Président du Conseil de sécurité que, par lettre du 4 décembre 1969 (S/9528), la Guinée avait décidé de demander une réunion distincte du Conseil de sécurité pour examiner un acte récent d'agression commis par le Portugal contre la Guinée. Il attendait donc le moment opportun pour se prévaloir de l'invitation qui lui avait été faite de prendre la parole au Conseil.

552. A la 1517<sup>e</sup> séance du Conseil tenue le 5 décembre, le représentant du Sénégal a nié que des troupes sénégalaises aient participé à des attaques contre la Guinée (Bissau) et a demandé au représentant du Portugal de prouver ses allégations. Le représentant du Portugal a répondu qu'il le ferait ultérieurement.

553. Le représentant de la France a déploré que le Sénégal, pays avec lequel la France entretenait depuis longtemps des relations amicales, n'ait pas été épargné, malgré sa méritoire patience, par les violations de frontière commises par les forces armées portugaises. Il s'est inquiété de constater que le Portugal n'avait pas tenu l'engagement qu'il avait pris en 1963 de respecter l'intégrité territoriale du Sénégal. Nonobstant les relations cordiales entre la France et le Portugal, la délégation française ne saurait approuver, quelles que soient les raisons invoquées par le Portugal, des mesures contraires à l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, qui invite les Etats Membres à s'abstenir de recourir à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale de tout Etat. La France aurait souhaité que le Portugal cherche à régler par la voie de négociations bilatérales des difficultés dont le Sénégal ne semblait être aucunement responsable. Le représentant de la France a exprimé l'espoir qu le Conseil adopterait une résolution satisfaisante pour le Sénégal et contribuant à apporter une solution durable au problème.

554. Le représentant de la Sierra Leone a déclaré que le dernier acte d'agression commis contre le Sénégal confirmait que, malgré ses déclarations, le Portugal n'était pas prêt à accorder son amitié aux pays africains. Déconcerté par les victoires remportées par les combattants de la liberté — qui contrôlaient de larges zones à l'intérieur de la Guinée (Bissau) même —, le Portugal s'était engagé dans des actes de provocation et d'agression contre le Sénégal et d'autres Etats africains indépendants, actes qui constituaient une menace à la paix et à la sécurité internationales. La délégation de la Sierra Leone désapprouvait totalement la notion explicite ou implicite que des pays aidant les mouvements de libération à réaliser leurs aspirations de liberté et d'indépendance pour leur patrie fissent quoi que ce soit de répréhensible. Une telle notion serait certainement incompatible avec les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. La délégation de la Sierra Leone ne pouvait non plus appuyer la notion de représailles sous le couvert de la légitime défense. La vérité en la matière était que, en raison de la répression implacable des autochtones dans les territoires africains soumis à la domination du Portugal, des milliers de personnes avaient cherché asile dans les Etats africains indépendants voisins. La plainte déposée devant le Conseil était la conséquence de cette situation, et le Conseil se devait d'y faire face avec fermeté.

555. Le représentant du Libéria a déclaré que le représentant du Sénégal avait donné au Conseil un tableau précis des horreurs de l'agression portugaise en Afrique, mais que le représentant du Portugal s'était borné à poser des questions étrangères au sujet. Le représentant du Libéria a poursuivi en disant qu'il était de notoriété que le Portugal, pays aux ressources limitées, ne pouvait entretenir une troupe de 150 000 hommes pour étouffer les aspirations légitimes à la libre détermination et à l'indépendance des peuples soumis à sa domination sans l'appui actif et la participation de ses alliés de l'OTAN. Il a déploré que certains Etats ne soient pas disposés à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à l'agression portugaise, prolongeant ainsi un conflit qui s'envenimerait lorsqu'on aurait laissé passer les dernières chances de conciliation. Il s'est référé au Manifeste de Lusaka sur l'Afrique australe et a demandé au Portugal d'adapter sa politique aux réalités en admettant que ses territoires africains finiraient inévitablement par accéder à l'indépendance. Il a exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité condamnerait fermement le Portugal pour ses actes de guerre entrepris contre des Etats africains.

556. Le représentant du Maroc a déclaré qu'il s'était avéré au cours des six dernières années que ni la résolution 178 (1963), ni la résolution 204 (1965) du Conseil de sécurité, ni les assurances de bon voisinage données par le Portugal n'avaient pu prévenir la reprise et la multiplication des incidents entre le Portugal et les pays africains ayant des frontières communes avec ses territoires. Le représentant du Maroc a ajouté que le Sénégal n'avait aucun sujet de querelle avec le Portugal, mais qu'il avait cependant le devoir moral d'appuyer la lutte des peuples sous domination coloniale. Il a déclaré que, si l'on devait accepter le "droit de poursuite" dans les zones de conflit, le conflit s'étendrait aux pays voisins, comme cela était le cas au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, où des pays devenaient victimes d'actes d'agression parce qu'ils ouvraient leurs frontières à des populations fuyant des régimes de répression et des pouvoirs militaires écrasants. Il a demandé au Conseil d'examiner la plainte dont il était

saisi à la lumière de l'agression commise plutôt qu'en fonction du nombre des victimes ou du montant des dommages causés.

557. Le représentant de la Hongrie a déclaré que le Portugal suivait une politique coloniale périmée et honteuse qui lui permettait de conserver ses prétendus territoires africains d'outre-mer par la force des armes, au mépris complet des nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies et des règles élémentaires du droit international. Il a souligné que la responsabilité de la poursuite de la politique de répression exercée par le Portugal dans ses territoires africains et des actes d'agression commis par lui contre des Etats africains indépendants devait être partagée par ses alliés de l'OTAN, qui n'avaient cessé de lui octroyer un appui militaire et économique. De l'avis de la délégation hongroise, le Conseil de sécurité devait condamner l'agression préméditée du Portugal contre le Sénégal et le maintien de l'occupation portugaise de territoires africains. Le Conseil devait également inviter tous les Etats qui apportaient une aide militaire et économique au Portugal par voie bilatérale ou multilatérale à lui retirer cette aide.

558. Le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que les colonies étaient un anachronisme à l'ère des Nations Unies. Citant des pays qui avaient été libérés après la seconde guerre mondiale, il a instamment prié le Portugal, digne de louanges pour ne pas pratiquer de discrimination raciale, de suivre l'exemple des anciennes puissances coloniales et de tirer les enseignements de l'histoire, car aucun pays n'avait réussi à juguler longtemps les aspirations des mouvements de libération. Il a estimé que le Portugal pourrait trouver une solution opportune et pacifique au problème en préparant le terrain pour un *commonwealth* jusqu'au jour où la population serait appelée, par voie de plébiscite, à déclarer si elle désirait maintenir ses liens avec le Portugal. Il a jugé qu'une telle ligne d'action sauverait le Portugal de la ruine économique à laquelle il courait en essayant de garder ses colonies par la force des armes.

559. A la 1518<sup>e</sup> séance, le 8 décembre, le Président a informé le Conseil que, par une lettre datée du 7 décembre (S/9541), le représentant du Sénégal avait saisi le Conseil d'une autre plainte relative au nouveau bombardement de Samine ce même jour qui avait fait de nouvelles victimes et causé des dégâts matériels.

560. La nouvelle plainte figurait également à l'ordre du jour du Conseil et devait être examinée en même temps que la plainte précédente.

561. Le représentant du Sénégal, se référant à la plainte susmentionnée, a accusé les forces régulières portugaises d'avoir bombardé sans discontinuer, le 7 décembre au matin, le village de Samine, tuant cinq personnes et en blessant gravement une autre. Le représentant du Sénégal a souligné que cette nouvelle agression, commise au moment où le Conseil allait examiner une plainte analogue, était dirigée à la fois contre le Sénégal et le Conseil de sécurité lui-même, dont le Portugal faisait fi. En outre, ce bombardement était la seule réponse du Portugal au plan de paix en quatre points que le Président de la République du Sénégal avait publiquement proposé pour la Guinée (Bissau), à savoir un cessez-le-feu immédiatement suivi de négociations entre le Portugal et les mouvements nationalistes, le Portugal accordant ensuite l'autonomie interne que devrait suivre après un certain temps l'indépendance dans le cadre d'une communauté luso-africaine. Etant

donné cette situation, le Sénégal a demandé à nouveau au Conseil de sécurité, s'il voulait éviter une catastrophe en Afrique occidentale, de condamner sévèrement et immédiatement le Portugal pour les actes d'agression commis contre le village de Samine les 25 novembre et 7 décembre 1969.

562. Le représentant de Madagascar a déclaré que le droit de légitime défense invoqué par le Portugal ne pouvait s'exercer au détriment de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République du Sénégal, qui n'avait commis aucune agression. La délégation malgache estimait que s'il fallait reconnaître les droits de la puissance administrante il fallait également souligner quels étaient ses devoirs et, conformément aux décisions de l'ONU, le principal devoir du Portugal était de conduire le peuple dont il avait la charge à l'autodétermination; s'il s'y dérobaient, le peuple de la Guinée (Bissau) avait le droit légitime de lutter pour obtenir sa liberté et son indépendance. Le représentant de Madagascar a renouvelé l'appel qu'il avait lancé aux grandes puissances pour leur demander d'appliquer les résolutions précédentes du Conseil de sécurité priant tous les Etats de s'abstenir de fournir une assistance quelconque au Gouvernement portugais lui permettant de poursuivre la répression contre les populations des territoires qu'il administrait. Il a ajouté que les grandes puissances étaient en mesure de persuader le Portugal d'adopter une attitude plus réaliste et moins rigide dans ses relations avec les Etats africains qui ne pouvaient ignorer les aspirations légitimes à l'indépendance et à la liberté de leurs frères des territoires administrés par ce pays. En ce qui concernait les suggestions avancées au cours du débat selon lesquelles le Sénégal aurait dû épuiser tous les recours prévus à l'Article 33 de la Charte avant de saisir le Conseil de sécurité de sa plainte, la délégation malgache a émis l'opinion que des négociations bilatérales ou une procédure de conciliation impliquaient de la part des intéressés l'intention de respecter les termes de l'entente et que la situation dont découlait le différend se prêtait à un règlement pacifique; toutefois, étant donné que le Portugal n'avait pas appliqué les résolutions du Conseil de sécurité, et que ce pays avait commis des attaques délibérées et préméditées contre le Sénégal, ce dernier avait été tout à fait en droit de saisir le Conseil de sécurité.

563. Le représentant de la Tunisie a estimé qu'il incombait au Conseil de sécurité de mettre un terme à une situation qui menaçait la sécurité et l'intégrité d'un Etat Membre et d'aider à la liquidation définitive des vestiges du colonialisme qui constituaient l'un des obstacles les plus graves à la paix et à la sécurité internationales. Les efforts déployés par le Sénégal pour éviter la détérioration de ses relations avec le Portugal s'étaient heurtés à l'incompréhension et à l'intransigeance caractéristiques de l'état d'esprit colonialiste. Le représentant de la Tunisie a déclaré que la nouvelle agression commise par le Portugal confirmait le refus de celui-ci de se conformer aux résolutions de l'ONU et plaçait à nouveau le Conseil devant le problème des guerres coloniales débordant sur les territoires des Etats indépendants voisins. Le Portugal n'avait, a-t-il ajouté, aucune raison d'invoquer la légitime défense puisqu'il ne pouvait se réclamer d'un droit légitime quelconque sur des territoires africains. Bien au contraire, depuis l'adoption de la résolution 1514 (XV) relative à l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'Assemblée générale avait proclamé à plusieurs reprises le droit inaliénable des peuples sous domination portugaise à l'autodétermination et à l'indépendance et recon-



nu la légitimité de la lutte que menaient les mouvements de libération nationale. Le représentant de la Tunisie a déclaré qu'il ne saurait y avoir de paix véritable en Afrique tant que des peuples africains continueraient de subir le joug du colonialisme.

564. Le représentant de la République arabe unie a fait observer que le Portugal n'avait pas nié les actes que le Sénégal l'accusait d'avoir commis mais avait insisté sur le fait que les forces portugaises avaient agi en état de légitime défense devant les activités de nationalistes opérant prétendument à partir du territoire sénégalais. Toutefois, dans le cas des plaintes précédentes concernant le Portugal, ainsi que dans le cas des plaintes de la Jordanie et du Liban à l'endroit d'Israël, le Conseil de sécurité avait nettement précisé que le principe des représailles était contraire à la Charte et aux normes actuelles du droit international. Le représentant de la République arabe unie a ajouté que le principe des représailles ne tenait aucun compte de la raison fondamentale du conflit, à savoir l'injustice du régime colonialiste imposé à un peuple, et la seule façon efficace d'y remédier était de supprimer cette injustice. Les attaques dont se plaignait le Portugal ne pouvaient être considérées comme des attaques dirigées contre le peuple portugais; il s'agissait d'attaques visant les forces du colonialisme et les occupants de la Guinée (Bissau), territoire non autonome ayant droit, en vertu de la Charte des Nations Unies, à accéder à l'autonomie et à l'indépendance. A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, le Portugal se devait de respecter les "idéaux de paix, de justice et de progrès" et d'accorder aux peuples de ses territoires la liberté et l'indépendance auxquelles ils étaient en droit d'aspirer.

565. Le représentant du Mali a déclaré que les actes d'agression du Portugal contre le Sénégal, la Zambie, la Guinée et d'autres Etats africains indépendants se multipliaient et que cette situation devrait amener le Conseil de sécurité à prendre d'urgence des mesures efficaces. Il serait vain, a-t-il déclaré, d'essayer de persuader le Gouvernement portugais de modifier sa politique. Le Portugal n'avait jamais compris l'évolution qui s'était produite en Afrique ni la résolution des peuples africains de se libérer de la domination étrangère; c'est pourquoi ce pays avait refusé de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies pour amener pacifiquement ces territoires à l'autonomie et à l'indépendance. De l'avis de la délégation malienne, la paix et la justice ne pourraient régner en Afrique que lorsque le colonialisme portugais et la politique raciste des régimes de Rhodésie du Sud et d'Afrique du Sud auraient été abolis. Le représentant du Mali a invité le Conseil de sécurité à condamner unanimement les actes d'agression du Portugal contre le Sénégal et la Guinée et de prendre des mesures pour empêcher que pareils actes ne se reproduisent.

566. Le représentant du Yémen a déclaré que, au mépris des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et à l'encontre de l'opinion publique internationale, le Portugal continuait de commettre des actes d'agression contre des Etats africains épris de paix. Le colonialisme que le Portugal voulait perpétuer était un système périmé que condamnaient presque tous les Etats, y compris ceux qui l'avaient aussi pratiqué jusqu'à une date récente. Le représentant du Yémen a poursuivi en déclarant que le Portugal était largement tributaire des ressources économiques de ces territoires et qu'un système agricole et commercial fondé sur la

discrimination permettait aux intérêts portugais et étrangers d'exploiter les ressources et la main-d'œuvre africaines. Tous les moyens étaient bons pour favoriser les sociétés portugaises qui pratiquaient un système de travail forcé et non rémunéré. Dans ces conditions, il était aisé de comprendre pourquoi le Portugal s'accrochait à ses possessions coloniales même s'il lui fallait pour cela faire les frais d'importantes forces armées. Le Conseil de sécurité avait fait preuve d'une trop grande indulgence à l'égard du Portugal, comme dans le cas de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie du Sud et d'Israël, pays qui avaient refusé d'appliquer ses résolutions. Répondre à la plainte du Sénégal par l'adoption d'une autre résolution déplorant les incidents de frontières entre le Portugal et ses voisins africains ne suffirait pas; le Conseil devait prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à l'agression du Portugal et il devait appliquer des sanctions au cas où ses résolutions ne seraient pas suivies d'effet.

567. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la guerre coloniale que menait le Portugal dans ses territoires se transformait rapidement en guerre contre les Etats indépendants d'Afrique. Défiant ouvertement les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, les forces portugaises avaient à nouveau violé l'intégrité territoriale du Sénégal et d'autres Etats africains. Comme la délégation soviétique l'avait souligné dans ses propositions à l'Assemblée générale au sujet des moyens de renforcer la sécurité internationale, la paix et la sécurité en Afrique australe et occidentale ne pourraient être consolidées que s'il était mis immédiatement fin à la guerre que faisait le Portugal aux peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) et si l'indépendance était accordée à ces peuples, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. En outre, par la résolution 2507 (XXIV) du 21 novembre 1969, l'Assemblée générale avait réaffirmé le droit inaliénable des peuples des territoires sous administration portugaise à l'autodétermination et à l'indépendance; si le Portugal ne leur accordait pas pacifiquement ce droit, ces peuples avaient toutes raisons de se battre pour l'obtenir. Dans ces conditions, c'était le peuple de la Guinée (Bissau), et non le Portugal, qui devait se réclamer du droit de légitime défense.

568. Le représentant de l'URSS a ajouté que, contrairement à certaines illusions que l'on se faisait depuis l'arrivée au pouvoir d'un nouveau chef d'Etat, le Portugal, appuyé par ses alliés de l'OTAN, avait en fait augmenté ses dépenses militaires et les effectifs de son armée et de sa police pour combattre les patriotes de ses colonies. Le Portugal avait bel et bien conclu une alliance avec les régimes fascistes et racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud, dont le but était d'empêcher la libération des peuples africains opprimés et de conserver de vastes territoires africains pour servir de base et de tête de pont à leurs activités impérialistes et aux attaques dirigées contre les pays africains indépendants. Dans sa résolution 2507 (XXIV), l'Assemblée générale avait demandé à tous les Etats d'accroître leur aide morale et matérielle aux peuples des territoires sous domination portugaise; l'Union soviétique appuyait sans réserve les peuples africains dans leur lutte pour leur libération.

569. Le représentant du Népal a dit que le représentant du Portugal avait voulu invoquer le principe de la légitime défense pour justifier le bombardement du

village sénégalais de Samine; cet argument ne pouvait être accepté, tout d'abord, parce qu'il était fallacieux et ne reposait sur aucun fondement et, ensuite, parce que le Portugal, tout en reprochant au Sénégal de ne pas avoir cherché à négocier dans le cadre de l'Article 33 de la Charte, avait lui-même manqué de se prévaloir des possibilités offertes par cet article, préférant recourir aux représailles armées. Le refus du Portugal d'appliquer les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité montrait que ce pays avait adopté une politique d'hostilité déclarée et décidé de recourir aux expéditions punitives contre les pays africains voisins de ses territoires coloniaux. En outre, le Portugal n'avait tenu aucun compte de plusieurs décisions par lesquelles l'Assemblée générale appuyait sans réserve le droit des habitants des territoires portugais à l'indépendance immédiate; il avait décidé au contraire de s'accrocher à ses possessions coloniales, situation qui était une source constante de frictions sur le continent africain.

570. En conclusion, le représentant du Népal a dit que sa délégation était disposée à appuyer tout projet de résolution qui serait de nature à éviter de nouvelles violations de l'intégrité territoriale du Sénégal.

571. Le représentant de la Mauritanie a déclaré que la politique de provocation et d'intimidation du régime fasciste de Lisbonne ne dissuaderait pas les pays africains de faire leur devoir en aidant et appuyant les mouvements de libération nationale dans leur lutte contre une expédition colonialiste intolérable et universellement condamnée. Le représentant du Portugal avait, une fois de plus, déformé les faits en s'abritant derrière la légitime défense. Il n'avait trompé personne. Le Portugal n'était pas un pays africain, et l'Angola, le Mozambique et la Guinée (Bissau) n'étaient pas et ne voulaient pas être des provinces du Portugal. La délégation mauritanienne tenait à souligner le danger que représentait pour l'Afrique et les Nations Unies la répétition des actes d'agression que commettait le Portugal contre le Sénégal. Le Conseil de sécurité devait donc condamner sans équivoque l'agression du Portugal contre le Sénégal et prévoir des mesures précises qu'il appliquerait sans retard au cas où ces attaques se renouvelleraient.

572. A la 1519<sup>e</sup> séance, le 8 décembre 1969, l'Algérie, le Népal, le Pakistan et la Zambie ont présenté au Conseil un projet de résolution (S/9542) qui, par la suite, a été révisé par le représentant du Pakistan au nom des auteurs. Le texte révisé du projet de résolution (S/9542/Rev.1) se lisait comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Prenant acte des plaintes du Sénégal contre le Portugal contenues dans les documents S/9513 et S/9541,*

*"Conscient de ce qu'il a la responsabilité de prendre des mesures collectives efficaces pour prévenir et éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationales,*

*"Ayant présent à l'esprit que tous les Etats doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies.*

*"Inquiet de la situation grave créée par les tirs d'obus sur le village de Samine, dans la région sud du Sénégal, à partir de la base de Bégène,*

*"Profondément inquiet de ce que des incidents de cette nature compromettent la paix et la sécurité internationales,*

*"Ayant présentes à l'esprit ses résolutions 178 (1963) du 24 avril 1963 et 204 (1965) du 19 mai 1965,*

*"1. Condamne sévèrement les autorités coloniales portugaises pour ces tirs d'obus sur le village de Samine, tirs qui ont provoqué : 1) le 25 novembre 1969, un mort et huit blessés graves et ont atteint un bâtiment de la gendarmerie sénégalaise et entièrement détruit deux maisons dans le village de Samine; 2) le 7 décembre 1969, cinq morts et une blessée grave;*

*"2. Demande une fois de plus au Portugal de cesser immédiatement de violer la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sénégal;*

*"3. Déclare que, au cas où le Portugal manquerait à se conformer au paragraphe 2 du dispositif de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira pour examiner d'autres mesures;*

*"4. Décide de demeurer saisi de la question."*

573. En présentant le projet de résolution des quatre puissances, le représentant du Pakistan a dit que la plainte du Sénégal ne devait pas être examinée isolément mais compte tenu de l'affrontement entre les gouvernements et les peuples de l'Afrique libre et le colonialisme portugais. Dans sa déclaration, le représentant du Portugal avait prétendu que son pays avait riposté à une série d'actes de violence commis par le Sénégal ou avec sa caution contre la Guinée portugaise. La thèse de légitime défense était indéfendable, d'abord, parce que ni l'ONU ni l'Organisation des Etats africains ne reconnaissaient les possessions coloniales du Portugal en Afrique et, ensuite, parce que l'Assemblée générale elle-même, dans la résolution 2105 (XX), avait invité tous les Etats à fournir une assistance morale et matérielle aux mouvements de libération nationale dans les territoires coloniaux. Quant à l'affirmation du Portugal selon laquelle les incidents frontaliers entre les territoires coloniaux portugais et leurs voisins africains devaient être réglés par des négociations bilatérales, le Pakistan estimait que, à supposer même que ce fût possible, le problème qui était à la base du conflit intéressait toute la communauté internationale et en particulier le Conseil de sécurité, qui était responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il était du devoir du Conseil, s'il voulait réduire la tension en Afrique, d'offrir au Sénégal un appui moral et politique sans réserve dans la défense de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Le projet de résolution que la délégation pakistanaise avait soumis au Conseil, conjointement avec les délégations algérienne, népalaise et zambienne, ne témoignait d'aucune animosité à l'égard du Portugal mais était dictée par la vive inquiétude devant la situation à la frontière entre le Sénégal et la Guinée et le danger possible tout au long de la frontière entre l'Afrique libre et le colonialisme portugais.

574. Le représentant de la Finlande a déclaré que la plainte du Sénégal méritait d'être examinée très attentivement par le Conseil et devait être replacée dans un contexte plus vaste : la cause profonde des tensions et de la violence entre les territoires africains administrés par le Portugal et les Etats africains voisins résidait dans le refus persistant du Portugal à ne rien faire pour hâter l'octroi aux populations de ses territoires de la libre détermination et de l'indépendance auxquelles

elles ont un droit inaliénable en vertu du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Dans le cas examiné, le représentant du Portugal n'avait pas nié la responsabilité de son pays dans l'incident du 25 novembre, mais il avait soutenu que le Portugal avait agi dans l'exercice de son droit de légitime défense. La délégation finlandaise considérait que les parties intéressées avaient pour devoir avant tout de résoudre ce différend par les moyens prévus à l'Article 33 de la Charte; cependant, comme le minimum de confiance réciproque nécessaire pour cette procédure semblait faire défaut, il était du devoir du Conseil d'enquêter sur cette plainte et de rechercher une solution efficace conformément au Chapitre VI de la Charte.

575. Le représentant de la Syrie a déclaré que les problèmes soulevés par le refus du Portugal de se conformer à la résolution 1514 (XV) concernaient en fait tous les Etats Membres puisque le colonialisme était incompatible avec les principes et les buts de l'Organisation. Sa délégation considérait que, en déniaut aux Africains soumis au régime colonial le droit à la libre détermination et en violant constamment la sécurité et l'intégrité territoriale d'Etats africains indépendants, le Portugal mettait en danger la paix et la sécurité internationales. Si le Portugal pouvait continuer à défier impunément les résolutions de l'ONU, celle-ci ne serait pas en mesure d'accomplir sa tâche, qui est d'assurer la paix et la justice. Dans sa déclaration, le représentant du Portugal avait dit que le Sénégal aurait dû avoir recours aux négociations bilatérales. Mais n'était-ce pas le régime de Lisbonne qui avait détruit dès le départ tout espoir de dialogue fructueux en prétendant contre toute évidence que les territoires africains sous sa domination étaient des provinces portugaises et n'avaient aucun droit à la libre détermination? La présence du Portugal en Afrique, maintenue par les armes, n'était ni souhaitée ni légitime. Le Conseil de sécurité avait donc le devoir d'imposer le règne du droit, de permettre aux populations soumises d'exercer plus rapidement leur droit de libre détermination et de faire taire définitivement, par des mesures efficaces, les armes des agresseurs en Afrique.

576. Le représentant de la Colombie a déclaré que, compte tenu des principes dont il avait été question au cours des débats du Conseil sur cette question, sa délégation était opposée au maintien des régimes coloniaux et que le droit à la libre détermination des peuples était l'un des principes essentiels régissant les relations internationales de son pays.

577. Le Président, prenant la parole en tant que représentant de la Zambie, a déclaré que le représentant du Sénégal avait donné au Conseil un état détaillé des attaques du Portugal contre son pays alors que le représentant du Portugal s'était contenté de rejeter cyniquement toutes les accusations en bloc. Il a rappelé que récemment, lorsque la Zambie avait porté plainte contre le Portugal, certains alliés du Portugal n'avaient pas appuyé la résolution que le Conseil avait alors adoptée, alléguant que, d'après les premiers témoignages, l'affaire présentée par la Zambie ne paraissait pas bien fondée. Il espérait toutefois que ces pays s'associeraient à une condamnation unanime des actes d'agression commis par le Portugal contre le Sénégal. Il a fait observer que le Portugal, encouragé par le soutien de ses alliés de l'OTAN, défiait impunément toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du

Conseil de sécurité sur l'octroi de l'indépendance aux populations des territoires coloniaux et s'efforçait d'embrouiller les débats du Conseil en prétendant à tort que les pays africains voisins de ses territoires lui faisaient la guerre. En fait, en donnant asile aux réfugiés des territoires portugais, ces pays ne faisaient qu'appliquer la résolution 2107 (XX) de l'Assemblée générale et le Manifeste de Lusaka sur l'Afrique australe. Le représentant de la Zambie a demandé instamment au Portugal, qui, selon lui, consacrait 45 p. 100 de son budget national à la défense, de permettre aux populations de ses territoires de se forger leur propre destin, car aucune nation isolée, quelle que fût sa force, ne pourrait écraser l'esprit de nationalisme et de liberté.

578. A la 1520<sup>e</sup> séance, le 9 décembre 1969, le représentant du Portugal, dans l'exercice de son droit de réponse, a fait observer que le représentant du Sénégal lui avait demandé de prouver que des troupes sénégalaises avaient participé aux attaques dirigées contre la Guinée (Bissau), alors que le Sénégal n'avait fourni aucune preuve à l'appui de ses propres plaintes; si les déclarations du représentant du Sénégal faisaient foi, les siennes devaient être considérées de la même façon. Contrairement à ce qu'avaient dit certaines délégations, la délégation portugaise n'avait pas reconnu les accusations contenues dans la première plainte du Sénégal ni parlé de "représailles", de "riposte" ou de "poursuite" en exposant la position du Portugal sur le droit de légitime défense. Quant aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité dont ont fait état maintes délégations, elles ne constituaient que des recommandations, que les Etats Membres pouvaient accepter ou rejeter dans l'exercice de leur droit souverain et de leur jugement. Il a souligné que le Portugal était devenu Etat Membre des Nations Unies avec tous ses territoires tels qu'ils sont définis dans la Constitution portugaise; il n'était donc pas de la compétence de l'ONU de mettre en doute l'intégrité territoriale de l'Etat portugais.

579. Se référant à la plainte formulée par le Sénégal le 7 décembre, le représentant du Portugal a dit que, d'après les renseignements obtenus par sa délégation, les forces de sécurité portugaises n'avaient pas pris part aux incidents de Samine. Il a cependant reconnu qu'un incident semblait s'être produit à Samine ce jour-là entre la population locale et des groupes rivaux appartenant aux éléments armés qui avaient été organisés là pour attaquer la Guinée portugaise.

580. Le représentant du Sénégal, exerçant son droit de réponse, a dit que le représentant du Portugal avait esquivé le problème dans sa déclaration, qui s'adressait uniquement à ceux qui souhaitaient trouver au Portugal des circonstances atténuantes.

581. En expliquant la position de son gouvernement avant de passer au vote, le représentant du Paraguay a dit que, d'après tout ce que l'on savait des incidents, le Portugal avait violé la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sénégal. Le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats était une des pierres angulaires des relations internationales en même temps qu'un des principes de la Charte. Sa délégation voterait pour le projet de résolution.

582. Le représentant de la Chine a dit que les faits exposés par le Sénégal dans sa plainte contre le Portugal étaient incontestables. Sa délégation voterait pour le projet de résolution parce qu'à son avis on ne pouvait

tolérer que les autorités portugaises utilisent les forces armées pour violer l'intégrité territoriale du Sénégal.

583. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa délégation ne cherchait nullement à mettre en doute la bonne foi de l'une ou l'autre partie; toutefois, comme lors de la plainte de la Zambie, son gouvernement aurait été davantage en mesure de prendre position quant au fond de l'affaire si le Conseil avait eu possession d'un rapport impartial des faits. Or, d'après les renseignements fournis au Conseil de sécurité, les deux parties avaient eu recours à la force. Le projet de résolution prenait à son avis nettement position contre le Portugal et les conditions qu'il venait d'exposer empêchaient sa délégation de l'appuyer. Cette position à l'égard du projet de résolution était cependant totalement indépendante de son attitude à l'égard de la question plus profonde de la libre détermination dans les territoires portugais, que les Etats-Unis avaient toujours soutenue.

584. Le représentant de la France a dit que sa délégation ne contestait pas le droit du Portugal à la légitime défense mais ne pouvait pas approuver les tirs auxquels avaient fait procéder les autorités portugaises sur le territoire du Sénégal, pays éminemment pacifique; par conséquent, elle voterait pour le projet de résolution.

585. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement n'apportait à la politique du Portugal en Afrique aucun soutien moral, militaire ou économique et s'était prononcé depuis longtemps en faveur de la libre détermination dans les territoires portugais. Toutefois, le Conseil n'examinait pas la politique du Portugal dans son ensemble mais une plainte précise et il devait formuler une opinion sur la base

des rapports dont il était saisi. Ces rapports avaient été très bien présentés par les représentants du Portugal et du Sénégal et il fallait les accepter en bonne foi. Les rapports du représentant du Sénégal étaient convaincants et le Portugal ne les avait pas niés. Par conséquent, la délégation britannique voterait pour le projet de résolution qui était orienté vers l'avenir et demandait que ces incidents ne se reproduisent plus.

586. Le représentant de l'Espagne a dit que sa délégation avait espéré que les parties intéressées procéderaient à des pourparlers en vue de déterminer les faits et éventuellement de décider le paiement d'une indemnité, puisque le Portugal était disposé à le faire si les faits le motivaient. L'Espagne ne pourrait voter pour le projet de résolution mais demandait instamment que les incidents qui ont coûté la vie à tant de victimes ne se reproduisent plus.

**Décision :** A la 1520<sup>e</sup> séance, le 9 décembre 1969, le projet de résolution (S/9542/Rev.1), tel qu'il avait été modifié, a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Espagne et Etats-Unis), sous la cote 273 (1969).

587. Dans une déclaration faite après le vote, le représentant du Portugal a déploré que la résolution 273 (1969) fût totalement unilatérale et fondée sur des allégations non prouvées. Il a déclaré que puisque le projet de résolution avait été présenté avant même que sa délégation ait eu la possibilité d'examiner la deuxième plainte du Sénégal — qu'elle avait récusée depuis lors — sa délégation était amenée à douter sérieusement qu'il fût utile de maintenir l'attitude qu'elle avait adoptée jusqu'alors à l'égard du Conseil.

## Chapitre 8

### PLAINTÉ DE LA GUINÉE : LETTRE DATÉE DU 4 DÉCEMBRE 1969, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES A. I. DE LA GUINÉE (S/9528)

#### A. — COMMUNICATIONS ET DEMANDE DE CONVOCATION

588. Dans une lettre datée du 2 décembre 1969 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9525), le représentant de la Guinée s'est plaint de ce qu'un autre acte d'agression avait été commis quelques jours auparavant contre la souveraineté nationale de la Guinée par des forces régulières de l'armée portugaise, qui avaient bombardé à plusieurs reprises deux villages frontaliers guinéens. Le représentant de la Guinée notait dans cette lettre que ces actes d'agression avaient été énergiquement condamnés par l'Organisation de l'unité africaine dans une résolution que l'Assemblée générale avait faite sienne dans sa résolution 2507 (XXIV).

589. Dans une lettre datée du 4 décembre (S/9528), le représentant de la Guinée priait le Président du Conseil de sécurité de convoquer le Conseil pour examiner sa plainte contre le Portugal.

590. La demande de convocation du Conseil, présentée par la Guinée, a été soutenue par les représentants de 40 Etats Membres africains dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité le 5 décembre 1969 (S/9549). Les représentants déclaraient dans cette lettre se conformer aux dispositions de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine qui fait obligation à ses Etats membres de renforcer l'unité et la solidarité africaines et d'éliminer sous toutes ses formes le

colonialisme en Afrique. Des actes analogues d'agression avaient été commis par le Portugal contre la République démocratique du Congo, la République populaire du Congo, le Sénégal, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie. Ces pays, était-il dit dans la lettre, n'avaient fait que se conformer à la Charte de l'Organisation de l'unité africaine et appliquer ses résolutions condamnant le Portugal pour son refus de reconnaître le droit à l'autodétermination de la population placée sous sa domination. L'Afrique s'inquiétait de la menace perpétuelle causée par les forces armées portugaises en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau) et espérait que le Conseil prendrait, en vertu du Chapitre VII de la Charte, les mesures qui s'imposaient pour mettre fin aux actes d'agression du Portugal.

591. Dans une autre lettre datée du 12 décembre 1969 (S/9554) qu'il a adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Guinée a énuméré plusieurs cas de bombardements aériens et de tirs de mortier contre des villages guinéens dans les régions de Gaoual et de Boké et a décrit une attaque lancée par cinq vedettes militaires portugaises contre une embarcation à moteur, sans armes, le *Patrice Lumumba*; tous ces actes auraient été commis entre le 13 avril et le 13 novembre 1969 par des forces armées portugaises stationnées en Guinée (Bissau). A la suite de ces incidents, quatre personnes avaient été tuées et six



blessées; on ne connaissait pas encore le sort des 21 passagers enlevés avec le bateau; de nombreuses cases avaient été brûlées et il y avait eu d'importantes pertes en biens matériels et en marchandises.

**B. — EXAMEN DE LA QUESTION DE LA 1522<sup>e</sup>  
À LA 1526<sup>e</sup> SÉANCE (DU 1<sup>er</sup> AU 22 DÉCEMBRE 1969)**

592. A la 1522<sup>e</sup> séance, le 15 décembre, le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour et a invité les représentants de la Guinée et du Portugal, sur leur demande, à participer aux débats sans droit de vote.

593. Le représentant de la Guinée a énuméré les actes d'agression commis par le Portugal contre la souveraineté des Etats africains et a dit qu'après neuf années de provocation la Guinée avait demandé la convocation du Conseil de sécurité parce qu'elle était à bout de patience. Le représentant de la Guinée a donné un compte rendu détaillé des incidents cités dans sa lettre du 12 décembre (S/9554), lisant les rapports détaillés soumis par des fonctionnaires guinéens qui se trouvaient sur les lieux, y compris la description par un témoin de l'attaque et de l'enlèvement du *Patrice Lumumba* le 27 août 1969. Selon ce témoignage, cinq vedettes militaires portugaises avaient ouvert le feu sur l'embarcation comme elle s'approchait du port guinéen de Kadigué; le secrétaire général de la région administrative de Kanfarandé avait été tué sur le coup, trois personnes avaient été blessées et 21 passagers enlevés. Le représentant de la Guinée a rappelé que l'incident du *Patrice Lumumba* avait provoqué une prompt réaction de la part du Conseil des ministres de l'OUA, qui avait adopté à sa treizième session une résolution condamnant l'action illégale du Portugal et demandant instamment au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'obtenir du Portugal qu'il rende le navire guinéen et qu'il libère immédiatement les passagers. Le Conseil des ministres de l'OUA avait envoyé directement au Secrétaire général un message à cet effet.

594. Le représentant de la Guinée a rappelé également que les autorités portugaises continuaient à détenir un aéronef guinéen, ainsi que deux membres de son équipage, appartenant à la société nationale Air Guinée, qui selon des rapports avait dû faire un atterrissage forcé en Guinée (Bissau) en mars 1968. Le représentant de la Guinée a affirmé que le Portugal ne s'était pas conformé aux dispositions de la Convention de l'Organisation de l'aviation civile internationale, dont il était signataire, et qui imposait aux Etats membres de fournir une assistance aux aéronefs en détresse. De plus, le Portugal n'avait pas tenu compte de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale ni d'autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, et, par les attaques qu'il avait lancées contre la Guinée, il avait agi contrairement aux intentions du Manifeste de Lusaka. Le représentant de la Guinée a demandé instamment au Conseil de sécurité de condamner à l'unanimité le Portugal et de demander qu'il rende immédiatement le navire et l'aéronef guinéens, ainsi que les ressortissants guinéens arbitrairement détenus en Guinée (Bissau), qu'il dédommage les victimes de son agression et qu'il cesse tout geste de provocation contre la République de Guinée.

595. Le représentant du Portugal a dit que sa délégation avait besoin de temps pour examiner les accusations contenues dans la lettre guinéenne du 12 décembre et pour obtenir de son gouvernement les informations nécessaires avant de faire des observations

sur chacun des accusations. Faisant remarquer que la Guinée s'était apparemment chargée de faire appliquer les résolutions de l'Assemblée générale, le représentant du Portugal a rappelé que ces résolutions n'étaient que des recommandations que les Etats Membres devaient accepter ou rejeter dans l'exercice de leurs droits souverains. Il a démenti les accusations portées par la Guinée, selon lesquelles le Portugal commettait constamment des agressions contre ce pays; bien au contraire, c'était la Guinée qui avait autorisé des mouvements violents à s'organiser sur son territoire contre la Guinée portugaise, qui avait été pendant plusieurs années la victime d'attaques constantes. Le représentant du Portugal a cité un cas d'agression en août et 10 en novembre 1969, au cours desquels six villages frontaliers de la Guinée portugaise avaient été attaqués de l'intérieur de la Guinée par des tirs de roquette, de mortier et d'artillerie à longue portée. Il a affirmé que ces attaques s'appuyaient sur une assistance en équipement militaire et en personnel fournie par certaines puissances étrangères extérieures à l'Afrique. Le représentant du Portugal a proposé que le Conseil de sécurité examine les accusations portées par les deux parties afin de déterminer la part des responsabilités.

596. Pour ce qui était de l'embarcation et de l'aéronef guinéens détenus en Guinée portugaise, le représentant du Portugal s'est référé aux interventions qu'avait faites sa délégation à l'Assemblée générale le 25 octobre 1968 et le 8 octobre 1969 lorsqu'elle avait dit que le Portugal était prêt à envisager de rendre l'avion et son équipage ainsi que l'embarcation et ses passagers à condition que la Guinée rende tout d'abord 24 militaires portugais, enlevés illégalement de Guinée portugaise et détenus en Guinée. Le Portugal maintenait cette position et il en avait informé le Secrétaire général et d'autres personnes qui avaient cherché à offrir leurs bons offices pour cette question.

597. A la 1523<sup>e</sup> séance du Conseil, le 17 décembre, le Président a invité les représentants de l'Arabie Saoudite, du Lesotho, du Libéria, de Madagascar, de la République populaire du Congo, de la Sierra Leone et de la Syrie, sur leur demande, à participer aux débats sans droit de vote.

598. Le représentant de l'Algérie a dit que le colonialisme portugais en Afrique, non content de livrer une guerre sans merci aux peuples africains de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau), voulait élargir les zones de combat en ayant recours aux bombardements de villages innocents et à l'enlèvement de personnes, dans les pays situés à la frontière des territoires détenus par le Portugal, sous le prétexte fallacieux de détruire les prétendues bases arrières des mouvements de résistance. L'objectif poursuivi par le Portugal, appuyé en cela par l'OTAN et les régimes de l'Afrique australe, était non seulement d'exploiter les richesses de ses territoires coloniaux, mais également d'anéantir l'économie des pays africains indépendants qu'il attaquait ainsi. La délégation algérienne espérait que la reconnaissance par la communauté internationale du fait que le colonialisme constituait une menace directe contre la paix et la sécurité internationale et qu'il devait être éliminé accélérerait le processus de décolonisation. A la veille du dixième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le Conseil de sécurité se devait donc de condamner sans ambiguïté les agressions accrues auxquelles se livrait le Portugal contre des pays indépendants d'Afrique.

599. Le représentant du Sénégal a dit que la principale raison des actes d'agression commis par le Portugal contre des pays africains indépendants était sa réaction négative à tous les appels lancés pour l'autodétermination des peuples placés sous sa domination. Les pays africains ne nourrissaient aucune hostilité à l'égard du Portugal; ils lui demandaient simplement de se conformer aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies, et, comme avaient fait d'anciennes puissances coloniales, dont certaines étaient ses alliées, de guider les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance sans effusion de sang et dans l'amitié. Le Portugal devait se rendre compte que, même avec l'assistance fournie par certains de ses amis, il ne lui serait pas possible de maintenir son emprise sur les territoires africains placés sous sa domination.

600. Le représentant de la République populaire du Congo, exprimant les préoccupations de son gouvernement devant les agressions portugaises constamment préméditées et perpétrées contre les pays africains, s'est plaint de nouveaux actes de provocation du Portugal contre son pays. Citant une déclaration récente de son gouvernement, il a dit que, le 7 juillet 1969, un commando de mercenaires armés était entré sur le territoire congolais et avait arraisonné un autocar occupé par 11 civils, sur lesquels deux enfants et quatre femmes avaient été restitués; cinq hommes restaient encore illégalement détenus par les autorités portugaises. Ces actes, ainsi que ceux qui avaient été portés à l'attention du Conseil par la Guinée, démontraient que la présence des colonialistes portugais en Afrique portait atteinte à la liberté et à la souveraineté des pays africains, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies. Le Conseil de sécurité, qui avait récemment pris une décision importante à propos de la plainte déposée par le Sénégal, devait de la même manière condamner l'agression portugaise contre la Guinée et exiger la restitution immédiate des ressortissants, de l'aéronef et de l'embarcation guinéens, ainsi que le versement de réparations aux victimes de l'agression.

601. Selon le représentant de Madagascar, il ne pouvait y avoir de paix en Afrique tant que les opérations menées par le Portugal contre les mouvements de libération débordaient largement du cadre dans lequel elles auraient dû être circonscrites. Même ainsi, sa délégation ne pouvait trouver de justification morale à la perpétration d'actes de violence contre la population africaine vivant en Guinée (Bissau) et, encore moins, contre la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un Etat indépendant. De l'avis de sa délégation, en pesant la suite qu'il devait donner à la plainte déposée par la Guinée, le Conseil de sécurité devait tenir compte du fait qu'un Etat Membre dont la souveraineté et l'intégrité territoriale étaient menacées par des actes d'agression et de provocation devait recevoir la protection de l'Organisation des Nations Unies et que les populations de la région avaient droit à une vie normale et pacifique, libérées de la crainte d'être attaquées. Madagascar n'avait pas l'intention d'ingérer dans les affaires intérieures du Portugal; toutefois, lorsqu'il était évident que certains faits ne se seraient pas produits si la politique de cet Etat avait pu être infléchie, il était difficile de ne pas porter de jugement sur cette politique. Le jour où les territoires administrés par le Portugal recevraient leur liberté, Madagascar serait en mesure de coopérer avec le Portugal.

602. Le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que la plainte de la Guinée contre le Portugal, soute-

nue par 40 Etats africains, reposait avant tout sur le droit inaliénable à l'autodétermination encore refusé aux peuples soumis au joug du colonialisme portugais. A son avis, il était surprenant de constater que le Portugal, qui avait bénéficié de la culture méditerranéenne, était plus fermement ancré dans son attitude colonialiste que d'autres pays européens qui avaient eu la sagesse d'abandonner leurs colonies. Le représentant de l'Arabie Saoudite a demandé instamment au Portugal de suivre sans retard une ligne de conduite juste afin d'éviter un conflit interminable avec les Africains, qui, a-t-il dit, ne pouvaient renoncer à aider les mouvements africains de libération. Si le Portugal accélérait le processus de l'autodétermination grâce à l'enseignement, permettant à ceux qui luttaien contre le Portugal de participer à ce processus, la paix et la prospérité régneraient tant au Portugal qu'en Afrique.

603. Le représentant du Lesotho a dit que les actes de violence commis par le Portugal contre la Guinée et contre d'autres Etats africains devaient être considérés comme faisant partie d'une politique délibérée. Le Gouvernement du Lesotho s'inquiétait vivement du fait que les incidents dont s'était plainte la Guinée révélaient une situation dont les aspects saillants étaient marqués par des bombardements aériens et terrestres de villages choisis au hasard, un mépris total de la valeur de la vie humaine et des violations flagrantes de l'intégrité territoriale de la Guinée par le Portugal; si l'on ne mettait pas fin à ces actes, ils risquaient de provoquer une détérioration grave de la situation dans tous les Etats africains. Le Gouvernement du Lesotho était convaincu que le cynisme qu'affichait le Portugal à l'égard de la Charte des Nations Unies et ses efforts désespérés pour maintenir à tout prix sa politique colonialiste ne pouvaient qu'augmenter l'amertume et provoquer des condamnations. La délégation du Lesotho demandait donc au Conseil de prendre des mesures en vue d'éviter que ces incidents ne se reproduisent.

604. A la 1524<sup>e</sup> séance, tenue le 18 décembre 1969, le Président a invité les représentants de l'Inde, de la Libye et du Yémen, sur leur demande, à participer à la discussion sans droit de vote.

605. Le représentant de la Syrie a rappelé que la situation créée par le maintien du colonialisme portugais et le harcèlement auxquels étaient soumis les pays africains indépendants avait été dénoncée par les Nations Unies comme constituant un crime contre l'humanité et que le Portugal devait savoir que les pays africains, en réponse à la guerre coloniale qu'il poursuivait dans ses territoires africains, avaient le droit de lutter pour l'élimination des derniers vestiges du colonialisme. En fait, si le Portugal refusait à ces territoires le droit à l'indépendance, ce serait la communauté des nations tout entière qui aurait à relever le défi. Le Conseil de sécurité devait prendre les décisions nécessaires pour décourager le Portugal et les pays qui lui apportaient leur appui.

606. Le représentant du Libéria a exprimé les regrets de sa délégation en constatant que les résolutions du Conseil n'avaient en rien arrêté les actes d'agression commis par le Portugal contre les Etats africains voisins de ses territoires coloniaux, actes devant lesquels nul pays africain ne pouvait rester indifférent. L'une des raisons de l'intransigeance du Portugal, a ajouté ce représentant, venait de ce que ce pays disposait d'armes destinées à la défense de l'OTAN, mais qu'il utilisait en fait pour étouffer les aspirations des peuples africains vivant dans les territoires placés sous

son administration. L'OUA avait proclamé sa détermination d'assurer la libération du continent africain par des moyens pacifiques, grâce à la collaboration et à la bonne foi de tous les intéressés, y compris le Portugal. La délégation libérienne exhortait le Portugal à écouter les leçons de l'histoire, et à accorder pacifiquement l'indépendance à ces peuples; il n'y avait là nul déshonneur, comme le montrait bien l'exemple donné par certaines des anciennes puissances coloniales. Le représentant du Libéria a exprimé l'espoir que le Conseil prendrait les décisions nécessaires pour réparer les torts infligés à la Guinée.

607. Le représentant de la Libye a dit que le Portugal, qui exploite et opprime depuis plus de quatre siècles la population de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau), tout en étant lié par les principes de la Charte, avait systématiquement refusé d'obéir aux décisions des Nations Unies proclamant la fin du colonialisme, et avait intensifié ses attaques contre de nombreux Etats africains indépendants et pacifiques, sous des prétextes d'autodéfense et de droit de suite. Le Conseil de sécurité ne devait pas oublier la déclaration du représentant du Portugal selon laquelle les résolutions de l'Assemblée générale n'étaient que des recommandations, que les Etats Membres étaient libres d'accepter ou de rejeter. Le représentant de la Libye a exhorté le Conseil, si celui-ci entendait faire respecter ses résolutions et celles de l'Assemblée générale, notamment la résolution 1514 (XV), et s'il voulait remplir son rôle d'organisme responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales, à mettre fin aux actes d'agression injustifiés commis par le Portugal et à se prononcer une fois pour toute sur le sort des populations africaines vivant sous l'administration portugaise.

608. Le représentant du Mali a fait remarquer que la Guinée, bien qu'ayant les moyens de mettre fin aux atteintes portées à sa souveraineté et à son intégrité territoriale, avait préféré respecter les procédures internationales et soumettre ses plaintes au Conseil. Le Portugal, de son côté, prétendait avoir exercé son droit d'autodéfense; mais, si l'on acceptait l'autodéfense comme une justification de la violence, les Etats africains voisins des territoires portugais devraient alors l'invoquer contre le Portugal, lequel commettait des violations répétées de la souveraineté nationale de ces pays. Le Portugal, a ajouté le représentant du Mali, refusait de reconnaître les succès des mouvements de libération, qui contrôlaient divers ports de la Guinée (Bissau), et accusait les Etats étrangers de mettre en danger la sécurité de la population de ses territoires coloniaux, alors qu'en fait c'était la politique coloniale portugaise qui faisait vivre les habitants de la Guinée (Bissau) dans un état d'insécurité permanente.

609. Le représentant du Portugal, sur la foi de nouveaux renseignements reçus par sa délégation, a contesté les assertions guinéennes concernant les bombardements d'artillerie qui auraient été exécutés par les forces portugaises les 10 septembre et 13 novembre 1969, en ajoutant que son gouvernement n'avait aucune information sur les attaques aériennes ou les bombardements d'artillerie qui se seraient produits quelque six mois auparavant. Il a affirmé à son tour que les villages de la Guinée portugaise de Gadamael, Canqué-lifa et Cambajá avaient subi à quatre reprises, les 12 et 17 décembre 1969, des bombardements d'artillerie et des attaques exécutées par des bandes armées venues de la République de Guinée, attaques qui avaient fait trois morts, dont deux femmes, et plusieurs blessés, parmi lesquels un enfant de trois ans. Il a souligné que les

mesures prises par les forces portugaises, quelles qu'elles fussent, avaient été exécutées sur le territoire portugais et dans un but exclusif d'autodéfense, droit qui est reconnu sans équivoque dans l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

610. En conclusion, et remarquant que l'orateur suivant était le représentant de l'Inde, le représentant du Portugal a annoncé que sa délégation se retirerait de la salle du Conseil pendant cette intervention. Le Portugal, a-t-il déclaré, ne reconnaissait pas le droit moral de l'Inde à participer aux débats étant donné qu'en 1961 cet Etat avait commis une agression préméditée contre Goa, province d'outre-mer du Portugal, agression qui avait été condamnée par le Conseil.

611. Le représentant de l'Inde a dit que son pays ne craignait pas de déclarer que, s'il n'était pas possible de libérer les territoires coloniaux par des moyens pacifiques, il n'y aurait pas d'autre choix que de chasser la puissance coloniale par la force. C'est ce droit moral qu'avait exercé l'Inde en ce qui concernait Goa. Passant à la question dont était saisi le Conseil, le représentant de l'Inde a remarqué que la procédure de négociations bilatérales ne s'appliquait pas à la plainte soumise au Conseil étant donné que les Nations Unies s'étaient engagées à éliminer les régimes coloniaux et que le Portugal refusait de respecter le principe de l'anti-colonialisme ou de mettre en application les résolutions adoptées par les Nations Unies. Si les Nations Unies ne parvenaient pas à assurer la mise en application de leurs résolutions, les pays et les peuples africains avaient l'obligation morale de prendre toutes les mesures qu'ils jugeaient nécessaires pour mettre fin à la tyrannie du colonialisme portugais. Le Conseil de sécurité, qui avait déjà examiné des plaintes analogues et qui avait condamné le Portugal à juste titre en ces occasions, ne pouvait se contenter de condamner une fois de plus ce pays, mais devait lui interdire de poursuivre son agression en Afrique. Si le Portugal refusait d'écouter la raison ou de se conformer aux principes de la Charte, son isolement devait être renforcé; des solutions partielles, a conclu le représentant de l'Inde, ne seraient d'aucune utilité au Conseil.

612. Exerçant son droit de réponse, le représentant de la Guinée a fait remarquer que le représentant du Portugal avait implicitement reconnu la responsabilité incombant à son pays en raison de ses actes d'agression, tout en recourant à son moyen de défense habituel devant le Conseil, lequel consistait tout simplement à nier les faits. Il n'en restait pas moins que le Portugal refusait d'admettre les succès rencontrés par l'armée nationale de libération de la Guinée (Bissau), laquelle exerçait à présent un contrôle effectif sur toute une partie de ce territoire. Déçu par ces défaites, le Portugal avait recouru à des bombardements aveugles de la portion libérée du territoire, ainsi que des pays voisins. Au sujet du personnel militaire portugais qui serait détenu en Guinée, le représentant de ce pays a déclaré que, si les mouvements de libération nationale détenaient vraiment ces soldats, c'était au Portugal d'ouvrir un dialogue avec ces mouvements pour négocier leur libération.

613. A la 1525<sup>e</sup> séance, tenue le 19 décembre 1969, le Président a invité les représentants de Maurice et de la Bulgarie, sur leur demande, à participer à la discussion sans droit de vote.

614. Le représentant du Népal a affirmé que les violations de l'intégrité territoriale guinéenne commises par le Portugal ne pouvaient être appréciées que dans



le cadre général de la politique d'hostilité active poursuivie par ce pays contre les pays africains voisins de ses territoires coloniaux de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau). Cependant, en tant qu'institution progressiste au sein des Nations Unies, le Conseil de sécurité chargé au premier chef de maintenir la paix et la sécurité partout dans le monde, ne pouvait ignorer que, si le Portugal persistait dans sa politique actuelle, d'autres plaintes de la même nature lui seraient inévitablement soumises. A la lumière de ces considérations, le représentant du Népal a présenté le projet de résolution ci-après (S/9574) au nom des délégations de l'Algérie, du Népal, du Pakistan, du Sénégal et de la Zambie.

**Le Conseil de sécurité,**

ayant pris note de la teneur des lettres du représentant de la Guinée publiées sous les cotes S/9525, S/9528 et S/9554,

Constatant que des incidents de cette nature compromettent la paix et la sécurité internationales,

Conscient de ce qu'aucun Etat ne devrait agir d'une manière incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Gravement préoccupé par toute attaque de ce genre lancée par le Portugal contre des Etats africains indépendants,

Affligé par les dégâts importants résultant du bombardement de villages guinéens à partir de positions portugaises situées en territoire de Guinée (Bissau),

1. Déploie profondément les pertes en vies humaines et les dégâts considérables infligés à plusieurs villages guinéens par les autorités militaires portugaises opérant à partir de bases situées en Guinée (Bissau);

2. Demande au Portugal de cesser sur le champ de violer la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Guinée;

3. Demande aux autorités portugaises en Guinée (Bissau) de libérer immédiatement l'avion civil guinéen qui a été capturé le 26 mars 1969, ainsi que les pilotes qui se trouvaient à bord;

4. Demande en outre aux autorités portugaises en Guinée (Bissau) de libérer immédiatement le chaland à moteur guinéen *Patrice Lumumba* qui a été capturé le 27 août 1968, ainsi que les passagers qu'il transportait;

5. Avertit solennellement le Portugal que si de tels actes devaient se reproduire le Conseil se verrait obligé d'envisager sérieusement de nouvelles mesures pour donner effet à la présente décision.

615. Le représentant du Népal a demandé aux membres du Conseil d'apporter l'appui le plus large au projet de résolution présenté par les cinq pays, en soulignant que ce projet avait été formulé avec la plus grande retenue et qu'il avait pour but de réparer dans une certaine mesure les dommages infligés à la Guinée et de décourager le Portugal de toute provocation analogue dirigée contre d'autres pays africains.

616. Le représentant de la Hongrie a dit que les actes de violence perpétrés en moins de dix mois par le Portugal contre la Zambie, le Sénégal et la Guinée n'étaient pas des incidents isolés, mais faisaient partie intégrante de la politique coloniale portugaise, politique que le Conseil de sécurité, malgré les affirmations du Portugal, était en droit d'examiner, étant donné que les

Nations Unies avaient à maintes reprises rappelé au Portugal qu'il devait renoncer à cette politique et prendre des mesures immédiates pour octroyer l'indépendance aux territoires placés sous sa domination. Le Portugal, cependant, n'avait répondu aux résolutions des Nations Unies qu'en bombardant des villages ainsi qu'en tuant et en blessant des civils. La délégation hongroise pensait comme les délégations africaines que le Portugal n'avait pas sa place en Afrique, et qu'il n'avait donc pas le droit de présenter ses actes d'agression contre le peuple africain comme des actes d'auto-défense. Selon la délégation hongroise, rien ne pouvait justifier les actes d'agression répétés commis contre des Etats africains indépendants, et le représentant de la Hongrie exhortait le Conseil à apprécier ces actes à la lumière de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies.

617. Le représentant du Yémen a attiré l'attention du Conseil sur le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, en date du 28 novembre 1969 (A/7132/Add.2), où il était indiqué que le nouveau Gouvernement portugais accordait aux problèmes soulevés par le développement économique du Portugal et de ses territoires d'outre-mer une attention qu'ils n'avaient jamais reçue jusque-là. Cette évolution, a souligné le représentant du Yémen, signifiait une exploitation accrue et encore plus impitoyable de la population de ces territoires, en vue de faire face aux lourdes dépenses militaires entraînées par une guerre coloniale en Afrique. Cependant, les mouvements de libération étaient sûrs de la victoire, et le représentant du Yémen était heureux de voir la Guinée et les autres pays africains prouver, comme le faisait son propre pays, leur solidarité avec ces mouvements de libération, conformément aux principes de la Charte et aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Le représentant du Yémen a exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité prendrait les décisions nécessaires pour mettre fin à l'agression portugaise et que, si cela se révélait nécessaire, il appliquerait les sanctions prévues par la Charte des Nations Unies.

618. Le représentant du Pakistan a remarqué que les plaintes successives soumises au Conseil par la Zambie, le Sénégal et la Guinée, et l'appui massif qu'elles avaient reçu de la part des Etats africains, indiquaient clairement que la question dont était saisie le Conseil ne se limitait pas à un certain nombre de plaintes données, mais indiquait une confrontation générale entre les Etats africains indépendants et le colonialisme portugais en Afrique. Au sujet de l'affirmation portugaise selon laquelle les Nations Unies n'avaient pas compétence pour mettre en question la souveraineté portugaise en Afrique, le représentant du Pakistan a demandé si le Portugal n'était pas tenu de satisfaire aux obligations énoncées au Chapitre XI de la Charte concernant les territoires non autonomes. A sa vingt-quatrième session, l'Assemblée générale avait condamné le Portugal pour avoir refusé à plusieurs reprises de communiquer, en ce qui concernait les territoires placés sous sa domination, les renseignements prévus par l'Article 73 de la Charte. Le Portugal ne pouvait pas invoquer la Charte contre la communauté internationale et, en même temps, bafouer les dispositions du Chapitre XI. En outre, selon la délégation pakistanaise, il était du devoir des membres du Conseil de tenir compte de la façon dont le Portugal violait la loi des Nations Unies au moment où le



Conseil examinait le bien-fondé de la thèse portugaise en matière de légitime défense et de prétendues représailles. En effet, le droit de légitime défense ne relevait pas des règles généralement acceptées du droit international lorsque la partie qui l'invoquait agissait contrairement à ce droit. En conclusion, le représentant du Pakistan a affirmé que la série de provocations et d'actes d'agression commis par le Portugal avait créé une situation lourde de danger pour la paix en Afrique. En conséquence, il exhortait le Conseil à s'attacher aux aspects préventifs de la décision à prendre et à adopter des mesures capables de rassurer la Guinée et les autres Etats africains en leur indiquant que le Conseil ne pouvait demeurer indifférent devant l'agression poursuivie par le Portugal à leur encontre.

619. Le représentant de la Bulgarie a déclaré que, en essayant de minimiser l'importance des actes d'agression contre la Guinée en disant qu'il s'agissait de simples incidents de frontière, le représentant du Portugal avait, en fait, admis qu'ils s'étaient produits et que son gouvernement en était responsable. De plus, le Portugal avait prétendu qu'il avait été victime d'attaques guinéennes, mais c'était la Guinée qui avait porté plainte devant le Conseil, parce que le Portugal n'osait pas engager une action qui ferait la lumière sur ses propres actes d'agression. Il était intéressant de se demander à ce sujet, a dit le représentant de la Bulgarie, comment le Portugal pouvait se permettre de maintenir une armée de 150 000 hommes, dont le coût représentait 43 p. 100 de son budget national, pour livrer une guerre coloniale à la population opprimée de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée. Manifestement, cela n'était possible que grâce à l'assistance militaire et économique donnée au Portugal par ses alliés de l'OTAN et par les régimes racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud, dont le but était de créer un bastion militaire et économique pour perpétuer leur domination coloniale en Afrique. Compte tenu de cette situation, c'était le devoir du Conseil de sécurité de prendre des mesures énergiques contre les menaces constantes à la paix et à la sécurité en Afrique.

620. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale avaient exigé à maintes reprises que le Portugal cesse toute subversion armée contre des pays africains indépendants et mette un terme à ses violations de leur intégrité territoriale et de leur souveraineté; or le représentant de la Guinée avait fait état de nouveaux actes d'agression commis par les colonialistes portugais, actes que le représentant du Portugal n'avait pas niés. Le Portugal poursuivait donc toujours la même politique et ne tenait aucun compte des exigences légitimes de l'Organisation des Nations Unies et des efforts résolus des peuples africains pour se libérer de l'esclavage colonial et pour défendre leur indépendance et leur souveraineté contre les forces du colonialisme et de l'impérialisme. Le Portugal devrait savoir qu'il n'avait aucun avenir en Afrique et que tous ses stratagèmes politiques ne pourraient le sauver du juste courroux des peuples africains qu'il opprimait.

621. Le représentant de l'URSS a déclaré que s'il était possible au Portugal de défier l'ONU et de provoquer les Etats africains c'était grâce à l'appui militaire, financier et politique qu'il recevait des alliés plus puissants que lui dont il disposait à l'OTAN, et en vertu de son alliance avec les régimes racistes et fascistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud. Il a déclaré qu'il n'y avait absolument aucun fondement à la façon

dont le Portugal tentait de justifier son agression contre les pays africains en invoquant la légitime défense; le Portugal ne pouvait pas non plus prétendre avoir le droit de prendre des mesures de rétorsion, ce qui était contraire au droit international moderne et à la Charte des Nations Unies. Le Conseil de sécurité avait souligné officiellement et à maintes reprises dans ses résolutions que ce droit ne saurait être admis; il avait, par exemple, condamné Israël pour s'être livré à de prétendues représailles militaires contre les pays arabes. Dans le cas du Portugal, les pays africains avaient à la fois le devoir et le droit, reconnus par les Nations Unies, de fournir aux populations des territoires sous administration portugaise toute l'assistance morale et matérielle nécessaire. L'Union soviétique, a-t-il dit, appuyait les demandes de la Guinée et comptait bien que le Conseil prendrait des mesures rigoureuses pour mettre un terme aux actes d'agression du Portugal contre des pays africains indépendants.

622. Le représentant de Maurice a déclaré que sa délégation était profondément préoccupée de constater que le Portugal persistait à harceler les pays africains et a dit qu'il ne pourrait jamais y avoir de paix et de sécurité en Afrique tant que les derniers vestiges du colonialisme et les politiques racistes oppressives n'auraient pas été éliminés. Il a fait appel aux puissants amis du Portugal pour qu'ils usent de leur influence en vue de mettre fin à la répression que subissent les peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau). Rappelant la libération de Goa par l'Inde, il a reconnu que, lorsqu'une injustice était commise, les peuples avaient le droit et le devoir d'utiliser la force, si cela était nécessaire, pour y remédier.

623. Le représentant de la Sierra Leone a dit que les attaques du Portugal contre les pays africains voisins de ses territoires coloniaux semblaient constituer une politique délibérée transgressant toutes les normes de conduite internationalement acceptables et étaient manifestement contraires à l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Le représentant du Portugal avait prétendu que la présence de son pays en Afrique ne saurait être discutée, mais une telle affirmation reflétait des vues colonialistes périmées et la faillite de la politique coloniale du Portugal. Il a prié instamment le Portugal de suivre l'exemple d'anciennes puissances coloniales qui, en renonçant à des politiques coloniales analogues, avaient obtenu les avantages liés à des relations de respect mutuel et d'amitié avec les peuples qu'ils gouvernaient autrefois.

624. Le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation avait voté en faveur de la résolution 273 (1969) du Conseil relative à des plaintes déposées par le Sénégal parce que les rapports présentés au Conseil n'avaient pas été démentis. Ils avaient été détaillés et catégoriques et avaient convaincu le Royaume-Uni de la justesse des plaintes. En revanche, pour l'affaire actuellement examinée, il n'avait pas été possible, en raison du temps qui s'était écoulé et des distances en question, d'établir tous les faits se rapportant aux plaintes et aux contre-accusations; en conséquence, la délégation du Royaume-Uni s'abstiendrait lorsque le projet de résolution serait mis aux voix. Le représentant du Royaume-Uni a suggéré que le Conseil pourrait examiner, si de telles plaintes étaient formulées à l'avenir, la possibilité d'effectuer sur place une enquête impartiale, comme le représentant du Portugal l'avait proposé, si les preuves dont on disposait étaient incomplètes ou si des faits étaient contestés.

625. Le Président, parlant en qualité de représentant de la Zambie, s'est référé à la déclaration du représentant du Portugal suivant laquelle les résolutions de l'Assemblée générale ne constituaient que des recommandations que les Etats Membres pouvaient accepter ou rejeter et a dit qu'une telle attitude allait à l'encontre de l'esprit même de l'Organisation des Nations Unies et faisait du Conseil de sécurité une simple école de rhétorique. Le problème n'était pas simplifié par l'appui donné au Portugal par certains Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies dont quelques-uns étaient membres du Conseil de sécurité. Il a exprimé la préoccupation que lui causaient l'indifférence et l'insensibilité de ces membres aux problèmes des Africains et des petites puissances car elles diminuaient l'efficacité du Conseil de sécurité en tant qu'instrument de paix et de justice. Toutefois, les petites puissances avaient démontré pour la première fois, pendant la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, qu'elles pouvaient exercer l'énorme pouvoir moral qu'elles possédaient au profit de l'humanité dans son ensemble. La délégation zambienne demeurait convaincue que la Guinée avait été victime d'une agression de la part du Portugal; aussi appuyait-elle les plaintes et les demandes de la Guinée qui étaient raisonnables et exprimait-elle l'espoir que le Conseil condamnerait à nouveau le Portugal pour ses actes d'agression contre des Etats africains indépendants.

626. A sa 1526<sup>e</sup> séance, le 22 décembre 1969, le Conseil, avant de mettre aux voix le projet de résolution des cinq puissances (S/9574), a entendu des explications de vote.

627. Le représentant de l'Espagne a exprimé la conviction que les événements qui s'étaient produits nécessitaient une enquête du Conseil conformément aux dispositions de la Charte, en particulier celles des Articles 33 et 34, de manière que le Conseil dispose de renseignements objectifs lui permettant de juger de la situation. Fauté d'une telle enquête, sa délégation, tout en déplorant les morts et les dégâts matériels dus aux incidents, n'était pas en mesure de se prononcer et, par conséquent, s'abstiendrait.

628. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement s'abstiendrait lors du vote parce que le projet de résolution ne tenait pas compte des affirmations contradictoires des représentants du Portugal et de la Guinée. Le délai considérable qui s'était écoulé entre le moment où les incidents auraient eu lieu et celui où le Conseil s'était réuni ainsi que l'absence totale de preuves confirmées par des observateurs impartiaux rendaient difficile aux Etats-Unis de prendre en toute connaissance de cause une décision sur les faits. Sa délégation aurait préféré voir les questions réglées par un recours à l'Article 33 de la Charte; elle regrettait que les procédures prévues aux termes de cette disposition n'aient pas été suffisamment explorées.

629. Le représentant de la Finlande a dit que sa délégation voterait en faveur du projet de résolution pour deux raisons: en premier lieu, parce que, en l'absence des conditions préalables requises pour utiliser les procédures prévues à l'Article 33 de la Charte, le Conseil avait le devoir, en vertu du Chapitre VI, de recommander l'adoption de moyens permettant d'éviter que pareils incidents ne se répètent et, en second lieu, parce que, de l'avis de sa délégation, les incidents dont le Conseil était saisi n'étaient pas isolés mais constituaient un élément d'un problème plus vaste, à

savoir la suppression du droit légitime à la libre détermination des peuples vivant dans les territoires africains sous administration portugaise.

630. Le représentant de la France a déclaré que son pays avait toujours considéré que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le libre exercice de ce droit constituaient une obligation morale et la condition de la stabilité politique et avaient fait la démonstration de ce qu'une décolonisation complète pouvait faire en ouvrant la voie à une amitié et à une coopération fécondes. Sa délégation faisait appel au Portugal pour qu'il suive la même voie. Cependant, le projet de résolution suscitait de la part de la France certaines hésitations parce qu'il avait trait à des incidents pour la plupart déjà anciens et que les faits ne semblaient ni clairement ni suffisamment établis et parce que la France se demandait si les mesures proposées ramèneraient réellement le calme dans la région. De plus, sa délégation pensait que le Conseil devrait être en mesure de faciliter des négociations bilatérales en vertu de l'Article 2 de la Charte, chacune des deux parties ayant exprimé le désir d'obtenir la restitution de personnes et de biens retenus sur le territoire de l'autre. Pour ces raisons la délégation française s'abstiendrait de voter en faveur du projet de résolution.

631. Le représentant de la Colombie a dit que sa délégation était préoccupée de constater que le colonialisme portugais se perpétuait en Afrique mais qu'à son avis le Conseil devrait tenir compte de la déclaration du représentant du Portugal indiquant que son gouvernement désirait que les plaintes dont le Conseil était saisi fassent l'objet d'une enquête, procédure conforme aux dispositions de la Charte. En l'absence d'une telle enquête, la Colombie s'abstiendrait de voter en faveur du projet de résolution.

632. Le représentant du Paraguay a dit que pour juger la plainte dont le Conseil était saisi, la première considération dont s'inspirait sa délégation était le fait que toute violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat constituait une infraction dangereuse aux normes internationalement acceptées régissant les relations entre Etats. Ensuite, la considération la plus importante était qu'il convenait de vérifier les faits ayant donné lieu à une plainte. Il semblait à la délégation paraguayenne, d'après les rapports présentés au Conseil, qu'une violation de l'intégrité territoriale de la Guinée par le Portugal s'était effectivement produite. En conséquence, sa délégation voterait en faveur du projet de résolution, même si elle avait des réserves à l'égard du quatrième paragraphe du préambule qui traitait de la politique générale du Portugal plutôt que des plaintes particulières présentées au Conseil par la Guinée.

633. Le représentant de la Chine a dit que les données présentées au Conseil ne permettaient pas de se prononcer valablement. Il souhaitait dire clairement que la Chine s'opposait fermement et depuis longtemps au colonialisme. Mais, a-t-il expliqué, le Conseil traitait d'une plainte particulière plutôt que du colonialisme en tant que tel. Sa délégation s'abstiendrait donc lors du vote. Il a ajouté que son gouvernement espérait que le Portugal agirait conformément à l'esprit de l'époque et donnerait aux habitants de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) l'occasion d'exprimer librement leurs désirs.

634. Le Conseil a ensuite procédé au vote sur la résolution des cinq puissances (S/9574).

**Décision :** A la 1526<sup>e</sup> séance, le 22 décembre 1969, le projet de résolution a été adopté par 9 voix contre zéro, avec 6 abstentions (Chine, Colombie, Espagne, Etats-Unis, France et Royaume-Uni), comme résolution 275 (1969).

635. Dans une déclaration faite après le vote, le représentant du Portugal a rappelé les réserves de sa délégation à l'égard de la résolution, qui, a-t-il dit, était manifestement partielle et non motivée par les faits connus du Conseil. Il a cité une déclaration faite par le Premier Ministre portugais le 17 décembre 1969 selon laquelle l'Organisation des Nations Unies ne se souciait aucunement du droit légitime du Portugal à se défendre, de ses demandes tendant à ce que l'on procède à une enquête sur place avant de prendre des décisions et de ses plaintes appuyées par des faits et des documents, alors que toutes les plaintes présentées contre le Portugal par un pays africain entraînaient inmanquablement pour le Portugal un blâme et une condamnation.

Sa délégation se demandait si, dans ces conditions, il valait la peine que le Portugal continue à participer à de telles réunions où les décisions étaient prises avant que le débat ait eu lieu.

636. Le représentant de la Guinée a déclaré que la résolution satisfaisait complètement sa délégation. A l'arrière-plan des condamnations prononcées figurait la réaffirmation de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il a fait à nouveau appel au Portugal pour qu'il écoute la voix de la raison, qu'il engage le dialogue avec les combattants de la liberté et qu'il prête attention à la voix des peuples africains dont le seul désir était d'obtenir l'indépendance et la liberté.

637. Le 23 décembre 1969 a été distribué le document S/RES/275 (1969/Corr.1) indiquant la date du 26 mars 1968 à la place de celle qui figurait au paragraphe 3 de la résolution.

## Chapitre 9

### LA QUESTION DE BAHREIN

#### A. — COMMUNICATIONS REÇUES PAR LE CONSEIL ET DEMANDES DE RÉUNION

638. Par une note datée du 28 mars 1970 (S/9726), le Secrétaire général a informé les membres du Conseil de sécurité que, en réponse aux demandes présentées par les Gouvernements de l'Iran et du Royaume-Uni et après des entretiens prolongés avec les deux parties, il avait accepté de fournir ses bons offices pour une question intéressant Bahreïn. En donnant son acceptation, il avait eu présent à l'esprit le fait qu'une activité de ce genre, entreprise par le Secrétaire général à la demande d'Etats Membres, est devenue pratique courante aux Nations Unies et s'est révélée un moyen précieux de diminuer la tension internationale ou d'en prévenir les manifestations étant donné qu'elle permet des démarches discrètes dans certaines situations qui ne pourraient que se prolonger ou s'aggraver si elles étaient prématurément rendues publiques ou débattues en public.

639. La note contenait le texte d'une déclaration publiée par le Secrétaire général après consultation avec les parties, dans laquelle ce dernier décrivait brièvement les événements à la suite desquels il avait décidé de fournir ses bons offices et précisait en ces termes le mandat que les Gouvernements de l'Iran et du Royaume-Uni étaient convenus de lui confier : "Eu égard aux problèmes créés par les divergences de vues entre les parties intéressées en ce qui concerne le statut de Bahreïn, ainsi qu'à la nécessité d'apporter une solution à ce problème en vue d'établir un climat de tranquillité, de stabilité et d'amitié dans toute la région, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est prié par les parties intéressées d'envoyer un représentant personnel pour s'assurer des vœux de la population de Bahreïn." Le Secrétaire général indiquait ensuite dans sa déclaration qu'il avait désigné M. Vittorio Winspeare Guicciardi, secrétaire général adjoint et directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, comme son représentant personnel. Il signalait également qu'il avait été convenu que toutes les dépenses relatives à cette mission de bons offices

seraient à la charge des parties. Le Secrétaire général avait reçu l'assurance que la population de Bahreïn pourrait approcher sans aucune restriction son représentant personnel et qu'elle serait en mesure de lui faire connaître ses vœux librement et en privé. Le représentant personnel du Secrétaire général présenterait ses conclusions dans un rapport au Secrétaire général qui, à son tour, ainsi qu'il avait été convenu entre les parties intéressées, transmettrait ses conclusions au Conseil de sécurité pour que celui-ci puisse les examiner et les approuver.

640. Par une lettre datée du 3 avril, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9737), le représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a transmis le texte d'une note verbale datée du 2 avril et adressée au Secrétaire général, dans laquelle la mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies appelait l'attention sur le fait que le Secrétaire général avait estimé ne pouvoir informer les membres du Conseil de sécurité qu'après coup, sans les avoir consultés au préalable, des mesures qu'il avait prises à propos de la question de Bahreïn, quoi que celle-ci fût liée à une situation de nature à entraîner des complications dans les relations internationales. La mission permanente de l'URSS auprès de l'ONU jugeait indispensable de souligner une fois de plus que, conformément à la Charte des Nations Unies, les décisions relatives aux questions liées à l'adoption, par l'ONU, de mesures concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales étaient prises par le Conseil de sécurité.

641. Dans sa réponse du 4 avril, transmise au Conseil de sécurité par une lettre datée du 6 avril (S/9738), le Secrétaire général a indiqué qu'il comprenait parfaitement les vues exprimées par la mission permanente de l'URSS mais ne pouvait partager certaines des opinions exprimées par elle sur la question de l'exercice des bons offices du Secrétaire général. La position du Secrétaire général à cet égard avait été exposée dans sa lettre du 7 mars 1969 au Président



du Conseil de sécurité (S/9055). Il considérait, toutefois, qu'il pourrait être utile de souligner un aspect de cette question. De temps à autre, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies effectuent directement une démarche auprès du Secrétaire général en lui demandant d'exercer ses bons offices dans une affaire délicate. Ils expliquent que s'ils agissent de cette manière, c'est parce qu'ils estiment qu'un différend qui a surgi entre eux est susceptible d'être réglé à l'amiable, à condition que l'on s'y attaque suffisamment tôt, discrètement et par les voies diplomatiques, et qu'il serait en conséquence inopportun de porter la question dont il s'agit devant le Conseil de sécurité ou de consulter les membres du Conseil, individuellement, au sujet de la question. Dans tous les cas de ce genre, bien entendu, le Secrétaire général examine soigneusement les propositions. Si ces propositions sont pleinement compatibles avec les principes et les buts de la Charte des Nations Unies et si elles ne portent atteinte en aucune manière à l'autorité du Conseil de sécurité ou de tout autre organe de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général se sent inévitablement dans l'obligation d'offrir son aide aux Etats Membres selon les modalités demandées. Agir autrement reviendrait à faire échouer un louable effort des Etats Membres pour se conformer à un principe cardinal de l'Organisation, à savoir le règlement pacifique des différends. Le Secrétaire général indiquait ensuite que la tâche de la Mission de bons offices envoyée à Bahreïn serait limitée à l'établissement des faits et qu'un rapport pertinent serait présenté au Conseil en temps voulu, de manière que toute décision sur le fond de la question puisse être prise à ce moment-là par le Conseil, et par lui seul.

642. Dans une note datée du 30 avril (S/9772), transmettant au Conseil de sécurité le rapport de son représentant personnel, le Secrétaire général a rappelé que les Gouvernements de l'Iran et du Royaume-Uni s'étaient engagés à accepter ses conclusions sur l'affaire, à la suite et sous réserve de leur approbation par le Conseil de sécurité. Le Secrétaire général indiquait également qu'en présentant ce rapport il s'acquittait pleinement des responsabilités qui lui incombait dans l'exercice de ses bons offices à propos de Bahreïn.

643. Dans son rapport, le représentant personnel du Secrétaire général, qui était arrivé à Bahreïn le 30 mars 1970 et, sa mission achevée, était retourné à Genève, où il était arrivé le 18 avril, précisait ses attributions, décrivait les divers aspects de la question, indiquait comment ses entretiens avec des particuliers et des organisations de Bahreïn s'étaient déroulés et exposait ses conclusions. Il déclarait être persuadé que les méthodes appliquées pour s'assurer des vœux de la population sur la question en cause étaient appropriées et répondaient aux fins recherchées. Selon lui, le nombre total de personnes dont il avait pu entendre les opinions était adéquat. L'accès libre et facile auprès de la Mission avait été en tout temps assuré et toutes les consultations avaient eu lieu en privé. A sa connaissance, personne n'avait été intimidé, influencé ou empêché de communiquer avec la Mission. L'enquête avait été menée de bout en bout d'une manière paisible et ordonnée.

644. En conclusion, le représentant personnel du Secrétaire général indiquait que ces consultations l'avaient convaincu que la très grande majorité de la population de Bahreïn souhaitait obtenir la reconnaissance de son identité dans un Etat pleinement indépendant et souverain, libre de décider lui-même de ses relations avec les autres Etats.

645. Par une lettre datée du 4 mai (S/9779), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de l'Iran a sollicité une réunion du Conseil de sécurité afin d'examiner le rapport du Secrétaire général. Une demande analogue a été reçue le 5 mai du représentant du Royaume-Uni (S/9783).

#### B. — EXAMEN A LA 1536<sup>e</sup> SEANCE (11 MAI 1970)

646. A sa 1536<sup>e</sup> séance, le 11 mai, le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour et a, sur leur demande, invité les représentants de l'Iran, du Pakistan et du Yémen du Sud à participer aux débats sans droit de vote.

647. Le Président a appelé l'attention sur le document S/9772, contenant le projet de résolution élaboré à la suite de consultations intervenues avant la séance entre les membres du Conseil, et dont voici le texte :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Prenant acte de la communication du Secrétaire général au Conseil de sécurité en date du 28 mars 1970,*

*"Prenant acte des déclarations faites par les représentants de l'Iran et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans leurs lettres au Secrétaire général en date du 9 mars 1970 et du 20 mars 1970, respectivement,*

*"1. Approuve le rapport du représentant personnel du Secrétaire général qui a été distribué au Conseil de sécurité, accompagné d'une note d'envoi du Secrétaire général, le 30 avril 1970;*

*"2. Accueille avec satisfaction les conclusions et constatations du rapport, en particulier le fait que "la majorité massive de la population de Bahreïn souhaite obtenir la reconnaissance de son identité dans un Etat pleinement indépendant et souverain, libre de décider lui-même de ses relations avec les autres Etats."*

648. Le représentant de l'Iran a dit que, grâce à la décision prise par le Conseil, le différend au sujet de Bahreïn qui séparait depuis longtemps l'Iran et le Royaume-Uni avait pu être réglé, les deux parties étant convenues de s'incliner devant les vœux des habitants de Bahreïn, dont s'était assuré le Secrétaire général, à condition, toutefois, que les conclusions formulées par ce dernier fussent entérinées par le Conseil de sécurité. Tous ceux qui respectaient les principes de la Charte ne pouvaient qu'accueillir favorablement une telle détente ainsi que le règlement pacifique d'un différend international. Le Conseil de sécurité avait fait sien le rapport du Secrétaire général, et l'Iran, s'inclinant devant cette décision, était convaincu que les droits fondamentaux des personnes d'origine iranienne seraient pleinement respectés et garantis.

*Décision: A la 1536<sup>e</sup> séance, le 11 mai 1970, le projet de résolution a été approuvé à l'unanimité comme résolution 278 (1970).*

649. Le représentant du Royaume-Uni a dit que, selon lui, l'accord réalisé à propos de Bahreïn illustrait parfaitement comment on pouvait assurer le règlement pacifique d'un différend. Un litige profondément enraciné, qui aurait pu engendrer la suspicion et la méfiance, voire même des troubles, au détriment de la population directement intéressée, avait été réglé pacifiquement, grâce à la convergence de plusieurs facteurs favorables. Il convenait à cet égard de rendre hommage au Secrétaire général, au Shah d'Iran et au peuple de Bahreïn, ainsi qu'au représentant personnel du Secrétaire général.



pour la minutie de son enquête et l'impartialité de ses conclusions.

650. Le représentant de la Syrie a déclaré que plus tôt les recommandations du représentant personnel seraient mises en application, mieux cela vaudrait; le peuple de Bahreïn éprouvait un sentiment d'éveil national, comme les habitants de toute la région, et il convenait de lui laisser occuper la place qui lui revenait dans ce mouvement de renouveau. Faisant ensuite ressortir le contraste entre la situation de Bahreïn et celle de Mascate et Oman, il a souligné que la stagnation où ce dernier pays était plongé était imputable au refus du Royaume-Uni de se conformer aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et d'accorder au peuple de l'Oman sa liberté et son indépendance.

651. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique s'est félicité des mesures prises par le Conseil et a rendu hommage aux parties intéressées pour le sens des responsabilités dont elles avaient fait preuve et au Secrétaire général pour les efforts qu'il avait déployés. Le Conseil s'était montré à la hauteur des obligations qui sont les siennes dans la procédure de règlement pacifique des différends. Il avait répondu aux aspirations du peuple de Bahreïn et des habitants de toute la région du golfe. D'une manière plus générale, il s'était acquitté de sa tâche d'une façon qui ne pouvait que rehausser le prestige des Nations Unies en tant qu'instrument de paix et encourager les espoirs de règlement pacifique d'autres différends qui continuaient d'affliger le monde.

652. Le représentant de l'Espagne a déclaré que l'intervention du Secrétaire général dans le règlement des différends entre Etats était acceptable en ce sens qu'elle impliquait le recours aux bons offices d'une personnalité éminemment qualifiée. La délégation espagnole estimait que le Conseil aurait dû se borner à prendre acte des conclusions du Secrétaire général. Dans la mesure où toutes les parties intéressées acceptaient sans réserve les conclusions du Secrétaire général, la délégation espagnole n'avait aucune objection à élever, mais elle souhaitait que son vote soit interprété compte tenu de la nature particulière de la question.

653. Le représentant du Nicaragua a déclaré que son gouvernement souhaitait le plus grand succès au peuple de Bahreïn et serait heureux, le moment venu, d'accueillir le Bahreïn parmi les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

654. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a indiqué que, en ce qui concernait la procédure suivie à l'occasion de l'action entreprise par le Secrétaire général, le Gouvernement soviétique maintenait la position définie dans la note qu'il avait adressée au Secrétaire général le 2 avril (S/9737). Quant au fond de la question, l'Union soviétique s'était toujours prononcée pour l'application des principes de l'autodétermination, de la liberté et de l'indépendance nationale des pays et des peuples qui se trouvaient placés sous la domination coloniale ou sous une dépendance coloniale ou semi-coloniale de l'impérialisme. Les aspirations du peuple de Bahreïn témoignaient éloquemment de la réussite des peuples du Moyen-Orient dans leur lutte pour leur libération nationale et pour le renforcement de leur indépendance contre les politiques et les visées de l'impérialisme et de ses agents dans la région, désireux de maintenir par tous les moyens la domination de l'impérialisme sur les peuples et de leur imposer le joug du néo-colonialisme. L'Union soviétique appuyait résolument les justes revendications

du peuple de Bahreïn, qui demandait l'indépendance complète et la souveraineté. L'Union soviétique espérait que le Bahreïn deviendrait sans tarder un Etat pleinement souverain et indépendant.

655. Le représentant de la Colombie a précisé que sa délégation avait voté pour la résolution parce qu'elle estimait que la question devait être réglée de manière équitable et conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tout en traduisant la volonté constructive et amicale des parties intéressées.

656. Le représentant de la Sierra Leone a rendu hommage au Secrétaire général pour les efforts qu'il avait déployés et a jugé le rapport satisfaisant. Il a félicité le peuple de Bahreïn de son accession à l'indépendance et a exprimé l'espoir que l'harmonie raciale régnerait dans le pays.

657. Le représentant de la Pologne a dit que l'impérialisme s'était efforcé depuis plusieurs décennies de consolider l'assujettissement politique, l'exploitation économique et l'utilisation militaire et stratégique de la région de la péninsule arabe, s'opposant aux aspirations de ses populations à la liberté et à l'indépendance. Toutefois, le processus historique de libération du colonialisme et l'obtention du droit à l'autodétermination s'étaient étendus à cette région, sous l'influence de la lutte pour l'indépendance menée par d'autres peuples du monde arabe. La liquidation de la domination et de l'emprise impérialistes dans cette région ne pouvait être assurée que par la réalisation des aspirations à la liberté et à l'indépendance des peuples encore dépendants et grâce à la coopération entre tous les peuples de cette région. Cela contribuerait également à la paix et à la sécurité internationales. Guidée par cette position de principe, la délégation polonaise appuyait les aspirations du peuple de Bahreïn à l'indépendance et à la souveraineté et exprimait l'espoir qu'elles seraient prochainement réalisées et contribueraient à la liberté, au progrès et à la coopération pacifique des peuples de cette région, dans une atmosphère entièrement libérée de l'influence colonialiste et favorable à la paix et à la sécurité internationales.

658. Le représentant de la Zambie a indiqué que sa délégation avait voté pour la résolution parce que, selon elle, le rapport du Secrétaire général traduisait le vœu du peuple de Bahreïn de décider librement de son avenir. La délégation zambienne appuyait le droit de tous les peuples de décider de leur avenir et espérait que le Conseil de sécurité pourrait un jour se soustraire à la menace du veto et que les peuples de la Rhodésie du Sud, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau), ainsi que tous les autres peuples dépendants pourraient ainsi décider de leur avenir.

659. Le représentant du Népal a estimé que, en recourant aux bons offices du Secrétaire général et en acceptant les conclusions formulées par ce dernier, les Gouvernements de l'Iran et du Royaume-Uni avaient affirmé leur foi dans le principe du règlement pacifique des différends. En acceptant d'exercer ses bons offices en la matière, le Secrétaire général avait agi conformément à la meilleure tradition de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant du Népal a exprimé l'espoir que le rôle du Secrétaire général dans le règlement pacifique des différends serait encore renforcé, et que les Etats Membres auraient à cet effet de plus en plus souvent recours à ses bons offices. Il a approuvé les conclusions du représentant personnel du Secrétaire général.

660. Le représentant de la Chine a été d'avis que les conclusions du représentant personnel du Secrétaire général méritaient l'appui et l'approbation unanimes du Conseil. L'esprit de conciliation et de bonne volonté dont avaient fait preuve les parties était un exemple dont devraient s'inspirer tous les gouvernements.

661. Le représentant de la Finlande a dit que les mesures prises par le Conseil illustraient le rôle constructif que jouait l'Organisation des Nations Unies en contribuant à l'évolution pacifique des relations internationales. Il a félicité l'Iran et le Royaume-Uni, ainsi que le Secrétaire général et son représentant personnel, des efforts qu'ils avaient accomplis conjointement pour régler le différend et éliminer ainsi une source de frictions et de dangers éventuels.

662. Le représentant du Yémen du Sud a déclaré que sa délégation tenait à réaffirmer sa position selon laquelle Bahreïn faisait partie intégrante du golfe Persique et était et continuerait d'être un pays arabe. Il a noté avec satisfaction que le caractère et l'identité arabes de Bahreïn étaient réaffirmés dans le rapport du Secrétaire général. Le représentant du Yémen du Sud a ensuite souligné que les Etats capitalistes avaient dans la région d'énormes intérêts économiques et stratégiques et que, forts de l'appui de leurs agents locaux, ils s'efforceraient de prolonger l'exploitation inhumaine des masses arabes du golfe, mais que les forces progressistes de la région seraient finalement victorieuses. La délégation du Yémen du Sud estimait que le moment était venu pour l'Organisation des Nations Unies d'appliquer ses résolutions concernant Mascate et Oman, le retrait des forces britanniques de la région ne pouvant être complet si elles ne se retiraient pas également de Mascate et Oman.

663. Le représentant du Pakistan a déclaré que son gouvernement avait toujours soutenu le principe selon lequel, dans des situations de ce genre, les vœux de la population devaient être déterminés selon une

procédure assurant l'objectivité complète de la consultation et en l'absence de toute pression ou menace. Certes, c'était dans les conditions propres à chaque cas qu'il convenait d'arrêter la procédure à suivre à cet effet, étant entendu, toutefois, que cette procédure devait garantir l'impartialité de la consultation et être appliquée sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concernait Bahreïn, il ne faisait pas de doute que les conclusions formulées par la Mission de bons offices coïncidaient avec celles auxquelles aurait permis d'aboutir un plébiscite. La délégation pakistanaise espérait que Bahreïn deviendrait bientôt un Etat arabe pleinement souverain.

664. Le Président, prenant la parole en tant que représentant de la France, a déclaré que les résultats obtenus correspondaient à l'esprit de la Charte, qui obligeait les Etats Membres à rechercher un règlement pacifique de leurs différends et dont le paragraphe 1 de l'Article 33 prévoyait qu'ils pouvaient employer à cet effet tous moyens pacifiques de leur choix. La paix avait été consolidée dans une région où elle était particulièrement vulnérable. En ce qui concernait la procédure suivie, la délégation française ne voyait aucune raison de ne pas déroger aux normes habituellement appliquées, dès l'instant que le Conseil examinait en dernier ressort les conclusions de l'enquête et restait libre de les approuver ou de les rejeter. Il restait, toutefois, qu'un sondage d'opinion ne pouvait avoir la valeur juridique d'une consultation démocratique et ne se justifiait en l'espèce qu'en raison de l'objectif à atteindre; il ne s'agissait pas de décider de l'avenir de Bahreïn, mais seulement de recueillir le sentiment général des populations en vue de faciliter le règlement du différend.

665. Avant la clôture de la séance, le représentant du Royaume-Uni, lord Caradon, a pris brièvement la parole pour lire un poème de sa composition, et le Président du Conseil s'est félicité que la délicate et difficile question de Bahreïn ait pu être réglée.

## Deuxième partie

### AUTRES QUESTIONS EXAMINÉES PAR LE CONSEIL

#### Chapitre 10

#### LETTRE DATÉE DU 18 AOÛT 1969, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (S/9397)

##### A. — DEMANDE DE RÉUNION

666. Aux termes d'une lettre datée du 18 août 1969 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9397), le représentant des États-Unis demandait une réunion prochaine du Conseil pour examiner la proposition d'une délégation tendant à ce que le Conseil prie le Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale une question intitulée: "Création d'une catégorie de membres associés".

##### B. — EXAMEN AUX 1505<sup>e</sup> ET 1506<sup>e</sup> SÉANCES (27 ET 29 AOÛT 1969)

667. A sa 1505<sup>e</sup> séance, le 27 août, le Conseil a inscrit à son ordre du jour la lettre des États-Unis.

668. A la même séance, le représentant des États-Unis a déclaré qu'il avait demandé la réunion pour examiner la situation créée du fait qu'un nombre croissant de petits États indépendants pourraient chercher à devenir Membres de l'Organisation des Nations Unies. La solution était de trouver d'autres méthodes pour associer ces "micro-États" avec les Nations Unies d'une manière qui leur en assurerait les avantages sans leur imposer des charges qu'ils ne pourraient assumer. En substance, il s'agissait de donner à ces très petits États un statut au sein du système des Nations Unies qui correspondrait à leurs besoins et à leurs droits sans saper l'autorité et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, la délégation des États-Unis s'était félicitée de l'initiative prise par le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport annuel pour 1965 qui avait appelé l'attention sur le phénomène de la constitution d'États extrêmement petits et avait suggéré que le moment était venu où des États Membres voudront peut-être examiner de plus près les critères pour l'admission de nouveaux Membres, compte tenu des conséquences à long terme découlant de ce fait. Ensuite, en 1967, le Secrétaire général, après avoir souligné qu'une appartenance pleine et entière à l'Organisation des Nations Unies risquerait d'entraîner des obligations trop onéreuses pour les micro-États et de conduire également à l'affaiblissement de l'ONU elle-même, avait suggéré que les organes compétents pourraient entreprendre une étude approfondie et complète des critères de l'appartenance à l'Organisation des Nations Unies, en vue de définir les limites nécessaires à la qualité de membre ordinaire et de définir en même temps d'autres formes d'association dont bénéficieraient tant les micro-États

que l'Organisation. C'est à la suite de l'initiative du Secrétaire général que le représentant des États-Unis avait officiellement proposé que le Conseil prenne des mesures à cet égard. La nécessité de prendre des mesures devenait évidente lorsqu'on considérait qu'il y avait au total une cinquantaine de territoires dépendants dont chacun avait une population de moins de 100 000 habitants. En outre, il y avait une quinzaine de territoires un peu plus grands qui ne pourraient pas nécessairement être considérés comme des micro-États mais qui, avaient, entre eux, une population totale d'environ 4 500 000 habitants. Si l'on ajoutait ces territoires aux Membres actuels, ils comprendraient un tiers du nombre des voix au sein d'une Assemblée générale d'environ 190 Membres, tout en ne comptant que 2 p. 100 de la population des États Membres. En même temps, les ressources limitées des petits États les empêcheraient pratiquement d'assumer la lourde charge des engagements qu'entraîne l'appartenance à l'Organisation des Nations Unies du point de vue financier et du point de vue des cadres. En conséquence, la solution du problème consiste à créer un nouveau statut d'association avec l'Organisation des Nations Unies, que l'on pourrait appeler la catégorie de "membre associé" et qui donnerait aux petits États nouvellement indépendants le droit à certains des avantages et privilèges que comporte le système des Nations Unies, en rapport avec le fait de leur indépendance. Cependant, les États classés dans cette nouvelle catégorie ne seraient nullement empêchés, à l'avenir, de demander à devenir membres ordinaires s'ils le désiraient. La catégorie de membre associé pourrait être créée par l'Assemblée générale qui définirait également les devoirs, privilèges et avantages qui en découleraient. Un tel acte de la part de l'Assemblée rentre dans le cadre de ses pouvoirs généraux tels qu'ils sont exposés aux Articles 10 et 11 de la Charte ainsi que de son pouvoir d'établir son propre règlement intérieur conformément à l'Article 21. Outre l'Assemblée générale, qui aurait au premier chef la responsabilité d'établir une telle catégorie nouvelle de membre, le Conseil de sécurité, coresponsable en ce qui concerne la question de l'admission de nouveaux Membres, devrait prendre l'initiative en saisissant l'Assemblée de cette question. C'est pour cette raison que les États-Unis proposaient le projet de résolution suivant (S/9414):

"Le Conseil de sécurité,

"Tenant compte du fait que peuvent devenir Membres des Nations Unies tous les États pacifiques qui



acceptent les obligations de la Charte et sont capables de les remplir et disposés à le faire,

"*Tenant compte en outre de l'apparition de plus en plus fréquente d'Etats si petits qu'ils ne seraient pas capables de remplir les obligations qui incombent aux membres ordinaires,*

"*Désireux de faire en sorte que tous ces Etats puissent néanmoins s'associer aux Nations Unies afin de servir les principes et les buts de l'Organisation et de jouir des avantages résultant de cette association,*

"*Prie le Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale une question intitulée "Création d'une catégorie de membre associé."*

669. En même temps qu'il recommandait l'adoption du projet de résolution ci-dessus, le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa délégation proposait également que, afin de faciliter l'examen de cette question par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité devrait créer un comité d'experts qui serait chargé d'étudier cette question et de faire connaître les résultats de son étude et ses recommandations au Conseil dans un délai de deux mois, de sorte que le Conseil puisse, à son tour, formuler ses propres recommandations à l'Assemblée générale lors de sa vingt-quatrième session.

670. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, à la suite du progrès du processus de décolonisation, un grand nombre d'Etats avaient été constitués qui faisaient jadis partie des empires coloniaux. Les Etats-Unis proposaient que le Conseil de sécurité examine la question des relations entre ces petits Etats nouvellement constitués et les Nations Unies. Cette question était très complexe et exigeait une étude sérieuse et approfondie. C'est pourquoi la délégation soviétique appuierait la proposition des Etats-Unis tendant à créer un comité d'experts du Conseil de sécurité, comité qui serait chargé d'examiner la question de la catégorie de membre associé des Nations Unies et de présenter des recommandations appropriées au Conseil. Sans une telle étude attentive de la question, il serait prématuré et injustifié de la part du Conseil de sécurité de prier le Secrétaire général de saisir de la question l'Assemblée générale lors de sa vingt-quatrième session.

671. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation se félicitait de l'initiative prise par les Etats-Unis, qui ont soulevé une question présentant une importance considérable pour les Nations Unies. Il s'agissait là d'une question au sujet de laquelle il fallait rechercher le plus large accord et qui exigeait un examen plus poussé de la part des membres du Conseil. Tout en pouvant accepter la proposition tendant à prier le Secrétaire général de saisir l'Assemblée générale de la question, la délégation du Royaume-Uni estimerait peu avisé de préjuger la question par les termes utilisés pour renvoyer la question devant l'Assemblée générale. En conséquence, il pourrait être nécessaire de tenir des conversations officielles parmi les membres du Conseil en vue de parvenir à un accord sur le titre de la question dont le Conseil pourrait vouloir saisir l'Assemblée générale. On pourrait également tenir des conversations analogues pour réviser le projet de résolution présenté par les Etats-Unis. Le rapport des Nations Unies avec les petits Etats ainsi qu'avec les territoires qui sont encore dépendants doit être de nature positive et faire entrer en ligne de compte leurs besoins spéciaux et leurs aspirations particulières. Il ne fallait pas limiter par trop les options ouvertes aux petits Etats ni leur

imposer des engagements et des obligations dépassant leurs moyens. Les conversations au sein du Conseil et ensuite au sein de l'organe plus large que constitue l'Assemblée générale pourront être conformes à ces considérations et devront être régies par les principes de la Charte, compte tenu des intérêts des peuples les plus directement concernés.

672. Le représentant de la Finlande a déclaré que sa délégation se félicitait de l'initiative prise par les Etats-Unis en soumettant au Conseil une question qui, de l'avis d'un grand nombre, aurait dû être examinée depuis longtemps. A bien des égards, la majorité des territoires très petits qui sont sur le point d'accéder à l'indépendance faisaient partie du système colonial et constitueraient, en substance, des créations des Nations Unies elles-mêmes à la suite des politiques qu'elles appliquent au titre du Chapitre XII de la Charte. En conséquence, ces territoires ont droit à une attention et à une considération particulières de la part des Nations Unies. Le rapport de ces micro-Etats avec les Nations Unies et les organisations internationales devrait procéder de leurs besoins et intérêts particuliers, notamment en ce qui concerne la sécurité et le développement. Le Secrétaire général, a-t-il pour sa part également souligné que, en tant que membres de la communauté internationale, les micro-Etats avaient le droit de s'attendre à une garantie pleine et entière de leur sécurité et de leur intégrité territoriale ainsi qu'à leur participation pleine et entière à l'assistance internationale en vue du développement. La délégation finlandaise espérait que l'étude du rapport entre les micro-Etats et les Nations Unies serait fondée sur ces considérations et aboutirait à des résultats salutaires pour eux ainsi que pour les Nations Unies.

673. Le représentant de la France a déclaré que les aspects tant juridiques que politiques de toute modification qui viendrait à être apportée aux conditions d'admission des Etats Membres soulevaient des problèmes importants et délicats puisqu'ils touchaient au fondement même de l'Organisation. On ne pouvait en effet perdre de vue que le principe de l'égalité souveraine des Etats donnait le droit à toute entité territoriale reconnue comme Etat de devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies si elle remplissait les conditions prévues par l'Article 4 de la Charte. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale avaient d'ailleurs un pouvoir d'appréciation discrétionnaire en ce qui concerne la capacité d'un Etat sollicitant son admission de remplir toutes les obligations imposées par la Charte. Le Conseil devait donc prendre en considération le fait que la création d'un statut particulier entraînerait forcément une modification substantielle de la Charte. En conséquence, la délégation française estimait souhaitable que, préalablement à toute autre décision, le Conseil confiât à un comité d'experts le soin de procéder à une étude approfondie de cette importante question.

674. Le Président a rappelé que des deux propositions que les Etats-Unis avaient présentées, l'une, relative à l'inscription de la question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, avait suscité des objections de la part d'un des membres, et il a donc suggéré que le Conseil s'en tint pour le moment à l'examen de la seconde proposition, relative à la création d'un comité d'experts. Le représentant des Etats-Unis avait indiqué que sa délégation était prête à accepter la suggestion du Président, et le Conseil avait alors décidé de suivre cette procédure.



675. A la 1506<sup>e</sup> séance, le 29 août, le représentant de la Hongrie a déclaré que sa délégation appuyait la proposition faite par les Etats-Unis de créer un groupe d'experts du Conseil de sécurité pour étudier le problème des micro-Etats. Il importait de discuter et d'analyser à fond tous les aspects de ce problème. Cependant, la délégation hongroise n'estimait guère indiqué de demander au Secrétaire général, au nom du Conseil de sécurité, de saisir l'Assemblée générale de cette question à sa vingt-quatrième session, car cela engageait en effet les membres du Conseil à donner suite à cette question avant même qu'elle n'ait été examinée par le comité d'experts envisagé. Le représentant de la Hongrie a également tenu à préciser que, pour sa délégation, créer une nouvelle catégorie de membres revenait à procéder à une révision de la Charte et que les Etats Membres devaient prendre ce fait en considération.

676. Le représentant du Népal a déclaré qu'il fallait étudier à fond et avec le plus grand soin tous les aspects de la question. La délégation népalaise était d'accord avec la délégation des Etats-Unis pour que la question soit renvoyée à un comité d'experts du Conseil de sécurité. Toutefois, elle pensait, comme le représentant de la France, que toute modification des conditions requises pour devenir membre aboutirait à une modification importante de la Charte. Elle ne pouvait accepter l'hypothèse selon laquelle l'augmentation du nombre des membres de l'Organisation des Nations Unies, du fait de l'apparition de micro-Etats, mènerait inévitablement à l'affaiblissement de l'Organisation. Aucune disposition de la Charte ne pouvait être interprétée comme limitant le droit des Etats indépendants de présenter leur candidature à l'Organisation. En étudiant la création éventuelle d'une nouvelle catégorie de membres de l'Organisation, il importait de ne pas perdre de vue ce droit souverain des Etats indépendants, non plus d'ailleurs que le principe d'universalité. La délégation népalaise était disposée à participer à l'étude projetée afin de mettre au point un fructueux système d'association entre l'Organisation des Nations Unies et les nouveaux petits Etats qui, pour une raison ou pour une autre, choisiraient de ne pas devenir Membres à part entière; mais cela ne signifiait pas pour autant que le Népal se sentit absolument engagé à fixer éventuellement des limitations ou des conditions spéciales, autres que celles figurant déjà à l'Article 4 de la Charte, à l'admission de nouveaux Etats. La délégation népalaise estimait que l'on pourrait utilement commencer par définir les domaines d'association et de coopération mutuelle existant déjà entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats non membres en élargissant ces domaines et en en recherchant de nouveaux sans pour cela porter atteinte aux principes et aux objectifs fondamentaux de la Charte.

677. Le représentant de l'Algérie a déclaré que l'une des données fondamentales de la Charte des Nations Unies était le principe de l'égalité souveraine des Etats et que l'adhésion même à l'ONU demeurait une prérogative de la souveraineté nationale de chaque Etat. L'Organisation des Nations Unies avait toutefois, aux termes de l'Article 4, le droit d'examiner le cas particulier de tout Etat qui demandait à devenir membre. Les éléments politiques et juridiques que mettait en jeu la question de l'établissement de relations entre l'Organisation et les très petits Etats étaient extrêmement complexes et devaient donc être soumis à un comité d'experts du Conseil de sécurité, et ce comité

serait chargé de procéder à une étude minutieuse et exhaustive de tous les aspects de cette question et de faire rapport au Conseil à une date ultérieure.

678. Le représentant du Pakistan a déclaré que sa délégation était reconnaissante au Secrétaire général de la prévoyance et de la persistance dont il avait fait preuve en attirant l'attention des Membres de l'Organisation des Nations Unies sur la question des micro-Etats; elle se félicitait de l'initiative prise par la délégation des Etats-Unis d'Amérique d'en saisir le Conseil de sécurité. La délégation pakistanaise avait écouté avec grand intérêt les déclarations qui avaient été faites précédemment et elle était particulièrement sensible au fait que le représentant du Royaume-Uni avait souligné combien il était important de répondre aux besoins de développement économique et aux aspirations à la sécurité des petits Etats. Cependant, elle désirait réserver sa position sur le fond de la question jusqu'à ce qu'un comité d'experts du Conseil ait été en mesure de l'examiner dans tous ses détails. La délégation pakistanaise se déclarait donc disposée à appuyer la proposition tendant à créer un tel comité et à lui renvoyer la question pour examen.

679. Le représentant du Sénégal a déclaré que l'Organisation des Nations Unies ne devrait pas imposer de nouveaux critères d'admission aux Etats nouvellement indépendants. Ceux-ci devaient pouvoir conserver la liberté et le droit de demander à être membres de l'ONU conformément à l'Article 4 de la Charte. La délégation sénégalaise était donc opposée à toute idée de nouveaux critères d'admission. Le fait d'apporter des modifications aux conditions d'admission risquait de poser des problèmes délicats et de rendre nécessaire une modification de la Charte. La délégation sénégalaise estimait souhaitable de soumettre d'abord le problème à un organisme compétent des Nations Unies qui l'examinerait de manière approfondie. A la suite de quoi, le Conseil de sécurité pourrait se réunir à nouveau pour recommander l'inscription de cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à qui il appartiendrait, en dernier ressort, de se prononcer sur le fond.

680. Le représentant du Paraguay a déclaré que, de l'avis de sa délégation, les différents aspects de la question des micro-Etats devaient être étudiés par un groupe d'experts au sein duquel chacun des membres du Conseil aurait la possibilité d'exprimer son point de vue afin que l'on trouve dès le départ un terrain d'entente sur le problème. Il a cependant tenu à préciser que ces déclarations ne constituaient en rien l'expression d'une opinion quant au fond de la question traitée.

681. Le représentant de la Colombie a dit que sa délégation envisageait favorablement la création d'un comité d'experts du Conseil de sécurité, dont la tâche serait d'étudier la question dans tous ses détails. Ce sujet soulevait en effet tant de problèmes juridiques et politiques que la délégation colombienne ne pouvait pour le moment qu'encourager une étude exhaustive du problème sans s'engager davantage.

682. Le représentant de la Chine a indiqué que sa délégation trouvait un certain mérite à la proposition des Etats-Unis tendant à la création d'une catégorie nouvelle de membres ayant un statut d'association avec l'Organisation des Nations Unies pour que les très petits Etats puissent jouer leur rôle dans la communauté internationale sans avoir à porter les responsabilités d'une représentation pleine et entière. Cependant,

il ne fallait pas perdre de vue que la plupart des petits territoires qui deviendraient peut-être bientôt des Etats indépendants étaient des territoires coloniaux. Pour eux, l'accèsion à la qualité de membre de plein droit de l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'Etat souverain, égal à tous les autres, constituait le processus de la transformation de leurs aspirations nationalistes en réalité, transformation par laquelle ils devenaient vraiment des "nations". Il semblait donc à la délégation chinoise que les conditions d'admission énoncées à l'Article 4 de la Charte devaient, si elles étaient strictement appliquées, permettre de traiter de la question des micro-Etats de façon appropriée. Si le problème s'était posé, c'était précisément parce que les conditions définies dans la Charte n'avaient pas toujours été strictement appliquées. Il n'en restait pas moins que le problème était important et délicat et exigeait une étude plus approfondie. La procédure la plus pratique consisterait à confier cette étude à un comité d'experts, comme cela semblait être le consensus du Conseil.

683. Le Président, parlant en sa qualité de représentant de l'Espagne, a dit que l'étude qu'entreprendrait le comité d'experts du Conseil de sécurité devrait traiter exclusivement des relations que l'on pourrait établir entre l'Organisation des Nations Unies et des Etats indépendants et souverains auxquels leurs maigres ressources ne permettraient pas de supporter les charges du statut intégral de membre actif. Le comité d'experts envisagé devrait toutefois ne pas perdre de vue que toute décision qui serait prise devrait se présenter tout au plus comme un choix ou une option qui serait offerte à un Etat souverain. Il ne devait y avoir aucun doute quant à l'importance et à la portée du principe d'égalité souveraine des Etats qui donnait à tout Etat indépendant le droit de présenter sa candidature à l'Organisation des Nations Unies. La délégation espagnole partageait cependant la préoccupation exprimée par la délégation des Etats-Unis en ce qui concerne les problèmes que risquait de soulever la possibilité d'admettre un grand nombre d'Etats d'une superficie exigüe ne disposant que de ressources limitées. Il convenait donc d'étudier à fond la question dans tous ses aspects juridiques, politiques et économiques afin de parvenir à des solutions qui seraient à l'avantage aussi bien de l'ONU que des Etats qui pourraient aspirer à faire partie de l'Organisation. Cependant, le Conseil n'était pas en mesure de se fonder sur des critères d'admission autres que ceux qui avaient été déjà établis à l'Article 4 de la Charte, lequel énonçait les conditions nécessaires et suffisantes pour l'admission de nouveaux membres. Il ne lui appartenait pas de juger si l'on devait refuser à un Etat la qualité

de membre à part entière, et cela pour des raisons d'ordre économique ou autre qui n'étaient pas prévues à l'Article 4. Il faudrait en effet pour cela que la Charte soit modifiée.

**Décision :** *A la fin de la 1506<sup>e</sup> séance, le 29 août, le Président a déclaré qu'il ressortait des consultations qui avaient eu lieu qu'il n'existait aucune objection au Conseil à ce qu'un comité d'experts, composé de tous les membres du Conseil, soit créé aux fins d'étudier la question qui avait été examinée aux 1505<sup>e</sup> et 1506<sup>e</sup> séances.*

#### C. — RAPPORT DU COMITÉ D'EXPERTS

684. Le 15 juin, le comité d'experts a présenté au Conseil de sécurité un rapport intérimaire (S/9836) dans lequel il déclarait avoir discuté, au cours de séances tenues entre le 12 septembre 1969 et le 10 juin 1970, de la question examinée par le Conseil de sécurité lors de ses 1505<sup>e</sup> et 1506<sup>e</sup> séances. Le comité avait notamment entendu une déclaration du représentant des Etats-Unis précisant la proposition qu'avait faite la délégation américaine de créer une catégorie de "membres associés" ou un "statut de membre associé". Le texte de cette déclaration des Etats-Unis était joint en annexe au rapport. Le comité avait également été saisi d'une suggestion du représentant de la France tendant à remettre en activité le Comité de l'admission des nouveaux membres qui avait été créé par le Conseil de sécurité, en vertu de l'article 59 de son règlement intérieur provisoire, ainsi que d'un document de travail soumis par le représentant du Royaume-Uni dans lequel étaient exposées, sous forme de proposition détaillée, des suggestions faites par la délégation britannique touchant un arrangement spécial destiné à répondre aux besoins des petits Etats; ce document de travail figurait également en annexe au rapport du comité. Le comité a également procédé à un échange de vues préliminaire sur la nature juridique, l'applicabilité et les incidences des propositions qui lui avaient été présentées. Il était indiqué dans le rapport que le comité d'experts n'était parvenu à aucune conclusion ni n'avait mis au point de recommandation au sujet desdites propositions.

685. Il y était enfin signalé que, étant donné qu'un certain nombre de membres n'avaient pas encore fait de déclarations sur le fond de la question, le comité n'était pas en mesure de formuler des recommandations précises et de les soumettre au Conseil de sécurité. Il était déclaré en conclusion que le comité poursuivrait ses travaux conformément à son mandat et qu'il soumettrait ultérieurement un autre rapport.

### Chapitre 11

#### COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

##### A. — PARTICIPATION D'ETATS NON MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES MAIS PARTIES AU STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE A LA PROCÉDURE TENDANT À MODIFIER LE STATUT DE LA COUR

686. Dans une lettre datée du 23 septembre 1969, le Président de l'Assemblée générale a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur le fait que l'Assemblée géné-

rale avait inscrit à l'ordre du jour de sa vingt-quatrième session une question intitulée "Amendement à l'Article 22 du Statut de la Cour internationale de Justice (siège de la Cour) et amendements connexes aux Articles 23 et 28". Il était dit dans la lettre qu'en regard à cette décision le Conseil de sécurité aurait peut-être à recommander à l'Assemblée générale d'adopter des dispositions pour régler la participation à la procédure d'amendement du Statut d'Etats qui, tout en ayant

accepté celui-ci, ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies. Le 3 octobre, le Président du Conseil de sécurité a rendu publique une note (S/9462) dans laquelle il indiquait que, après consultation avec son prédécesseur, il faisait distribuer, pour l'information des membres du Conseil de sécurité, la lettre de la Présidente de l'Assemblée générale et qu'il consulterait les membres du Conseil au sujet de la convocation prochaine d'une réunion consacrée à la question soulevée dans ladite lettre.

687. A sa 1514<sup>e</sup> séance, le 23 octobre, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité d'inclure dans son ordre du jour la lettre de la Présidente de l'Assemblée générale. Dans sa déclaration d'ouverture, le Président du Conseil a indiqué qu'un projet de résolution avait été distribué aux membres du Conseil; après de nouvelles consultations, le dernier paragraphe de ce texte avait été modifié.

688. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, puisque le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution reflétait clairement les importantes dispositions de l'Article 69 du Statut et de l'Article 108 de la Charte, la délégation soviétique considérait que le Conseil pouvait adopter cette résolution. Cela dit, le représentant de l'URSS a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la discrimination dont plusieurs Etats socialistes souverains continuaient à être l'objet et il a fait observer que la formule limitant le nombre d'Etats qui pouvaient prendre part aux activités menées dans le cadre des Nations Unies aux seuls Etats Membres de l'Organisation, des institutions spécialisées ou de l'AIEA et aux parties au Statut de la Cour internationale de Justice était incompatible avec l'esprit de la Charte des Nations Unies, allait à l'encontre du principe de l'universalité et permettait à des Etats qui n'étaient pas membres de l'Organisation, tels que la République fédérale d'Allemagne, la Corée du Sud et même le Viet-Nam du Sud, de participer aux activités des Nations Unies tout en empêchant des Etats socialistes comme la République démocratique allemande, la République populaire démocratique de Corée et la République démocratique du Viet-Nam d'y prendre part.

689. Le représentant de la France a indiqué, à propos de la version définitive de la résolution qui avait été distribuée que, puisque la nouvelle formule rencontrait l'agrément de tous les membres du Conseil, sa délégation était disposée à l'accepter.

690. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a également dit que sa délégation approuvait la légère modification qui avait été apportée au projet de résolution.

691. Les représentants de la France et des Etats-Unis et le Président du Conseil de sécurité, intervenant en tant que représentant du Royaume-Uni, ont réservé leur droit de formuler des observations sur la question soulevée par le représentant de l'URSS, laquelle, ont-ils fait remarquer, ne figurait pas à l'ordre du jour du Conseil.

**Décision :** A sa 1514<sup>e</sup> séance, le 23 octobre 1969, le Conseil a adopté à l'unanimité le projet de résolution qui avait été distribué après consultation. Ce projet de résolution, dont voici le texte, est devenu la résolution 272 (1969).

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Notant que l'Assemblée générale a inscrit à l'ordre du jour de sa vingt-quatrième session ordinaire*

*une question relative à l'amendement du Statut de la Cour internationale de Justice,*

*"Rappelant que, aux termes de l'Article 69 du Statut de la Cour internationale de Justice, le Conseil de sécurité peut recommander à l'Assemblée générale d'adopter les dispositions pour régler la participation à la procédure d'amendement du Statut des Etats qui, tout en ayant accepté le Statut, ne sont pas membres des Nations Unies,*

*"Recommande à l'Assemblée générale d'adopter les dispositions suivantes en ce qui concerne cette participation :*

*"a) Tout Etat qui, partie au Statut, n'est pas membre de l'Organisation des Nations Unies pourra, en ce qui concerne les amendements au Statut de la Cour internationale de Justice, participer à l'Assemblée générale de la même manière que les Membres de l'Organisation des Nations Unies;*

*"b) Les amendements au Statut de la Cour internationale de Justice entreront en vigueur pour tous les Etats parties au Statut quand ils auront été adoptés à la majorité des deux tiers des Etats parties au Statut et ratifiés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par les deux tiers des Etats parties au Statut et conformément à l'Article 69 de Statut et à l'Article 108 de la Charte des Nations Unies."*

#### B. — ELECTION DE CINQ MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

692. Conformément à l'Article 7 du Statut de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général a transmis à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, le 14 août 1969, la liste des candidats désignés par les groupes nationaux (S/9354) pour l'élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice, en vue de pourvoir les sièges qui deviendraient vacants le 5 février 1970, date à laquelle devait expirer le mandat de cinq juges de la Cour.

693. A sa 1515<sup>e</sup> séance, le 27 octobre, le Conseil de sécurité a procédé au vote au scrutin secret pour l'élection des candidats inscrits sur la liste (S/9354 et Add.1/Rev.1 et Add.2 à 4). Au premier tour, les quatre candidats suivants ont obtenu la majorité absolue requise :

M. Hardy C. Dillard (Etats-Unis d'Amérique), 12 voix;

M. Eduardo Jiménez de Aréchaga (Uruguay), 12 voix;

M. Platon D. Morozov (Union des Républiques socialistes soviétiques), 11 voix;

M. Federico de Castro (Espagne), 10 voix.

694. Le Conseil de sécurité a ensuite poursuivi le vote au scrutin secret. Au sixième tour, M. Luis Ignacio Pinto (Dahomey), qui avait obtenu 9 voix, a été élu au cinquième siège.

695. Le Président du Conseil de sécurité a communiqué à la Présidente de l'Assemblée générale les noms des cinq candidats qui avaient obtenu la majorité requise. A la suite d'une suspension de séance, le Président a informé le Conseil que, au cours de l'élection qui avait eu lieu simultanément à l'Assemblée générale, les cinq candidats élus par le Conseil y avaient également obtenu la majorité requise et étaient, en conséquence, élus membres de la Cour internationale de Justice pour neuf ans, leur mandat prenant effet le 6 février 1970.

## QUESTION DE L'ORGANISATION DE RÉUNIONS PÉRIODIQUES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 28 DE LA CHARTE

### A. — COMMUNICATIONS REÇUES PAR LE CONSEIL ET DEMANDE DE RÉUNION

696. Le 20 avril 1970, le Président du Conseil de sécurité, agissant en sa qualité de représentant de la Finlande, a fait distribuer, comme document du Conseil de sécurité (S/9759), un memorandum de la délégation finlandaise relatif à l'organisation de réunions périodiques du Conseil de sécurité conformément au paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte. Après avoir fait l'historique du paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte qui prévoit des réunions périodiques du Conseil de sécurité, la délégation finlandaise indiquait dans le memorandum que, depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité n'avait tenu aucune réunion périodique malgré les initiatives prises par les trois Secrétaires généraux de l'Organisation et certaines recommandations de l'Assemblée générale visant à donner vie à ces dispositions de la Charte. Après avoir fait état de certaines des suggestions qui avaient été faites à ce sujet par les Secrétaires généraux Trygve Lee et Dag Hammarskjöld, elle soulignait que jusqu'à présent le texte où l'on trouvait l'exposé le plus approfondi et le plus circonstancié sur l'opportunité de réunions périodiques du Conseil de sécurité était l'introduction au rapport annuel du Secrétaire général U Thant pour la période allant du 16 juin 1966 au 15 juin 1967 (A/6701/Add.1), dans laquelle le Secrétaire général examinait de façon assez détaillée certaines questions pratiques se rapportant aux réunions, à savoir leur préparation, leur organisation, leur ordre du jour, leur caractère public ou privé.

697. La délégation finlandaise indiquait qu'une analyse des initiatives prises ou des suggestions formulées dans le passé à ce sujet tendrait à appuyer la conclusion du Secrétaire général U Thant selon laquelle "si les efforts tentés dans le passé pour donner effet à ces dispositions concernant les réunions périodiques du Conseil de sécurité ont échoué, ce n'est pas parce qu'ils méritaient en soi d'échouer mais à cause de l'atmosphère qui régnait à l'époque où ils ont été entrepris". Elle rappelait également que la question des réunions périodiques du Conseil de sécurité avait été examinée pour la dernière fois à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale à propos du point de l'ordre du jour relatif au renforcement de la sécurité internationale, proposé par l'Union des Républiques socialistes soviétiques. La recommandation faite au Conseil de sécurité d'examiner la possibilité de convoquer des réunions périodiques conformément au paragraphe 2 de l'Article 28 était un élément de la proposition initiale de la délégation de l'Union soviétique. Le deuxième alinéa du préambule de la résolution 2606 (XXIV), que l'Assemblée générale a adoptée à l'unanimité le 16 décembre 1969, faisait mention de la question des réunions périodiques du Conseil.

698. Citant une déclaration faite par le représentant de la Finlande à l'Assemblée générale le 15 octobre 1969, au cours du débat sur le point susmentionné, elle soulignait que le Conseil était destiné à agir en tant qu'organe suprême d'un système mondial de sécurité collective et de prendre des décisions obligatoires pour tous les membres, constituant une autorité suprême nationale au-dessus de tous les membres, mis à part ses

membres permanents. Cependant, au cours du dernier quart de siècle, le Conseil de sécurité avait été trop souvent réduit à des débats stériles ou avait été complètement dépassé par les événements. Le bon fonctionnement du Conseil — et par conséquent de tout le système de sécurité collective de l'Organisation des Nations Unies — présupposait que ses membres, et en particulier les grandes puissances, s'accordent, dans une certaine mesure, sur des objectifs communs, condition qui n'était manifestement pas remplie pendant la période de la guerre froide. Toutefois, ces dernières années, les grandes puissances s'étaient montrées plus disposées à collaborer en vue du maintien de la paix, et le Conseil avait été au moins capable de prendre des mesures en vue de contenir certains conflits qui, autrement, auraient pu mettre en péril la sécurité internationale. On pourrait faire un nouveau pas en ce sens en appliquant les dispositions du paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte.

699. En conclusion, elle déclarait que le Gouvernement finlandais, qui avait pour politique déterminée de travailler au renforcement de l'Organisation des Nations Unies, estimait qu'il devrait désormais être possible d'envisager l'organisation de réunions périodiques du Conseil de sécurité et que cela contribuerait dans une importante mesure à accroître l'efficacité de l'Organisation en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Une telle mesure serait particulièrement appropriée pendant l'année du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation. En conséquence, le Gouvernement finlandais avait décidé de procéder à des consultations sur cette question avec d'autres membres du Conseil de sécurité sur la base des suggestions suivantes :

a) Il serait admis au départ que les réunions périodiques du Conseil de sécurité doivent être considérées comme une institution permanente de l'Organisation et que de telles réunions auraient lieu en principe régulièrement;

b) En conséquence, les réunions périodiques pourraient se tenir deux fois par an, comme prévu au paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte et à l'Article 4 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, au printemps et en automne. Les réunions d'automne pourraient être fixées de manière à profiter de la présence des ministres des affaires étrangères à New York à l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée générale;

c) Il serait entendu que les réunions périodiques fourniraient l'occasion de procéder à un échange de vues général sur la situation internationale et ne seraient donc pas liées à un événement ou à un problème particulier; elles ne seraient pas censées déboucher sur des décisions portant sur des questions de fond;

d) L'ordre du jour des réunions périodiques serait établi par le Secrétaire général agissant en consultation avec les membres du Conseil de sécurité. Il comprendrait normalement un seul point — rapport du Secrétaire général sur la situation internationale;

e) Les réunions périodiques auraient également un caractère privé à moins qu'il n'en soit décidé autrement.



700. Par une lettre datée du 5 juin 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9824), le représentant de la Finlande a demandé la convocation d'une réunion du Conseil de sécurité afin d'examiner la question relative à l'organisation de réunions périodiques du Conseil de sécurité conformément au paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte.

**B. — EXAMEN À LA 1544<sup>e</sup> SÉANCE (12 JUIN 1970)**

701. A sa 1544<sup>e</sup> séance, le 12 juin 1970, le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour. Le Président a alors dit que, après avoir consulté les membres du Conseil de sécurité, il était autorisé à faire la déclaration ci-après exprimant le consensus du Conseil :

"Les membres du Conseil de sécurité ont examiné la question de l'organisation de réunions périodiques conformément au paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte. Ils considèrent que l'organisation de réunions périodiques, auxquelles chaque membre du Conseil serait représenté par un membre du gouvernement ou par un représentant spécialement désigné, pourrait renforcer l'autorité du Conseil de sécurité et en faire un instrument plus efficace au service du maintien de la paix et de la sécurité internationales. La question de la date et des autres aspects pratiques de la première réunion périodique serait examinée ultérieurement dans le cadre de consultations.

"Il est entendu que les réunions périodiques, dont l'objet serait de permettre au Conseil de sécurité de s'acquitter plus efficacement des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte, offriraient aux membres la possibilité de procéder à un échange de vues général sur la situation internationale plutôt que de s'occuper d'une question particulière et que, sauf décision contraire, ces réunions se tiendraient normalement en privé.

"L'ordre du jour provisoire des réunions périodiques sera établi par le Secrétaire général en consultation avec les membres du Conseil et conformément aux dispositions pertinentes du règlement intérieur provisoire."

**Décision :** *Le texte de la déclaration dont le Président a donné lecture a été approuvé, sans opposition, par le Conseil.*

702. A la même séance, le représentant de la Finlande a déclaré que, sans revendiquer un droit d'auteur exclusif pour cette idée, l'intérêt que son gouvernement portait à la question à l'examen tenait au fait que son pays était fermement convaincu que l'Organisation des Nations Unies était l'instrument le plus important dont disposaient les Etats pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les réunions périodiques pourraient contribuer éventuellement à rendre l'Organisation à sa vocation première, qui était d'être un centre de consultations internationales sur des questions fondamentales intéressant la paix mondiale. La tenue de réunions périodiques au niveau ministériel, surtout si elles devenaient régulières, représenterait une amélioration qualitative du fonctionnement du Conseil de sécurité. Ces réunions ajouteraient une nouvelle dimension au rôle du Conseil qui est chargé de veiller au maintien de la paix mondiale et lui permettraient de prendre, en temps opportun, les mesures nécessaires pour prévenir un conflit alors que généralement il se borne à réagir à des événements violents. En outre, si ces réunions avaient lieu à des

intervalles réguliers, elles seraient non seulement l'occasion de consultations à un échelon élevé, mais également un nouveau moyen de communication entre les membres permanents et les membres élus du Conseil et aideraient ainsi à combler le fossé entre petites et grandes puissances, question qui a déjà fait l'objet de nombreuses discussions lors de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale. Le représentant de la Finlande se rendait compte que si dans le passé le Conseil n'avait pas réussi à orienter les événements dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité cela était dû à un manque d'entente sur la façon de traiter les problèmes politiques qui causent des conflits entre nations. Cependant, à certains moments, les obstacles qui s'opposent à une action internationale constructive avaient été aggravés par l'absence de procédures consacrées concernant des consultations menées à l'avance entre les puissances intéressées. On pourrait lever de tels obstacles si l'on faisait preuve de plus d'imagination dans l'usage du Conseil de sécurité. Etant donné que ces réunions périodiques donneraient aux membres l'occasion de procéder à un échange de vues général plutôt qu'elles ne porteraient sur un événement ou une question particulière, il ne faudrait pas s'attendre à ce qu'elles débouchent nécessairement sur des décisions ou des résolutions, bien que cela ne soit naturellement pas exclu. Ce n'est qu'une fois que ces réunions seront considérées comme une fonction permanente du Conseil que l'on pourra mesurer l'intérêt qu'elles présentent. Le représentant de la Finlande a exprimé l'espoir que les membres du Conseil décideraient rapidement de la date de la première réunion périodique, qui pourrait se tenir, a-t-il ajouté, pendant la prochaine session de l'Assemblée générale. Il a fait remarquer que l'état actuel d'insécurité internationale constituait un argument non pas à l'encontre mais en faveur de tout effort visant à renforcer et à améliorer le mécanisme international pour faire la paix et la maintenir. La décision d'instituer des réunions périodiques du Conseil de sécurité constituait une modeste mesure dans ce sens.

703. Le représentant de la France a déclaré que le moment paraissait venu de ranimer la disposition de la Charte relative à l'organisation de réunions périodiques du Conseil qui était en sommeil. La délégation française estimait que des réunions au niveau ministériel pouvaient se révéler utiles à la coopération internationale si, bien entendu, certaines précautions étaient prises : ordre du jour arrêté au préalable et d'un commun accord, séances privées, de façon à permettre un large et libre échange de vues, une franche discussion sur des sujets spécifiques à déterminer ou sur un rapport du Secrétaire général portant sur la situation internationale dans son ensemble. En outre, cette réunion serait pour le Conseil l'occasion de marquer de manière appropriée la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Mais ce serait à la lumière des résultats de cette réunion que l'on pourrait décider s'il y aurait lieu d'en tenir d'autres et se prononcer sur leur périodicité, car, de l'avis de la délégation française, il serait inutile, et même dangereux, de se réunir pour se réunir, d'organiser des réunions académiques en dehors du temps et des événements.

704. Le représentant de la Syrie a déclaré que la crise que traversait le Conseil était liée à la question de l'application de la justice et de la mise en œuvre des résolutions du Conseil traduisant la volonté de la communauté internationale. Les réunions proposées ne

sauraient remplacer les mesures efficaces qu'il fallait prendre pour empêcher les violations de la Charte. ni ne sauraient non plus éliminer les maux dont souffrait la société internationale par suite de l'expansion de l'impérialisme, de la réapparition du racisme et de la primauté du fait accompli sur le droit et la justice. Cependant, ces réunions pourraient servir de catalyseur; elles pourraient contribuer à ce que les intérêts nationaux cèdent le pas devant la coopération internationale qui serait ainsi renforcée. Si elles avaient lieu à intervalles réguliers, elles pourraient transformer le droit international, qui n'est souvent qu'un amalgame ou une juxtaposition d'intérêts en un code efficace ayant force obligatoire pour tous les Etats. De l'avis de la délégation syrienne, lorsque l'on se préoccupait d'améliorer le fonctionnement du Conseil, on devait en même temps en rééquilibrer la composition, comme cela avait été prévu à l'origine par les auteurs de la Charte.

705. Le représentant de la Pologne a fait observer que son pays avait toujours été d'avis que les dispositions contenues dans la Charte des Nations Unies, fondées sur le principe de la coexistence pacifique entre Etats ayant des systèmes sociaux et politiques différents, constituaient les conditions premières du maintien et de la consolidation de la paix et de la sécurité internationales. Celles-ci ainsi que l'autorité et le prestige de l'ONU seraient mieux défendus si les guerres d'agression actuelles et les autres foyers de tension internationale étaient éliminés, si les dispositions de la Charte étaient pleinement observées et si les décisions de l'Organisation des Nations Unies étaient strictement appliquées. L'entente intervenue au sujet de la tenue de réunions périodiques du Conseil de sécurité, conformément au paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte, marquait, en cette année du vingt-cinquième anniversaire de l'ONU, un pas vers la pleine application de la Charte, et la délégation polonaise s'en félicitait vivement et l'appuyait sans réserve.

706. Le représentant de l'Espagne a déclaré que le consensus offrait au Conseil toute une variété de moyens lui permettant de s'acquitter des fonctions que lui a confiées la Charte. Il a exprimé l'espoir que la session commémorative du vingt-cinquième anniversaire fournirait l'occasion de tenir la première de ces réunions.

707. Le représentant des Etats-Unis a dit que la décision de tenir des réunions périodiques l'année de la célébration du vingt-cinquième anniversaire était particulièrement appropriée. Même si la situation internationale ne pouvait guère être considérée comme idéale pour prendre des initiatives longuement mûries visant à atteindre l'objectif à long terme que représente la mise en place progressive de fondements solides, propres à permettre ultérieurement une évolution pacifique, il fallait faire un premier pas. C'est à l'expérience que l'on verrait si ces réunions présentent de l'intérêt; cela dépendrait, ce qui est important, de la façon dont elles seraient préparées et du niveau auquel se situeraient les échanges de vues consacrés aux problèmes très importants qui y seraient examinés. Le représentant des Etats-Unis a ajouté que sa délégation avait cru comprendre qu'en règle générale il ne serait pas adopté de résolutions portant sur des questions particulières au cours des réunions périodiques.

708. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que le consensus constituerait un premier pas en avant en vue de renforcer le Conseil de sécurité dans l'exercice de sa responsabilité essentielle qui est de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

709. Le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation avait plaisir à constater à certains indices qu'un accord plus large pourrait maintenant se faire sur un certain nombre de questions. Elle espérait que les consultations entre membres du Conseil auraient plus de poids si les ministres des affaires étrangères ou d'autres représentants de rang élevé pouvaient se réunir de temps en temps et procéder à des échanges de vues officiels et privés dans le but de dégager un terrain d'entente commun et d'harmoniser leurs positions et leurs objectifs. Ces contacts pourraient aider à mieux comprendre les points de vue des uns et des autres et peut-être à prévenir les difficultés avant qu'elles ne se concrétisent. Le Gouvernement britannique attendait avec intérêt de voir comment la première réunion se déroulerait et son ministre des affaires étrangères se félicitait de pouvoir y participer.

710. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est félicité que le principe de l'organisation de réunions périodiques, l'un des éléments des propositions relatives au renforcement de la sécurité internationale, ait reçu l'appui unanime des membres du Conseil de sécurité. Il a ajouté que les réunions périodiques en soi ne garantiraient pas une amélioration sensible d'une situation internationale tendue; il fallait pour cela que l'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres prennent des mesures concrètes. C'est sur cette base que le Gouvernement soviétique s'était fondé lorsqu'il avait présenté ses propositions à l'Assemblée générale touchant le renforcement de la sécurité internationale. L'agression, les visées expansionnistes et l'occupation de territoires étrangers étaient des actes dangereux pour les relations internationales contemporaines et contribuaient à aggraver la situation internationale; aucune formule mise au point par l'ONU ne pourrait remédier automatiquement à cette situation. Les réunions périodiques du Conseil permettraient d'espérer que l'on saurait tirer parti des possibilités importantes qu'offrait la Charte et qui étaient restées presque complètement inexplorées, possibilités qui portaient sur la compétence et le fonctionnement du Conseil et sur le renforcement de son rôle et de son efficacité en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La délégation soviétique appuyait le consensus concernant les réunions périodiques du Conseil de sécurité, étant entendu que la question de la date et des autres aspects pratiques de la première de ces réunions ferait l'objet d'un accord complémentaire, compte tenu, naturellement, de la conjoncture internationale à l'époque.

711. Le Président, parlant en sa qualité de représentant du Népal, s'est félicité du consensus adopté par le Conseil. Comme sa délégation l'avait souligné au cours des débats à l'Assemblée générale concernant la proposition soviétique relative au renforcement de la sécurité internationale, les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies avaient envisagé le rôle du Conseil de sécurité non comme devant se limiter à prendre des mesures à la suite de quelque événement, mais comme devant influencer le cours de l'histoire. Les réunions périodiques pouvaient donc être utiles jusqu'à un certain point. Le représentant du Népal a rappelé que sa délégation avait fait observer que, depuis 1949, une très grave faiblesse était apparue dans le fonctionnement du Conseil de sécurité, ce qui avait eu un effet très négatif sur son rôle en tant qu'instrument efficace de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

## **Troisième partie**

### **COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR**

---

#### **Chapitre 13**

#### **TRAVAUX DU COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR**

712. Pendant la période considérée, le Comité d'état-major a exercé ses fonctions d'une façon permanente conformément à son règlement intérieur provisoire et s'est réuni 23 fois sans examiner de questions de fond.

## Quatrième partie

### QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ MAIS N'AYANT PAS ÉTÉ EXAMINÉES PAR LE CONSEIL PENDANT LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE

#### Chapitre 14

#### QUESTION DU CONFLIT RACIAL EN AFRIQUE DU SUD RÉSULTANT DE LA POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

##### A. — RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ÉTUDER LA POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE, DATÉ DU 7 OCTOBRE 1969

713. Conformément aux résolutions 1761 (XVII) et 1978 A (XVIII) de l'Assemblée générale qui demandaient au Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine de suivre constamment les divers aspects de la question de l'apartheid et de faire rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité chaque fois que cela se révélerait nécessaire, le Comité spécial a soumis au Conseil de sécurité, le 7 octobre 1969, un rapport (S/9473) dans lequel il récapitulait ses travaux ainsi que les faits nouveaux intervenus en Afrique du Sud depuis son rapport du 4 octobre 1968 (S/8843) et faisait un certain nombre de recommandations.

714. La récapitulation des travaux du Comité spécial comprenait le compte rendu d'une session spéciale qu'il avait tenue au Siège les 17 et 18 mars et un rapport sur la mission de son sous-comité, qui s'était rendu à Lusaka (Zambie), à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) et à Addis-Abéba (Ethiopie) entre le 18 et le 28 août pour consulter des représentants des mouvements de libération de l'Afrique australe, des membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et des représentants des gouvernements des pays intéressés.

715. Dans ses conclusions, le Comité spécial a déclaré que le renforcement militaire massif de l'Afrique du Sud était une grave menace contre la paix de l'Afrique australe dans son ensemble dans la mesure où il avait permis à l'Afrique du Sud, désormais plus confiante, de défier les résolutions des Nations Unies, d'intervenir militairement contre les mouvements de libération en Rhodésie du Sud, de venir en aide au Portugal dans ses guerres coloniales et de menacer les États africains indépendants. Le Comité spécial a estimé qu'il était essentiel d'insister sur le fait que l'Afrique du Sud était devenue le bastion du colonialisme et du racisme de la région et la principale menace à la paix et à l'autorité de l'ONU, et qu'il fallait mettre la communauté internationale en garde, afin qu'elle prenne les mesures urgentes et décisives qui s'imposaient pour prévenir un conflit de grande envergure dans cette région.

716. Le Comité a exprimé la conviction que les types d'action qu'il préconisait depuis sa création

demeuraient les moyens les plus appropriés et les plus efficaces qui s'offraient à l'ONU et à la communauté internationale. Ces types d'action étaient les suivants : a) adoption d'un embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud ainsi que de sanctions économiques et autres mesures connexes dirigées contre l'Afrique du Sud; b) fourniture d'une assistance morale, politique et matérielle à la population opprimée de l'Afrique du Sud pour l'aider dans la lutte légitime qu'elle mène pour sa libération; et c) diffusion d'informations pour que les efforts visant à éliminer l'apartheid soient mieux compris et mieux secondés. Le Comité a estimé que c'est en apportant une assistance matérielle au peuple opprimé de l'Afrique du Sud dans la lutte légitime qu'il mène pour sa libération que l'Organisation des Nations Unies et les États Membres peuvent contribuer de la façon la plus efficace à la solution de la situation.

717. Il a recommandé que l'Assemblée générale prie instamment le Conseil de sécurité d'examiner la question immédiatement et de prendre, en priorité, des mesures efficaces pour assurer la pleine application de l'embargo sur les armements vendus à l'Afrique du Sud, assurer qu'il soit mis fin aux prêts et à l'assistance technique de toute sorte accordés par les gouvernements et les sociétés privées au Gouvernement sud-africain ou aux sociétés sud-africaines, promouvoir l'assistance morale, politique et matérielle fournie aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et à leurs mouvements de libération et encourager les États à appliquer les autres mesures recommandées par l'Assemblée générale afin de trouver une solution à la situation.

718. Le Comité spécial a considéré, enfin, qu'il était indispensable de souligner que la politique poursuivie par le Gouvernement sud-africain en Namibie et dans les territoires coloniaux voisins avait aggravé la situation dans l'ensemble de la région et que les questions se rapportant à l'Afrique du Sud, à la Namibie, à la Rhodésie du Sud et aux territoires portugais devaient donc être étudiées dans le cadre de l'Afrique australe tout entière.

##### B. — RÉSOLUTION 2506 B (XXIV) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 21 NOVEMBRE 1969

719. Dans une lettre datée du 2 décembre 1969 (S/9523), le Secrétaire général a communiqué au Conseil de sécurité le texte de la résolution 2506 B (XXIV) adoptée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1969 sur la question de la politique d'apartheid du Gouver-



nement de la République sud-africaine. Au paragraphe 9 de cette résolution, l'Assemblée générale appelait l'attention du Conseil de sécurité sur la situation grave qui régnait en Afrique du Sud et dans l'ensemble de l'Afrique australe, et lui recommandait de reprendre

l'urgence l'examen de la question de l'*apartheid* en vue d'adopter des mesures efficaces, y compris celles que prévoit le Chapitre VII de la Charte, pour éliminer la menace à la paix et à la sécurité internationales que constituait cette situation.

## Chapitre 15

### COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR LE PORTUGAL

720. Dans une lettre datée du 21 novembre 1969 (S/9509), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte de la résolution 2507 (XXIV) adoptée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1969. Au paragraphe 12 de cette résolution, l'Assemblée générale recommandait au Conseil de sécurité, en vue de l'application immédiate de la résolution 1514 (XV) aux territoires sous domination portugaise, de prendre des mesures efficaces en conformité avec les dispositions pertinentes de la Charte et compte tenu de la détermination de la communauté internationale de mettre un terme au colonialisme et à la discrimination raciale en Afrique.

721. Dans un télégramme daté du 19 décembre 1969 (S/9579)<sup>7</sup> adressé au Président du Conseil de

sécurité, le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande a déclaré que son gouvernement condamnait les actes d'agression commis par le Portugal contre le Sénégal et la Guinée en violation de la résolution 273 (1969) du Conseil de sécurité. Il a ajouté que l'indépendance totale devrait être accordée aux peuples de la Guinée (Bissau), du Mozambique et de l'Angola opprimés par les Portugais pour ôter aux puissances coloniales toute possibilité de se livrer à des actes d'agression. Le Gouvernement de la République démocratique allemande appuyait pleinement l'appel que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies avait adressé au Conseil de sécurité pour qu'il prenne des mesures efficaces en vue de l'application à une date rapprochée de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

<sup>7</sup> Voir également le chapitre 28.

## Chapitre 16

### COMMUNICATIONS RELATIVES À DES PLAINTES DU CAMBODGE CONCERNANT DES ACTES D'AGRESSION CONTRE LE TERRITOIRE ET LA POPULATION CIVILE DU CAMBODGE

722. Pendant la période considérée, le Cambodge a adressé au Président du Conseil de sécurité 49 communications, dans lesquelles il déclarait que des troupes étrangères avaient commis des actes d'agression au Cambodge.

723. Dans 33 communications, le Cambodge accusait les forces armées des Etats-Unis et de la République du Viet-Nam d'avoir commis de fréquentes violations de son territoire, de ses eaux territoriales et de son espace aérien. Les accusations portées par le Cambodge contre les forces des Etats-Unis et du Viet-Nam du Sud concernaient des tirs d'armes diverses par-dessus les frontières qui avaient fait des morts et des blessés parmi les paysans cambodgiens et causé des dégâts aux habitations, au bétail et à d'autres biens. Le Cambodge accusait également ces forces d'avoir pénétré sur le territoire cambodgien, souvent avec l'appui de véhicules blindés et d'hélicoptères, d'avoir tiré sur des villages et des postes de police, d'avoir posé des mines et des pièges, d'avoir commis des vols et d'avoir enlevé des habitants et du bétail. Il y a également eu des plaintes selon lesquelles des bombardements auraient été commis par des bâtiments de la marine des Etats-Unis et du Viet-Nam du Sud qui pénétreraient fréquemment dans les eaux cambodgiennes et débarqueraient des commandos qui tueraient et enlèveraient des paysans et des pêcheurs et poseraient des mines antipersonnel en territoire cambodgien. Ces lettres accusaient également l'aviation des Etats-Unis et du Viet-Nam du Sud d'avoir effectué des attaques qui avaient fait des morts et des

blessés. Dans certaines lettres, les appareils étrangers étaient accusés de répandre des défoliants et des poisons chimiques qui causaient la maladie parmi la population.

724. Il était indiqué dans certaines communications que des membres de la Commission internationale de contrôle et les attachés militaires de missions diplomatiques à Phnom Penh s'étaient rendus sur les lieux des attaques et des violences mentionnées et avaient vu par eux-mêmes les effets de l'agression.

725. Entre le 30 mars et le 15 juin 1970, le Cambodge a adressé au Président du Conseil de sécurité 16 communications dans lesquelles il accusait les "forces vietcong et sud-vietnamiennes" d'avoir commis des incursions armées en territoire cambodgien, d'avoir attaqué des postes militaires cambodgiens, d'avoir accroché fréquemment les forces de défense cambodgiennes et d'avoir occupé le territoire cambodgien en plusieurs endroits du pays. Il était indiqué que nombre de Cambodgiens, y compris des femmes et des enfants, avaient été tués à la suite de ces attaques et que d'autres avaient disparu. En outre, des centaines d'habitations auraient été incendiées ou détruites au cours de ces attaques.

726. On trouvera ci-dessous la liste des lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Cambodge concernant les actes d'agression qui auraient été commis par des troupes étrangères au Cambodge.

Lettre datée du 25 juillet 1969 (S/9367) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir

commis des violations du territoire cambodgien et lancé des attaques contre ce territoire du 6 mai au 22 juin;

Lettre datée du 1<sup>er</sup> août (S/9374) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir commis des violations de l'espace aérien cambodgien suivies d'épandage de poudre chimique toxique jaune du 18 mai au 14 juin;

Lettre datée du 1<sup>er</sup> août (S/9375) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien et commis des violations de ce territoire du 25 juin au 12 juillet;

Lettre datée du 27 août (S/9416) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé une attaque aérienne contre des villages cambodgiens les 9 et 10 août;

Lettre datée du 9 septembre (S/9438) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 18 juillet au 13 août;

Lettre datée du 23 septembre (S/9454) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir commis des violations du territoire cambodgien et lancé des attaques contre ce territoire du 3 août au 2 septembre 1969;

Lettre datée du 14 octobre (S/9475) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 27 août au 23 septembre;

Lettre datée du 28 octobre (S/9491) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien les 1<sup>er</sup>, 6 et 9 octobre;

Lettre datée du 12 novembre (S/9502) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 2 au 24 octobre;

Lettre datée du 12 novembre (S/9517) transmettant un Livre blanc concernant des violations qui auraient été commises par les forces américaines et sud-vietnamiennes à l'encontre du territoire cambodgien, de 1962 jusqu'en mai 1969;

Lettre datée du 2 décembre (S/9522) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques et commis des violations du territoire, de l'espace aérien et des eaux territoriales du Cambodge du 6 octobre au 2 novembre 1969;

Lettre datée du 3 décembre (S/9526) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le centre de résistance Dak Dam les 16 et 17 novembre;

Lettre datée du 3 décembre (S/9527) communiquant de nouveaux détails sur les attaques qui auraient été lancées par les forces américaines et sud-vietnamiennes contre le centre de résistance Dak Dam du 16 au 19 novembre;

Lettre datée du 11 décembre (S/9558) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 13 octobre au 12 novembre;

Lettre datée du 17 décembre (S/9569) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir occupé et détruit un poste khmer dans la nuit du 4 au 5 octobre;

Lettre datée du 18 décembre (S/9571) transmettant des documents et des photographies concernant les attaques qui auraient été lancées par les forces améri-

caines contre le poste de défense Dak Dam du 16 au 19 novembre;

Lettre datée du 23 décembre (S/9580) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques et commis des violations du territoire et de l'espace aérien du Cambodge du 1<sup>er</sup> au 26 novembre;

Lettre datée du 31 décembre (S/9586) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques et commis des violations du territoire, de l'espace aérien et des eaux territoriales du Cambodge du 26 novembre au 8 décembre;

Lettre datée du 6 janvier 1970 (S/9595) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir attaqué le village de Tabol le 17 décembre;

Lettre datée du 14 janvier (S/9605) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir commis des violations du territoire cambodgien et lancé des attaques contre ce territoire du 15 novembre au 25 décembre 1969;

Lettre datée du 20 janvier (S/9611) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé une attaque contre le territoire cambodgien le 13 décembre 1969;

Lettre datée du 27 janvier (S/9625) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien et commis des violations de ce territoire du 27 novembre 1969 au 6 janvier 1970;

Lettre datée du 5 février (S/9638) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien et commis des violations de ce territoire du 11 décembre 1969 au 6 janvier 1970;

Lettre datée du 10 février (S/9645) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien et commis des violations de ce territoire du 2 au 11 janvier;

Lettre datée du 18 février (S/9651) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir commis une violation de l'espace aérien cambodgien le 18 décembre et d'avoir épandu des produits chimiques sur une zone frontalière de la province de Monduliri;

Lettre datée du 18 février (S/9653) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir commis des violations du territoire cambodgien et lancé des attaques contre ce territoire du 3 décembre 1969 au 23 janvier 1970;

Lettre datée du 25 février (S/9668) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir commis des violations du territoire cambodgien et lancé des attaques contre ce territoire du 22 décembre 1969 au 8 février 1970;

Lettre datée du 4 mars (S/9679) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir commis des violations de l'espace aérien cambodgien et lancé des attaques contre des ressortissants cambodgiens les 8 et 12 février;

Lettre datée du 9 mars (S/9688) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir commis des violations du territoire cambodgien et lancé des attaques contre ce territoire du 28 janvier au 10 février;

Lettre datée du 10 mars (S/9694) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé une attaque contre le territoire cambodgien pendant la nuit du 3 au 4 février;

Lettre datée du 16 mars (S/9707) concernant le prétendu meurtre d'un soldat cambodgien qui avait été fait prisonnier le 28 octobre 1969 par les forces américaines et sud-vietnamiennes;

Lettre datée du 25 mars (S/9724) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir commis des violations du territoire cambodgien et lancé des attaques contre ce territoire du 12 au 23 février;

Lettre datée du 30 mars (S/9729 et Add.1) accusant les forces nord-vietnamiennes et vietcong d'avoir commis des violations du territoire cambodgien et lancé des attaques contre ce territoire les 27 et 28 mars;

Lettre datée du 1<sup>er</sup> avril (S/9730) accusant les forces nord-vietnamiennes et vietcong d'avoir lancé une attaque le 31 mars dans la région de Snuol, dans la province de Kratié;

Lettre datée du 3 avril (S/9733) accusant les forces américaines et sud-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 17 au 27 février;

Lettre datée du 3 avril (S/9734) exposant les pertes subies par les forces cambodgiennes à la suite de l'attaque qui aurait été lancée le 31 mars (S/9730) et d'une nouvelle attaque lancée le même soir contre le village de Kampot Touk par les forces nord-vietnamiennes et vietcong;

Lettre datée du 6 avril (S/9741) accusant les forces nord-vietnamiennes et vietcong d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 1<sup>er</sup> au 3 avril;

Lettre datée du 8 avril (S/9743) accusant les forces nord-vietnamiennes et vietcong d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien le 31 mars et du 1<sup>er</sup> au 5 avril;

Lettre datée du 13 avril (S/9750) accusant les forces nord-vietnamiennes et vietcong d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 4 au 8 avril;

Lettre datée du 15 avril (S/9754) accusant les forces nord-vietnamiennes et vietcong d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 8 au 11 avril;

Lettre datée du 20 avril (S/9760) accusant les forces vietcong et nord-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 2 au 15 avril;

Lettre datée du 23 avril (S/9762) accusant les forces vietcong et nord-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 12 au 19 avril;

Lettre datée du 24 avril (S/9763) accusant les forces vietcong et nord-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 18 au 22 avril;

Lettre datée du 27 avril (S/9769) accusant les forces vietcong et nord-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 22 au 26 avril;

Lettre datée du 30 avril (S/9773) transmettant un communiqué du Gouvernement cambodgien sur les pertes en biens et en vies humaines qui auraient été causées au Cambodge par les forces vietcong et nord-vietnamiennes;

Lettre datée du 1<sup>er</sup> mai (S/9776) accusant les forces vietcong et nord-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 24 au 27 avril;

Lettre datée du 4 mai (S/9780) accusant les forces vietcong et nord-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 25 au 29 avril;

Lettre datée du 7 mai (S/9787) accusant les forces vietcong et nord-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien les 29 et 30 avril;

Lettre datée du 13 mai (S/9802) accusant les forces vietcong et nord-vietnamiennes d'avoir lancé des attaques contre le territoire cambodgien du 29 avril au 4 mai;

727. On trouvera ci-dessous indication d'une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Etats-Unis :

Lettre datée du 9 mars (S/9692), en réponse aux lettres du Cambodge, en date des 3 et 18 décembre 1969 (S/9526, S/9527 et S/9571), concernant un incident de frontière à Dak Dam (Cambodge) survenu les 16 et 17 novembre 1969.

## Chapitre 17

### COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION DANS LA RÉGION DU VIET-NAM

728. Dans une lettre datée du 5 mai 1970 (S/9781), le représentant des Etats-Unis d'Amérique, se référant aux lettres de son gouvernement datées du 7 et du 27 février 1969 (S/6174 et Corr.1 et S/6206) concernant l'agression dirigée contre la République du Viet-Nam, a informé le Président du Conseil des actes d'agression commis par les forces du Viet-Nam du Nord ayant leur base au Cambodge, actes qui avaient nécessité des mesures appropriées d'autodéfense collective de la part des forces armées de la République du Viet-Nam et des Etats-Unis d'Amérique. Il était indiqué dans la lettre que le Viet-Nam du Nord entretenait au Cambodge, contre les vœux du Gouvernement cambodgien et en violation de la neutralité cambodgienne, des bases utilisées comme points d'approvisionnement et de départ pour des opérations militaires dirigées contre la République du Viet-Nam. Récemment, les forces nord-vietnamiennes avaient rapidement étendu le périmètre de ces bases et avaient essayé de relier entre elles les bases situées le long de la frontière avec le Viet-Nam du Sud et d'en déplacer d'autres à l'intérieur du Cambodge. Le Viet-Nam du Nord avait également

multiplié les opérations de guérilla au Viet-Nam du Sud. En conséquence, les forces du Viet-Nam du Sud et des Etats-Unis avaient dû prendre des mesures défensives appropriées. Limitées dans leur portée, dans leur objectif et dans le temps, ces mesures ne dépassaient pas les régions frontalières occupées par les forces du Viet-Nam du Nord et du Vietcong et sur lesquelles le Gouvernement cambodgien avait cessé d'exercer un contrôle effectif. Elles avaient pour but la destruction des stocks et du matériel de communication qui étaient alors utilisés dans l'agression contre la République du Viet-Nam. Une fois cet objectif atteint, les forces des Etats-Unis et de la République du Viet-Nam devaient se retirer promptement.

729. Il était également dit dans la lettre que les Etats-Unis d'Amérique tenaient à réaffirmer leur respect pour la souveraineté, l'indépendance, la neutralité et l'intégrité territoriale du Cambodge, et référence y était faite, en conclusion, au discours prononcé le 30 avril par le président Nixon, dans lequel celui-ci déclarait que les mesures de défense prises au Cambodge visaient

à mettre fin à la guerre du Viet-Nam et que tous les efforts possibles seraient faits pour réaliser cet objectif par des négociations à la table de conférence et non par de nouveaux combats sur le champ de bataille.

730. Dans une lettre datée du 8 mai 1970 (S/9804), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a transmis le texte d'une déclaration faite le 4 mai 1970 par M. A. N. Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'URSS. Celui-ci disait que l'invasion du Cambodge par les forces des Etats-Unis d'Amérique, dans la nuit du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai 1970, avait allumé en Asie du Sud-Est un nouveau foyer de guerre. En outre, les Etats-Unis, en exécutant depuis quelque temps des raids aériens massifs contre certaines zones de la République démocratique du Viet-Nam, manquaient de façon flagrante à l'engagement qu'ils avaient pris en vertu de l'entente sur laquelle se fondaient les pourparlers quadripartites qu'ils avaient accepté d'avoir à Paris. En déclenchant les hostilités au Cambodge et en reprenant sur une large échelle les bombardements de zones habitées de la République démocratique du Viet-Nam, le président Nixon annulait en fait la décision de son prédécesseur, le président Johnson, lequel avait mis fin, à compter de novembre 1968, à tous les bombardements aériens et autres manifestations de recours à la force contre la République démocratique du Viet-Nam. Les Etats-Unis avaient essayé de justifier leur décision d'envahir le Cambodge en alléguant que cette invasion était nécessaire pour sauver la vie des soldats américains se trouvant au Viet-Nam du Sud. Un tel raisonnement était pour le moins étrange : l'agresseur qui avait d'abord envahi le territoire d'un pays déclarait ensuite qu'on menaçait la vie de ses soldats et qu'une telle menace était selon lui un motif suffisant pour envahir le territoire d'un autre pays voisin du premier. Une telle politique introduisait de façon flagrante le règne de l'arbitraire dans les affaires internationales et devait être catégoriquement condamnée.

731. On était encore plus loin de la vérité quand on affirmait qu'en portant les hostilités sur le territoire cambodgien on hâtait la fin de la guerre au Viet-Nam. C'était comme si l'on disait qu'en élargissant le théâtre des opérations militaires en Indochine on réduisait en somme l'ampleur de la guerre, loin de l'accroître. Le but véritable de la politique des Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique était d'éliminer les régimes progressistes dans les pays de cette région, d'étouffer les mouvements de libération nationale, d'entraver le progrès social des peuples et, par des méthodes coloniales, de soumettre la politique intérieure et étrangère des Etats de la péninsule indochinoise aux intérêts militaires et stratégiques des Etats-Unis et de les attirer dans leurs blocs militaires. Depuis l'invasion américaine au Cambodge, on voyait encore mieux le lien qui existait entre les activités subversives de certains services américains et le coup d'Etat qui avait eu lieu au Cambodge. Ces services et leurs agents au Cambodge s'efforçaient de susciter la haine entre le peuple khmer et le peuple vietnamien et ne reculaient devant aucun moyen pour dresser les peuples asiatiques l'un contre l'autre. Dans une telle situation, tous les Etats qui avaient à cœur les intérêts de la paix et de la liberté des peuples étaient appelés à faire preuve d'un sens élevé de leurs responsabilités en ce qui concerne l'évo-

lution ultérieure des événements et à manifester leur détermination de contribuer à la résistance contre l'agresseur. L'invasion du Cambodge par les forces américaines pouvait même avoir pour résultat une nouvelle complication de la situation internationale dans son ensemble et laisser planer un doute quant à la sincérité de M. Nixon lorsqu'il déclarait désirer des discussions fructueuses pour résoudre les problèmes internationaux venus à maturité. Les mesures concrètes prises par le Président des Etats-Unis s'écartaient radicalement des déclarations et des assurances qu'il avait maintes fois formulées en promettant de mettre fin à la guerre au Viet-Nam et de ramener chez eux les soldats américains. L'Union soviétique, pour sa part, avait toujours respecté la neutralité et l'indépendance du Cambodge, sa souveraineté et son intégrité territoriale; c'est pourquoi elle condamnait vigoureusement l'intervention américaine au Cambodge. Le Gouvernement soviétique tirerait pour sa politique les conclusions qui s'imposaient à la suite des mesures prises par les Etats-Unis en Asie du Sud-Est.

732. Dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> juillet 1970 (S/9854), le représentant des Etats-Unis, se référant à sa communication du 5 mai (S/9781), a informé les membres du Conseil que les forces terrestres américaines avaient été retirées du territoire cambodgien, leur objectif, qui était de détruire du matériel et des approvisionnements militaires utilisés dans l'agression dirigée contre la République du Viet-Nam, ayant été réalisé.

733. Il était dit dans la lettre que l'utilisation par le Viet-Nam du Nord et le Vietcong du territoire cambodgien, en violation de l'indépendance, de la neutralité et de l'intégrité territoriale de ce pays garanties par les Accords de Genève de 1954 — auxquels le Viet-Nam du Nord était partie — était la cause profonde du conflit armé en territoire cambodgien. L'expansion des activités du Viet-Nam du Nord et du Vietcong au Cambodge constituait une menace directe et immédiate pour la sécurité de la République du Viet-Nam et avait imposé l'adoption de mesures d'autodéfense; cette menace avait cependant diminué grâce à la capture ou à la destruction d'importants stocks d'approvisionnement et de matériel militaires. Néanmoins, les forces du Viet-Nam du Nord et du Vietcong se maintenaient au Cambodge en vue de poursuivre leur attaque armée contre la République du Viet-Nam. En conséquence, les Etats-Unis effectueraient, avec l'assentiment du Gouvernement cambodgien, des missions aériennes destinées à empêcher les forces nord-vietnamiennes de transporter des approvisionnements et du personnel vers la République du Viet-Nam à travers le Cambodge et de rétablir des bases qu'elles utiliseraient dans le conflit vietnamien. Ces missions aériennes étaient des mesures appropriées et limitées d'autodéfense contre l'attaque armée qui continuait d'être perpétrée contre la République du Viet-Nam depuis le territoire cambodgien.

734. En conclusion, il était dit dans la lettre que, en annonçant le retrait des forces terrestres des Etats-Unis, le président Nixon avait confirmé que les Etats-Unis appuyaient la souveraineté, l'indépendance, la neutralité et l'intégrité territoriale du Cambodge, ainsi que l'objectif plus vaste d'une paix grâce à laquelle les peuples de l'Asie du Sud-Est pourraient se consacrer au développement de leur propre société et décider de leur avenir politique sans ingérence extérieure.



# COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LE CAMBODGE ET LA THAÏLANDE

735. De juillet 1969 à mars 1970, le représentant du Cambodge a adressé 20 lettres au Président du Conseil de sécurité faisant état de violations du territoire et des eaux territoriales du Cambodge par la Thaïlande et invitant le Gouvernement thaïlandais à prendre des mesures afin de prévenir la répétition de tels actes.

736. Les accusations du Cambodge concernaient des incursions d'éléments armés thaïlandais, qui auraient effectué des raids contre des villages et s'y seraient livrés au pillage, qui auraient attaqué des postes militaires et des unités chargées de patrouiller la frontière et qui auraient posé en territoire cambodgien des mines qui auraient causé la mort de plusieurs personnes et en auraient blessé d'autres. En outre, le Cambodge se plaignait de ce que, à plusieurs reprises, il se soit trouvé, parmi les éléments armés ayant effectué les incursions, des rebelles cambodgiens appartenant au mouvement des "Khmer-Serei". En ce qui concerne les violations des eaux territoriales, le Cambodge se plaignait des activités de pêche clandestine de jonques thaïlandaises, qui, à plusieurs reprises, avaient ouvert le feu sur les patrouilles maritimes cambodgiennes qui les avaient interceptées.

737. Dans quatre communications adressées au Conseil (S/9423, S/9432, S/9552 et S/9666), le représentant de la Thaïlande a démenti les accusations cambodgiennes et a déclaré que des soldats et d'autres éléments armés cambodgiens avaient commis, sans aucune provocation, des actes d'agression contre des paysans et des embarcations de pêche thaïlandais et avaient attaqué et pillé des villages.

738. Dans une lettre datée du 11 août 1969 (S/9380), le représentant du Cambodge s'en rapportait à des lettres antérieures de sa délégation qui contenaient des détails sur la capture de quatre militaires et de 79 civils thaïlandais qui avaient abattu clandestinement des arbres en territoire cambodgien, avaient transporté des billes de bois vers le territoire thaïlandais et avaient également tenté d'établir dans la région le siège d'un prétendu gouvernement du mouvement "Khmer-Serei". La lettre était accompagnée de déclarations de soldats thaïlandais sur leur rôle au sein du mouvement "Khmer-Serei", ainsi que de documents tendant à démontrer que les civils thaïlandais étaient employés par des sociétés qui auraient conclu des contrats d'exploitation avec les "Khmer-Serei".

739. Dans une lettre datée du 28 août (S/9423), le représentant de la Thaïlande déclarait que les accusations contenues dans la lettre du Cambodge (S/9380), selon lesquelles le Gouvernement thaïlandais appuierait le mouvement dissident autochtone "Khmer-Serei" au Cambodge, étaient dénuées de tout fondement. Il ajoutait que le Gouvernement thaïlandais avait toujours pratiqué avec fermeté une politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Les Thaïlandais capturés avaient obtenu des autorités thaïlandaises l'autorisation légale d'abattre des arbres en territoire thaïlandais. S'ils avaient été faits prisonniers, c'est qu'ils étaient sans doute tombés dans un piège posé par les autorités cambodgiennes en vue d'attirer les bûcherons dans la partie cambodgienne de la région frontalière. En outre, dans sa lettre, le représentant de la Thaïlande

accusait les autorités cambodgiennes d'avoir fait construire avec précipitation une route reliant la frontière thaïlandaise à la région où l'incident s'était produit afin de corroborer les accusations inventées de toutes pièces selon lesquelles on s'était emparé illégalement de richesses naturelles du Cambodge.

740. Dans une lettre datée du 16 septembre (S/9850), le représentant du Cambodge rejetait les accusations thaïlandaises et déclarait que la Thaïlande essayait de tromper l'Organisation des Nations Unies en se posant en victime. Les photographies d'officiers de l'armée thaïlandaise capturés, d'armements fournis par les autorités thaïlandaises aux rebelles "Khmer-Serei" et d'autres preuves de culpabilité déjà présentées au Conseil de sécurité constituaient un démenti assez éloquent aux accusations fallacieuses de la Thaïlande.

741. Dans une autre lettre datée du 7 octobre (S/9467), le représentant du Cambodge accusait des éléments armés venant de Thaïlande d'avoir posé une mine qui avait explosé au passage d'une charrette à buffles, tuant quatre villageois cambodgiens et en blessant un autre.

742. Dans une lettre datée du 4 septembre (S/9432), le représentant de la Thaïlande accusait le Cambodge d'avoir commis, entre le 5 mai et le 19 juillet, une série d'actes d'agression, qui avaient eu pour conséquence des escarmouches entre des patrouilles thaïlandaises et des soldats cambodgiens, lesquels avaient pénétré en territoire thaïlandais et, dans plusieurs cas, avaient volé du bétail aux villageois thaïlandais.

743. Dans une lettre datée du 12 mars 1970 (S/9698), le représentant du Cambodge déclarait que son gouvernement avait fait procéder à des enquêtes minutieuses et était arrivé à la conclusion que les accusations contenues dans la lettre du représentant thaïlandais datée du 4 septembre n'étaient qu'une autre ruse destinée à tromper les Membres de l'Organisation des Nations Unies et l'opinion mondiale, afin de cacher les agressions commises par le Gouvernement thaïlandais contre le Cambodge et son ingérence criminelle dans les affaires intérieures du Cambodge.

744. On trouvera ci-après une liste des autres lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par les représentants du Cambodge et de la Thaïlande :

Lettre datée du 21 juillet 1969 (S/9347), du représentant du Cambodge, accusant des ressortissants thaïlandais d'avoir posé des mines et commis d'autres violations du territoire cambodgien entre le 10 mai et le 18 juin;

Lettre datée du 25 juillet 1969 (S/9365), du représentant du Cambodge, faisant état de violations des eaux territoriales cambodgiennes par des jonques de pêche thaïlandaises les 3 et 12 juin;

Lettre datée du 25 juillet 1969 (S/9366), du représentant du Cambodge, accusant des ressortissants thaïlandais de s'être livrés clandestinement à la culture de terres en territoire cambodgien et protestant contre d'autres incidents qui s'étaient produits entre le 23 juin et le 3 juillet;

Lettre datée du 16 septembre 1969 (S/9451), du représentant du Cambodge, faisant état de violations des eaux territoriales cambodgiennes par des jonques de pêche thaïlandaises les 29 juillet, 13, 24 et 26 août;

Lettre datée du 28 octobre 1969 (S/9492), du représentant du Cambodge, faisant état de violations des eaux territoriales cambodgiennes par des embarcations de pêche thaïlandaises les 3, 4 et 7 octobre;

Lettre datée du 12 novembre 1969 (S/9503), du représentant du Cambodge, accusant des ressortissants thaïlandais de s'être livrés à une attaque à main armée contre le territoire cambodgien le 15 octobre,

Lettre datée du 1<sup>er</sup> décembre 1969 (S/9516), du représentant du Cambodge, faisant état de violations du territoire cambodgien par des forces armées et des jonques de pêche thaïlandaises, le 27 août et les 10, 16 et 17 octobre;

Lettre datée du 9 décembre 1969 (S/9548), du représentant du Cambodge, accusant des ressortissants thaïlandais d'avoir violé le territoire cambodgien les 15 et 31 octobre;

Lettre datée du 8 décembre 1969 (S/9552), du représentant de la Thaïlande, accusant des forces armées cambodgiennes d'avoir attaqué des ressortissants thaïlandais habitant les régions frontalières entre le 21 juin et le 10 septembre;

Lettre datée du 18 décembre 1969 (S/9570), du représentant du Cambodge, accusant des ressortissants militaires thaïlandais d'avoir violé le territoire cambodgien le 8 novembre;

Lettre datée du 24 décembre 1969 (S/9581), du représentant du Cambodge, accusant des ressortissants thaïlandais d'avoir violé les eaux territoriales et le territoire cambodgien les 17 et 18 novembre, le 20 novembre et les 2 et 3 décembre;

Lettre datée du 31 décembre 1969 (S/9587), du représentant du Cambodge, faisant état d'une violation des eaux territoriales cambodgiennes par une jonque de pêche thaïlandaise les 13 et 14 octobre;

Lettre datée du 15 janvier 1970 (S/9606), du représentant du Cambodge, faisant état de violations du territoire cambodgien par des militaires et ressortissants thaïlandais les 12, 19, 20 et 22 décembre 1969;

Lettre datée du 5 février 1970 (S/9637), du représentant du Cambodge, accusant des militaires thaïlandais d'avoir posé une mine en territoire cambodgien le 10 décembre 1969;

Lettre datée du 10 février 1970 (S/9644), du représentant du Cambodge, faisant état de violations du territoire cambodgien par des jonques de pêche thaïlandaises le 10 décembre 1969 et le 4 janvier 1970;

Lettre datée du 18 février 1970 (S/9652), du représentant du Cambodge, accusant des pêcheurs thaïlandais d'avoir violé les eaux territoriales cambodgiennes le 11 janvier 1970;

Lettre datée du 19 février 1970 (S/9666), du représentant de la Thaïlande, accusant des forces armées cambodgiennes d'avoir à plusieurs reprises violé le territoire thaïlandais et attaqué des ressortissants thaïlandais entre le 3 juin et le 18 novembre 1969;

Lettre datée du 25 mars 1970 (S/9725), du représentant du Cambodge, accusant des ressortissants thaïlandais d'avoir violé le territoire cambodgien le 12 février 1970.

745. Aucune communication à ce sujet n'a été reçue des deux parties après le mois de mars 1970.

## Chapitre 19

### RAPPORTS SUR LE TERRITOIRE STRATÉGIQUE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE

746. Le 3 octobre 1969, le Secrétaire général a transmis au Conseil de sécurité le rapport du Conseil de tutelle sur le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique pour la période du 20 juin 1968 au 19 juin 1969 (S/9400).

747. Le 7 mai 1970, le Secrétaire général a transmis aux membres du Conseil le rapport (S/9785) du Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1968 au 30 juin 1969.

## Chapitre 20

### COMMUNICATION CONCERNANT LA QUESTION DE CORÉE

748. Par une lettre datée du 30 octobre 1969 (S/9493), le représentant des États-Unis a transmis au Conseil de sécurité un rapport du Commandement des Nations Unies dans lequel celui-ci se plaignait de graves violations de l'Accord d'armistice du 27 juillet 1953 que continueraient de commettre la Corée du Nord, et notamment d'actes d'infiltration, de terrorisme et de subversion dans la République de Corée. Selon le rapport, la Corée du Nord aurait perpétré, pendant les sept premiers mois de 1969, 99 actes d'agression dans la zone démilitarisée et sur tout le territoire de la République de Corée, ce qui aurait entraîné la mort de 44 Nord-Coréens, de six membres du personnel du

Commandement des Nations Unies et de 15 ressortissants de la République de Corée.

749. Dans la lettre par laquelle il transmettait ce rapport, le représentant des États-Unis a appelé l'attention du Conseil sur trois incidents qui se seraient produits depuis la rédaction dudit rapport et qui, ajoutait-il, soulignaient l'attitude de mépris délibéré de la Corée du Nord envers les Accords d'armistice. Les incidents cités étaient les suivants : 1) le 17 août 1969, des unités nord-coréennes auraient abattu un hélicoptère non armé du Commandement des Nations Unies qui avait traversé par inadvertance la zone démilitarisée et avait pénétré en territoire nord-coréen, et

les autorités nord-coréennes continueraient de refuser de libérer trois membres de l'équipage blessés qui auraient été faits prisonniers; 2) les 13 et 14 octobre, de nouveaux agents armés nord-coréens auraient essayé de s'infiltrer en République de Corée; et 3) le 18 octobre, des unités nord-coréennes auraient attaqué une équipe de travail du Commandement des Nations Unies à l'intérieur de la zone démilitarisée, ce qui aurait entraîné la mort de quatre soldats du Commandement des Nations Unies.

750. En ce qui concernait les accusations nord-coréennes selon lesquelles le Commandement des Nations Unies violerait les dispositions de l'Accord d'armistice militaire interdisant la réintroduction et le renforcement de matériel de combat, il était dit dans la lettre que les mesures prises par le Commandement des Nations Unies pour moderniser ses forces avaient été purement défensives et n'avaient été décidées que pour répondre au renforcement manifeste du personnel militaire et de l'armement nord-coréen.

## Chapitre 21

### COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE EL SALVADOR ET LE HONDURAS

751. Dans une lettre datée du 16 juillet adressée au Secrétaire général (S/9336), le représentant du Honduras a déclaré que, en raison du fait qu'El Salvador avait rendu vaines les démarches effectuées par une Commission de médiation composée des ministres des relations extérieures du Guatemala, du Nicaragua et du Costa Rica, son pays s'était vu obligé de recourir à l'Organisation des Etats américains (OEA) pour obtenir la suspension des opérations militaires et résoudre par des moyens pacifiques les différends qui avaient abouti au conflit armé entre son pays et El Salvador. L'ordre de cessez-le-feu donné par l'OEA n'avait été respecté que par le Honduras, qui avait dû, à regret, continuer à prendre des mesures défensives à l'intérieur de son propre territoire.

752. Dans une lettre datée du 17 juillet (S/9338), le Secrétaire général de l'OEA a informé le Secrétaire général que la Commission créée par la résolution du 14 juillet 1969 de l'OEA se trouvait dans la zone des événements dans l'accomplissement du mandat qui lui avait été confié.

753. Dans une nouvelle lettre datée du 18 juillet (S/9342), le Secrétaire général de l'OEA a communiqué le texte de quatre résolutions adoptées le même jour par le Conseil de l'OEA, faisant provisoirement fonction d'organe de consultation. Par sa résolution 1, le Conseil de l'OEA, a décidé de fixer au 18 juillet 1969 la date de la suspension des hostilités et d'insister auprès des Gouvernements d'El Salvador et du Honduras pour qu'ils procèdent immédiatement au repli des troupes qui occupaient des portions du territoire de l'autre Etat sur les lignes où elles se trouvaient avant le 14 juillet. Par sa résolution 2, le Conseil de l'OEA a décidé qu'un système de surveillance serait établi pour contrôler l'application du cessez-le-feu et le retrait des troupes, que les villes et les villages occupés par les armées des deux pays seraient transférés à la Commission du Conseil ou à des observateurs désignés par elle et que les forces aériennes d'El Salvador et du Honduras resteraient à terre. Par sa résolution 3, le Conseil de l'OEA a invité instamment les Gouvernements d'El Salvador et du Honduras à garantir que seraient respectés la vie, la sécurité personnelle et les biens des ressortissants de chacun des deux pays qui résidaient dans le territoire de l'autre, a donné pour instructions à la Commission de l'OEA d'adopter les mesures nécessaires pour assurer l'application desdites garanties et a demandé aux Etats membres de l'Organisation de fournir des vivres, des médicaments et d'autres services en vue d'aider les personnes déplacées des deux pays. Par sa résolution 4, le Conseil de l'OEA a insisté auprès des deux pays

pour qu'ils mettent fin aux campagnes de radio et de télévision de nature à enflammer à nouveau les passions.

754. Par une lettre datée du 24 juillet adressée au Secrétaire général (S/9358), le représentant permanent d'El Salvador a transmis le texte d'une communication que son gouvernement avait adressée le 18 juillet à l'organe provisoire de consultation de l'OEA, déclarant qu'El Salvador, qui acceptait les mesures prises par l'OEA, avait ordonné un cessez-le-feu. Toutefois, comme le paragraphe 2 de la résolution 1 laissait entendre que les hostilités entre El Salvador et le Honduras avaient éclaté le 14 juillet 1969, le Gouvernement salvadorien tenait à préciser que ce n'était pas exactement le cas. Il était amplement prouvé ajoutait la lettre, que les hostilités avaient débuté le 15 juin 1969, date à laquelle des agents du Gouvernement hondurien avaient lancé des attaques contre la population salvadorienne pacifique et sans défense qui résidait au Honduras; ces actions avaient leur paroxysme lors de l'expulsion de plus de 17 000 Salvadoriens. Les opérations militaires menées par les forces armées d'El Salvador ne constituaient pas un acte de guerre contre le Honduras mais une réaction de défense visant à repousser les attaques armées des forces militaires honduriennes et à protéger les droits des Salvadoriens résidant au Honduras. En conséquence, le Gouvernement salvadorien demandait avec la plus grande insistance que le *Statu quo ante bellum* soit fixé au 15 juin 1969. Le Gouvernement salvadorien annonçait qu'il replierait ses troupes à condition de recevoir des assurances appropriées garantissant le respect des droits et des biens des Salvadoriens résidant au Honduras et le retour de ceux qui en avaient été expulsés.

755. Par une lettre datée du 25 juillet 1969 (S/9361), le Secrétaire général de l'OEA a transmis au Secrétaire général le texte d'une résolution par laquelle le Conseil de l'OEA réitérait sa décision concernant la suspension des hostilités et la nécessité du retour à la situation existant avant le conflit armé. La même résolution stipulait encore que la treizième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures de l'OEA se tiendrait le 26 juillet 1969, comme l'avaient demandé les parties concernées.

756. Dans une lettre datée du 26 juillet 1969 adressée au Secrétaire général (S/9362), le Ministre des affaires étrangères du Honduras dénonçait les violations des droits de l'homme commises par El Salvador contre les populations civiles de villes du Honduras occupées par les forces armées salvadoriennes; la situation était telle que plus de 27 000 personnes avaient dû fuir les zones occupées.

757. Par une lettre datée du 30 juillet 1969 (S/9370), le Secrétaire général de l'OEA a communiqué au Secrétaire général le texte de trois résolutions adoptées le même jour par la treizième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures. Par sa résolution I, la Réunion a pris note de la déclaration faite par le Gouvernement d'El Salvador, a demandé le retrait immédiat des troupes et a donné pour instruction à la Commission de l'OEA de surveiller le retrait des troupes et de rendre compte à la Réunion de consultation. Par sa résolution II, la Réunion de consultation a donné pour instruction à la Commission de l'OEA de prendre toutes les mesures nécessaires pour que soient assurées la sécurité personnelle et la liberté des ressortissants d'El Salvador et du Honduras résidant dans l'autre pays, a pris note de ce que les Gouvernements d'El Salvador et du Honduras avaient accepté que leurs différends soient soumis à l'une des procédures que prévoyait le Pacte de Bogotà et a recommandé aux deux gouvernements de faciliter le retour dans leurs foyers des personnes déplacées. La même lettre contenait également une déclaration de la Réunion de consultation, dans laquelle il était affirmé que ni la conquête ni l'occupation de territoires réalisées par la force ne pouvaient être reconnues et que la situation des immigrants était régie par les lois du pays où ils résidaient.

758. Par une lettre datée du 2 août 1969 (S/9377), le Chargé d'affaires d'El Salvador a communiqué au Secrétaire général le texte d'un télégramme, adressé par son gouvernement à la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui rejetait les accusations du Honduras selon lesquelles des violations des droits

de l'homme auraient été commises à l'encontre de personnes civiles dans les villes occupées par l'armée salvadorienne.

759. Par une lettre datée du 5 août 1969 (S/9378), le Chargé d'affaires d'El Salvador a communiqué au Secrétaire général la réponse de son gouvernement à l'appel que le Secrétaire général avait lancé le 15 juillet 1969. Le Gouvernement salvadorien y affirmait avoir accueilli très favorablement l'appel du Secrétaire général en faveur d'une solution pacifique du conflit et exprimait sa satisfaction de ce que la Réunion de consultation des ministres des relations extérieures de l'OEA ait adopté des résolutions en vue d'apporter une solution pacifique au conflit.

760. Par une lettre datée du 27 octobre 1969 (S/9490), le Secrétaire général de l'OEA a communiqué au Secrétaire général le texte de sept résolutions adoptées le même jour par la treizième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures. Par ces résolutions, la Réunion a décidé notamment d'inviter les Gouvernements d'El Salvador et du Honduras à s'abstenir de toute mesure qui pourrait compromettre la paix et à appliquer tous les accords et traités auxquels ils étaient parties.

761. Par une lettre datée du 19 juin 1970 (S/9860), le Secrétaire général adjoint de l'OEA a communiqué au Secrétaire général le texte d'une résolution adoptée le 9 juin 1970 par la Réunion de consultation concernant l'accord auquel sont parvenus les ministres des relations extérieures d'Amérique centrale au sujet d'un plan d'établissement d'une zone de sécurité à des fins de pacification dans la région frontière entre El Salvador et le Honduras.

## Chapitre 22

### COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LA GUYANE ET LE VENEZUELA

762. Par une lettre datée du 24 février 1970 (S/9663), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent de la Guyane a porté à l'attention du Conseil ce qu'il a appelé une situation sérieuse qui serait apparue à la suite d'attaques non provoquées des forces militaires vénézuéliennes contre l'intégrité territoriale de la République de Guyane. Il était dit dans la lettre que, les 19, 21 et 22 février 1970, les forces militaires vénézuéliennes stationnées sur l'île d'Ankoko avaient déclenché des tirs à la mitrailleuse et au mortier contre un poste de police guyanais, un camp des forces de défense et une piste d'atterrissage située à Eteringbang, du côté guyanais de la frontière. A aucun moment au cours de ces attaques, les forces guyanaises n'auraient riposté. Ces attaques, qui auraient coïncidé avec les cérémonies officielles marquant l'inauguration de la République de Guyane, auraient été suivies par une concentration des forces armées vénézuéliennes aux points stratégiques situés le long de la frontière et un renforcement de l'activité subversive vénézuélienne parmi les citoyens guyanais amérindiens. Le Gouvernement guyanais aurait élevé une protestation officielle auprès du Gouvernement vénézuélien contre ces actes d'agression et réclamé des réparations pour les dommages causés.

763. Dans une lettre datée du 6 mars (S/9681), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent du Venezuela a déclaré qu'à partir de

décembre 1969 des soldats guyanais stationnés à Eteringbang avaient, à plusieurs occasions, tiré contre les postes vénézuéliens. Ces tirs auraient repris les 17, 21 et 22 février 1970 et auraient permis d'inventer les accusations portées par le représentant de la Guyane dans sa lettre du 24 février; ces accusations seraient une manifestation de la politique suivie par le Gouvernement guyanais, laquelle viserait à résoudre les difficultés de la politique intérieure en présentant le Venezuela à l'opinion publique internationale comme un pays agresseur. Le Venezuela n'encourageait aucun sentiment belliqueux ou hostile à l'égard de la Guyane. Au contraire, il ressortait des déclarations faites par le Président du Venezuela et par son ministre des relations extérieures, à l'occasion de l'accession de la Guyane à l'indépendance, que le Venezuela avait une attitude amicale envers ce pays. Le Venezuela poursuivait cependant ses efforts, conformément aux principes internationaux, en vue de récupérer le territoire qu'il avait injustement perdu. Il était dit, en conclusion, que le Venezuela rejetait la protestation du Gouvernement guyanais.

764. Dans une lettre datée du 16 mars (S/9708), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent de la Guyane, se référant à la lettre du Venezuela, a fait observer qu'aucun des actes hostiles qui auraient été commis par les forces guyanaises n'avait été mentionné par le Venezuela au cours des entretiens



bilatéraux entre les deux pays. En outre, le Venezuela n'avait nullement nié sa responsabilité en ce qui concernait les actes d'agression perpétrés à l'encontre de la Guyane; il avait simplement cherché à insinuer, sans fournir aucune preuve, que ces actes avaient été commis pour riposter à une initiative de la Guyane. Le Gouvernement guyanais estimait qu'à ce stade des mesures devaient être prises, au moyen d'un mécanisme international approprié, pour faire en sorte que de tels incidents ne se renouvellent pas et, à cette fin, il avait l'intention de soumettre au Gouvernement vénézuélien des propositions visant à assurer le maintien

de la paix à la frontière séparant la Guyane et le Venezuela et à prévoir des moyens d'établir les responsabilités en cas de nouvelle rupture de la paix.

765. Dans une lettre datée du 9 avril (S/9746), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent du Venezuela a déclaré qu'il jugeait superflu de commenter les interprétations données par le représentant de la Guyane, mais qu'il tenait à confirmer l'exposé qui figurait dans sa lettre du 6 mars et qu'il répudiait formellement les interprétations aussi bien que les prétentions avancées par le représentant de la Guyane.

## Chapitre 23

### COMMUNICATIONS CONCERNANT LA QUESTION DE GIBRALTAR

766. Dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> octobre 1969, adressée au Secrétaire général (S/9461), le Ministre des affaires extérieures de l'Espagne a déclaré que l'Organisation des Nations Unies, par les résolutions 2070 (XX), 2231 (XXI), 2353 (XXII) et 2429 (XXIII) de l'Assemblée générale, était parvenue à la conclusion que Gibraltar était une portion du territoire espagnol qui devait être décolonisée et rendue à l'Espagne. L'Assemblée générale avait fait appel aux Gouvernements de l'Espagne et du Royaume-Uni pour qu'ils négocient sur le fond du problème de Gibraltar, mais, selon ladite lettre, le Royaume-Uni affirmait que les résolutions de l'Assemblée générale sur ce sujet étaient contraires quant au fond aux principes de la Charte. Le Royaume-Uni prétendait justifier son attitude en invoquant son souci des intérêts de la population de Gibraltar; mais nul n'ignorait que cette population artificiellement créée était constituée essentiellement d'employés civils d'une base militaire et n'était qu'un rideau utilisé pour tenter de dissimuler un intérêt militaire et impérialiste. Pour une population civile de 18 000 habitants et un territoire dont la superficie n'atteignait même pas 5 kilomètres carrés, le Gouvernement britannique avait concentré une force de 10 000 hommes et d'importantes forces navales. Le Gouvernement espagnol n'admettait pas que les habitants de Gibraltar fussent un facteur déterminant de l'avenir du territoire, mais il n'en avait pas moins manifesté le plus grand respect pour leurs droits légitimes. Le Gouvernement espagnol, était-il dit encore dans la lettre, attendait toujours la réponse britannique à certaines offres qu'il avait faites en 1966, aux termes desquelles un traité international enregistré auprès de l'ONU garantirait aux Gibraltariens les droits fondamentaux de la personne humaine. La seule chose que réclamait l'Espagne était la cession de la souveraineté sur un territoire qui lui appartenait pour des raisons géographiques et historiques.

767. Par une lettre datée du 9 octobre 1969, adressée au Secrétaire général (S/9469), le représentant permanent du Royaume-Uni a rappelé que, avant le vote sur la résolution 2429 (XXIII), il avait attiré l'attention de l'Assemblée générale sur la nécessité d'aborder le problème de Gibraltar dans un esprit de conciliation et de coopération. La Charte des Nations

Unies obligeait le Gouvernement britannique à faire passer avant tout les intérêts de la population de Gibraltar. Il était par conséquent faux d'affirmer que les intérêts britanniques à Gibraltar étaient exclusivement "militaristes" et "impérialistes". En fait, les troupes britanniques stationnées à Gibraltar se chiffraient à nettement moins de 3 000 hommes et, à la date du 1<sup>er</sup> octobre, la prétendue importante concentration navale se composait d'un porte-avion se trouvant dans le port pour les travaux d'entretien réguliers, d'un patrouilleur et de deux frégates en radoub. Le Gouvernement britannique, était-il précisé dans la lettre, ne pouvait accepter des recommandations de l'Assemblée générale qui l'amèneraient manifestement à violer des dispositions essentielles de la Charte. La délégation britannique avait pu voter pour la résolution 2231 (XXI), qui tenait compte des intérêts de la population de Gibraltar, mais elle s'était vue obligée de voter contre les résolutions de 1967 et de 1968 pour les raisons qu'elle avait indiquées dans ses explications de vote. Quant à l'allégation de l'Espagne selon laquelle le Gouvernement du Royaume-Uni n'aurait pas répondu aux propositions qui lui avaient été faites en 1966, il était rappelé dans la lettre que le Gouvernement britannique avait jugé à l'époque que ces propositions étaient importantes, méritaient un examen sérieux et pouvaient répondre dans une certaine mesure aux intérêts de la population de Gibraltar. Il avait cependant ajouté qu'il serait impossible d'envisager une solution radicale aussi longtemps que la situation difficile qui existait alors se poursuivrait. Il était regrettable que trois ans plus tard le Gouvernement britannique ne perçût toujours pas chez le Gouvernement espagnol le moindre signe montrant qu'il était disposé à créer l'atmosphère de confiance nécessaire à des entretiens fructueux. La récente décision de l'Espagne d'interrompre les communications téléphoniques et télégraphiques entre les Gibraltariens et leurs amis et familles en Espagne avait eu exactement l'effet opposé. Enfin, la lettre rejetait l'affirmation de l'Espagne selon laquelle Gibraltar serait un territoire espagnol. Le Royaume-Uni n'avait aucun doute en ce qui concernait sa souveraineté sur Gibraltar et avait toujours dit qu'il était prêt à soumettre les aspects juridiques de cette question à la Cour internationale de Justice.

## COMMUNICATIONS CONCERNANT LE TRAITÉ DE 1937 RELATIF À LA FRONTIÈRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

768. Dans une lettre datée du 2 septembre 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9425), le représentant de l'Irak, après s'être référé aux lettres précédemment adressées au Conseil au sujet du Chatt al-Arab<sup>8</sup>, fleuve qui constitue la frontière entre l'Irak et son pays, a déclaré qu'en 1937 l'Irak avait dû, sous la contrainte, convenir qu'il considérait "valable" le Protocole de 1913, "et qu'il était tenu de l'observer"; la frontière entre l'Irak et l'Iran se trouvait ainsi déplacée du talweg à la rive iranienne du fleuve, en échange de quoi l'Irak s'engageait à conclure avec l'Iran une Convention relative à l'administration en commun de la navigation sur le Chatt al-Arab et acceptait sans équivoque de ne revendiquer aucune prérogative unilatérale après 1938. Lorsque l'Irak avait violé cet accord, mettant ainsi fin au Traité de 1937, l'Iran s'était trouvé libéré de l'engagement qu'il avait pris de reconnaître la validité et le caractère obligatoire du Protocole de 1913. La frontière entre les deux Etats se trouvait par conséquent là où elle était antérieurement, c'est-à-dire qu'elle suivait le *medium filum aquae*, ou talweg, suivant l'usage qu'avaient toujours observé tous les Etats et conformément aux règles du droit international. L'Iran,

toutefois, était prêt à conclure un nouvel accord sur la navigation, fondé sur les droits respectifs des parties et, à défaut d'un tel accord, à accepter les décisions de la Cour internationale de Justice, sous réserve que ces décisions fussent fondées sur les droits auxquels pouvaient prétendre les parties aux termes des règles de droit international admises, et non pas sur une conception selon laquelle le Traité de frontière de 1937 ou le Protocole de 1913 demeureraient en vigueur. Selon l'Iran, le meilleur moyen de parvenir à un résultat serait de rechercher (sans doute avec le concours d'un médiateur impartial) un accord sur un nouveau traité de navigation qui définirait les droits respectifs des parties et créerait une autorité administrative au sein de laquelle les deux pays auraient les mêmes prérogatives. Le fait que le représentant de l'Irak ait proposé de soumettre certaines questions à la Cour internationale de Justice portait le Gouvernement iranien à espérer que l'Irak était désormais disposé à rechercher une solution conforme à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. Le représentant de l'Iran suggérait ensuite dans sa lettre que le Président du Conseil pourrait peut-être prier le Secrétaire général de s'entretenir officieusement avec des représentants des deux parties afin que ceux-ci se mettent d'accord sur la personne d'un médiateur qui les aiderait à élaborer un nouveau traité de navigation.

<sup>8</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément no 2 (A/7602), par. 806 à 812.

## Chapitre 25

### COMMUNICATION CONCERNANT DES PLAINTES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU YÉMEN DU SUD

769. Par une lettre datée du 11 juin 1970, adressée au Secrétaire général (S/9839), le représentant de la République populaire du Yémen s'est plaint de plusieurs violations de l'espace aérien du Yémen du Sud qui auraient été commises en 1970 par des avions britanniques et saoudiens en violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriales de la République populaire du Yémen du Sud. Une liste où figuraient les dates desdites violations aériennes ainsi que les lieux où elles auraient été commises était jointe en annexe à la lettre.

770. Dans une lettre datée du 29 juin, adressée au Secrétaire général (S/9851), le représentant du Royaume-Uni a nié les allégations avancées par la République populaire du Yémen du Sud et les a déclarées sans fondement. Il ressortait selon lui d'une enquête faite par les autorités britanniques qu'aucun avion de chasse de la Royal Air Force n'avait survolé les lieux en question ni même volé à proximité du Yémen du Sud aux dates indiquées dans la liste.

## Chapitre 26

### COMMUNICATIONS CONCERNANT LA QUESTION INDO-PAKISTANAISE

771. Par une lettre datée du 21 juillet 1969 (S/9345), le représentant de l'Inde a communiqué copies de deux notes datées du 25 juin 1969, adressées par son gouvernement aux Gouvernements du Pakistan et de la République populaire de Chine pour protester contre la construction par le Pakistan, avec le concours de la République populaire de Chine, d'une route

reliant Mor Khun, dans le nord du Cachemire, au Khunjerab, sur la frontière qui sépare le Cachemire du Sin-kiang. L'Inde faisait valoir que la route permettrait de prolonger le réseau routier de la République populaire de Chine dans la région du Tibet et du Sin-kiang jusque dans la région du Cachemire occupée par le Pakistan, et faisait observer que cette prolongation, qui

revêtait manifestement une importance militaire, visait à modifier davantage encore la situation régnant dans cette zone et constituait ainsi une menace pour la paix et la sécurité dans la région. L'Inde ajoutait dans la note qu'elle avait adressée au F. an, que, dans l'exercice de son droit de légitime défense, elle se réservait le droit de prendre, contre toute violation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale au Jammu et Cachemire, toutes les mesures qui pourraient se révéler nécessaires.

772. Par une lettre datée du 27 août 1969 (S/9419), le représentant du Pakistan a communiqué le texte de la réponse adressée par son gouvernement au Gouvernement indien. Dans cette note, le Pakistan déclarait que l'Etat de Jammu et Cachemire n'avait jamais été reconnu comme partie du territoire indien et que par conséquent le Gouvernement indien n'était pas en droit d'élever une protestation à ce sujet auprès

du Gouvernement pakistanais. Il ajoutait que la menace contenue dans la note que lui avait adressée le Gouvernement indien s'accordait mal avec le désir que professait ce dernier d'améliorer les relations avec le Pakistan.

773. Par une lettre datée du 17 novembre 1969 (S/9504), le représentant de l'Inde a communiqué une note adressée par son gouvernement au Gouvernement pakistanais, dans laquelle l'Inde faisait observer que l'Etat de Jammu et Cachemire était devenu dans sa totalité partie du territoire indien par suite de son adhésion à l'Inde en 1947. Le fait que certaines parties de cet Etat étaient occupées illégalement par le Pakistan ou par la Chine ne modifiait en rien le principe de la souveraineté de l'Inde sur l'ensemble de l'Etat de Jammu et Cachemire. Toute action que le Pakistan pourrait entreprendre dans la région seul ou avec la Chine serait donc entièrement illégale et inacceptable pour le Gouvernement indien.

## Chapitre 27

### COMMUNICATIONS CONCERNANT LE PROBLÈME DU DÉTOURNEMENT DES AÉRONEFS

774. Le 3 septembre 1969, le texte des télégrammes ci-après échangés entre le Président de la Fédération internationale des associations de pilotes de ligne (IFALPA) et le Secrétaire général a été reproduit (S/9428) pour l'information des membres du Conseil de sécurité.

775. Dans un télégramme daté du 1<sup>er</sup> septembre 1969, adressé au Secrétaire général, le Président de l'IFALPA a demandé une entrevue avec le Secrétaire général au sujet du grave problème du détournement d'avions qui, selon ses termes dans le télégramme en question, avait encore été aggravé par le détournement du TWA B 707 vers la Syrie le 28 août 1969 et la détention de deux de ses passagers. Le Président de l'IFALPA a par ailleurs exprimé l'inquiétude de la Fédération devant le fait que le problème dépassait désormais la question de la sécurité aérienne et assumait un caractère politique, pouvant ainsi constituer une menace à la paix mondiale. En conséquence, l'IFALPA estimait que la responsabilité de la solution de ce problème incombait au Conseil de sécurité des Nations Unies plutôt qu'aux organisations techniques et engageait le Secrétaire général à prendre les mesures qui seraient nécessaires pour assurer la libération des passagers détenus en Syrie.

776. Par télégramme daté du 3 septembre 1969, adressé au Président de l'IFALPA, le Secrétaire général a accepté de rencontrer à Genève les représentants de l'IFALPA et indiqué que, aussitôt après avoir appris l'incident, il avait été gravement préoccupé par la nécessité de voir l'appareil restitué promptement avec tous ses passagers et membres d'équipage. Il exprimait le point de vue que nul ne devrait utiliser à son profit l'acte criminel que constitue le détournement d'aéronefs, une telle attitude ne faisant qu'encourager ces actes répréhensibles.

777. A l'issue d'un entretien avec les représentants de l'IFALPA à Genève le 6 septembre 1969, le Secrétaire général a fait une déclaration (S/9428 et Add.1)

indiquant aux représentants qu'il était sensible aux préoccupations que causait à juste titre à l'IFALPA le grave problème du détournement d'avions et convenant avec eux que le problème dépassait la question de la sécurité aérienne. En ce qui concernait la proposition en faveur d'une intervention du Conseil de sécurité, soulignait-il, pour que la question puisse être examinée par le Conseil de sécurité, il fallait qu'un Etat Membre en demande l'inscription à l'ordre du jour du Conseil. Une autre solution était qu'un ou plusieurs Etats Membres soumettent cette question à l'Assemblée générale à sa prochaine session, en tant que question urgente, en vertu de l'article 15 du règlement intérieur de l'Assemblée. Enfin, il informait les représentants de l'IFALPA qu'il avait pris contact avec le Gouvernement syrien au sujet du détournement de l'appareil de la TWA et de la détention de deux de ses passagers.

778. Par lettre datée du 25 septembre 1969 (S/9457), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Canada a porté à l'attention du Conseil le texte de deux télégrammes datés du 10 et du 22 septembre échangés entre le Président de l'Association canadienne des pilotes de ligne et le Premier Ministre du Canada, au sujet du problème des actes illicites gênant l'exploitation des aéronefs de l'aviation civile. Dans ce télégramme, l'Association demandait au Gouvernement du Canada d'entreprendre une action afin que le Conseil de sécurité prenne des mesures visant à apporter une solution au problème du détournement des aéronefs. Dans sa réponse, le Gouvernement canadien mentionnait les mesures qu'il avait l'intention de prendre devant des instances internationales intéressées par ce problème, y compris des consultations avec d'autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, afin de déterminer quelles mesures l'ONU pourrait prendre pour résoudre le problème des actes illicites gênant l'exploitation des aéronefs de l'aviation civile internationale.

# COMMUNICATIONS RELATIVES À LA PRATIQUE SUIVIE EN MATIÈRE DE DISTRIBUTION DES DOCUMENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

779. Le 25 septembre 1969, le texte d'un télégramme daté du 23 septembre 1969, adressé par le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande au Président du Conseil de sécurité, a été publié dans le document S/9455 du Conseil de sécurité<sup>9</sup>.

780. Ce document comportait une note en bas de page indiquant qu'il avait été distribué sur les instructions du Président du Conseil de sécurité.

781. Dans une lettre datée du 15 octobre (S/9486), adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants permanents des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni ont constaté que la communication susvisée des autorités de l'Allemagne de l'Est avait été diffusée par le Président du Conseil de sécurité comme document officiel du Conseil (document S/9455), ce qui laissait supposer qu'il existait un gouvernement autre que celui de la République fédérale d'Allemagne qui soit habilité à parler en tant que représentant du peuple allemand dans les affaires internationales, alors que tel n'était pas le cas. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne était le seul gouvernement allemand librement et légalement élu et, en conséquence, autorisé à parler au nom du peuple allemand dans les affaires internationales. Les trois représentants ont d'autre part appelé l'attention du Conseil sur le fait que cette communication avait été distribuée à la demande du représentant permanent de l'Union soviétique, qui était président du Conseil pour le mois de septembre, ce qui apparaissait clairement à la lecture de la note en bas de page du document S/9455. Selon eux, il eût été approprié que cette demande fût faite dans une lettre émanant du représentant permanent de l'Union soviétique et exposée de façon complète dans le document S/9455.

782. Dans une lettre datée du 7 novembre, adressée au Secrétaire général (S/9498), le représentant permanent de l'URSS s'est référé à la lettre des trois puissances (S/9486) qui, selon lui, contenait comme de coutume des opinions discriminatoires et arbitraires à l'égard d'un Etat socialiste souverain, la République démocratique allemande. Pour avoir été répétée un grand nombre de fois, l'allégation selon laquelle le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne serait "le seul représentant du peuple allemand dans les affaires internationales" n'en restait pas moins dépourvue de tout fondement, illégale et injustifiée car c'était un fait incontestable qu'il existait deux Etats allemands — la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne — et que chacun d'eux exerçait les fonctions inhérentes à un Etat souverain, notamment en ce qui concerne les affaires internationales. Dans cette lettre, le représentant permanent rejetait la prétention de trois représentants de définir l'attitude que le représentant permanent de l'URSS devait adopter pendant la période où il présidait le Conseil de sécurité en ce qui concerne le problème de la distribution des documents officiels adressés au Président du Conseil

par des gouvernements d'Etats Membres et non membres de l'Organisation des Nations Unies. Il ajoutait que c'étaient les buts et principes de la Charte des Nations Unies et non les jugements arbitraires de tels ou tels Membres de l'Organisation, quels qu'ils soient, qui devaient guider le Président du Conseil et faisait observer que la note en bas de page du document S/9455 était le fait d'un acte arbitraire d'un fonctionnaire du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et n'avait pas fait l'objet d'une concertation avec le Président, ce qu'on ne pouvait, bien entendu, considérer comme normal.

783. Dans une lettre datée du 26 novembre, adressée au représentant permanent de l'URSS (S/9515), le Secrétaire général, se référant à la note en bas de page du document S/9455, indiquait qu'à sa connaissance cette déclaration de fait était exacte et qu'elle avait été ajoutée par le Secrétariat avec son approbation pour indiquer clairement sur l'ordre de qui le document était publié, point qui ne ressortait pas par ailleurs du texte de la communication, qui n'était précédé d'aucune note du Président ni d'une demande écrite de distribution émanant d'un Etat Membre. Il avait été nécessaire d'indiquer que ce document S/9455 n'avait pas été distribué sur l'initiative du Secrétariat, car il dérogeait à la pratique et à la politique suivies par le Secrétariat, en vertu desquelles les communications n'étaient distribuées par le Secrétariat en tant que documents officiels du Conseil de sécurité que si cette distribution était expressément demandée par un Etat ou, sinon, si elle était autorisée par le règlement intérieur ou par des décisions pertinentes du Conseil. Aucune de ces conditions n'avait été remplie dans le cas du document S/9455 puisque : a) le télégramme lui-même ne contenait pas de demande de distribution sous forme de document; b) il se référait à la résolution 269 (1969), qui ne contenait aucune disposition demandant des observations de quelque source que ce soit, à l'exception d'un rapport du Secrétaire général sur sa mise en œuvre; et c) les communications antérieures provenant de la même source n'avaient été distribuées sous forme de document que sur la demande écrite d'un Etat Membre. L'Article 6 du règlement intérieur provisoire du Conseil, sur la base duquel le Secrétaire général prenait l'initiative de faire distribuer des communications, se référait, entre autres, aux communications émanant "d'Etats", et la résolution 269 (1969) mentionnait "tous les Etats". Le fait que le Secrétariat ne pouvait, de sa propre initiative, appliquer une formule visant "tout Etat" ou "tous les Etats" sans instructions précises du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale était bien connu, et le Secrétaire général rappelait à cet égard la déclaration qu'il avait faite à la 1258<sup>e</sup> séance plénière de l'Assemblée générale, le 18 novembre 1963. En raison de ces considérations, et afin d'éviter des malentendus qui autrement se seraient produits, le Secrétariat avait ajouté la note en bas de page du document S/9455. Dans ces conditions, et étant donné le caractère absolument concret de cette note, le Secrétaire général ne pouvait conclure qu'il y avait eu en l'occurrence un "acte arbitraire". Il ajoutait que comme la lettre du représentant de l'URSS (S/9498) avait été distribuée en tant que document du Conseil de sécurité, il faisait

<sup>9</sup> Voir chapitre 4, section A, pour la lettre datée du 24 juillet 1969 adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants du Chili, de la Colombie, de la Guyane, de l'Inde, de l'Indonésie, du Nigéria, du Pakistan, de la République arabe unie, de la Turquie, de la Yougoslavie et de la Zambie.



également distribuer sa réponse sous forme de document.

784. Le 22 décembre était publié le document du Conseil de sécurité S/9579 qui comprenait une note en bas de page où il était précisé que celui-ci était distribué sur les instructions du Président du Conseil de sécurité <sup>10</sup>.

785. Dans une lettre datée du 22 janvier 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9624), les représentants des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni ont constaté qu'une communication des autorités de l'Allemagne de l'Est avait été diffusée sur les instructions du Président du Conseil de sécurité, sous la cote S/9579. En ce qui concerne la procédure suivie à cette occasion, les représentants tenaient à réaffirmer leur position, telle qu'exposée dans leur lettre du 15 octobre (S/9486).

786. Dans une lettre datée du 2 mars, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/9674), le représentant permanent de l'URSS a déclaré, se référant au document S/9624, que les représentants des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni cherchaient à nouveau à contester la légalité des actes du Président du Conseil en ce qui concerne la diffusion, comme documents officiels du Conseil, des communications que ce dernier recevait des Etats. Le représentant permanent a ajouté que les déclarations ainsi faites par les trois représentants susmentionnés n'avaient pas de fondement juridique puisque le fait de diffuser comme documents officiels, sur instructions du Président du Conseil, les communications qu'il recevait des Etats, y compris les communications d'un Etat souverain tel que la République démocratique allemande, était entièrement conforme à la pratique établie et à la procédure acceptée à l'ONU. Le représentant permanent de l'URSS ajoutait que le Président du Conseil de sécurité avait incontestablement le droit de diffuser les lettres des gouvernements d'Etats Membres et d'Etats non membres de l'ONU touchant les questions qui relevaient de la compétence du Conseil et que, sur ce point, il devait s'inspirer des buts et principes de la Charte de l'Organisation et non des appréciations arbitraires de tel ou tel Membre de l'ONU.

787. Dans une lettre datée du 5 mars 1970 (S/9680), le représentant permanent d'Israël a demandé

<sup>10</sup> Voir également le chapitre 15.

la distribution du texte d'une déclaration faite à la Knesset le 4 mars 1970 par le Ministre des affaires étrangères d'Israël.

788. Dans une lettre datée du 13 mars (S/9704), le représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a formulé une protestation au sujet de la distribution en tant que document officiel du Conseil de sécurité de cette déclaration, en faisant valoir qu'elle contenait des allégations sur des questions relevant à tous égards de la compétence nationale de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, en violation des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, ce qui la rendait illégale. Il a ajouté que cette distribution allait en outre à l'encontre de la procédure du Conseil de sécurité selon laquelle devaient être publiés en tant que documents officiels du Conseil de sécurité les documents ayant trait aux questions dont le Conseil de sécurité était saisi et qui étaient inscrites à son ordre du jour.

789. Dans une réponse datée du 19 mars (S/9718), le représentant permanent d'Israël a indiqué que les objections élevées contre la distribution de la déclaration d'Israël n'étaient pas fondées et que cette déclaration avait été provoquée par la politique de l'Union soviétique qui appuyait sans réserve l'agression arabe contre Israël, politique qui évidemment intéressait directement le Conseil de sécurité. Par ailleurs, les droits des Juifs d'Union soviétique mentionnés dans cette déclaration étaient un objet de préoccupation directe pour tous les Etats Membres, et le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte ne pouvait pas être interprété comme le représentant de l'URSS cherchait à le faire.

790. Dans une lettre datée du 27 mars (S/9723), le représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a protesté vigoureusement contre la décision illégale prise par le Président du Conseil de sécurité de faire distribuer la lettre du représentant permanent d'Israël datée du 19 mars (S/9718), décision contraire à la Charte de l'ONU ainsi qu'à la pratique du Conseil de sécurité puisque la question traitée relevait totalement de la compétence interne d'un Etat Membre de l'ONU et n'avait pas le moindre rapport avec la question de la situation au Moyen-Orient ou avec toute autre question figurant à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

## Chapitre 29

### COMMUNICATIONS CONCERNANT LA RATIFICATION DU TRAITE SUR LA NON-PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES

791. Par lettres datées respectivement du 7 mars (S/9684), du 12 mars (S/9701) et du 13 mars (S/9703), les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont transmis le texte des déclarations faites par le Président du Conseil des ministres de l'URSS, le Président des Etats-Unis et le Premier Ministre du Royaume-Uni, lors de la cérémonie qui a eu lieu à l'occasion du dépôt des instruments de ratification du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et ont demandé que ces textes soient distribués comme documents officiels du Conseil de sécurité et, en raison de la mention qui y est faite de la résolution 2373 (XXII), comme documents officiels de l'Assemblée générale. Après s'être félicités de l'entrée en vigueur du Traité, les chefs de gouvernement des trois Etats ont instamment invité les Etats qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité et ont souligné combien il importait que les puissances

nucléaires, de même que tous les autres pays, fassent tout leur possible pour mettre fin à la course aux armements nucléaires et progresser dans la voie du désarmement général et complet.

### **Chapitre 30**

#### **COMMUNICATION CONCERNANT LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DES TRAITÉS**

792. Par une note en date du 30 janvier 1970 (S/9631), le Président du Conseil de sécurité a attiré l'attention des membres du Conseil sur la résolution relative à la Déclaration sur l'interdiction de la contrainte militaire, politique ou économique lors de la conclusion des traités, qui a été adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, et dont le Secrétaire général lui a transmis le texte. Dans le dispositif de la Déclaration, la Conférence a solennellement condamné le recours à la menace ou à l'emploi de toutes les formes de pression, qu'elle soit militaire, politique ou économique, par quelque Etat que ce soit, en vue de contraindre un autre Etat à accomplir un acte quelconque lié à la conclusion d'un traité, en violation des principes de l'égalité souveraine des Etats et de la liberté du consentement, et a décidé que la Déclaration ferait partie de l'Acte final de la Conférence sur le droit des traités.

### **Chapitre 31**

#### **COMMUNICATION RELATIVE À LA SIXIÈME CONFÉRENCE AU SOMMET DES ÉTATS D'AFRIQUE ORIENTALE ET CENTRALE**

793. Par une lettre en date du 10 mars 1970 (S/9695), le représentant du Soudan a transmis au Conseil de sécurité le texte d'un communiqué conjoint publié à l'issue de la sixième Conférence au sommet des Etats d'Afrique orientale et centrale, qui s'est tenue à Khartoum du 26 au 28 janvier 1970. Il est déclaré dans ce communiqué que les représentants des 14 Etats qui avaient pris part à la Conférence, à savoir les représentants du Burundi, de l'Ethiopie, du Kenya, du Malawi, de l'Ouganda, de la République Centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de la République populaire du Congo, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, de la Somalie, du Soudan, du Tchad et de la Zambie avaient décidé d'intensifier par tous les moyens appropriés la lutte pour la libération nationale menée en Afrique en fournissant aux mouvements de libération toutes les facilités voulues pour leur permettre de poursuivre la lutte et de prier Sa Majesté impériale Haïlé Sélassié I<sup>er</sup> d'entrer en rapport avec les chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique en vue de l'application rapide et efficace des décisions relatives au renforcement de la lutte pour la libération, ainsi qu'avec les mouvements de libération nationale en vue de coordonner leurs activités.

### **Chapitre 32**

#### **COMMUNICATION CONCERNANT LA QUESTION DE LA PROTECTION ET DE L'INVIOLENTÉ DES AGENTS DIPLOMATIQUES**

794. Dans une lettre datée du 5 mai 1970 (S/9789), le représentant des Pays-Bas a dit que son gouvernement tenait à rappeler que depuis des temps immémoriaux les règles du droit international établissaient l'immunité et l'inviolemté des agents diplomatiques. Ce gouvernement estimait donc que le nombre croissant d'attaques dont les diplomates étaient victimes et qui quelquefois leur coûtaient la vie risquaient de compromettre les relations amicales entre les Etats. De plus, ces atteintes portées à la personne, à la liberté et la dignité des diplomates pouvaient provoquer des situations risquant de susciter des différends et, par là même, mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Dans ces conditions, le Gouvernement néerlandais jugeait opportun d'appeler l'attention sur cette question et de prier le Président du Conseil de sécurité d'informer les membres du Conseil et les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies des préoccupations que lui causait cet état de choses.

**COMMUNICATION CONCERNANT LA QUESTION DU RENFORCEMENT  
DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE**

795. Par une lettre datée du 5 mai 1970, le représentant permanent du Brésil a communiqué au Président du Conseil de sécurité (S/9786), afin qu'il en informe les membres du Conseil, le texte d'un mémorandum concernant le renforcement de la sécurité internationale que le Gouvernement brésilien avait transmis au Secrétaire général conformément au paragraphe 3 de la résolution 2606 (XXIV) de l'Assemblée générale. Le Brésil a demandé que le mémorandum soit distribué comme document du Conseil de sécurité.

796. Il était indiqué dans le mémorandum que, de l'avis du Gouvernement brésilien, le renforcement de la sécurité internationale par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pouvait être réalisé : a) par une réaffirmation, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation, de l'attachement des Etats Membres aux buts et aux principes de la Charte, en particulier de la part des grandes puissances; et b) par l'amélioration et le renforcement du mécanisme de sécurité collective de l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne ce mécanisme, deux orientations pourraient être explorées, à savoir : a) la révision de la Charte de manière à l'adapter aux fonctions nouvelles que l'Organisation des Nations Unies pouvait être appelée à exercer à l'avenir; et b) l'utilisation complète des procédures déjà offertes par le Chapitre VI de la Charte des Nations Unies. Malgré le haut degré de priorité que le Gouvernement brésilien attachait à la nécessité d'une révision de la Charte, il estimait que des mesures d'urgence pourraient être prises sans attendre l'aboutissement des procédures nécessairement longues qu'impliquait une telle révision. De l'avis du Gouvernement brésilien, l'institution par le Conseil de sécurité de comités *ad hoc* pour le règlement pacifique des différends ainsi que l'adoption d'autres mesures mettant l'accent sur le rôle diplomatique du Conseil, qu'il fallait distinguer de son rôle politique, auraient un effet positif immédiat sur l'aptitude actuelle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales.

**Chapitre 34**

**COMMUNICATION DE L'ORGANISATION DES ETATS AMÉRICAINS**

797. Par une lettre datée du 9 mars 1970 (S/9693), adressée au Secrétaire général, le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) a informé le Conseil de sécurité que la dixième réunion de consultation des ministres des affaires extérieures, qui était consacrée à la situation en République Dominicaine, avait terminé ses travaux le 6 mars et que, le même jour, les représentants spéciaux avaient signé l'Acte final.

## APPENDICES

### I. — Membres du Conseil de sécurité en 1969 et 1970

1969	1970
Algérie	Burundi
Chine	Chine
Colombie	Colombie
Espagne	Espagne
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique
Finlande	Finlande
France	France
Hongrie	Népal
Népal	Nicaragua
Pakistan	Pologne
Paraguay	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sierra Leone
Sénégal	Syrie
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques
Zambie	Zambie

### II. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité

Les représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim dont le nom suit ont été accrédités auprès du Conseil de sécurité pour la période qui fait l'objet du présent rapport:

#### Algérie <sup>a</sup>

M. Abdellatif Rahal  
M. Hadj Benabdelkader Azzout  
M. M'hammed Yazid

#### Burundi <sup>b</sup>

M. Nsanzé Terence  
M. Felix Magenge

#### Chine

M. Liu Chieh  
M. Chun-Ming Chang

#### Colombie

M. Joaquín Vallejo Arbelaez  
M. José María Morales-Suárez

#### Espagne

M. Jaime de Pinies  
M. Gabriel Cañadas

#### Etats-Unis d'Amérique

M. Charles W. Yost  
M. William B. Buffum  
M. Christopher H. Phillips

#### Finlande

M. Max Jakobson  
M. Ilkka Pastinen  
M. Matti Cawen  
M. Ensio Helaniemi

#### France

M. Armand Bérard  
M. Claude Chayet  
M. Marcel Bouquin  
M. Jacques Kosciusko-Morizet

#### Hongrie <sup>a</sup>

M. Károly Csatorday  
M. József Tardos  
M. Endre Zádor

#### Népal <sup>b</sup>

M. Padma Bahadur Khatri  
M. Uddhav Deo Bhatt

#### Nicaragua <sup>b</sup>

M. Guillermo Sevilla-Sacasa  
M. Alfonso Ortego Urbina  
M. Guillermo Lang  
M. José Román  
M. Gilberto Pérez-Alonso

#### Pakistan <sup>a</sup>

M. Agha Shahi  
M. Mohammad Yunus

#### Paraguay <sup>a</sup>

M. Miguel Solano López  
M. Víctor Manuel Jara Recalde

#### Pologne <sup>b</sup>

M. Eugeniusz Kulaga  
M. Leszek Kasprzyk

#### Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Lord Caradon  
M. Frederick A. Warner  
M. David H. T. Hildyard  
M. Anthony D. Parsons  
M. Henry Darwin

#### Sénégal <sup>a</sup>

M. Ibrahima Boye  
M. Abdou Salam M'Bengue

#### Sierra Leone <sup>b</sup>

M. Davidson S. H. W. Nicol  
M. Freddie B. Savage  
M. Charles E. Wyse

#### Syrie <sup>b</sup>

M. George J. Tomeh  
M. Rafic Jouejati

#### Union des Républiques socialistes soviétiques

M. Yakov Aleksandrovich Malik  
M. Lev Isaakovich Mendelevich  
M. Aleksei Vasilyevich Zakharov  
M. Viktor Levonovich Issraelyan  
M. Nikolai Konstantinovich Tarassov  
M. Vikenti Pavlovich Sobolev

#### Zambie

M. Vernon Johnson Mwaanga  
M. Lishomwa Sheba Muuka

<sup>a</sup> Le mandat de ces pays a pris fin le 31 décembre 1969.

<sup>b</sup> Le mandat de ces pays a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 1970.



### III. — Présidents du Conseil de sécurité

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, la présidence du Conseil de sécurité a été assurée successivement par les représentants dont le nom suit :

**Sénégal**  
M. Ibrahima Boye (du 16 au 31 juillet 1969)

**Espagne**  
M. Jaime de Piniés (du 1<sup>er</sup> au 31 août 1969)

**Union des Républiques socialistes soviétiques**  
M. Yakov Aleksandrovich Malik (du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 1969)

**Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**  
Lord Caradon (du 1<sup>er</sup> au 31 octobre 1969)

**Etats-Unis d'Amérique**  
M. Charles W. Yost (du 1<sup>er</sup> au 30 novembre 1969)

**Zambie**  
M. Vernon Johnson Mwaanga (du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 1969)

**Burundi**  
M. Nsanzé Terence (du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 1970)

**Chine**  
M. Liu Chieh (du 1<sup>er</sup> au 28 février 1970)

**Colombie**  
M. Joaquín Vallejo Arbelaez (du 1<sup>er</sup> au 31 mars 1970)

**Finlande**  
M. Max Jakobson (du 1<sup>er</sup> au 30 avril 1970)

**France**  
M. Jacques Kosciusko-Morizet (du 1<sup>er</sup> au 31 mai 1970)

**Népal**  
M. Padma Bahadur Khatri (du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1970)

### IV. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juillet 1969 et le 15 juin 1970

Séances	Objet	Dates
1486°	Plainte de la Zambie : Lettre datée du 15 juillet 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Zambie (S/9331)	18 juillet 1969
1487°	<i>Id.</i>	22 juillet 1969
1488°	<i>Id.</i>	23 juillet 1969
1489°	<i>Id.</i>	24 juillet 1969
1490°	<i>Id.</i>	25 juillet 1969
1491°	<i>Id.</i>	28 juillet 1969
1492°	La situation en Namibie : Lettre datée du 24 juillet 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants du Chili, de la Colombie, de la Guyane, de l'Inde, de l'Indonésie, du Nigéria, du Pakistan, de la République arabe unie, de la Turquie, de la Yougoslavie et de la Zambie (S/9359)	30 juillet 1969
1493°	<i>Id.</i>	4 août 1969
1494°	<i>Id.</i>	6 août 1969
1495°	<i>Id.</i>	8 août 1969
1496°	<i>Id.</i>	11 août 1969
1497°	<i>Id.</i>	12 août 1969
1498°	La situation au Moyen-Orient : a) Lettre datée du 12 août 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires a. i. du Liban (S/9385) b) Lettre datée du 12 août 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël (S/9387)	13 août 1969
1499°	<i>Id.</i>	14 août 1969

Séances	Objet	Dates
1500°	<i>Id.</i>	14 août 1969
1501°	<i>Id.</i>	15 août 1969
1502°	<i>Id.</i>	18 août 1969
1503°	La situation en Irlande du Nord : Lettre datée du 17 août 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Irlande (S/9394)	20 août 1969
1504°	La situation au Moyen-Orient : a) Lettre datée du 12 août 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires a. i. du Liban (S/9385) b) Lettre datée du 12 août 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël (S/9387)	26 août 1969
1505°	Lettre datée du 18 août 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique (S/9397)	27 août 1969
1506°	<i>Id.</i>	29 août 1969
1507°	La situation au Moyen-Orient : Lettre datée du 28 août 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Afghanistan, de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de la Guinée, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, de la Libye, de la Malaisie, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, du	9 septembre 1969

	Pakistan, de la République arabe unie, de la Somalie, du Soudan, de la Syrie, de la Tunisie, de la Turquie, du Yémen et du Yémen du Sud (S/9421 et Add.1 et 2)	
1508 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	10 septembre 1969
1509 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	11 septembre 1969
1510 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	12 septembre 1969
1511 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	15 septembre 1969
1512 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	15 septembre 1969
1513 <sup>e</sup>	Examen du rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale (privée)	15 octobre 1969
1514 <sup>e</sup>	Cour internationale de Justice : Lettre datée du 23 septembre 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président de l'Assemblée générale (S/9462)	23 octobre 1969
1515 <sup>e</sup>	Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice (S/9353, S/9354 et Add.1/Rev.1 et Add.2 à 4, S/9391)	27 octobre 1969
1516 <sup>e</sup>	Plainte du Sénégal : Lettre datée du 27 novembre 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Sénégal (S/9513)	4 décembre 1969
1517 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	5 décembre 1969
1518 <sup>e</sup>	Plaintes du Sénégal : a) Lettre datée du 27 novembre 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Sénégal (S/9513) b) Lettre datée du 7 décembre 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Sénégal (S/9541)	8 décembre 1969
1519 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	8 décembre 1969
1520 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	9 décembre 1969
1521 <sup>e</sup>	Lettre datée du 26 décembre 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre (S/5488) Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/9521 et Corr.1)	11 décembre 1969
1522 <sup>e</sup>	Plainte de la Guinée : Lettre datée du 4 décembre 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires a. i. de la Guinée (S/9528)	15 décembre 1969
1523 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	17 décembre 1969
1524 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	18 décembre 1969
1525 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	19 décembre 1969
1526 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	22 décembre 1969
1527 <sup>e</sup>	La situation en Namibie : Lettre datée du 26 janvier 1970, adressée au Président	28 janvier 1970

du Conseil de sécurité par les représentants de l'Afghanistan, de l'Algérie, du Burundi, du Cambodge, de Ceylan, de Chypre, du Congo (République démocratique du), du Congo (République populaire du), du Dahomey, de l'Ethiopie, du Gabon, de la Guinée, de la Haute-Volta, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, du Japon, de la Jordanie, du Kenya, du Koweït, du Laos, du Liban, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, de la Malaisie, du Mali, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, du Népal, du Niger, du Nigéria, de l'Ouganda, du Pakistan, des Philippines, de la République arabe unie, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de Singapour, de la Somalie, du Soudan, de la Syrie, du Tchad, de la Thaïlande, du Togo, de la Tunisie, de la Turquie, du Yémen du Sud, de la Yougoslavie et de la Zambie (S/9616 et Add. 1 à 3)

1528 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	29 janvier 1970
1529 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	30 janvier 1970
1530 <sup>e</sup>	Question relative à la situation en Rhodésie du Sud : Lettre datée du 3 mars 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Royaume-Uni (S/9675)	6 mars 1970
1531 <sup>e</sup>	Question relative à la situation en Rhodésie du Sud : a) Lettre datée du 3 mars 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Royaume-Uni (S/9675) b) Lettre datée du 6 mars 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Algérie, du Botswana, du Burundi, du Cameroun, du Congo (République démocratique du), du Congo (République populaire du), de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, de l'Ethiopie, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée équatoriale, de la Haute-Volta, du Kenya, du Lesotho, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République arabe	11 mars 1970

<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>	<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>
	unie, de la République centrafricaine, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Swaziland, du Tchad, du Togo, de la Tunisie et de la Zambie (S/9682/Rev.1)			dent du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Liban (S/9794)	
1532 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	12 mars 1970	1538 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	12 mai 1970
1533 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	13 mars 1970	1539 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	13 mai 1970
1534 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	17 mars 1970	1540 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	14 mai 1970
1535 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	18 mars 1970	1541 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	15 mai 1970
1536 <sup>e</sup>	La question de Bahreïn :	11 mai 1970	1542 <sup>e</sup>	<i>Id.</i>	19 mai 1970
	a) Lettre datée du 4 mai 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Iran (S/9779)		1543 <sup>e</sup>	Lettre datée du 26 décembre 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre (S/5488)	9 juin 1970
	b) Lettre datée du 5 mai 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (S/9783)			Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/9814 et Corr.1 et 2)	
	c) Note du Secrétaire général (S/9772)		1544 <sup>e</sup>	Question relative à l'organisation de réunions périodiques du Conseil de sécurité conformément au paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte :	12 juin 1970
1537 <sup>e</sup>	La situation au Moyen-Orient :	12 mai 1970		Lettre datée du 5 juin 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Finlande (S/9824)	
	a) Lettre datée du 12 mai 1970, adressée au Prési-				

## V. — Comité d'état-major : représentants, présidents et secrétaires principaux

### A. — REPRÉSENTANTS DE CHAQUE ARME POUR CHAQUE DÉLÉGATION

16 juillet 1969-15 juin 1970

#### Délégation chinoise

Général Wang Shu-ming, Armée de l'air chinoise .....	16 juillet 1969 jusqu'à ce jour
Contre-Amiral Hsiung Teh-shu, Marine chinoise .....	16 juillet 1969 jusqu'à ce jour
Colonel Hwang Hsiung-sheng, Armée de l'air chinoise et représentant par intérim de l'Armée .....	16 juillet 1969 jusqu'à ce jour

#### Délégation des États-Unis

Général de corps aérien J. W. Carpenter III, Armée de l'air des États-Unis .....	16 juillet 1969 jusqu'à ce jour
Vice-Amiral J. M. Lee, Marine des États-Unis .....	27 février 1970 jusqu'à ce jour
Vice-Amiral A. F. Schade, Marine des États-Unis .....	27 février 1970 jusqu'à ce jour
Général de corps d'armée H. J. Lemley, Jr., Armée des États-Unis .....	16 juillet 1969-1 <sup>er</sup> août 1969
Général de corps d'armée R. G. Stilwell, Armée des États-Unis .....	1 <sup>er</sup> août 1969 jusqu'à ce jour

#### Délégation française

Général de brigade R. J. Pessey, Armée française .....	16 juillet 1969 jusqu'à ce jour
Colonel J. Faberes, Armée de l'air française .....	16 juillet 1969 jusqu'à ce jour
Capitaine de frégate J. P. Murgue, Marine française .....	16 juillet 1969 jusqu'à ce jour

#### Délégation du Royaume-Uni

Général de corps d'armée sir George Lea, Armée britannique .....	16 juillet 1969-28 mai 1970
Général de brigade D. J. St. M. Tabor, Armée britannique .....	28 mai 1970 jusqu'à ce jour

Contre-Amiral L. E. S. H. Le Bailly, Marine britannique	16 juillet 1969-28 août 1969
Contre-Amiral C. C. H. Dunlop, Marine britannique	28 août 1969 jusqu'à ce jour
Général de division aérienne D. Crowley-Milling, Royal Air Force	16 juillet 1969-10 mars 1970
Général de brigade aérienne C. W. Coulthard, Royal Air Force	10 mars 1970-28 mai 1970
Général de corps aérien sir John Lapsley, Royal Air Force	28 mai 1970 jusqu'à ce jour
<i>Délégation de l'URSS</i>	
Général de division M. I. Stolnik, Armée soviétique	16 juillet 1969 jusqu'à ce jour
Capitaine de vaisseau V. N. Vashchenko, Marine soviétique	16 juillet 1969-8 avril 1970
Capitaine de vaisseau N. I. Roshchin, Marine soviétique	8 avril 1970 jusqu'à ce jour
Colonel V. I. Pereverzev, Armée de l'air soviétique	16 juillet 1970 jusqu'à ce jour

## B. — PRÉSIDENTS DES SÉANCES

16 juillet 1969-15 juin 1970

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Présidents</i>	<i>Délégations</i>
630 <sup>e</sup>	17 juillet 1969	Vice-Amiral J. M. Lee, Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
631 <sup>e</sup>	31 juillet 1969	Vice-Amiral J. M. Lee, Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
632 <sup>e</sup>	14 août 1969	Général Wang Shu-ming, Armée de l'air chinoise	Chine
633 <sup>e</sup>	28 août 1969	Général Wang Shu-ming, Armée de l'air chinoise	Chine
634 <sup>e</sup>	11 septembre 1969	Général de brigade R. J. Pessey, Armée française	France
635 <sup>e</sup>	25 septembre 1969	Général de brigade R. J. Pessey, Armée française	France
636 <sup>e</sup>	9 octobre 1969	Général de division M. I. Stolnik, Armée soviétique	URSS
637 <sup>e</sup>	23 octobre 1969	Général de division M. I. Stolnik, Armée soviétique	URSS
638 <sup>e</sup>	6 novembre 1969	Général de division aérienne D. Crowley-Milling, Royal Air Force	Royaume-Uni
639 <sup>e</sup>	20 novembre 1969	Général de corps d'armée sir George Lea, Armée britannique	Royaume-Uni
640 <sup>e</sup>	4 décembre 1969	Vice-Amiral J. M. Lee, Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
641 <sup>e</sup>	18 décembre 1969	Vice-Amiral J. M. Lee, Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
642 <sup>e</sup>	15 janvier 1970	Général Wang Shu-ming, Armée de l'air chinoise	Chine
643 <sup>e</sup>	29 janvier 1970	Général Wang Shu-ming, Armée de l'air chinoise	Chine
644 <sup>e</sup>	12 février 1970	Général de brigade R. J. Pessey, Armée française	France
645 <sup>e</sup>	26 février 1970	Colonel J. Faberes, Armée de l'air française	France
646 <sup>e</sup>	12 mars 1970	Général de division M. I. Stolnik, Armée soviétique	URSS
647 <sup>e</sup>	26 mars 1970	Capitaine de vaisseau V. N. Vaschenko, Marine soviétique	URSS
648 <sup>e</sup>	9 avril 1970	Contre-Amiral C. C. H. Dunlop, Marine britannique	Royaume-Uni
649 <sup>e</sup>	23 avril 1970	Général de corps d'armée sir George Lea, Armée britannique	Royaume-Uni
650 <sup>e</sup>	7 mai 1970	Vice-Amiral A. F. Schade, Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
651 <sup>e</sup>	21 mai 1970	Vice-Amiral A. F. Schade, Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
652 <sup>e</sup>	4 juin 1970	Général Wang Shu-ming, Armée de l'air chinoise	Chine



**C. — SECRÉTAIRES PRINCIPAUX**  
**16 juillet 1969 — 15 juin 1970**

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Secrétaires principaux</i>	<i>Délégations</i>
630 <sup>e</sup>	17 juillet 1969	Capitaine B. T. Douglas, Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
631 <sup>e</sup>	31 juillet 1969	Capitaine B. T. Douglas, Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
632 <sup>e</sup>	14 août 1969	Colonel Hwang Hsiung-sheng, Armée de l'air chinoise	Chine
633 <sup>e</sup>	28 août 1969	Contre-Amiral Hsiung Teh-shu, Marine chinoise	Chine
634 <sup>e</sup>	11 septembre 1969	Lieutenant-Colonel J. F. Podeur, Armée française	France
635 <sup>e</sup>	25 septembre 1969	Général de brigade R. J. Pessey, Armée française	France
636 <sup>e</sup>	9 octobre 1969	Lieutenant-Colonel Y. P. Vetrov, Armée soviétique	URSS
637 <sup>e</sup>	23 octobre 1969	Lieutenant-Colonel Y. P. Vetrov, Armée soviétique	URSS
638 <sup>e</sup>	6 novembre 1969	Colonel C. H. M. Toye, Armée britannique	Royaume-Uni
639 <sup>e</sup>	20 novembre 1969	Colonel F. H. Bristowe, Royal Marines	Royaume-Uni
640 <sup>e</sup>	4 décembre 1969	Colonel A. A. Olson, Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
641 <sup>e</sup>	18 décembre 1969	Colonel A. A. Olson, Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
642 <sup>e</sup>	15 janvier 1970	Colonel Hwang Hsiung-sheng, Armée de l'air chinoise	Chine
643 <sup>e</sup>	29 janvier 1970	Colonel Hwang Hsiung-sheng, Armée de l'air chinoise	Chine
644 <sup>e</sup>	12 février 1970	Lieutenant-Colonel J. F. Podeur, Armée française	France
645 <sup>e</sup>	26 février 1970	Lieutenant-Colonel J. F. Podeur, Armée française	France
646 <sup>e</sup>	12 mars 1970	Lieutenant-Colonel Y. P. Vetrov, Armée soviétique	URSS
647 <sup>e</sup>	26 mars 1970	Lieutenant-Colonel Y. P. Vetrov, Armée soviétique	URSS
648 <sup>e</sup>	9 avril 1970	Colonel F. H. Bristowe, Royal Marines	Royaume-Uni
649 <sup>e</sup>	23 avril 1970	Colonel J. M. Daniel, Royal Air Force	Royaume-Uni
650 <sup>e</sup>	7 mai 1970	Colonel A. A. Olson, Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
651 <sup>e</sup>	21 mai 1970	Colonel A. A. Olson, Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
652 <sup>e</sup>	4 juin 1970	Colonel Hwang Hsiung-sheng, Armée de l'air chinoise	Chine

---

#### **HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### **COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### **КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ**

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### **COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---